

مكتبة من اجل



Le Monde

CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 16728 - 7,50 F - 1,13 EURO
SAMEDI 7 NOVEMBRE 1998
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

■ Attentat à Jérusalem

Une voiture piégée a explosé, vendredi, à l'entrée du principal marché de Jérusalem, faisant deux morts, dont au moins un kamikaze, selon le chef de la police.

■ Après Mitch, la famine

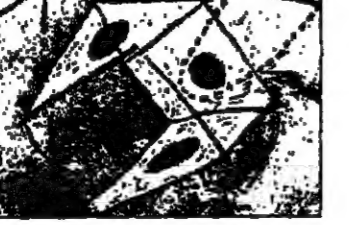
Les derniers bilans font état de près de 11 500 morts et 13 000 disparus, en majorité au Honduras et au Nicaragua. La famine et les épidémies menacent, alors que les chefs d'Etat d'Amérique centrale doivent se réunir lundi.

■ Les certitudes de Charles Millon

Le président de la région Rhône-Alpes réunit, ce week-end, le congrès constitutif de la Droite. « La droite n'a pas été au pouvoir depuis 1945 », déclare-t-il au Monde.

■ Régis Debray en national-républicain

Mieux vaut être un « national-républicain » que « euro-péiste » grégaire : telle est la thèse défendue par Régis Debray lors d'une conférence prononcée vendredi à la Sorbonne, dont Le Monde publie des extraits.



■ « Parler quantique »

La physique quantique, vedette des laboratoires depuis soixante-dix ans, gagne soudain les cercles intellectuels et littéraires.

■ Le Nigeria vers la démocratie

Des élections pour désigner un président civil devraient avoir lieu avant le 11 mai 1999, mais les divisions ethniques menacent la transition démocratique.

■ Les Européens jugent l'Europe

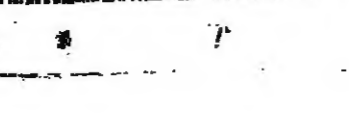
Selon un sondage effectué dans onze pays de l'Union, les jeunes Européens ont confiance dans la construction communautaire. Tony Blair est le plus populaire des dirigeants européens.

■ Banques : des choix délicats

Les unes après les autres, les banques annoncent de mauvais résultats pour le troisième trimestre 1998. Les dirigeants de trois des plus grands groupes mondiaux ont dû démissionner.

Allemagne, 5 DM ; Autriche, 5 S ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 16 KRD ; Espagne, 225 PTA ; France, 1 F ; Grèce, 200 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 200 L ; Luxembourg, 40 FL ; Pays-Bas, 10 Gld ; Norvège, 14 KRW ; Portugal, 200 PTE ; Royaume-Uni, 5 £ ; Suède, 100 F SWE ; Suisse, 2,10 F S ; Taiwan, 120 N ; USA, 1 \$; USA, 1 \$; USA, 1 \$.

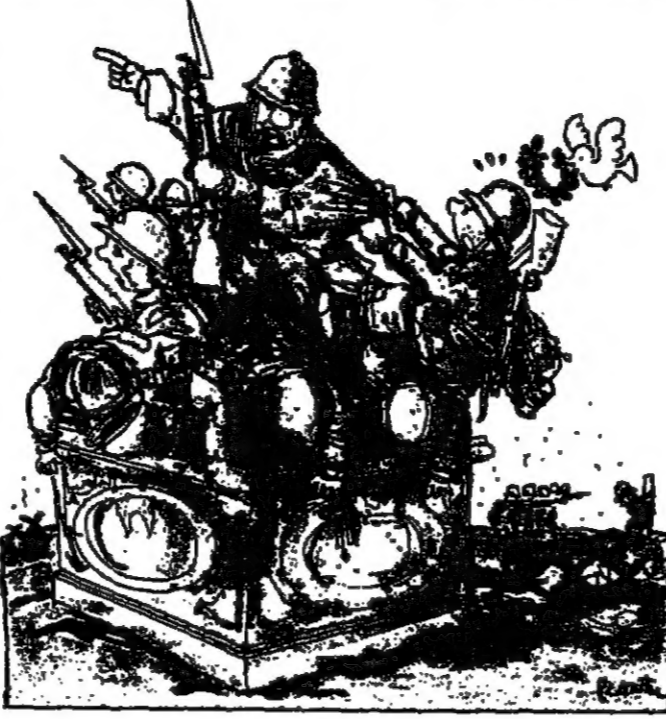
M 0147 - 1107 - 7,50 F



La République honore les mutins de 1917

● L'hommage de Lionel Jospin au Chemin des Dames : « Que ces soldats, fusillés pour l'exemple, réintègrent pleinement notre mémoire collective ! » ● Ces mutineries sont longtemps restées un sujet tabou, frappé par la censure ● 49 soldats furent exécutés sur ordre de Philippe Pétain

LES COMBATS de la guerre de 1914-1918, quatre-vingts ans après la fin du premier conflit mondial, qui fit entre quinze et vingt millions de morts, ont été commémorés par Lionel Jospin, jeudi 5 novembre, sous la forme d'un hommage rendu aux mutins de Craonne, sur le Chemin des Dames, en 1917. C'est la première fois qu'un dirigeant français célèbre la mémoire de ceux qui avaient refusé, après la tuerie de l'offensive Nivelle, en avril 1917, de marcher au combat pour de nouveaux assauts inutiles et meurtriers. « Certains de ces soldats, épuisés par des attaques répétées à l'avance, glissant dans une boue trempée de sang, plongés dans un désespoir sans fond, refusèrent d'être sacrifiés. Que ces soldats, "fusillés pour l'exemple" au nom d'une discipline dont la rigueur n'avait d'égal que la dureté des combats, réintègrent aujourd'hui, pleinement, notre mémoire collective nationale ! », a déclaré le premier ministre.



souvenir des échecs de l'état-major et des mutineries. Nommé commandant en chef en remplacement de Nivelle, Philippe Pétain avait fait procéder à l'exécution de quarante-neuf des quelques centaines de condamnations à mort prononcées par les tribunaux militaires. Ces événements avaient été longtemps occultés, même si les pacifistes des années 20 et 30 en avaient gardé la mémoire. La censure s'était exercée pendant près de cinquante ans sur le cinéma, en France, le film de l'Américain Stanley Kubrick, *Les sentiers de la gloire*, réalisé en 1958, étant resté interdit jusqu'en 1976.

Président des Gueules cassées, association fondée en 1921, le général Jean Salvan a déclaré au Monde : « Il est assez incohérent de réhabiliter des mutins alors qu'on s'est élevé contre des révoltes militaires à d'autres moments, comme en Algérie. »

Lire page 8, notre série page 15 et notre éditorial page 20

L'avenir des lycées

■ Le mouvement s'enlise : faible mobilisation à Paris et en province

■ Allègement des programmes : le débat autour du contenu de l'enseignement

■ Les éditeurs de manuels scolaires face à la réforme de Claude Allègre

■ Le casse-tête des grilles horaires

Lire pages 12 et 13

Boris Eltsine à cœur ouvert en « prime time » à la télévision russe

MOSCOU de notre correspondant. Une musique de film policier, de longs travellings dans des couloirs d'hôpitaux, des cortèges de voitures forçant dans la nuit, des images d'archives, de ventricules et de cœur... Les téléspectateurs russes ont eu droit, jeudi soir 5 novembre, à cinquante minutes de frissons pour célébrer le deuxième anniversaire du quintuple pontage coronarien de leur président, Boris Eltsine. La chaîne de télévision NTV, qui a diffusé cette longue enquête, a choisi de mettre en « prime time » la santé du président russe, sujet qui, jusqu'à ces dernières semaines, n'était qu'effleuré avec précaution par les médias russes.

Le documentaire n'apporte pas de nouvelles révélations sur les conditions dans lesquelles s'était passée l'opération subtile, le 5 novembre 1996, par M. Eltsine, cinq mois après sa réélection à la présidence de la Fédération de Russie. Le travail de NTV confirme, cependant, la gravité des risques encourus. Il raconte en détail la désinformation organisée alors par les officiels du Kremlin. Il est ainsi rappelé que le « concile » de médecins russes et étrangers, formé pour l'occasion, avait jugé que M. Eltsine était « opérable ». Il est aussi expliqué comment une équipe de chirurgiens allemands se tenait prête, en cas d'échec de l'opération à cœur ouvert, à effectuer une transplantation cardiaque.

Ce développement n'est pas la seule « première » de cette émission télévisée. De façon inhabituelle, en effet, les proches du président ont accepté de parler devant la caméra. Ancien porte-parole du Kremlin, Sergueï Iastjenski raconte comment il avait pu contenir la curiosité des journalistes et des chanceleries occidentales. Ancien premier ministre, Victor Tchernomyrdine explique que « non », les codes nucléaires ne lui avaient pas été transmis et que, d'ailleurs, il « n'en avait pas besoin ». Même la famille du président sort du silence : Naïna et Tatiana, épouse et fille de M. Eltsine, confient, devant une tasse de thé, combien il était « un malade difficile, ne supportant pas de rester au lit ».

L'impact de cette diffusion a été d'autant plus fort que le chef de l'Etat russe paraît, depuis plusieurs mois, incapable d'exercer pleinement ses fonctions. A 3 400 kilomètres de Moscou, il se repose, depuis une semaine, sur les bords de la mer Noire, victime, selon ses médecins, d'« asthénie » et d'une « fatigue généralisée ». La maladie présidentielle est ainsi devenue un fait public qui n'est plus contesté par personne, pas même par son entourage. Journaux et télévisions russes détaillent à l'envi l'affaiblissement général de M. Eltsine, dont le maintien à la présidence n'aurait d'autre but que d'éviter une élection présidentielle anticipée.

Cette opération-vérité a toutefois ses limites. Les députés de la Douma ont ainsi rejeté, jeudi, un projet de résolution présenté par les communistes et demandant qu'un bilan médical du président soit transmis aux parlementaires. Farouchement opposés à cette idée, les membres du parti de M. Tchernomyrdine, Notre maison la Russie, ont longuement chahuté en exemple la « maladie du président français François Mitterrand », tenue secrète durant des années, malgré la publication régulière de bulletins de santé.

François Bonnet

La recherche en mal de réforme

LE MÉCONTENTEMENT des lycéens n'est pas encore apaisé que Claude Allègre doit affronter la grogne des personnels de la recherche. Assemblées générales, manifestations à Paris et en province, menaces de démissions au Comité national de la recherche scientifique, l'instance d'évaluation et de prospective de ce secteur, pétitions contre « la mise au pas de la recherche publique » : rarement ministre de la recherche a été la cible d'une si véhémente contestation. La colère - ou la déception - sont à la mesure des espoirs qu'avait fait naître, dans un milieu plutôt proche de la gauche, le gouvernement de Lionel Jospin. Le divorce entre les chercheurs et leur ministre n'en paraît que plus dommageable pour un secteur en mal de réformes.

Nul ne devrait s'étonner que le ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie veuille conduire une politique scientifique volontariste. Mais on peut être surpris qu'il ait, par sa méthode au moins autant que par ses projets, choisis de « braquer » une communauté dont il connaît mieux que personne, en tant que chercheur, la sensibilité. Car il s'agit bien d'un choix assumé, d'avantage

que d'une maladresse : « Ce gouvernement est là pour réformer et il n'y a pas d'exemple où l'on réforme sans provoquer de réactions », affirme-t-il.

Sur le fond, que dit Claude Allègre ? Que la nation dépense beaucoup pour sa recherche - 2,3 % du produit intérieur brut, effort qui place la France au cinquième rang mondial, derrière le Japon et les Etats-Unis, mais à égalité avec l'Allemagne -, sans en être suffisamment payée en retour, en retombées industrielles. Que des retards inquiétants ont été pris dans des domaines aussi stratégiques que les biotechnologies ou les technologies de l'information et de la communication. Que les organismes publics de recherche sont, pour la plupart, trop fermés sur eux-mêmes. Que les équipes scientifiques vieillissent dangereusement, avec une moyenne d'âge qui se rapproche de la cinquantaine. Que les jeunes chercheurs, enfin, peinent à trouver leur place dans ce dispositif, une situation que le ministre jugerait « criminelle » de laisser perdurer.

Pierre Le Hir

Lire la suite page 20

Cellules humaines : une révolution

UNE ÉTAPE fondamentale dans la maîtrise du vivant vient d'être franchie par une équipe de biologistes américains, dirigée par les docteurs James A. Thomson et Jeffrey M. Jones (université de Wisconsin). L'hebdomadaire *Science* du 6 novembre révèle que ces chercheurs ont réussi, pour la première fois, à isoler et à mettre en culture des cellules embryonnaires humaines capables de se multiplier de manière infinie en laboratoire et de donner ainsi naissance aux différents tissus qui composent l'organisme humain. Cette « première » ouvre des perspectives thérapeutiques considérables, révolutionnant la médecine, mais suscite aussi de nouveaux dilemmes éthiques.

Lire page 28

Un Tour de France « raisonnable »



JEAN-CLAUDE KILLY

LES ORGANISATEURS de la Grande Boucle ont promis, jeudi 5 novembre, lors de la présentation du parcours de l'édition 1999, que l'épreuve serait « raisonnable ». Jean-Claude Killy, président de la Société du Tour de France, semble décidé à faire de l'épreuve un des fers de lance de la lutte contre le dopage, quelques mois après les affaires qui ont défrayé la chronique sportive de l'été.

Lire page 27

International	2	Aujourd'hui	27
France	8	Météorologie, jour	30
Société	12	Cartes	31
Régions	15	Culture	32
Horizons	17	Culte culture	34
Entreprises	21	Monnaie	36
Communication	24	Abonnements	36
Tableau de bord	25	Radio-Télévision	37

LE LAPIN MAGIQUE ET AUTRES HISTOIRES.
Des histoires de Minnie et de ses amis, il y en a pour tous les goûts. Les histoires de Minnie et de ses amis, il y en a pour tous les goûts. Les histoires de Minnie et de ses amis, il y en a pour tous les goûts.

LES CONTES D'APOTHAÏQUE
de Régine Levenez.
C'est une histoire de magie et de sorcellerie, de magie et de sorcellerie, de magie et de sorcellerie. C'est une histoire de magie et de sorcellerie, de magie et de sorcellerie, de magie et de sorcellerie.

LES PORTAUX DE L'INFINI
de Régine Levenez.
C'est une histoire de magie et de sorcellerie, de magie et de sorcellerie, de magie et de sorcellerie. C'est une histoire de magie et de sorcellerie, de magie et de sorcellerie, de magie et de sorcellerie.

LA PSY DANS
DOMINOS
L'INFINI

AFRIQUE Le général Olosegun Obasanjo sera candidat à l'élection présidentielle qui devrait être organisée d'ici à la fin avril 1999, conformément aux promesses du général

Abdulsalami Abubakar, successeur du général Sani Abacha, décédé en juin. En 1979, le général Obasanjo, alors chef de l'Etat, avait remis le pouvoir à un civil démocratique-

ment élu. Vingt ans plus tard, il devrait briguer un nouveau mandat, au suffrage universel, sous les couleurs du Parti démocratique du peuple (PDP). ● LES CLIVAGES ETHNIQUES,

religieux, régionaux, qui ont fait de l'histoire nigérienne l'une des plus mouvementées du continent, sont toujours aussi vives et menacent la transition vers la démocratie.

● LE PÉTROLE, plus grande richesse du pays (qui en produit deux millions de barils chaque jour), alimente les dissensions ethniques dans la région du delta du fleuve Niger.

Les divisions ethniques menacent la transition démocratique au Nigeria

Le général Abdulsalami Abubakar a promis de tenir les engagements de son prédécesseur et de transmettre le pouvoir à un président civil démocratiquement élu avant la date butoir du 11 mai 1999

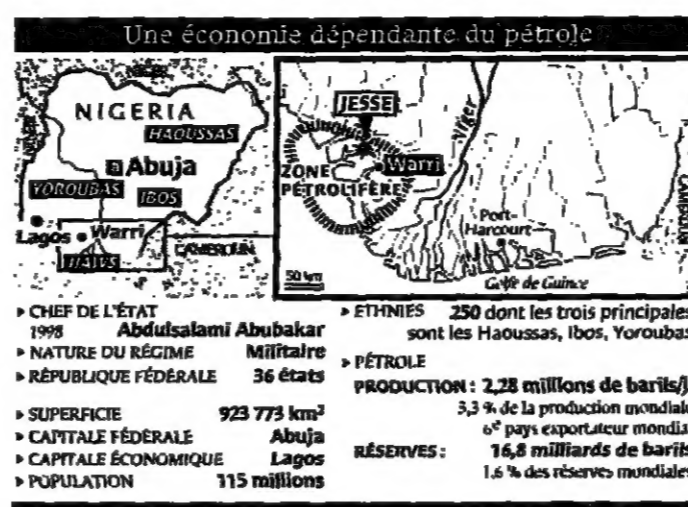
LAGOS
de notre envoyé spécial
Ancien chef d'Etat, général à la retraite, détenteur politique récemment libéré, Olosegun Obasanjo a annoncé, le 3 novembre, sa candidature à la présidence du Nigeria. Le général Obasanjo voudrait se présenter sous les couleurs du Parti démocratique du peuple (PDP), la plus importante des neuf formations politiques récemment autorisées par la Commission électorale nationale indépendante (INEC).

La notoriété nationale et internationale du général Obasanjo, les puissants appuis dont il dispose dans l'armée et dans les milieux d'affaires en font dorénavant l'un des favoris du scrutin présidentiel du 27 février 1999. Mais sa candidature a également provoqué de vives réactions dans les rangs de ce qui constituait hier l'opposition radicale à la dictature militaire de feu le général Sani Abacha.

Presque cinq mois après la mort soudaine du dictateur, le 8 juin, l'atmosphère politique a radicalement changé. « Nous vivons une réelle liberté de la presse », affirme un journaliste. « C'est un sentiment de libération, après le pire régime qu'ait jamais connu le Nigeria », renchérit Uzodinma Nwala, un membre de l'opposition qui a rejoint le PDP. Le général Abdulsalami Abubakar, qui

a succédé à Sani Abacha, a restauré l'image internationale du pays et a promis de rendre le pouvoir aux civils avant le 11 mai 1999. Sous la dictature, l'opposition s'était fédérée autour du milliardaire yorouba, Moshood Abiola, vainqueur de l'élection présidentielle du 12 juin 1993, aussitôt annulée par la junte militaire. Mais Moshood Abiola, emprisonné depuis 1994, est mort quelques jours après le général Abacha, sans avoir été libéré. Privée de sa figure de proue, l'opposition se cherche. Le général Obasanjo voudrait profiter de ce vide, mais la communauté yorouba, majoritaire dans le sud-ouest du pays, est très divisée à son sujet.

DIVISIONS RÉGIONALES
Action pour la démocratie (AD), un autre parti légalisé par l'INEC parle d'« autoperpétuation du régime militaire », et au sein même du PDP d'autres dirigeants, dont l'ancien vice-président Alex Ekwueme sont candidats à la candidature. Gani Fawehinmi, avocat et militant des droits de l'homme, opposant à toute forme de présence des militaires au pouvoir explique : « L'armée a fait venir Obasanjo pour nettoyer derrière elle. En 1979 [le président Obasanjo a remis le pouvoir au civil Shehu Shagari] il a fait inclure dans la Constitution un article stipulant que les militaires ne



pourraient jamais être poursuivis pour les actes commis sous leur régime ». Depuis, le général Jouit d'un statut ambigu dans la vie politique nigérienne. Yorouba, l'ex-président, a souvent servi les intérêts des oligarchies haoussa et peule du nord du pays et de nombreux Yoroubas ne lui ont toujours pas pardonné d'avoir favorisé Shehu Shagari aux dépens de leur candidat de l'époque, Obafemi Awolowo.

Car les divisions régionales, ethniques et religieuses, qui ont fait de l'histoire nigérienne l'une des plus mouvementées et les plus san-

glantes du continent, sont toujours aussi vives. Certes, le général Abdulsalami Abubakar a en partie apaisé ces tensions. Un consensus semble s'être dégagé autour du power shift, le transfert de pouvoir qui verra la présidence revenir à un Sudiste, au bout de presque deux décennies de pouvoir exclusivement nordiste.

Mais cet arrangement ne concerne que deux des groupes qui composent le Nigeria : les Yoroubas au Sud et la coalition haoussa-peule au Nord. Les Ibos du sud-est sont courtisés par toutes les forma-

tions politiques, mais aucune n'envisage sérieusement de présenter un candidat originaire de cette région - qui fit sécession sous le nom de Biafra en 1967. Les Ijaws, l'ethnie majoritaire dans le delta du Niger, la principale région de production pétrolière, sont - malgré la violence de leur militantisme ethnique - également exclus de la course à la présidence. A ces grands antagonismes s'ajoutent les craintes de communautés plus petites - comme les Ogonis - qui redoutent d'être écrasés par les poids lourds ethniques du Nigeria. Cette instabilité a été sciemment entretenue par le régime du général Abacha, qui a porté le nombre des Etats de la fédération à trente-six et redécoupé les communes de façon à exacerber les rivalités internes de ses opposants potentiels, comme dans la région de Warri en pays Ijaw ou chez les Yoroubas, à Ife.

GLISSEMENT VERS LE SUD

Il n'est pour l'instant pas question de revenir sur ces réformes institutionnelles, pas plus que sur la mystérieuse Constitution de 1995, qui n'a jamais été publiée. Le prix Nobel de littérature, Wole Soyinka, ou Gani Fawehinmi ont beau lancer des appels à l'organisation d'une conférence nationale souveraine, qui redéfinirait les fondements de la fédération nigérienne, seul le po-

wer shift vers le sud intéresse les candidats de poids, c'est-à-dire ceux qui se réclament du PDP ou du Parti populaire (All People's Party) surnommé Abacha's People Party (le parti des gens d'Abacha) en raison de la présence de collaborateurs du défunt dictateur à sa tête.

Les militaires du Nord se seraient résignés à ce glissement vers le sud. La plupart d'entre eux sont conscients de la nécessité d'au moins se refaire une réputation, après les abus colossaux commis sous le régime du général Abacha. De l'aveu même d'Anthony Ani, ministre des finances de l'ancien dictateur, le conseiller national à la sécurité, Ismaila Garzo, a pu retirer 1,327 milliard de dollars des réserves de la banque centrale, sans aucun contrôle.

M. Garzo a été brièvement arrêté, et les journaux de Lagos ont rapporté que l'on avait retrouvé à son domicile, 250 millions de dollars en liquide. Le total des sommes recouvrées depuis l'accession au pouvoir du général Abubakar dépasserait le milliard de dollars. Mais cette chasse au trésor et les arrestations qui l'accompagnent sont entourées de la plus grande opacité et, officiellement tout au moins, aucune procédure judiciaire n'a été entamée.

Thomas Sotinel

Le delta du Niger malade de son pétrole

WARRI
de notre envoyé spécial
En à peine un mois, le Nigeria a perdu plus de 200 millions de dollars. Depuis l'occupation, le 6 octobre, de vingt stations de pompage par de jeunes militants Ijaws, la production pétrolière du sixième exportateur mondial - environ deux millions de barils/jour - est réduite d'un quart. Le 2 novembre, les militants ont commencé d'évacuer les stations de la Shell dans l'est de l'Etat du Delta, où est concentré l'essentiel de la production pétrolière. Mais dans l'ouest, aux abords de Warri, l'occupation continue.

Les Ijaws, la principale ethnie du delta du Niger, ont choisi un moment crucial dans la vie du pays pour lancer leur offensive. Quatre mois après la mort du dictateur Sani Abacha, le pays le plus peuplé d'Afrique avance vers la démocratie. D'ici à mars 1999, cinq scrutins seront organisés et une nouvelle Constitution adoptée. Un processus qui nécessite beaucoup d'argent et un minimum de stabilité. Or l'offensive des Ijaws menace aussi bien les finances que la stabilité du Nigeria. En un an, les troubles ethniques dans la région pétrolière ont fait plus de mille morts et des dizaines de milliers de déplacés. Pour les jeunes

Ijaws, il s'agit de contrôler les revenus du pétrole, fût-ce aux dépens d'autres ethnies ou de l'unité du pays.

Batan est un village misérable sur les bords d'un affluent de la rivière Warri. Peuplé d'Ijaws, le petit groupe de cases jouxte une station de pompage appartenant à Shell. Samson Amakuba est le président des jeunes du village qui ont pris le contrôle de la station. Il reçoit dans une maisonnette de contreplaqué, équipée d'une télévision, d'un magnétoscope et d'une chaîne stéréo. Un habitant du village explique : « Quand les compagnies pétrolières veulent travailler sur le territoire de Batan, ils doivent faire affaire avec Samson. » Mais cette activité lucrative n'a pas enrichi le reste du village, privé d'eau et d'électricité.

REDÉCOUPAGE ADMINISTRATIF
Ce n'est pas cette misère qui a provoqué la fureur des jeunes Ijaws. Lors du dernier redécoupage administratif du Nigeria, en 1996, le gouvernement fédéral a situé le chef-lieu d'une banlieue de Warri en territoire Ijaw avant de revenir sur sa décision et de le déplacer en territoire itsekiri, une communauté rivale des Ijaws. Cette décision a provoqué un mouvement de colère que

les autorités sont impuissantes à endiguer. Depuis mars 1997, les Ijaws tuent les itsekiris et détruisent leurs maisons.

Les deux communautés n'ont jamais été du même côté. Du temps de la traite des Noirs, les itsekiris vendaient les Ijaws aux négriers. Lors de la colonisation, ils ont embrassé les valeurs européennes, alors que les Ijaws restaient très primitifs, explique Patrick Fregene, un des dirigeants itsekiris. Cette domination se traduit en termes fonciers : les tribunaux ont reconnu aux itsekiris la propriété de la plupart des zones pétrolières. Mais la communauté n'est pas nombreuse, quelques centaines de milliers de personnes, alors que les Ijaws sont entre cinq et dix millions, ce qui en fait la quatrième ethnie du pays, derrière les Yoroubas, les Haoussas et les Ibos.

Dans le village d'Ugbuwangue, dans la banlieue de Warri, un groupe d'itsekiris court sous l'orage. On vient de leur annoncer une attaque Ijaw. La rumeur n'est pas fondée, mais le village est sur les nerfs depuis des semaines. Certains des fuyards viennent d'Ode-Itsekiri, la ville sacrée de la communauté, qui a été rasée par les Ijaws le 24 octobre. Kenneth Juku raconte : « Ils sont arrivés pendant la nuit avec des fusils et

des grenades. Je me suis caché pendant trois jours dans la brousse. Trois personnes ont été brûlées vives dans leur maison. Un vieil homme est mort de faim dans la brousse. »

La ville de Warri n'a pas été épargnée. Des dizaines de maisons ont été rasées. Un jeune du voisinage explique : « Ces gens sont diaboliques, on ne les voit pas arriver, ils ne parlent pas, ils chantent leurs chants de guerre, et ils repartent. » Lors de la dernière attaque, les forces de l'ordre sont arrivées deux heures après le départ des assaillants.

La terreur que répandent les Ijaws s'appuie sur les pouvoirs magiques que leur prêtent leurs victimes, une réputation entretenue par la décapitation rituelle des cadavres par les agresseurs. Désormais, les propriétaires des maisons affichent leur appartenance ethnique sur leur porte lorsqu'ils ne sont pas itsekiris, dans l'espoir d'échapper à la fureur des Ijaws.

Les jeunes de Batan affirment ne nourrir aucune haine contre les itsekiris, comme ils disent tout ignorer de la présence d'armes dans le delta. Mais pour eux « les itsekiris se sont établis chez nous par la ruse et par la force ». A Lagos, un diplomate occidental qui vient d'effectuer une visite dans la région est catégorique :

« C'est une entreprise de nettoyage ethnique. » Plus à l'ouest, les Ijaws ont engagé une autre campagne de terreur contre les Ilaïs, qui a fait des centaines de morts. Les groupes de jeunes se sont rassemblés en une organisation baptisée « Communautés fédérées Ikon [Ijaw] du delta du Niger », une structure assez efficace pour prendre simultanément le contrôle de vingt stations de pompage et pour défer les forces de l'ordre, et qui dispose d'armes achetées ou volées à la police et à l'armée.

VISÉES SÉPARATISTES

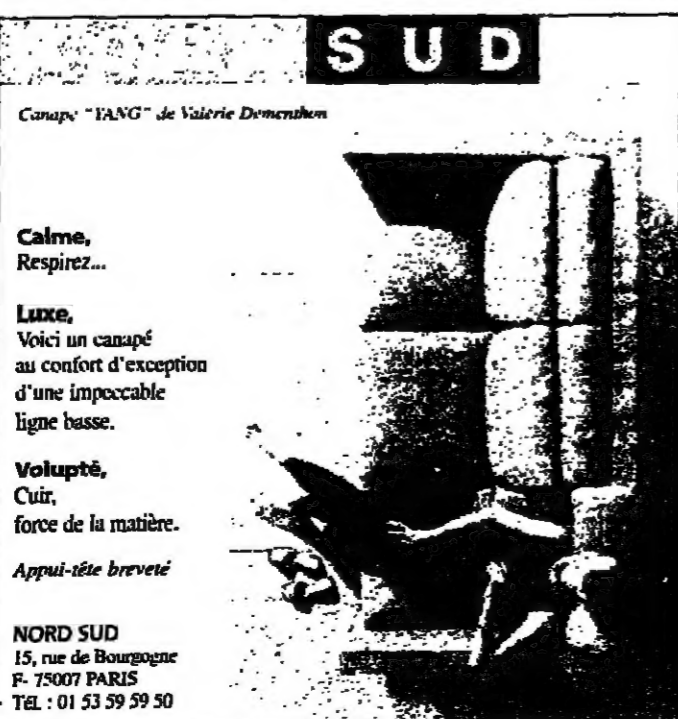
Le pouvoir fédéral nigérien et les compagnies pétrolières sont dans une situation inconfortable. La terrible répression dans le pays ogoni voisin, la pendaison de Ken Saro-Wiwa et de ses camarades en 1993 ont laissé des traces indélébiles. Pour les multinationales du pétrole, il est désormais impossible d'opérer à l'abri d'un appareil répressif. Pour le gouvernement du général Abubakar, qui a réussi à restaurer partiellement l'image internationale du Nigeria, il est hors de question de recourir à la force. Les renforts envoyés dans la région restent très discrets.

L'administrateur militaire de l'Etat du Delta, où sont situées toutes les

stations contrôlées par les Ijaws, a donc organisé des pourparlers de paix entre les deux communautés. Cette rencontre a surtout permis de constater à quel point les jeunes Ijaws échappent à tout contrôle : même les chefs traditionnels sont impuissants à leur faire entendre raison.

La solution du problème passe par le développement du delta du Niger, qui fournit la quasi-totalité des ressources en devises du pays, alors qu'il reste une des régions les moins développées. La Commission pour le développement des zones pétrolières et minières (Ompadec), mise en place par le général Abacha a été le lieu de tous les trafics, de tous les détournements. Les jeunes de Batan montrent les lignes électriques qui étaient censées approvisionner leur village : elles n'ont jamais été raccordées au réseau. L'Ompadec a été restructurée, un nouvel administrateur nommé. Mais les Ijaws veulent plus : le pouvoir politique, et certains d'entre eux entretiennent des visées séparatistes. Une hypothèse inenvisageable dans un pays qui perd un million de ses habitants lors de la tentative de sécession du Biafra, il y a trente ans.

T. S.



SUD
Canope "YANG" de Valérie Demuthon
Calmé, respirez...
Luxe, voici un canapé au confort d'exception d'une impeccable ligne basse.
Volupté, cuir, force de la matière.
Appui-tête breveté

NORD SUD
15, rue de Bourgogne
F-75007 PARIS
TEL : 01 39 39 59 30

L'explosion de l'oléoduc à Jesse a fait quelque 2 000 victimes

JESSE
de notre envoyé spécial
Du cataclysme ne témoignent plus que la terre battue qui recouvre les fosses communes, la

REPORTAGE

Prévenues de la fuite du pipeline, des milliers de personnes étaient venues s'approvisionner

tranchée qui met à jour le pipeline et les restes noircis de la valve qui a laissé fuir l'essence. Mais trois semaines après l'explosion du 17 octobre, dans les petits villages autour de la ville de Jesse, le bilan continue de s'alourdir. « Nos équipes ont comptabilisé presque 2 000 morts », affirme J.I. Ogude, un chef traditionnel. Le jour de l'explosion, des milliers de personnes étaient venues s'approvisionner : dans tout le voisinage on savait que l'essence - transportée

par le pipeline depuis la raffinerie voisine de Warri vers le nord du Nigeria - s'écoulait à flots depuis deux jours.

Une étincelle a provoqué une gigantesque explosion, faisant 700 morts sur le coup. Dans les heures qui ont suivi, des centaines de personnes ont été conduites vers les hôpitaux et les cliniques de la région. Ensuite, elles ont fui dans leurs villages. Selon le chef Ogude, « l'administrateur militaire s'est rendu à l'hôpital et a vu des morts très durs pour les brûlés, en leur reprochant d'avoir saboté le pipeline. Les gens ont eu peur d'être arrêtés ». Parmi ces fuyards, beaucoup sont morts faute de soins.

Aujourd'hui encore, des équipes de la Croix-Rouge nigérienne continuent de sillonner la brousse afin de persuader les victimes de la catastrophe de venir se faire soigner. A l'hôpital de Sapele, la seule structure de santé publique de la région, Moses Gospara, un jeune homme de vingt-deux ans brûlé

aux deux jambes, s'exprime très prudemment. Non, il n'était pas venu prendre de l'essence, juste pour voir ; non, il ne sait pas ce qui a provoqué l'explosion. Il semble en fait qu'un groupe de jeunes gens avaient pris l'habitude de détourner de l'essence en utilisant une valve de maintenance. Cette semaine-là, ils l'ont mal fermée, et le carburant a continué de s'écouler, attirant par milliers les habitants des misérables villages alentour.

MORTELLÉ CONVOITISSE

La mortelle convoitise des pauvres gens de Jesse a une cause : la terrible pénurie de carburant que connaît depuis des mois le Nigeria. Premier producteur de pétrole d'Afrique subsaharienne, le pays a perdu presque toutes ses capacités de raffinage, à force de négligence et de corruption. Pourtant, l'essence reste subventionnée et ne coûte, à la pompe, que 11 nairas (70 centimes). Mais il faut faire

deux ou trois jours de queue pour accéder aux stations-service. Se procurer du carburant, c'est l'assurance d'un profit immédiat, dans un pays qui est loin d'avoir suivi ses voisins d'Afrique de l'Ouest sur la voie de la reprise économique.

Le chantier de réparation du pipeline avance rapidement. Un mince filet d'essence s'écoule de la section qui doit être remplacée. Le site est gardé par des soldats de la division amphibie, envoyée de Lagos pour maintenir l'ordre dans cette région troublée par des conflits ethniques qui menacent de priver le Nigeria de son unique source de devises. Un jeune homme venu d'Adiwo, un village voisin, arrive sur les lieux, très agité : « On m'a prévenu que les soldats vendaient l'essence qui continue de couler du pipeline », affirme-t-il à voix haute. Furieux et embarrasé, un militaire menace de l'arrêter.

T. S.

هنا من الأصل

السلامة

Israël : le débat sur l'accord de paix reporté après l'attentat de Jérusalem

Une voiture piégée a tué au moins deux personnes

Un intermédiaire anonyme se réclamant du Mouvement de la résistance islamique Hamas a revendiqué l'attentat à la voiture piégée perpétré vendredi 6 novembre, au marché de Mahané Yehouda, à Jérusalem, qui a fait au moins deux morts dont au moins un kamikaze et une quinzaine de blessés. Des responsables palestiniens ont condamné cet acte.

JÉRUSALEM

Une voiture piégée a explosé, vendredi 6 novembre, à 9 h 45 (07 h 45 GMT) à l'une des entrées du marché de Mahané Yehouda, le plus gros marché de Jérusalem, alors que les Israéliens se préparaient à faire leurs achats avant le début du shabbat. L'attentat a fait deux morts, dont au moins un kamikaze, a déclaré le chef de la police de Jérusalem, le commissaire Yair Yitzhaki. Tous jours d'après la police, il y aurait quinze blessés, dont un dans un état grave.

M. Yitzhaki a indiqué que la police avait reçu un coup de téléphone anonyme revendiquant, au nom du Mouvement de la résistance islamique Hamas, l'attentat de Mahané Yehouda. Fayal Hussein, le principal responsable palestinien à Jérusalem, a condamné l'attentat. « Certains tentent de nouveau de torpiller l'ensemble du processus de paix. C'est très triste qu'un tel incident puisse se produire au moment même où nous sentons venir la paix », a-t-il déclaré à la radio militaire israélienne. D'après un témoin, la voiture était immatriculée à Jérusalem. Le véhicule, dont l'indiqué d'autres témoins cités par l'agence Associated Press, serait une Fiat rouge. Elle a percuté un étal à l'une des

entrées du marché, rue Jaffa, à l'angle d'une venelle conduisant à Mahané Yehouda. Le secteur a aussitôt été bouclé par la police, dont des membres sont montés sur les toits environnants pour surveiller les lieux.

Des témoins ont indiqué qu'il y a eu deux explosions. Après la première, la plupart des clients se sont enfuis. C'est ce qui expliquerait le bilan relativement peu élevé de victimes et de blessés. « Nous avons eu de la chance, car à l'heure de l'attentat le marché n'était pas encore bondé », a déclaré pour sa part M. Yitzhaki.

« ON NE PEUT PAS TOUT EMPÊCHER »

Peu de temps après l'attentat, le maire (Likoud) de Jérusalem, Ehoud Olmert, a déclaré aux journalistes que la gravité de cet acte ne se mesurait pas au nombre de victimes mais au moment choisi pour le perpétrer. « Chaque fois que les négociations israélo-palestiniennes sont sur le point d'aboutir », de tels actes sont commis, a fait remarquer M. Olmert, selon lequel cet attentat « ne changera pas l'attitude » d'Israël. « On continuera », le processus de paix, a ajouté le maire, qui a affirmé qu'Israël avait reçu diverses indications sur des attentats en préparation, qu'il n'a pas rendues publiques. Plusieurs attentats ont

été étouffés dans l'œuf, a certifié M. Olmert, soulignant qu'« on ne peut pas tout empêcher ».

Le gouvernement israélien, qui venait de reprendre la discussion - commencée la veille après un report de plusieurs jours - du Mé-morandum israélo-palestinien signé le 23 octobre à Wye Plantation, aux États-Unis, a reporté sine die cet examen, qui devait se clore par un vote.

Un communiqué officiel a indiqué que « quelles que soient les circonstances, il n'est pas question de poursuivre les délibérations sur une ratification de l'accord de Wye River », lequel exige, entre autres, des Palestiniens une lutte sans merci contre le terrorisme. Le premier ministre, Benjamin Nétanyahou, a néanmoins convoqué le gouvernement pour la fin de la matinée, mais pas pour parler de l'accord israélo-palestinien, a précisé un porte-parole officiel.

Peu de temps après l'attentat, l'activité a repris sur le marché, où les rangs des acheteurs étaient toutefois nettement plus clairsemés. Il n'y a eu aucun mouvement de panique. Sur ce même marché, 17 personnes avaient été tuées dans un attentat perpétré par deux kamikazes le 30 juillet 1997.

Georges Marion
(avec AFP et AP)

Les universités israéliennes sont paralysées par une grève des étudiants

JÉRUSALEM

Lorsqu'il quitte son appartement de la rue des Amants-de-Sion, dans le quartier de Rehavia, à Jérusalem,

REPORTAGE

Les frais d'inscription exorbitants sont à l'origine du mouvement

Yaakov Neeman, chaque matin, est salué par une demi-douzaine de jeunes gens narquois qui viennent de passer la nuit sur le trottoir, allongés dans des sacs de couchage. Devant cette scène qui se répète depuis deux semaines, M. Neeman se comporte toujours de la même manière : il domine son agacement et monte rapidement dans la voiture qu'un chauffeur, chaque matin, vient ranger devant sa porte.

Yaakov Neeman est un proche ami de Benjamin Nétanyahou et son tout dévoué ministre des finances. Depuis des semaines, il refuse de céder aux exigences des 200 000 étudiants en grève pour une revendication simple : la réduction de moitié de leurs frais d'études. La seule inscription annuelle à l'université, pour qu'il ne bénéficie pas d'une bourse, avoisine 10 000 shekels, soit environ 14 000 francs, une somme énorme ramenée au niveau de vie moyen en Israël. Voilà pourquoi, toutes les nuits, des étudiants dorment devant sa porte. De Haïfa à Tel Aviv, en passant par Jérusalem et Beersheba, toutes les universités sont en ébullition, investies dans une grève dure partie de Haïfa à la mi-octobre.

Sur le bord des routes, aux carrefours des avenues des grandes villes, des étudiants distribuent tracts et autocollants, sollicitant l'appui des passants, qui, le plus souvent, leur accordent volontiers. Dans toutes les villes universitaires du pays, les manifestations étudiantes se multiplient et parfois dérapent. La solidarité se développe. Mercredi 4 novembre, la centrale syndicale Histadrout, dirigée par les ennemis politiques de M. Nétanyahou, a organisé une grève d'appui d'une heure, qui a été convenablement suivie.

Le même jour, les dockers recevaient une délégation étudiante pour l'assurer de leur soutien ; le jeudi, à Jérusalem, plusieurs dizaines d'étudiants étaient interpellés au cours d'une manifestation

plus violente que d'habitude. Seize d'entre eux ont été déferés devant la justice, domant à leurs camarades un nouveau motif de mobilisation. Les collègues de Yaakov Neeman commencent à s'inquiéter. Mais ce dernier demeure inflexible. « Nous ne céderons pas », assure pourtant Adi, étudiante de première année à l'université de Haïfa. Ce petit bout de femme frêle n'a intégré l'université que récemment, à la fin de ses deux ans de service militaire obligatoire effectués à la sortie du lycée. Vêtue d'un T-shirt blanc - où est imprimé, au recto, l'unique revendication du mouvement et, au verso, le sigle d'une société aérienne qui joue les sponsors -, elle campe depuis deux semaines à l'entrée du domaine universitaire, barré de blocs de pierres et de matériaux divers.

Autour des tentes surmontées d'un portrait d'Yitzhak Rabin, on discute des actions du jour. Dans quelques instants, une manifestation descendra en ville pour bloquer un carrefour ; un autre groupe partira discuter avec les étudiants en grève du Technion, l'institut où est formée l'élite scientifique et technique du pays. La grève a reçu le soutien du corps enseignant, qui fait circuler des pétitions. L'administration de l'université offre généreusement ses infrastructures.

MONTÉE DU CHÔMAGE

A l'aune des locaux de Nanterre, le campus de l'université de Haïfa est l'équivalent d'un établissement cinq étoiles. Dans un décor enchanteur, 13 000 étudiants bénéficient d'un encadrement de haute qualité, de locaux spacieux et fonctionnels, de matériels modernes et d'équipements sportifs abondants. Mais la médaille a son revers : le coût des études. Adi, étudiante infirmière, affirme qu'elle n'y arriverait pas si elle ne pouvait compter sur ses parents, gens modestes qui se saignent pour leur donner, à elle et à son frère étudiant en biologie, une éducation supérieure. Frais d'inscription importants, droits d'études élevés - « pas autant qu'aux États-Unis, mais pas loin », location d'une chambre, livres, vêtements et nourriture. Adi jongle avec les chiffres, détaillant les postes d'un budget impossible à boucler.

Comme la plupart de ses camarades, elle travaille en même temps qu'elle étudie. Mais la crise est là. En deux ans, le chômage a sensiblement augmenté, frappant les secteurs les moins spécialisés, ceux précisément où la main-d'œuvre

étudiante se heurte à une forte concurrence. Le ralentissement de l'activité économique générale, qui a mis des milliers de parents d'étudiants dans la difficulté, et la hausse du dollar, sur lequel est indexé le loyer, ont achevé de plomber son budget. Accablée, Adi se sent infantilisée et dépendante, honteuse de devoir compter sur ses parents pour survivre.

LES YESHIVAS PRIVILÉGIÉES

Des milliers de camarades partagent avec elle ce même sentiment, qui explique leur détermination et la force d'un mouvement sans équivalent dans l'histoire des luttes étudiantes locales. La grève se veut apolitique, ainsi que l'explique David, trois ans dans la marine suivis de trois autres années à la faculté de sciences politiques de Haïfa. Lui aussi est bien déterminé à aller « jusqu'à la victoire », en évitant surtout de prononcer publiquement tout mot d'ordre politique, qui risquerait de nuire à l'unité du mouvement, de séparer l'université de Haïfa, réputée à gauche, de celle de Bar-Ilan, dans la banlieue de Tel Aviv, une université religieuse réputée à droite.

Est-ce seulement possible ? Chassée par la porte, la politique a tôt fait de revenir par la fenêtre. « J'ai fait trois ans de service militaire, explique David, j'ai risqué ma vie, et on me demande de payer des sommes folles pour étudier, alors que l'étudiant religieux d'une yeshiva non seulement ne fait pas de service militaire, mais étudie gratuitement une matière (la Bible et le Talmud) qui ne produira aucune richesse. Et, plus tard, c'est encore moi qui paierai des impôts pour le nourrir. »

C'est là l'un des grands ressentiments qui anime le mouvement étudiant. Jamais les religieux n'avaient été autant financièrement remerciés du soutien qu'ils apportent à la coalition chancelante de M. Nétanyahou. Mais jamais non plus la manne versée aux rabbins n'avait fait l'objet d'une telle révolte. Au point d'en menacer les tabous les plus sacrés. « Dans ce pays, argumente vivement David, les choix de sécurité conditionnent tout le reste. Mais quelle sécurité ? 160 000 colons reçoivent des milliards pour leurs implantations et leurs routes, alors que les étudiants tirent la langue et n'étudient plus. Or c'est avec la formation de ses cadres qu'Israël a su résister à ses ennemis. Et pas avec ses étudiants en théologie. »

G. M.

Vers la fin du conflit entre la presse et le gouvernement en Algérie

L'acceptation du règlement de leurs dettes par les principaux quotidiens constitue un succès pour le régime

LES JOURNAUX privés algériens devraient être de retour dans les kiosques à partir de lundi 9 novembre. Le conflit - officiellement commercial - qui, au départ, le 16 octobre, opposait quatre des principaux quotidiens algériens aux imprimeries d'Etat est en passe de s'achever. Les journaux, menacés d'asphyxie financière, ont indiqué jeudi 5 novembre qu'ils allaient régler leurs arriérés de paiement. Par solidarité avec leurs confrères, trois autres quotidiens avaient suspendu leur publication. « Les journaux reprendront leur parution dans les prochains jours », a confirmé à l'agence Reuters l'un des responsables de la rédaction d'El Watan, Omar Ber-biche. « Nous avons opté pour le paiement de notre dette », a-t-il ajouté.

L'affaire avait commencé lorsque les imprimeries d'Etat avaient réclamé à quatre quotidiens (El Watan, Le Matin, Liberté et La Tribune) le paiement sous quarante-huit heures de l'intégralité de leurs dettes. Le montant global n'a pas été dévoilé mais il est important puisque, pour le seul Matin (environ

100 000 exemplaires diffusés quotidiennement), la créance dépasse le milliard de dinars (100 millions de francs), selon les chiffres publiés par les imprimeries. Pour une diffusion voisine, El Watan, de son côté, évalue la somme à 30 millions de dinars (3 millions de francs).

Il est vite apparu que ces deux derniers titres surtout étaient visés. Et c'est à partir de ce moment que l'affaire a pris une tournure politique dans une Algérie en pré-campagne présidentielle. El Watan et Le Matin avaient en effet défrayé la chronique ces derniers mois en s'attaquant vigoureusement à des hommes politiques réputés intouchables. Le général Mohamed Betchine, l'ami et le conseiller du chef de l'Etat, a été la première cible. Accusé de comportements mafieux et d'avoir pratiqué la torture sur des islamistes à la fin des années 80, il a démissionné de son poste de ministre-conseiller à la présidence. La campagne de presse a également touché le ministre de la Justice, Mohamed Adam, poussé à la démission mais qui n'a, semble-t-il, pas porté plainte à ce jour contre le

quotidien. Pour les journaux suspendus et ceux en grève par solidarité (Le Soir d'Algérie, Le Quotidien d'Oran, El Khabar), le conflit avec les imprimeries est un prétexte du pouvoir pour « museler la presse » dans son « juste combat pour la liberté d'expression ». Le régime, ont-ils rappelé ces derniers jours, a la haute main sur toutes les imprimeries et contrôle, via les entreprises ou les organismes publics, les trois quarts de la publicité.

Dans son discours du 1^{er} novembre, le président Zéroual n'a pas proposé de compromis. « Nous devons préserver la liberté de la presse, a-t-il dit, avant d'ajouter que celle-ci ne saurait « en aucune manière être le prétexte pour attenter à l'honneur ou à la dignité des individus, qui sont protégés par la Constitution ». La contre-attaque est venue du ministre de la communication et de la culture, Habib Chawki Hamraoui, qui a affirmé, chiffrés à l'appui, qu'El Watan et Liberté, deux des journaux absents des kiosques, sont ceux qui récoltent le plus de publicité étrangère, loin devant le Moudjahid, le quotidien gouvernemental. Parler de monopole sur la publicité, « fallacieux », a ajouté le ministre.

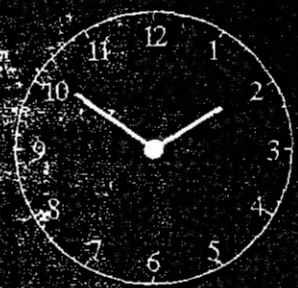
Le retour des journaux en kiosques, s'il se confirme, constitue une victoire pour le régime, qui a réussi à cantonner le conflit à son volet commercial. Les journaux vont régler leurs dettes. Gérés avec beaucoup de laxisme, il n'est pas certain que tous les titres en difficulté avec leurs imprimeries puissent s'en acquitter. La Tribune et Le Soir d'Algérie sont les plus menacés de disparition.

Jean-Pierre Tuquau

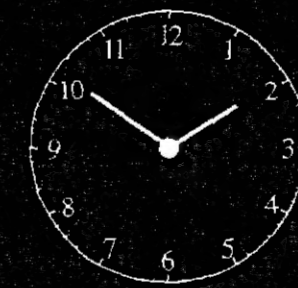
Le retour de la presse étrangère ?

La presse étrangère va de nouveau être distribuée en Algérie et l'hebdomadaire Jeune Afrique a déjà reçu une autorisation, a annoncé jeudi 5 novembre le ministre algérien de la communication et de la culture, Habib Chawki Hamraoui. « Il n'y a plus aucun obstacle à la distribution de la presse étrangère. Il s'agit d'une question strictement commerciale et les journaux désireux d'être diffusés dans notre pays n'ont qu'à prendre leur dispositions », a expliqué le ministre lors d'une rencontre avec les correspondants étrangers.

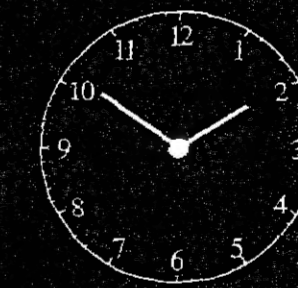
La presse internationale n'était plus distribuée en Algérie depuis la fin des années 80. En mars 1998, le même ministre avait assuré les représentants de l'Association mondiale des journaux (AMJ), en visite à Alger, que les journaux étrangers pourraient être distribués librement dans un délai d'un mois.



Paris



Londres



Tokyo

Remet les pendules à l'heure.

The Economist

LE PÉTROLE, plus grande richesse du pays (qui en produit deux fois les dissensions ethniques dans la région du delta du fleuve Niger.

Politique au Niger

Le 11 mai 1999

aucune n'en-de présenter e de cette p-a sous le nom lians, l'ethnie elta du Niger, de production gré la violence re ethnique - la course à la rands, images es craintes de lus - petites ms - qui, rai- ne par les pouds (Niger). Cette nient enner- a général Ab- mène des États nter-sa et réu- és du Niger a es, à l'instar de M. Wato, ont pu- naitis à la

à l'instar de M. Wato, ont pu- naitis à la

à l'instar de M. Wato, ont pu- naitis à la

à l'instar de M. Wato, ont pu- naitis à la

à l'instar de M. Wato, ont pu- naitis à la

à l'instar de M. Wato, ont pu- naitis à la

Les Serbes quittent massivement la province du Kosovo

Ils s'inquiètent de l'autonomie dont pourraient bénéficier les Albanais

Après le retrait de plusieurs milliers de policiers du Kosovo, la population serbe de cette province se sent abandonnée et menacée par la

perspective que les Albanais (90 % de la population) puissent obtenir, un jour, une large autonomie. Nombreux sont ceux qui ont décidé de

s'installer ailleurs en Serbie. Le phénomène n'est pas nouveau, mais il aurait pris de l'ampleur depuis que la situation s'est dégradée.

BANJA (Kosovo)
de notre envoyé spécial
« Je crois en Dieu, en la police et en la Serbie. » Zoran n'était pas, jusqu'à récemment encore, le genre d'homme à se poser trop de questions. Ses convictions sont simples, bien enracinées dans ce petit village perdu dans les montagnes. Le Kosovo est « une terre de Serbie, c'est son berceau », déclare-t-il. Peu importe que les Albanais forment près de 90 % de la population totale. « Ils n'ont pas le droit de nous chasser de chez nous. Mais nous serons peut-être obligés de partir », explique-t-il. Depuis le retrait, fin octobre, de plusieurs milliers de policiers serbes, les certitudes de Zoran vacillent.

DES DÉPARTS PAR MILLIERS

La cohabitation se passe, pourtant, plutôt mieux ici qu'ailleurs, mais, selon les règles en vigueur dans la région, chacun chez soi. Le haut du village est « à 100 % serbe » depuis septembre, lorsque les quelques familles albanaises qui y habitaient ont fui l'offensive policière serbe. « Bon vent ! », lance Zoran. Une certaine d'autres Albanais vivent en bas, de l'autre côté de la rivière. « Dès le début des affrontements, ceux du bas sont allés voir la police pour leur dire qu'ils resteraient tranquilles », se félicite Zoran. Pas de violence, donc, mais une très grande méfiance entre les deux communautés. « Ça s'est dégradé il y a deux ans. Au début de l'année, les choses se sont précipitées. »

Au printemps, un groupe de combattants de l'Armée de libération du Kosovo (UCK), « venus de l'autre vallée et aidés par nos voisins », a attaqué le village. « Regardez ma maison, des tuiles ont été détruites, des vitres ont été cassées », s'indigne Zoran. A une dizaine de mètres de là, les murs calcinés de plusieurs fermes albanaises témoignent de la violence de la réplique des policiers serbes venus « délivrer » Banja, selon les Serbes du village. Depuis, Zoran et d'autres hommes arpentent, toutes les nuits, les rues escarpées du village, fusils de chasse en ban-



P. N. L. H. O.

douillère. Les policiers serbes empruntent rarement le sentier boueux qui mène à Banja. Depuis leur départ, Zoran et ses copains se sentent encore un peu plus isolés. « On ne va plus travailler dans les champs situés trop loin du village », affirme Predrag. Quant à Zoran, depuis le mois de mars, il ne se rend plus à son travail, une fabrique de parpaings de Srbica située à une dizaine de kilomètres. « La route n'est pas sûre », affirme-t-il. Plus de cent-vingts Serbes ont disparu dans tout le Kosovo.

Tous les enfants et les femmes et

quelques hommes du village avaient fui les combats pour se réfugier dans des villes « sûres ». Certains ne sont pas revenus malgré plusieurs semaines de calme. « Une de mes filles s'est installée chez des cousins vers Belgrade. Elle est mieux là-bas », explique Snežana. « Si les Albanais obtiennent leur indépendance, on part. Nous ne voulons pas vivre dans une grande Albanie », affirme Zoran. Cette perspective effraie quasiment tous les Serbes du Kosovo. On en est pourtant loin. Mais une large autonomie, plus probable, les inquiète

Belgrade rejette la demande de visas du procureur du TPI

Le Tribunal pénal international pour l'ex-Yugoslavie (TPI) a organisé, jeudi 5 novembre, une conférence de presse inhabituelle. La présidente, Gabrielle Kirk McDonald, et le procureur général, Louise Arbour, ont tenu à protester contre le rejet, par l'ambassadeur de la République fédérale de Yougoslavie, de leur demande de visas. Le 15 octobre, Louise Harbort avait envoyé une lettre au président Slobodan Milosevic pour s'assurer de l'obtention des visas nécessaires à son déplacement au Kosovo avec une équipe d'une dizaine d'enquêteurs. La réponse négative des autorités serbes, permettant seulement l'entrée à Belgrade pour un groupe réduit, est celle d'un « Etat-voyou qui viole impunément les règles du droit international », a estimé la juge McDonald, qui s'est engagée à en référer au Conseil de sécurité, afin qu'il « réaffirme son autorité et réponde avec force aux actes de Belgrade ». (Corresp.)

tout autant.

Beaucoup, surtout dans les villes, ont donc décidé de plier bagage. Contre toute évidence, la mairie de Zubin Potok, non loin de Banja, transmet le message officiel : « Il n'y a pas de cas d'abandon ! ». Ce phénomène, pourtant, existe depuis longtemps. Il prendrait de l'ampleur. « On parle de 400 000 départs depuis la fin de la seconde guerre mondiale, dont, sans doute, plusieurs milliers depuis le début de l'année », affirme Miroslav Trajkovic, président du Mouvement serbe de résistance, une association proche de l'Eglise orthodoxe. Le chiffre réel tout comme la proportion de Serbes dans la population officiellement 10 % des 2 millions de Kosovars, selon un recensement de 1991 contesté par les Serbes et les Albanais) sont gardés comme un secret d'Etat par Belgrade.

DÉSINTÉRÊT DE BELGRADE

« La population [serbe] est prise en tenaille entre la pression de l'OVK [UCK en serbe] sur le terrain et la manipulation des autorités de Belgrade, qui maintiennent les gens dans l'ignorance sur leurs intentions. Pour la communauté internationale, la question des Serbes du Kosovo est mineure. Ils se sentent abandonnés », affirme M. Trajkovic, qui rappelle le désintérêt de Belgrade pour les 300 000 Serbes de Krajina chassés par l'offensive éclair des Croates au printemps 1995.

Une loi de 1988 interdit aux Serbes de vendre leurs maisons aux Albanais. Mais à Pristina, le chef-lieu de la province, le marché immobilier frémit. « On se sert de prête-noms. On ne peut pas empêcher les gens de partir », confirme Miroslav, sous couvert d'anonymat (« Je ne veux pas être qualifié de traître »). Il brade son appartement à des Albanais « avant qu'il ne soit trop tard, pour aller refaire [sa] vie à Belgrade ». « Si on ne trouve pas rapidement de solution politique, les Serbes du Kosovo n'auront qu'un seul choix : partir ou prendre les armes », conclut M. Trajkovic.

Christophe Châtelot

L'ONU « exige » la reprise de la collaboration entre l'Unscoc et l'Irak

NEW YORK. C'est avec rapidité et à l'unanimité que les quinze pays membres du Conseil de l'ONU ont adopté, jeudi 5 novembre, la dernière résolution sur l'Irak. Le texte, rédigé à Londres et co-parrainé par sept pays, dont la France, ne contient aucune menace d'intervention militaire contre le régime de Bagdad. En revanche, il adresse deux messages clairs à l'Irak : il « condamne » la décision de Bagdad de rompre toute coopération avec la commission chargée de le désarmer (l'Unscoc), et « exige » la reprise de cette collaboration. Dans le même temps, il s'engage à procéder à un « examen global » des relations de l'Irak avec l'ONU, si Bagdad reprend sa coopération avec la commission. Pour la première fois, les membres du Conseil ont fait clairement allusion au paragraphe 23 de la résolution 687, qui lie la levée de l'embargo pétrolier au seul désarmement de l'Irak. Si l'Unscoc, une fois que Bagdad aura repris sa collaboration avec elle, « se déclare satisfaite, la Russie s'engage à présenter un projet de résolution demandant la levée de l'embargo », a déclaré au Monde le représentant russe à l'ONU, M. Lavrov. (Corresp.)

Un rapport officiel note un regain de l'antisémitisme en Suisse

BERNE. Comme certains signes le laissent prévoir, la polémique sur les fonds juifs en déshérence et le rôle de la Suisse pendant la seconde guerre mondiale ont réveillé un antisémitisme latent. Ce constat n'émane plus seulement des milieux juifs de défense des droits de l'homme, mais ressort également du rapport sur l'antisémitisme présenté, jeudi 5 novembre, par la Commission fédérale contre le racisme. Exemples à l'appui : le rapport montre comment les préjugés antisémites se sont manifestés à travers le courrier des journaux, des lettres d'insultes adressées à des dirigeants de la communauté juive, lors d'émissions de télévision, ainsi que dans la vie quotidienne, en réaction aux pressions internationales pour amener les banques helvétiques à restituer les avoirs non réclamés des victimes de la Shoah. La Commission remarque cependant que simultanément à cette dérive « on a vu naître une attitude active publique contre l'antisémitisme en Suisse » et de recommander un certain nombre de mesures concrètes pour combattre toutes formes de racisme par un effort d'éducation. (Corresp.)

La présidence allemande joue les éclaireurs à Berlin

BONN. L'ensemble des services de la présidence de la République allemande sera installé à Berlin le 23 novembre, faisant de cette institution la première grande administration fédérale à avoir achevé son déménagement dans la capitale allemande, à l'indiqué le porte-parole du président Roman Herzog. Une montagne de cartons s'accumule actuellement dans les bureaux de Bonn en prévision du déménagement des 150 collaborateurs de la présidence. Dès 1994, Richard von Weizsäcker avait fait de Berlin son premier lieu de résidence officielle. Mais faute de locaux, lui-même et son successeur n'avaient emménagé avec eux qu'un petit cercle de collaborateurs. (Reuters.)

Moscou n'accordera pas l'asile au chef des séparatistes kurdes

MOSCOU. Le chef séparatiste kurde Abdullah Ocalan, l'homme le plus recherché de Turquie, a demandé l'asile politique à la Russie, mercredi 4 novembre. Le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en lutte armée contre Ankara depuis 1984, aurait, sous la pression des Turcs, quitté la Syrie en octobre. Ankara le soupçonne de se cacher dans la banlieue de Moscou, mais la sécurité russe se refuse à tout commentaire. Dans un message adressé à la Douma, Abdullah Ocalan dit « Apo » demande l'asile en Russie. La Chambre basse, dominée par les communistes et les nationalistes a appuyé son appel à l'unanimité des 238 députés présents, exhortant le président Boris Eltsine à lui accorder l'asile. Le ministre russe de l'Intérieur, Sergueï Stepanov, a affirmé, jeudi 5 novembre, qu'il n'en était pas question. Le même jour, le porte-parole du département d'Etat américain, James Rubin, invitait Moscou à extraditer le chef kurde vers la Turquie. (AFP Reuters.)

Des exilés cubains portent plainte contre Fidel Castro pour « génocide »

MADRID. Des exilés cubains ont annoncé, jeudi 5 novembre, avoir déposé à Madrid une plainte contre le président cubain Fidel Castro, qu'ils accusent de « génocide, terrorisme et tortures ». Cette plainte a été déposée devant l'Audience nationale - la juridiction qui instruit actuellement les poursuites contre l'ex-dictateur chilien Augusto Pinochet - par la Fondation pour les droits de l'homme à Cuba (FDHC), une association soutenue par la Fondation nationale cubano-américaine (FNCA), principale organisation d'exilés cubains à Miami. Les accusations portent sur 51 assassinats et environ 200 cas de torture, a précisé la presse l'avocat Guillermo Alonzo Olarra, qui représente la FDHC devant la justice espagnole. La Fondation estime que le régime de Fidel Castro est responsable de 18 000 « assassinats ». La plainte déposée devant la justice espagnole concerne deux affaires dont le naufrage, en 1994, du remorqueur « 13 de Marzo » dans lequel 42 Cubains candidats à l'exil avaient péri. Selon la FDHC, le remorqueur, qui transportait 72 personnes tentant de fuir l'île, a été coulé par les forces de sécurité cubaines dans la baie de La Havana dans la nuit du 13 au 14 juillet 1994. (AFP.)

Ralentissement des créations d'emplois aux Etats-Unis

WASHINGTON. L'économie nord-américaine a créé 116 000 emplois en octobre, a annoncé jeudi 5 novembre le département du Travail à Washington. Le taux de chômage aux Etats-Unis est resté inchangé à 4,6 %. Ce chiffre, qui est le moins bon depuis sept mois, est nettement inférieur aux attentes des analystes de Wall Street, qui tablèrent sur 180 000 créations d'emplois. Le secteur manufacturier, très exposé au recul des exportations dû à la crise asiatique, a subi une hémorragie nette de 52 000 emplois en octobre. L'électronique est particulièrement touchée. Les services compensent ces pertes : ils ont vu leurs effectifs salarés augmenter de 154 000. Dans le secteur financier, des suppressions d'emplois ont lieu à cause de la crise boursière. Le salaire horaire n'a augmenté que de 0,1 % en octobre contre une hausse de 0,2 % en septembre, a également indiqué le département du Travail. (AFP, Bloomberg.)

En Bosnie, des pilotes d'hélicoptère américains ont essuyé des tirs-laser

LES ETATS-MAJORS chargés de préparer la force, essentiellement hélicoptère, qui viendra au secours des vérificateurs de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) au Kosovo prennent au sérieux des informations sur des incidents dont ont été récemment victimes les équipages de deux hélicoptères américains en mission de surveillance au-dessus de la Bosnie. Soumis, de nuit, à des tirs-laser de source inconnue, certains de ces membres d'équipage ont été blessés aux yeux et rendus momentanément aveugles. Ces incidents ont eu lieu les 24 et 27 octobre, selon le Wall Street Journal du 2 novembre.

Dans la nuit du 24 au 25 octobre, le commandant de bord et le pilote d'un hélicoptère UH-60 Blackhawk ont été aveuglés, quatre à cinq secondes durant, par le faisceau d'un tir-laser « plusieurs fois plus puissant » qu'un pointeur-laser couramment utilisé sous la forme d'un stylo dirigé pour illuminer une carte, a admis après coup l'armée américaine. Dans la nuit du 27 au 28 octobre, le pilote d'un hélicoptère Apache, évoluant non loin de la base de Tuzla, a subi les effets aveuglants d'un

tir-laser. La police locale a découvert à proximité, et confisqué, un pointeur laser. Mais les experts américains doutent qu'un tel ustensile ait eu l'énergie suffisante pour servir de source à l'agression contre l'Apache.

UNE ARME IDEALE

Le Pentagone n'a pas voulu ébruiter l'affaire. Néanmoins, le général Kevin Byrnes, qui commande les forces américaines en Bosnie, a reconnu les faits à la fin de la semaine dernière. Le Wall Street Journal note que le commandement américain n'a pas pris, en son temps, l'initiative de relier les événements une fois qu'ils ont eu lieu. Le général Byrnes a dit s'interroger encore pour savoir si le laser a été employé dans « une intention hostile ». Une enquête médicale déterminera les dommages exacts de leur vision que les soldats américains ont pu endurer à long terme.

Souvent appelée par exagération le « rayon de la mort », l'arme-laser, qu'il ne faut pas confondre avec le laser fréquemment utilisé pour désigner une cible et pour guider une munition (missile ou obus) avec précision, provoque des effets traumatiques graves,

comme des brûlures momentanées ou permanentes de la rétine, quand elle est pointée contre des êtres humains. Elle est l'arme « idéale » pour détruire en vol des avions, des hélicoptères et des missiles, voire des satellites, ou pour neutraliser l'équipement optique et optronique d'un véhicule blindé.

Il semble que des lasers de ce type ont été testés durant la guerre des Malouines par les Britanniques contre les avions argentins, puis, plus tard, par les Américains contre les troupes irakiennes pendant la guerre du Golfe. Aux mains de commandos spécialisés et de tireurs d'élite, des armes à énergie dirigée, comme des lasers de précision, pourraient servir dans la lutte contre le grand banditisme ou le terrorisme.

Le Comité international de la Croix-Rouge et la Conférence internationale de Vienne sur les armes produisant des effets traumatiques excessifs, qui a déjà obtenu l'interdiction des mines anti-personnel, se battent désormais pour parvenir, non sans difficultés, au bannissement des armes aveuglantes.

Jacques Isnard

Le premier ministre slovaque veut sortir son pays de l'isolement

PRAGUE
de notre correspondant
« La Slovaquie a changé. » C'est le message que le nouveau premier ministre slovaque, Mikulas Dzurinda, entendait délivrer aux responsables de l'Union européenne (UE) et de l'OTAN, lors de sa visite à Bruxelles, jeudi 5 et vendredi 6 novembre. Une semaine après sa nomination, le chef chrétien-démocrate du gouvernement espère ainsi remettre son pays en course dans les processus d'élargissement vers l'Est. La Slovaquie en avait été exclue en raison des pratiques peu démocratiques de son précédent dirigeant, le national-populiste Vladimir Meciar.

Après des entretiens avec le pré-

sident de la Commission européenne, Jacques Santer, et le secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana, M. Dzurinda devait se rendre vendredi à Vienne pour discuter avec son homologue autrichien, Viktor Klima. L'Autriche, frontalière de la Slovaquie, préside actuellement l'UE. Les arguments ne manquent pas à M. Dzurinda pour prouver le changement intervenu à Bratislava en une semaine. Le plus marquant est le retour, au sein du gouvernement slovaque, de représentants de la minorité hongroise, qui compte 600 000 personnes sur une population de 5,6 millions d'habitants.

Avec trois postes importants - un vice-premier ministre chargé des

droits de l'homme et des minorités, le ministre de la construction et des travaux publics et le ministre de l'environnement - la communauté hongroise se voit reconnaître une partie intégrante de la société, alors que le gouvernement Meciar avait progressivement rogné les droits de cette minorité, qu'il accusait de vouloir être rattachée à la Hongrie. M. Dzurinda a indiqué vouloir relancer le dialogue bilatéral avec la Hongrie. Un traité d'amitié et de coopération, signé en 1995, est resté lettre morte, notamment en raison du différend juridique entre les deux pays sur la construction du barrage de Gabčíkovo sur le Danube.

Le nouveau gouvernement slo-

vaque espère également réchauffer les relations avec son ancien partenaire de la Fédération tchécoslovaque, la République tchèque. Mercredi 4 novembre, le nouveau ministre de la défense, Pavol Kanis, s'est rendu à Prague pour jeter les bases d'une coopération militaire prévue lors de la séparation des deux pays en 1993, mais jamais réalisée. Le président tchèque, Vaclav Havel, quant à lui, devait se rendre samedi, pour la première fois depuis la scission de la Tchécoslovaquie, à Bratislava, où il est invité à un débat par des associations proches de l'actuelle majorité slovaque.

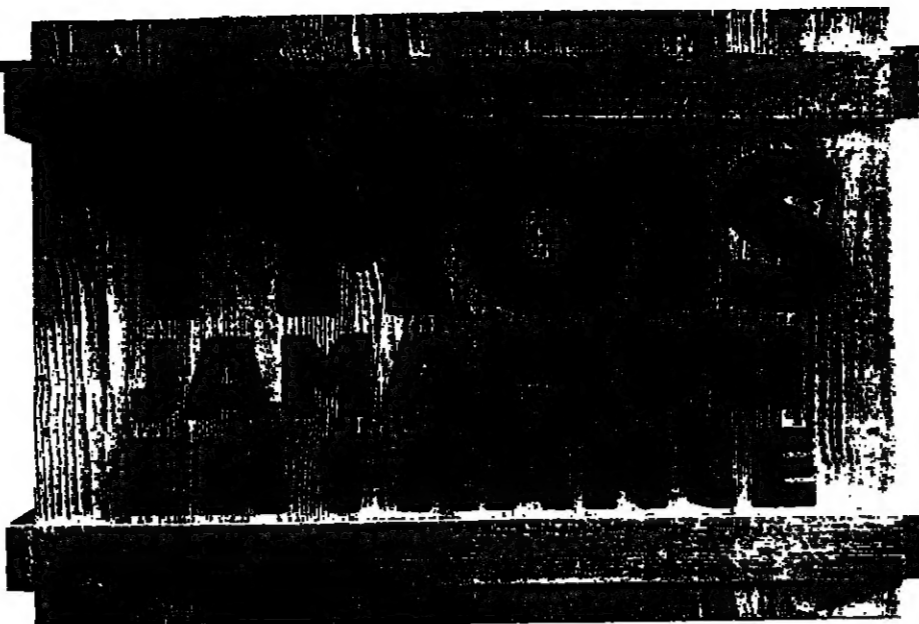
Martin Plichta

سكنا من المصل

هكذا منذ الاصل

(Publicité)

22^{EME} JOUR



Adresses,
plan d'accès et
services des magasins :
tapez 3615 Carrefour
(1,29 F la minute)

Samedi 7 novembre,

Carrefour met en vente

des rôtis de porc à 18,90 F le kilo.

Et aujourd'hui seulement.

PORC EN ROTI SANS OS
Filet ou échine, sans os.
Origine France.

18⁹⁰
LE KILO

**ROTI
DE
PORC**

Il y en aura
peut-être
jusqu'à ce soir.
On ne sait pas...

**35
ANS**

*Avec Carrefour
je positive!*



ET DEMAIN ?...

Les jeunes Européens font confiance à la construction communautaire

Un sondage de l'Institut Louis-Harris dans onze pays de l'Union fait apparaître, au-delà des diversités nationales, un relatif crédit dans les opinions publiques de la construction européenne, en particulier chez les étudiants et les cadres

Les opinions publiques sont plutôt confiantes dans la construction européenne et sa capacité à améliorer les politiques d'éducation ou de lutte en faveur de l'environnement. La politique en faveur de

l'emploi reste toutefois le point faible de l'Europe. Tels sont les principaux enseignements d'une enquête réalisée, entre le 29 septembre et le 17 octobre, auprès de 11 567 citoyens européens dans onze des

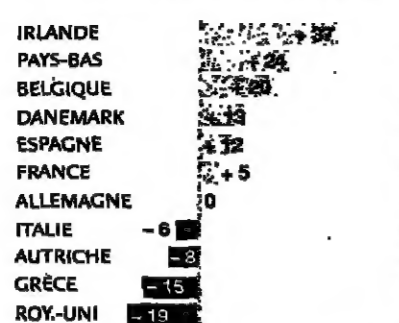
quatre pays de l'Union européenne. Ce sondage effectué à l'initiative de l'Institut Louis-Harris et publié en France par *Le Monde* fait également apparaître que les Européens sont majoritairement favo-

rables à la mise en place de l'euro. En outre, l'opinion publique ne porte pas, sur les institutions européennes un jugement aussi négatif qu'on pourrait le croire. Si la Commission européenne est jugée « bu-

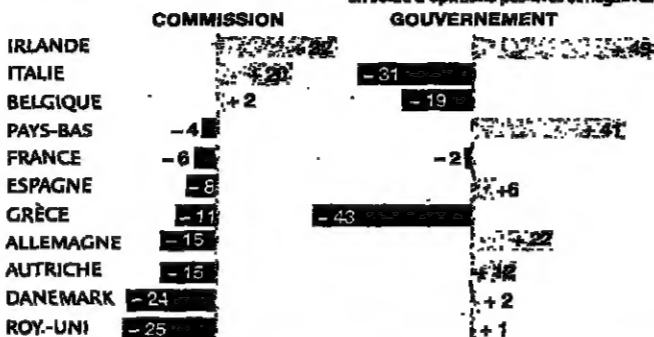
reaucrétique » par une large majorité, elle est également jugée plutôt équitable et efficace. Le premier ministre britannique, Tony Blair, jouit d'un niveau de notoriété et de popularité remarquable dans tous les pays.

TAUX DE SATISFACTION ET DE CONFIANCE

► Etes-vous satisfait de la manière dont l'Union européenne se construit : en solde d'opinions positives et négatives

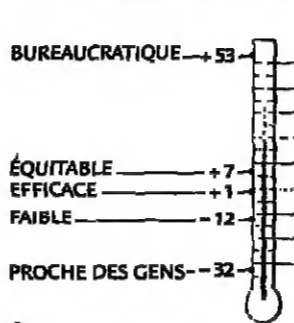


► Faites-vous confiance à la Commission européenne et au gouvernement de votre pays : en solde d'opinions positives et négatives



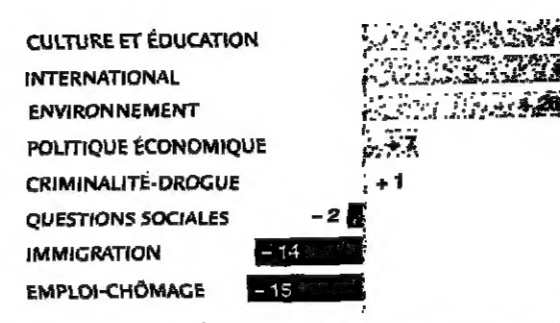
L'IMAGE DE LA COMMISSION

► Estimez-vous que la Commission de Bruxelles est : en solde d'opinions positives et négatives



L'IMPACT DES POLITIQUES EUROPÉENNES

► Faites-vous confiance à l'Union européenne pour apporter des améliorations en matière de : en solde d'opinions positives et négatives



LE PORTRAIT TYPE de l'Européen convaincu, tel que le dessine l'enquête de l'Institut Louis Harris, est celui d'un homme, jeune, de niveau d'études élevé et cadre de profession, à moins qu'il ne soit étudiant. En effet, si 41 % des personnes interrogées se disent satisfaites de la manière dont l'Union européenne se construit actuelle-

ment, ce niveau de satisfaction monte à 44 % chez les hommes (contre 38 % chez les femmes), à 50 % chez les 18-25 ans (contre 34 % chez les plus de 65 ans), 56 % chez les étudiants et 51 % chez les cadres (contre 36 % chez les chefs d'entreprise et 37 % chez les ouvriers).

Au-delà de ce premier constat, l'opinion publique européenne exprime un jugement étonnamment équilibré : si 41 % des personnes interrogées se montrent satisfaites de la construction européenne, un pourcentage exactement équivalent exprime son insatisfaction. Cet équilibre masque cependant de fortes différences locales. Les pays dont les ressortissants sont les plus

satisfaits sont l'Irlande (56 % de réponses positives, contre 19 % de négatives), les Pays-Bas (47 % contre 23 %), la Belgique (49 % contre 29 %), le Danemark (52 % contre 39 %), ou encore l'Espagne (43 % contre 31 %).

INSATISFACTION GRECQUE
Placé depuis l'origine au cœur de

la construction européenne, le couple franco-allemand est plus mesuré. Un Français sur deux (49 %) exprime sa satisfaction (contre 44 % d'avis contraire) et l'Allemande compte autant de satisfaits que de mécontents (44 %). En revanche, le mécontentement l'emporte en Italie (46 % d'insatisfaits, contre 40 % de satisfaits) et en Autriche (40 % contre 32 %). Les Grecs, très mécontents que leur pays n'ait pas été retenu pour la mise en place de l'euro, se montrent nettement insatisfaits de la construction européenne (51 % contre 34 %). Quant aux Anglais, ce n'est pas une surprise de constater que 26 % seulement apprécient la façon dont l'Europe se construit, contre 45 % qui sont d'avis contraire.

Tony Blair superstar

NOTORIÉTÉ DES HOMMES D'ÉTAT EUROPÉENS

► Connaissez-vous les personnalités suivantes : en solde d'opinions positives et négatives



La « Blairmania » est loin d'être éteinte en Europe. Selon l'enquête de l'Institut Louis-Harris, le premier ministre britannique, Tony Blair, bénéficie d'une notoriété remarquable (auprès de 85 % des personnes interrogées) et d'un niveau de popularité très élevé : 59 % des Européens ont une bonne opinion de lui, 7 % ont une mauvaise opinion ; pour 11 %, l'opinion n'est ni bonne ni mauvaise, et 23 % n'ont pas répondu. Cet engouement pour M. Blair est d'autant plus singulier que l'opinion britannique est la plus hostile à l'intégration européenne.

Jacques Chirac, de son côté, se situe à un niveau de notoriété de 82 % (mais 54 % seulement au Royaume-Uni, et 56 % en Espagne) et à un niveau de popularité de 42 % en moyenne. Helmut Kohl est logé à la même enseigne (82 % de notoriété, 48 % de popularité). Dès sa victoire électorale, Gerhard Schröder bénéficiait de 56 % de notoriété (et 28 % de popularité), soit un score supérieur à celui de Lionel Jospin (47 % de notoriété, 25 % de popularité). Les autres responsables européens sont en retrait : 37 % de notoriété pour Romano Prodi, l'ancien président du conseil italien, 32 % pour le premier ministre espagnol, José María Aznar, 31 % pour Jacques Santer, président de la Commission européenne, et 22 % pour Wim Duisenberg, président de la Banque centrale européenne.

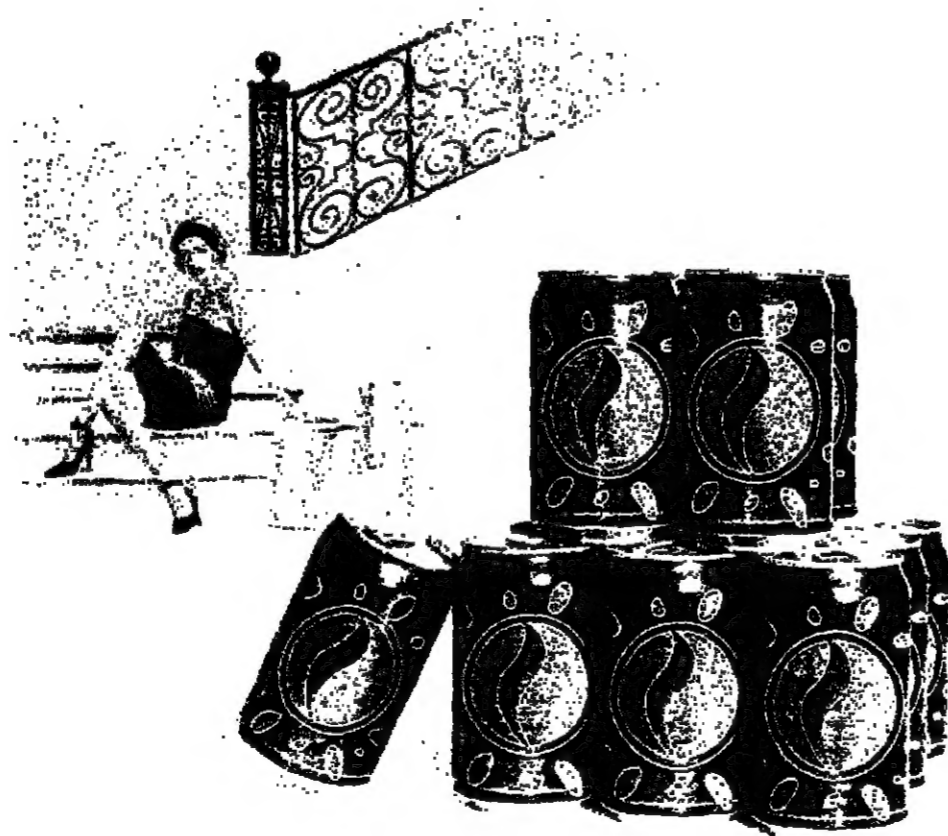
cordent davantage leur confiance à la Commission de Bruxelles qu'à leurs gouvernements respectifs pour améliorer leur situation.

En outre, l'image de la Commission est beaucoup moins négative qu'on ne pourrait l'imaginer. Certes, une nette majorité des Européens (68 %, contre 15 %) jugent qu'elle est « bureaucratique », les Français détenant le record en la matière (83 %). De même, la Commission est jugée éloignée des préoccupations des gens par 58 % des Européens. Toutefois, une majorité d'entre eux (42 %, contre 35 %) la jugent « équitable » et ils sont pratiquement aussi nombreux (39 %) à la juger « efficace » que le contraire (40 %). Les europhiles les plus convaincus, les cadres, sont aussi les plus critiques : 87 %, soit près de 20 points de plus que la moyenne de l'opinion européenne, jugent par exemple la Commission « bureaucratique ».

Gérard Courtot

FACE AU LOURD FARDEAU DE LA VIE QUOTIDIENNE, PENSEZ "MICRON."

LES CHOSES PARAÎSENT AUSSITÔT PLUS LÉGÈRES.



Léger...mais puissant : l'organisation sans faille de milliers de collaborateurs de Sollac, a permis d'alléger les boîtes boissons grâce à un acier mieux pensé et recyclé. En 10 ans les boîtes boissons en acier ont perdu 30% de leur poids : l'acier utilise aujourd'hui ne luit plus que 180 microns d'épaisseur, ce qui ramène à moins de 20 grammes l'emballage boisson de 33 centilitres. Ces progrès constants s'appliquent aussi à la fabrication de boîtes de forme, aux aérosols, et aux emballages alimentaires, en termes de créativité esthétique comme de facilité d'emploi.

SOLLAC LAURÉAT DU PRIX EUROPÉEN DE LA QUALITÉ DU MANAGEMENT.

SOLLAC
GROUPE USINOR

L'acier Sollac vous va si bien.

مكتبة ابن ماجا

tionales, un relatif crédit et les cadres

«... La
... sur
... 31 la
... »

... pour apporter
en solide d'opinions politiques.

+30
 +26
 +1
 -2

Tony Blair super-

NOTORIÉTÉ DES HOMMES D'ÉTAT EUROPÉENS

► CONNAÎT-VOUS LES PER-
SONNAGES ?

70 64 64

32

12

-8

BREXIT
CHANGEMENTS
D'ALLIANCE
DANS L'OTAN
L'EUROPE EN
MARCHÉ UNIFIÉ

Tony Blair superstar

**NOTORIÉTÉ DES HOSTAGES
D'ÉTAT EUROPÉENS**

70 64 64

23

47

La - Blahmman - 28

commerce en Europe
specte de Fleming: Les
premiers indicateurs
du PIB, bénéfice d'un
renouveau jusqu'à

veau de popularité
39 % des Européens
bonne opinion de lui
mauvaise opinion:
Fondation n'est ni bon

Cet engagement pour
d'assurer plus amplement
des bienfaits de
à l'édification de

1. James Earl Ray, born James Earl
Ray, April 22, 1928, St. Louis, Missouri
Ray, April 22, 1928, St. Louis, Missouri
Ray, April 22, 1928, St. Louis, Missouri
Ray, April 22, 1928, St. Louis, Missouri

32 % en moyenne. Les
est donc à la hauteur
de la norme (2, 10 à 12).
Cela se traduit par un
volume de production
moyenne de 17, 73 %.

25 % of the population.

MEMBER: FRANK J. ...
ADDRESS: ...
CITY: ...
STATE: ...
ZIP: ...

1. Category
 2. Subcategory
 3. Item
 4. Quantity
 5. Unit
 6. Price
 7. Total
 8. Remarks
 9. Date
 10. Signature
 11. Stamp
 12. Initials
 13. Full Name
 14. Address
 15. City
 16. State
 17. Zip
 18. Phone
 19. Fax
 20. E-mail
 21. Website
 22. Notes
 23. Comments
 24. Footer
 25. Page
 26. Count
 27. Page
 28. Count
 29. Page
 30. Count
 31. Page
 32. Count
 33. Page
 34. Count
 35. Page
 36. Count
 37. Page
 38. Count
 39. Page
 40. Count
 41. Page
 42. Count
 43. Page
 44. Count
 45. Page
 46. Count
 47. Page
 48. Count
 49. Page
 50. Count
 51. Page
 52. Count
 53. Page
 54. Count
 55. Page
 56. Count
 57. Page
 58. Count
 59. Page
 60. Count
 61. Page
 62. Count
 63. Page
 64. Count
 65. Page
 66. Count
 67. Page
 68. Count
 69. Page
 70. Count
 71. Page
 72. Count
 73. Page
 74. Count
 75. Page
 76. Count
 77. Page
 78. Count
 79. Page
 80. Count
 81. Page
 82. Count
 83. Page
 84. Count
 85. Page
 86. Count
 87. Page
 88. Count
 89. Page
 90. Count
 91. Page
 92. Count
 93. Page
 94. Count
 95. Page
 96. Count
 97. Page
 98. Count
 99. Page
 100. Count

100-443887-100

...the ...

100-443887-100

100-443887-100

100

Page 48

[illegible][illegible]

The Economist

HISTOIRE Lors d'un déplacement à Craonne (Aisne), jeudi 5 novembre, le premier ministre a réhabilité les soldats qui s'étaient mutinés, au début de l'année 1917, au plus fort de

l'offensive calamiteuse lancée contre l'armée allemande par le général Nivelle. Il a souhaité que ces soldats « fusillés pour l'exemple » « réintègrent aujourd'hui, pleinement,

notre mémoire collective nationale ». C'est la première fois depuis quatre-vingts ans qu'un responsable français accomplit un tel geste. ● CETTE INITIATIVE a été mûrement préparée

et réfléchie depuis plusieurs semaines. ● LA MÉMOIRE des mutinés de 1917 est un épisode que les autorités françaises avaient toujours écarté des commémorations de la guerre

de 1914-1918. ● LA CENSURE a empêché pendant dix-huit ans la diffusion en France du film de Stanley Kubrick, *Les Sentiers de la gloire*, consacré à ces mutineries.

Lionel Jospin réhabilite la mémoire des mutins de 1917

Le premier ministre a demandé, lors d'un déplacement à Craonne, dans l'Aisne, jeudi 5 novembre, que les « fusillés pour l'exemple » après l'offensive de Nivelle « réintègrent pleinement notre mémoire collective »

CRAONNE (Aisne)

Le soleil d'automne était radieux, le maire de Craonne aussi: Noël Gesteur (divers droite) a engraissé, jeudi 5 novembre, ce qu'il a appelé sa « moisson en novembre ». Pour la première fois, un chef de gouvernement est venu à Craonne, l'un des nombreux villages martyrs de la Grande Guerre, mais aussi symbole de la révolte des poilus contre les sanglantes offensives sans espoir. Et Lionel Jospin à Craonne, au nord de la France, a réintégré les mutins dans la mémoire républicaine: M. Gesteur attendait depuis vingt ans l'hommage dû à ces hommes qui, a-t-il dit, « ne ressemblaient ni à des anges ni à des héros » et font partie, à jamais, de l'histoire de sa commune.

Longtemps, Craonne et le Chemin des Dames ont été boudés par les pouvoirs publics, qui préféraient Verdun, exemple d'héroïsme sans nuance. Le Chemin des Dames, au contraire, révélait de mauvais souvenirs: l'inconscience du commandement responsable, en la personne de Nivelle, d'une offensive qui se voulait « décisive » et qui a consisté à envoyer des vagues d'assaut au massacre pour des gains territoriaux minimes; les mutineries ensuite, qui suivirent et qu'au-

cun gouvernement n'aime à se remémorer; les fusillés de Pétain enfin, puisque, nommé commandant en chef, il incombait au vainqueur de Verdun de rétablir l'ordre et le moral, en améliorant la vie

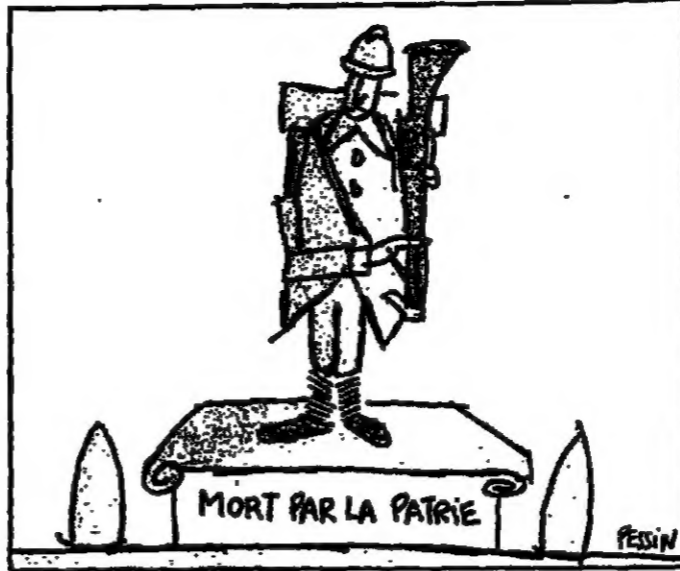
Robert Jospin, le pacifiste

L'évocation par le premier ministre des mutins du Chemin des Dames renvoie, comme en écho, à l'histoire personnelle de son père, Robert Jospin. Né en 1900, ce dernier vit à Saint-Quentin (Aisne) au moment où la guerre est déclarée. Evacué par les Allemands vers la Belgique lorsque l'offensive du général Nivelle est déclenchée, il est confronté aux soldats morts au bord du chemin, aux corps mutilés et sanglants. Ce souvenir ne le quittera plus et justifiera jusqu'à son décès, en 1990, son engagement pacifiste. « J'avais dix-sept ans, a expliqué Robert Jospin en 1989, dans un film que lui a consacré Bernard Baisat. Des scènes semblables marquent un garçon de mon âge. J'ai éprouvé une haine charnelle de la guerre, et c'est à l'origine de mon pacifisme. »

quotidienne des soldats, en se montrant économe de leur sang, mais aussi en ordonnant des exécutions — en nombre jugé cependant relativement « modéré ».

Cette longue réticence est sensible y compris dans ce paysage dont la terre rejette encore les vestiges du massacre. Le Chemin des Dames est borné de stèles individuelles, touchantes, élevées par des familles à leur mort. Mais l'aménagement « officiel », réalisé à Verdun depuis des décennies, est, ici, seulement en cours.

M. Jospin a donc évoqué ce qui, jusqu'à maintenant, était tu dans la mémoire officielle. Certes, il a laissé M. Gesteur et Jean-Pierre Balligand, député PS et président du conseil général de l'Aisne, glisser dans leurs discours des bribes de la chanson de Craonne, expression de la tragique révolte des mutins: « C'est à Craonne, sur le plateau », a commencé le maire. « Adieu la vie... », a dit le député. Le premier ministre s'en est tenu à quelques phrases sobres, mais nettes: « Craonne est cet endroit où une armée d'élite, qui avait déjà durement et glorieusement combattu (...), fut projetée sur un obstacle infranchissable — 200 mètres de buttes et de crêtes, balayées par le souffle mortel des canons et des mitrailleuses.



Certains de ces soldats, épuisés par des attaques répétées à l'avance, glissant dans une boue trempée de sang, plongés dans un désespoir sans fond, refusèrent d'être sacrifiés. Que ces soldats, « fusillés pour l'exemple » au nom d'une discipline dont la rigueur n'avait d'égal que la dureté des combats, réintègrent aujourd'hui, pleinement, notre mémoire collective

nationale. » Cet hommage aux fusillés était sans doute plus facile à prononcer pour un premier ministre issu d'une gauche longtemps antimilitariste. Mais dans la mairie reconstruite après la guerre, les mutins de Craonne transcendent les clivages politiques: « La dignité que vous leur redonnez ce jour est à la mesure de votre humanisme! », a

lancé M. Gesteur à l'adresse de M. Jospin.

Il est vrai que l'armée, elle aussi, a beaucoup changé. Sans doute, lors de l'inauguration de la sculpture d'Haim Kern, la musique militaire n'est-elle pas allée jusqu'à jouer la Chanson de Craonne: après La Marseillaise et La Sonnerie aux morts, ce fut un *Rosier de Picardie* un peu décalé. Mais après les cérémonies, loin des caméras, un général à quatre étoiles est venu longuement serrer la main du maire, lui dire que ses deux grands-pères étaient morts à Verdun et qu'il avait « beaucoup apprécié » son discours; un discours où M. Gesteur soulignait que l'offensive Nivelle avait été « le premier grand crime contre l'humanité ».

M. Jospin, de son côté, a redescendu l'escalier de la mairie avec, à la main, le foulard bleu horizon offert par le maire: un foulard usé, un peu troué, le bleu viré au gris terne, qui semblait porter toute la lassitude des poilus. Le maire, lui, garde, un regret: que l'auteur de la Chanson de Craonne soit anonyme parce qu'on n'a pas voulu savoir: « Pour moi, le monument inauguré aujourd'hui, c'est un monument au poète inconnu. »

Jean-Louis Andreani

Un geste mûrement réfléchi à Matignon

FAUT-IL LE TAIRE, encore ? Ou bien le dire, enfin ? A l'Hôtel Matignon, vers la mi-octobre, plusieurs conseillers du premier ministre s'interrogent. Ils travaillent sur le projet de discours commémoratif des horreurs du Chemin des Dames. Dans une première version, la phrase qui évoque les « mutins » de 1917 est rédigée ainsi: « Ces soldats, désignés pour l'exemple (...), réintègrent pleinement notre mémoire collective nationale. » Evidemment, ce « désignés » ne satisfait personne. « Fusillés » est le mot juste. Mais peut-il figurer, noir sur blanc, dans un discours officiel alors qu'aucune autorité de la République n'a su ou pu, jusqu'ici, exprimer l'horreur de cette vérité ? L'interrogation des conseillers remonte les étagères de la hiérarchie de l'Hôtel Matignon, jusqu'à Olivier Schrameck, directeur de cabinet, et, bien sûr, Lionel Jospin. Tous deux décident alors de nommer la réalité, sans fard, pour que la nation se l'approprie enfin. Un seul mot change dans la phrase: « Ces soldats, fusillés pour l'exemple (...) » — et il contribue à changer beaucoup de choses.

Cette commémoration a été mûrement réfléchie par le premier ministre et les siens. Raymond Riquier, chef adjoint de cabinet, en fut l'inspirateur et le maître d'œuvre. Originaire d'Amiens, il assure posséder une sensibilité « familiale » à la première guerre mondiale. Il dit avoir « lu et vu » beaucoup à son sujet. Dès le

mois de mars, il visite les sites des champs de bataille, à la recherche d'un lieu propice. Très vite, le site de Craonne s'impose. « C'est un très bel endroit, avec un ciel bas, des nuages lourds, explique M. Riquier. De plus, les événements qui se sont produits ici permettent de commémorer la mort anonyme, horrible, et bien sûr la mémoire de ceux qui se sont révoltés contre l'horreur. » L'artiste Haim Kern, dont la sculpture s'élève désormais sur le Chemin des Dames, l'accompagne. Son œuvre, inaugurée jeudi, se veut symbolique de la modernité de cette commémoration qui, a expliqué M. Jospin dans son discours, « s'adresse à ceux qui n'ont connu ni la première ni la seconde guerre mondiale, et à leurs enfants ».

Le premier ministre donne son accord dès le mois de juin. Reste à trouver une date. Le 11 novembre, jour de l'armistice, appartient au président de la République. Les jours précédents sont consacrés à des commémorations auxquelles participent nos anciens alliés, canadiens et anglais notamment. Compte tenu des engagements de M. Jospin, le 5 novembre est finalement retenu. Le moment, le lieu, les mots: voilà comment s'est constitué le puzzle de cette réhabilitation.

Jean-Michel Apathie

TROIS QUESTIONS À... JEAN-JACQUES BECKER

1 Le geste de Lionel Jospin est ressenti comme une « première » mémorable. Selon vous, quel est l'historien, y a-t-il eu occasion de l'événement ? Elle ponctue une commémoration des sacrifices de la Grande Guerre, qui n'est pas centrée sur les mutineries. Pour les « fusillés pour l'exemple », l'usage des guillemets est justifié puisque la formule, si souvent reprise, ne renvoie pas à la réalité. L'historien en récuse l'emploi, et c'est, dans le discours de Lionel Jospin, une concession à la « vulgarité », qui ne compromet pas l'option pacifiste du texte. Cette évocation cherche l'histoire plus que la propagande, réintégrant certains éléments officiellement écartés pour assurer une lecture libérée des options partisans.

En marge du silence officiel, la postérité de la crise tient à sa lecture purement idéologique. Très orientée à l'origine, la diffusion du pacifisme au lendemain du

conflit n'imprègne pas seulement la gauche, mais l'ensemble de la population; et ce refus viscéral de recommencer l'horreur est largement responsable de la situation en 1940.

2 La formule employée par le premier ministre — « les soldats fusillés pour l'exemple » — vous paraît-elle satisfaisante ?

Elle ponctue une commémoration des sacrifices de la Grande Guerre, qui n'est pas centrée sur les mutineries. Pour les « fusillés pour l'exemple », l'usage des guillemets est justifié puisque la formule, si souvent reprise, ne renvoie pas à la réalité. L'historien en récuse l'emploi, et c'est, dans le discours de Lionel Jospin, une concession à la « vulgarité », qui ne compromet pas l'option pacifiste du texte. Cette évocation cherche l'histoire plus que la propagande, réintégrant certains éléments officiellement écartés pour assurer une lecture libérée des options partisans.

3 Martyrs devenus emblèmes de l'antimilitarisme, communiste et pacifiste, les mutins de 1917 retrouvent-ils ainsi leur juste dimension historique ?

Les mutineries du printemps 1917 ne s'intégraient pas à la version officielle qui magnifiait, chez le « poilu », l'esprit de sacrifice. On ne peut guère faire de place à cet événement sans porter d'ombre sur la geste héroïque. Il a fallu attendre les travaux récents qui, depuis une vingtaine d'années, ont bouleversé la façon d'appréhender la guerre de 14-18, en privilégiant notamment le comportement des hommes sur les prismes stratégiques ou diplomatiques, pour dégager des éclaircissements jusque-là laissés de côté. Aujourd'hui, il est possible de rendre à l'histoire ce qui fut longtemps un objet d'idéologie. C'est le sens de la déclaration du premier ministre.

Propos recueillis par Philippe-Jean Catinchi

Les mutineries furent provoquées par le coût humain de l'offensive Nivelle

PRINTEMPS 1917. La guerre n'en finit plus d'être le moral au front comme à l'arrière. Tandis que les cicatrices des batailles de la Somme et de Verdun sont encore fraîches, le nouveau chef des forces françaises, le général Robert Georges Nivelle, s'apprête à lancer une nouvelle offensive au Chemin des Dames, route d'une trentaine de kilomètres sur la crête séparant, au sud de Laon, les vallées de l'Ailette et de l'Aisne.

Polytechnicien brillant, apprécié des Anglais, le nouveau commandant en chef — il a remplacé Joffre en décembre 1916 — est auréolé de sa participation à la victoire de Verdun: c'est lui qui a reconquis le terrain initialement perdu sur les Allemands. La popularité que Nivelle en retire auprès des soldats lui donne une grande confiance en lui, que d'aucuns lisent comme un aveuglement. Il entend en effet obtenir, sur un vaste front, ce qu'il a pu réaliser sur des fronts restreints. Et cela malgré le scepticisme des politiques — le nouveau ministre de la guerre, le radical Paul Painlevé, en tête — et de la plupart des généraux.

Une contre-offensive d'envergure, pour répondre à la brusque chute du moral de la fin 1916, semble en effet risquée sur le secteur le mieux tenu du front allemand. L'opération s'intègre, en fait, à un plan concerté des Alliés,

arrêté aux derniers jours du commandement de Joffre, et qui prévoit, dans le même temps, une offensive des Russes à l'Est; une autre des troupes anglaises, françaises et serbes, dans le secteur de Salonique; une autre, enfin, sur le front italien. Malheureusement, confirmant la rumeur qui le jugeait présomptueux, le plan de Nivelle est contrarié par le subit retrait, puis au nord, des troupes du Kaiser entre Arras et Soissons, destiné à raccourcir le front et qui va obliger les Français à s'avancer en terrain inconnu. Les conditions météorologiques, désastreuses, n'arrangent rien — elles se révéleront particulièrement cruelles pour les forces africaines engagées.

INSOUMISSION RAISONNÉE

Lancée le 16 avril, l'offensive se brise, dès le premier jour, sur les défenses allemandes. Or, malgré la promesse qu'il avait faite de cesser le sacrifice dès qu'il rencontrerait l'échec, Nivelle s'obstine. Les pertes sont considérables (147 000 victimes pour la seule première quinzaine!). Même si ce score, impressionnant, a souvent été mal compris — on confond aisément les morts, les blessés, les disparus ou les prisonniers, pareillement mis hors de combat —, il n'en reste pas moins que la vanité des sacrifices humains (pour les mois d'avril et mai, plus de 80 000 sol-

dats périrent au front, la plupart au Chemin des Dames) soulève l'indignation. Nivelle a beau être relevé de son commandement dès le 29 avril et remplacé, le 15 mai, par Philippe Pétain, autre héros de Verdun, la colère conduit certains membres des régiments d'infanterie à se mutiner dès le 28 mai.

Il s'agit moins d'un mouvement pacifiste que d'une contestation de ces assauts infructueux, d'un prix humain, et, plus largement, de la façon dont la guerre est conduite au mépris des souffrances humaines. Dénoncées dans les rapports officiels, qui tentent de détourner les responsabilités du soulèvement sur le terrain idéologique, incriminant une propagande révolutionnaire et défaitiste dont les historiens peinent à établir le bien-fondé (même la fable d'une contagion née de la première révolution russe ne résiste pas à l'analyse), les menées politiques comptent bien peu au regard des revendications matérielles. Les soldats dénoncent moins la censure que la nourriture médiocre et les cantonnements mal aménagés, les nombreux exercices inutiles et les temps de transports interminables, les permissions trop rares et mal organisées.

Si le mouvement s'étend rapidement, il décline dès juillet. Il faut dire que la répression y met bon ordre: si l'on estime à quelque

30 000 à 40 000 le nombre des protestataires (pour une armée de deux millions d'hommes), près d'un dixième furent jugés aussitôt par des tribunaux militaires. Et la rigueur exemplaire des verdicts ne s'efface pas devant le faible nombre de condamnations à mort exécutées (49 pour quelques centaines prononcées), car comment lire de l'indulgence dans les 1 400 peines de travaux forcés, excédant, les cinq ans qui savaient du peloton d'exécution ?

S'il traduit une authentique aspiration à la paix, le mouvement trahit plus un grave malaise moral qu'une volonté d'en finir à n'importe quel prix. Même si l'on estime qu'un tiers des régiments fut fortement touché, un tiers menacé d'agitation, et un tiers seulement épargné par la contagion, les mutins ne se départirent jamais d'une réelle conduite civique: pas de désertion ni de fraternisation avec l'ennemi; pas de révolte en première ligne. De fait, l'affaire ne s'ébruita pas. Alors que l'opinion publique put mesurer l'étendue du drame — récits de permissionnaires, non-observation des marques de respect aux officiers à l'arrière —, le commandement allemand ne sut rien de l'ampleur d'une insoumission si raisonnée, ce qui l'empêcha d'en profiter.

P.-J. C.

En France, la censure s'est exercée sur le cinéma jusqu'en 1976

RIEN D'ÉTONNANT à ce que l'évocation des mutineries de 1917 ait été proscrite des films d'actualités de l'époque: composé de civils et de militaires, un bureau de presse veillait à ce que ne soit divulguée aucune image susceptible de provoquer du désordre ou de servir l'espionnage ennemi. Les firmes Pathé, Gaumont, Eclair et Eclipse se plaignaient auprès du ministère de la guerre: seuls quelques journalistes sont autorisés à se rendre à proximité du front, accompagnés d'un officier chargé de les « diriger dans leur visite ».

Lorsque Léon Gaumont demanda que l'un de ses cameramen rejoigne ses reporters, s'engageant à ne diffuser que des prises de vue filtrées par la censure, il se heurte à une fin de non-recevoir. Les firmes d'actualités doivent se mettre en chasse d'images de la guerre de 1914-1918... à l'étranger. La création, en 1915, du service photographique et cinématographique de l'armée permet d'envoyer des opérateurs dans le périmètre des combats, mais la censure règne, tant du côté du ministère de l'Intérieur que de celui des municipalités.

Adaptant un roman d'Humphrey Cobb, Stanley Kubrick dénonce, en 1958, dans *Les Sentiers de la gloire*,

les boucheries inutiles et les fusillades « pour l'exemple » de soldats ayant désobéi ou déserté. Ce film sera interdit sur le territoire français durant dix-huit ans. Dès sa sortie à Bruxelles, de multiples pressions s'exercent pour empêcher sa diffusion en Belgique. Estimant déshonorer, pour le souvenir des combattants français de la Grande Guerre, ce tableau antimilitariste, un groupe d'anciens combattants et d'officiers de réserve vient troubler une projection. Suivent des coups de téléphone anonymes, assortis de menaces, d'envoi de grenades incendiaires adressées au directeur de la salle. L'ambassadeur de France intervient auprès du ministère des Affaires étrangères belge, qui refuse d'interdire le film, néanmoins retiré de l'affiche, sur le conseil du commissaire de police de Bruxelles.

Les Sentiers de la gloire retrouvent l'écran des Variétés de Bruxelles après de multiples tractations, mais, en France, il faudra attendre le dégel des années 70 pour que le film soit « libéré ». Et 1970 et 1996 pour revoir évoquer le thème de la désertion, avec *Les Hommes contre*, de Francesco Rosi et Capitaine Conan, de Bertrand Tavernier.

Jean-Luc Douin

هذا من الأصل

ملكا من الاموال

FRANCE

LE MONDE / SAMEDI 7 NOVEMBRE 1998 / 9

Avec La Droite, M. Millon a l'ambition de restructurer l'opposition

Les partis de l'opposition craignent que la stratégie du président de la région Rhône-Alpes ne fasse dangereusement école lors de la préparation des prochaines élections municipales de 2001

Charles Millon réunit à Paris, samedi 7 novembre et dimanche 8 novembre, le congrès fondateur de son mouvement, La Droite, lancé au lendemain des élections régionales de mars qui lui avaient permis de

conserver, avec le soutien des voix du Front national, la présidence de la région Rhône-Alpes. L'ancien ministre de la Défense entend, à cette occasion, faire pression sur les partis de l'opposition pour promouvoir un

grand mouvement populaire de droite, en lieu et place de l'Alliance RPR-UDF-DL, et il va lancer une campagne nationale à cette intention. M. Millon estime, dans l'entretien qu'il nous a accordé, que la Droite souffre

de ne pas oser assumer ses choix idéologiques. Il estime que cette faiblesse « inhibe » la droite depuis 1945, et fait une distinction entre une droite de gestion et une droite de conviction.

M. Pineau-Valencienne succède à M. Roux à la présidence de l'Association française des entreprises privées

CHOSE PROMISE, chose due. L'engagement pris par Claude Bébér, le PDG d'AXA, de soutenir la candidature de Didier Pineau-Valencienne à la présidence de l'Association française des entreprises privées (AFEP) a été honoré. Mardi 4 novembre, M. Pineau-Valencienne a été élu à l'unanimité, comme il sied dans ce cénacle - à la tête du lobby des grandes entreprises privées.

Il a bénéficié du soutien tacite des trois « grands électeurs », sans qui rien ne se fait à l'AFEP : Ambroise Roux, son fondateur et président sortant, Guy Dejouany, ancien patron de la Compagnie générale des eaux, Marc Viénot, ancien président de la Société générale. Depuis qu'elles sont retirées des affaires, ces trois hautes figures, toutes âgées de plus de soixante-dix ans, ne goûtent rien de plus que d'exercer, en y ajoutant un brin de sadisme, leur pouvoir d'adoubement.

ACCÉLÉRATION

M. Pineau-Valencienne prendra la tête de l'AFEP en janvier, c'est-à-dire au moment précis où il cédera la présidence du groupe Schneider à Henri Lachmann, le patron de Strafor-Facom. Actionnaire influent de Schneider, M. Bébér lui a, en effet, imposé d'accélérer sa succession - savamment temporisée - à la tête de son propre groupe. Il a ainsi appuyé de toutes ses forces l'arrivée de M. Lachmann, un proche de Jacques Chirac, à la présidence de Schneider dès le début de 1999. Pour sa part, M. Pineau-Valencienne aurait souhaité poursuivre ses activités chez Schneider jusqu'à l'échéance statutaire de son mandat, en juin.

Didier Pineau-Valencienne, qui fut président de l'Institut de l'entreprise de 1993 à 1995, a présidé la commission sociale du CNPF en 1996-1997. A l'automne dernier, il avait envisagé de se porter candidat à la succession de Jean Gandois. Son arrivée à la tête de l'AFEP ménage, en tout cas, une succession douce à Ambroise Roux qui devrait continuer à y exercer une influence déterminante. Elle sonne, parallèlement, le glas des espoirs de Jean-Louis Beffa, le PDG de Saint-Gobain, qui avait fait connaître son intérêt pour la présidence de l'AFEP.

Ancienne éminente grise de Georges Pompidou, ami d'Edouard Balladur, jadis interlocuteur écouté de François Mitterrand, M. Roux avait suscité une vive émotion chez certains membres de son club discret de très grands patrons, les 3 mars. L'avant l'une de ses traditionnelles analyses politiques, il avait estimé (Le Monde du 10 mars) que le salut de la droite passait par des accords avec un Front national rendu plus respectable par la montée en puissance de Bruno Mégret.

Caroline Mornot

1917

novembre, mémoire collective

lancé M. Gentaure à l'adresse de M. Jospin.

Il est vrai que l'armée elle-même a beaucoup changé. Sans doute de l'inauguration de la sonnerie n'est-elle pas allée jusqu'à l'Assemblée de Châlons et après la Seconde Guerre mondiale, elle fut un des grands moments de la vie de la France. Mais après la Seconde Guerre mondiale, elle fut un des grands moments de la vie de la France. Mais après la Seconde Guerre mondiale, elle fut un des grands moments de la vie de la France.

M. Jospin, de son côté, a lancé un appel à la gauche. Il a dit que la gauche doit être une force de progrès et de justice. Il a dit que la gauche doit être une force de progrès et de justice. Il a dit que la gauche doit être une force de progrès et de justice.

Jeune-Les-États

3 Martyrs de la République ont été assassinés le 17 novembre 1917. Ils ont été assassinés le 17 novembre 1917. Ils ont été assassinés le 17 novembre 1917.

La République a été fondée sur des valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité. Elle a été fondée sur des valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité. Elle a été fondée sur des valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité.

En France, la censure s'est exercée sur le cinéma jusqu'en 1970. En France, la censure s'est exercée sur le cinéma jusqu'en 1970. En France, la censure s'est exercée sur le cinéma jusqu'en 1970.

Le cinéma a été un moyen de propagande pour le régime. Le cinéma a été un moyen de propagande pour le régime. Le cinéma a été un moyen de propagande pour le régime.

Une image mitigée

Un sondage par téléphone réalisé du 21 au 24 octobre par l'Institut BVA auprès d'un échantillon de 803 habitants de la région Rhône-Alpes pour le mensuel Lyon Mag' Europe 1, témoigne de l'image mitigée de Charles Millon. 64 % des personnes interrogées (61 % des sympathisants de l'Alliance et 46 % de ceux de La Droite) estiment qu'il est « avant tout opportuniste et qu'il utilise le FN pour conserver son poste », 16 % le disent « proche du Front national » et seulement 7 % « hostile » au FN. Une majorité relative (47 %, et 34 % des sympathisants de l'Alliance) estiment qu'il doit démissionner de la présidence du conseil régional contre 42 % (58 % dans l'opposition) d'avis contraire.

En cas de nouvelle élection régionale, une liste conduite par M. Millon arriverait derrière (21 %) une « liste de droite UDF-RPR opposée » à lui (25 %). Enfin, 65 % des personnes interrogées ne voient pas d'avenir à La Droite, contre 26 % d'avis contraire.

Charles Millon, président de la région Rhône-Alpes

« La droite n'a pas été au pouvoir depuis 1945 parce qu'elle est complexée »



CHARLES MILLON

« Vous militiez, à la marge de l'opposition, pour qu'elle s'inscrive au sein d'une formation unique de la droite. Celle-ci n'est-elle pas en train de se faire sans vous, autour du RPR, au sein de l'Alliance ?

« Il y a deux démarches possibles : une démarche d'états-majors, et une démarche qui s'inscrit dans le peuple. Les démarches d'états-majors, je n'y crois plus, elles ont déjà échoué dix fois. Et elles ont d'autant moins de chance de réussir que la rupture est profonde entre le peuple et les états-majors : les électeurs ont le sentiment que ceux-ci sont totalement indifférents à leurs angoisses, à leurs demandes. Il faut renverser ce système.

« Un grand parti de droite ne pourra être que totalement transparent et démocratique. Transparent, c'est-à-dire que l'on doit dire ce qu'on va faire et faire ce que l'on dit. Il faut dire la vérité sur le nombre d'adhérents, sur les financements. Démocratique, c'est-à-dire que le pouvoir doit émaner des militants. Il faut, en outre, un discours clair, qui permette aux électeurs de se déterminer par rapport à de vrais choix, comme cela a été le cas, par exemple, lors du référendum sur le traité de Maastricht.

« L'exemple de Maastricht, où le clivage principal n'a pas été entre droite et gauche, ne contredit-il pas votre thèse selon laquelle l'électorat veut d'abord une droite de droite ?

« Bien sûr que non ! Chez ceux qui croient à l'Europe, il y a deux conceptions possibles : celle de l'Europe subsidiaire qui respecte l'identité de chaque pays, et celle de l'Europe harmonisatrice ou impériale qui se mêle de tout dans le détail. On le verra lors des prochaines élections européennes. D'une manière ou d'une autre, j'y participerai.

« Votre objectif est d'affirmer une pensée de droite. Qu'entendez-vous par là ?

« Il faut un projet clair pour être audible. D'une manière générale, la pensée de gauche a une vision

fondamentalement individualiste de la société, qui privilégie l'égalité au sens philosophique du terme et donne à l'Etat un rôle de régulateur. La droite, elle, a une conception individualiste de la société qui privilégie la liberté et la responsabilité de chacun.

« La bataille sur le PACS (pacte civil de solidarité) est révélatrice : une conception individualiste de la société contre une conception collectiviste. La démocratie a besoin de la confrontation de deux visions, d'une majorité et d'une opposition. S'il n'y a plus de confrontation, il n'y a plus de démocratie. Or je pense que la droite est inhibée. Elle est toujours réticente à énoncer ses convictions et ne fait pas vivre un vrai choix démocratique. La gauche, elle, propose ses réformes et les met en œuvre quand elle est élue. De ce point de vue, on ne peut pas lui reprocher de faire les 35 heures et le PACS !

« Pourquoi la droite n'en fait-elle pas autant ?

« Parce qu'elle est complexée. Il faut lui redonner sa fierté.

« Complexée par quoi ?

« Par toute une histoire, qui fait que lorsqu'elle emploie le mot de famille, elle est taxée de vichysme, le mot nation, de nationalisme.

« Elle a tout de même été au pouvoir longtemps !

« Non, la droite, en tant que telle, n'a pas été au pouvoir durant longtemps. C'était une droite de gestion, ce n'était pas une droite de conviction.

« C'est le cas, à vos yeux, depuis 1958 ?

« Vous pouvez même remonter au-delà !

« Jusqu'où ?

« Moi, je remonte à 1945. Je pense que depuis 1945, il y a un problème, car la pensée dominante a empêché qu'un certain nombre d'idées - jugées condamnables - soient brassées. Parce que des mots avaient été utilisés par certains, qui s'étaient fourvoyés pendant la guerre, il est devenu impossible, ensuite, de manier ces mots-là, ou ces idées.

« J'ai lancé le premier mouvement qui ose s'appeler « Droite » depuis 1789. A gauche, personne n'a de complexe. A partir de 1945, comme elle ne pouvait pas vivre par affirmation, la droite a vécu par opposition : être de droite, c'était essentiellement être anti-communiste. Elle ne s'est pas donnée les moyens de faire sauter ses complexes. C'est ce qui explique la montée des extrémistes : des électeurs sont allés, par écosystème et révolte, se réfugier aux extrêmes. La fracture civique est devenue trop profonde entre l'élec-

torat de droite et ses dirigeants.

« Mais prendre en compte ce malaise implique-t-il, comme vous le faites en Rhône-Alpes, une alliance avec le FN ?

« Je n'ai pas d'alliance avec le Front national ! Le conseil régional fonctionne comme il l'a fait pendant dix ans, projet par projet.

« L'opposition affirme que votre choix n'est pas tenable.

« Si l'opposition avait exactement la même attitude qu'avant, il n'y aurait aucun problème. Elle considère que recevoir des voix, c'est se polluer. Il n'y a pas de voix qui sentent mauvais ! En outre, la respectabilité, c'est la République qui l'a donnée au Front national avec 41 millions de francs de subventions. Refuser ces voix, c'est un déni de démocratie.

« Ceux qui viennent à vos réunions disent pourtant qu'ils vous soutiennent parce que vous avez passé un accord avec le Front national !

« Ce n'est pas vrai. Ce qu'ils veulent aujourd'hui, c'est que l'opposition s'exprime enfin comme une grande droite d'affirmation. C'est le seul moyen pour elle de s'en sortir. »

Propos recueillis par Cécile Chambraud et Gérard Courtols

2490F TTC.

La réponse à ceux qui pensent qu'un copieur est forcément hors de prix.



Outre son prix très attractif, le copieur FC-200 est d'une simplicité exemplaire. Il ne nécessite ni

FC-200
CRÉÉ PAR CANON POUR
ÊTRE UTILE À TOUS.

entretien ni préchauffage. Sa taille réduite et sa poignée de transport le rendent utilisable partout.



COPIEUR OFFICIEL DE LA COUPE DU MONDE '98

Pour plus d'informations : 3615 Canon (1,29 F TTC/min.)
Internet : <http://www.canon.fr>
Serveur vocal/fax : 08 36 68 47 87 (2,23 F TTC/min.)

SUSPENSION HYDRACTIVE R

Pour une totale maîtrise de votre confort, cinq capteurs renseignent en permanence un calculateur électronique qui sélectionne en 5/100^e de seconde l'état de suspension le mieux adapté.

COMMANDES ELECTRIQUES DES SIEGES

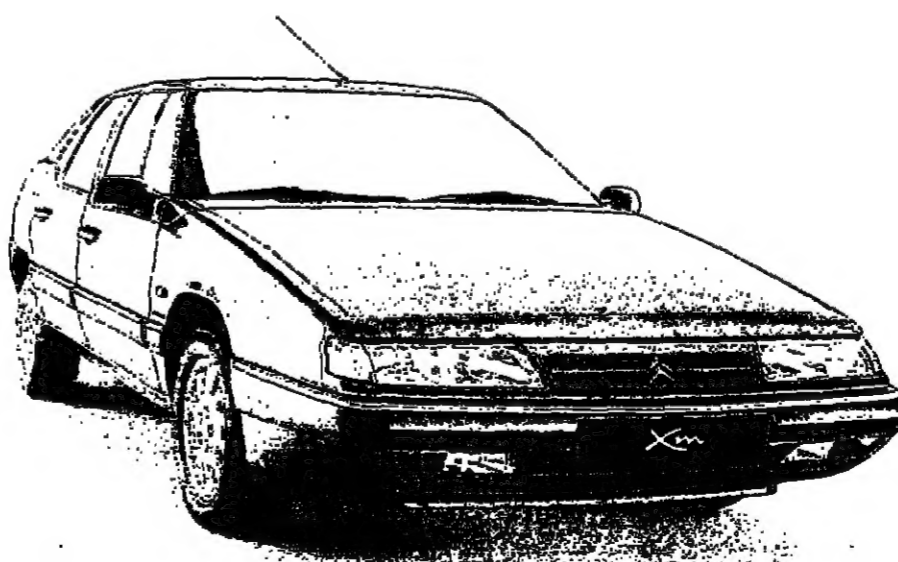
Pour adopter une position de conduite idéale

- 1 Longitudinale
- 2 En hauteur
- 3 Par inclinaison du bassin

FINITION
EXCLUSIVE

Pour vous laisser
envelopper dans le
luxueux confort
des sièges en cuir
et Alcantara.

VOUS NE JOUEZ PAS AVEC L'AVENIR DE VOTRE ENTREPRISE ?
ALORS, NE JOUEZ PAS AVEC NOTRE DROIT DE VIE.



* Sur XM Berline Exclusive, A.M. 99.

CITROËN préfère **TOTAL**

<http://www.citroen.fr>
3615 CITROËN (1.20 F/mes)

L'ensemble des hôpitaux
une nouvelle réduction

Levele: 2202-2-0310

REPORTAGE

Leasing ..

၆၆၆၆၆၆

100-100000

地址: 2100

L'ensemble des hôpitaux d'Ile-de-France dénoncent une nouvelle réduction de leurs moyens budgétaires

80 % des établissements français ont engagé une opération de restructuration

Les établissements d'Ile-de-France ont dénoncé, jeudi 5 novembre, la rigueur budgétaire qui se poursuivra en 1999. Selon une enquête des di-

recteurs d'hôpital général, 80 % d'entre eux ont engagé une démarche de restructuration d'activités, de regroupement, de fusion ou de créa-

tion d'un réseau de soins. Entre 1994 et 1998, estime le gouvernement, 15 000 lits de médecine, de chirurgie et d'obstétrique ont été fermés.

UNE FOIS n'est pas coutume : l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) et les établissements (non universitaires) d'Ile-de-France ont fait taire leurs ancestrales querelles pour dénoncer d'une même voix la rigueur budgétaire qui les frappe depuis deux ans. Au cours d'une conférence de presse commune, jeudi 5 novembre, le directeur général de l'AP-HP, Antoine Durrleman, et le président de l'Union hospitalière régionale (UHRIF), Gérard Larcher, par ailleurs sénateur et maire RPR de Rambouillet, et président de la Fédération hospitalière de France (FHF), ont mis en garde le gouvernement contre les retombées d'une telle politique « sur la qualité des soins et le maintien de l'emploi ».

Ironie de l'histoire, c'est M. Durrleman, « père » du plan Juppé de réforme de la Sécurité sociale alors qu'il était le conseiller social d'Alain Juppé à Matignon, qui doit aujourd'hui gérer la rigueur qu'il a lui-même imposée en 1996 et 1997, notamment à l'AP-HP. Avec près de 60 milliards de

francs de budget, les établissements publics d'Ile-de-France absorbent le quart des dépenses hospitalières du pays. Mais depuis trois ans, la région-capitale - excédentaire en équipements et mieux dotée que les autres - a été mise à contribution, au nom du réajustement des dotations en faveur des régions moins bien loties.

« Pour les deux dernières années, notent M. Durrleman et M. Larcher, les taux d'évolution des dépenses autorisées conduisent à une réduction des moyens de l'ordre de 1,2 milliard de francs », ce qui équivaut, selon eux, à la fermeture de l'hôpital de Poissy - Saint-Germain-en-Laye ou de Saint-Louis (Paris) et à la suppression de 5 000 emplois. Les établissements d'Ile-de-France ignorent encore le montant de l'enveloppe régionale pour 1999, mais leurs responsables savent que sa progression sera inférieure au taux national, fixé à 2,5 %. Or, comme les hôpitaux des autres régions, ils devront notamment financer l'accord salarial intervenu fin 1997 dans la fonction publique, qui pèse lourdement sur

les budgets. M. Durrleman et M. Larcher soulignent que le maintien d'une contrainte budgétaire identique à celle de 1997-1998 les obligera à réduire l'emploi et à freiner l'innovation médicale. Sans nier les surcoûts de la région parisienne, ils les jugent en grande partie dus au rôle de pôle de référence et d'excellence (recherche, soins de pointe, etc.), joué par les centres parisiens. Pourtant, les restructurations s'imposent dans de nombreuses régions (lire ci-dessous).

Si les élus locaux se montrent réticents, les directeurs d'hôpital, et dans une moindre mesure les médecins, se disent plus favorables à des fusions, des regroupements, des partages d'activités ou des reconversions, révèle l'enquête publiée, le 3 novembre, par la conférence des directeurs de centre hospitalier (hors CHU). La conférence, qui s'exprime au nom des directeurs des 1 042 hôpitaux (généralistes et psychiatriques), constate que 80 % d'entre eux ont engagé une démarche de regroupement, de fusion, de restructura-

tion d'activité ou de création d'un réseau de soins avec d'autres hôpitaux ou la médecine de ville (prise en charge des personnes âgées, suivi de maladies chroniques, urgences...).

Le ministère de la solidarité assure que les restructurations restent une priorité, comme en témoigne le décret pris récemment pour fermer la plupart des maternités réalisant moins de 300 accouchements par an. Entre 1994 et 1998, 15 900 lits de médecine, de chirurgie et d'obstétrique ont été fermés, ramenant l'excédent à 31 800, selon les dernières données du gouvernement. En terme de sécurité, ce sont surtout les petites structures qu'il faut fermer ou reconstruire, mais en terme d'économies, ce sont les lits excédentaires des hôpitaux universitaires (CHU) qu'il faut supprimer : les 160 plus petits hôpitaux de France, note Gilles Johanet, directeur de la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM), coûtent moins cher que 1 000 lits de CHU.

Jean-Michel Bezat

Sondage : recul pour M. Chirac, progression pour M. Jospin

LA DERNIÈRE ENQUÊTE de la Sofres, réalisée du 27 au 29 octobre auprès d'un échantillon national de 1 000 personnes, et publiée par *Le Figaro magazine* (daté 7 novembre) enregistre un décrochement des cotes de confiance de Lionel Jospin et de Jacques Chirac. En dépit d'un pessimisme accru des Français sur la situation économique, le premier ministre recueille 68 % de bonnes opinions (en hausse de deux points en un mois) contre 30 % d'opinions négatives. Le président de la République, de son côté, recule de 57 % à 52 % de confiance, les opinions négatives passant de 40 % à 45 %.

L'écart se creuse également entre les personnalités de gauche et de droite. Philippe Séguin (54 %), Charles Pasqua (51 %) et Edouard Balladur (50 %) sont les seuls à atteindre ou dépasser la barre des 50 % au sein de l'électorat de droite. Le président du Front national, Jean-Marie Le Pen, perd sept points, ne recueillant que 8 % d'avis favorables.

DÉFICHES

■ RPR : le président du RPR, Philippe Séguin, juge « tout à fait remarquable » le bilan de Jacques Chirac à mi-mandat. Le président de la République « n'a pas cessé d'assumer fidèlement et remarquablement le mandat qui lui a été confié » en mai 1995, a déclaré M. Séguin, vendredi 6 novembre, sur Europe 1. Critiquant les conditions d'organisation du débat sur le PACS, il a affirmé que l'Assemblée nationale avait été transformée en « cour de récréation d'une banlieue sordide ».

■ EUROPEENNES : Pierre Méhaignerie, député UDF-FI d'Ile-et-Vilaine, affirme, dans un entretien à *La Croix* (daté du 6 novembre), qu'une liste unique de l'opposition aux élections européennes devra être conduite par quelqu'un qui a « voté oui à Maastricht ». Dans le cas contraire, l'UDF « devrait avoir le courage » de présenter « une liste autonome », ajoute-t-il.

■ INTÉRIEUR : les députés ont adopté, jeudi 5 novembre, les crédits du ministère de l'intérieur (88,2 milliards de francs, +3 %). En dépit de critiques sur l'« insuffisance des moyens », PS, PCF et RCV ont voté ce budget. Le ministre de l'intérieur par intérim, Jean-Jack Queyranne, a indiqué que « 500 millions de francs supplémentaires » seraient inscrits dans la loi de finances rectificative (*Le Monde* du 5 novembre).

■ ENA : l'Assemblée nationale a réduit les crédits de fonctionnement de l'École nationale d'administration de 16 millions de francs, à hauteur du coût de la double localisation de l'école à Paris et à Strasbourg. Les députés PS, PCF et DL ont adopté cet amendement contre l'avis du gouvernement, jeudi 5 novembre, lors de l'examen des crédits de la fonction publique. Le RPR s'est abstenu.

Levée en masse à Decazeville contre la fermeture de la maternité

TOULOUSE

de notre correspondant régional
Sept mille personnes dans les rues de Decazeville (Aveyron), dimanche 18 octobre, pour s'opposer

REPORTAGE

L'exaspération d'une région face au verdict des réalités comptables

À la fermeture de la maternité de la ville, c'est difficile de faire mieux dans une cité qui compte moins de 8 000 habitants, au cœur d'un bassin dont la population n'excède pas 20 000 personnes. Cela n'a pourtant pas suffi. Alors, depuis lundi 2 novembre, la totalité des élus des deux cantons et des vingt-six communes de cette ancienne forteresse minière, toutes étiquettes confondues, se sont mis en grève. Une « grève administrative » quasi totale qui amène maires et conseillers généraux à ne plus assurer le moindre service - sinon celui de l'état civil -, à ne plus répondre au téléphone et à renvoyer le courrier aux bons soins de l'Etat. « La population nous avait rudement secourus pendant la manifestation », explique Pierre Gadéa, maire (PS) de Decazeville. Elle attendait de nous un geste fort. Nous l'accomplissons la rage au cœur. »

L'objet de la levée en masse réside dans une menace bien réelle. Selon un décret pris par le secrétaire d'Etat à la santé, Bernard Kouchner, paru au *Journal officiel* du 9 octobre, toutes les maternités réalisant moins de trois cents accouchements par an seront amenées à fermer, « sauf circonstances géographiques particulières ». Celle de Decazeville, avec environ deux cents accouchements, se retrouve sous la barre. Un coup de plus, après la crise minière des années 60, celle de la métallurgie des années 80 et la fermeture de l'aciérie, qui ont fait perdre au bassin près de cinq mille emplois et transformé la ville en station de préretraites.

La maternité de Decazeville est un cas d'école des contradictions auxquelles la politique de santé se trouve confrontée. Les pouvoirs publics ont pourtant un dossier solide. Ils plaident pour une « rationalisation de l'offre de soins », favorisant regroupements des réseaux, nécessaire à laquelle tout le monde acquiesce au vu de la dérive des dépenses. Selon Bernard Kouchner, la fermeture des petites unités est aussi une mesure pour « sécuriser les maternités ». Les plus démunies en matériel adapté et en personnel compétent seraient les plus soumises aux risques. Comme l'affirme l'Agence régionale d'hospita-

lisation Midi-Pyrénées, dont dépend Decazeville, le seul de trois cents accouchements « ne peut tenir lieu à lui seul de norme, mais il reste un indicateur utile car il est associé à de faibles moyens ». Il faut « orienter les femmes enceintes vers une structure adaptée à leur situation ».

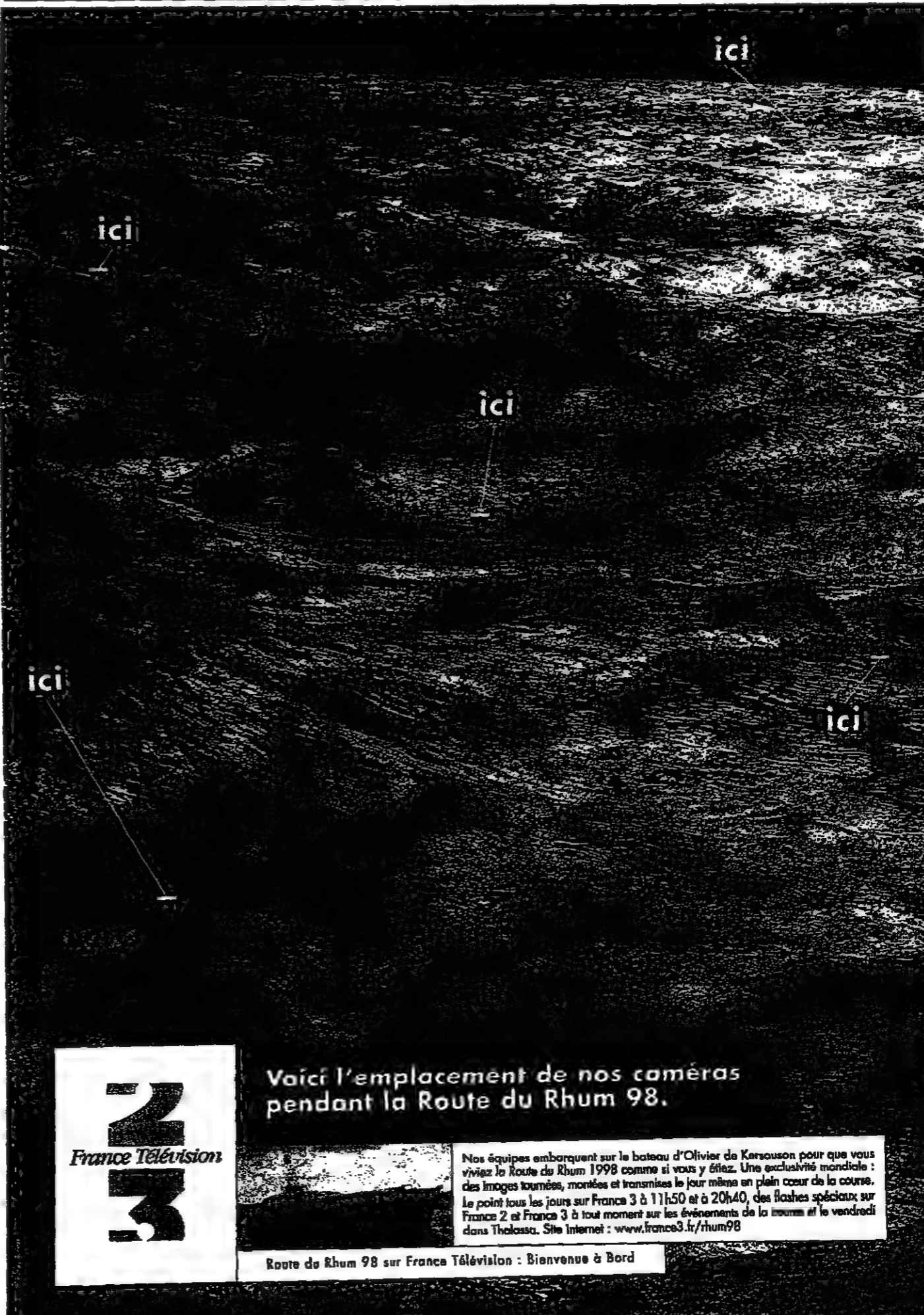
Cette logique heurte de front les populations, qui y voient un signe supplémentaire d'abandon et de « démantèlement du territoire ». A Decazeville, les arguments ne manquent pas pour plaider le maintien. La sécurité ? « Depuis douze ans, nous n'avons connu ici aucun décès sur plus de deux mille accouchements », proteste le docteur Philippe Helou, un des deux obstétriciens de la maternité. Le docteur Salhi, chirurgien de l'hôpital auquel la maternité est adossée, enfonce le clou : « C'est la fermeture qui va créer des conditions d'insécurité. Il faudra aller jusqu'à Rodéz pour accoucher, à une quarantaine de minutes par la route. La distance est trop grande, il y aura des morts. »

AUDIENCE AUPRÈS DE M. JOSPIN

Pour le comité de défense Tous ensemble, Gardons notre maternité, qui regroupe l'ensemble des syndicats de l'hôpital et du bassin, la totalité des élus, dont Jean Puech (DL), président du conseil général et de l'assemblée permanente des conseillers généraux, les organisations paysannes, le comité des industriels, les médecins libéraux et même les sapeurs-pompiers, « ce n'est pas en fermant les petites structures qu'on diminuera le taux de mortalité en France ». Chacun craint que la fin de la maternité ne soit qu'une nouvelle marche vers le déclin définitif de la région. Le maire et conseiller général socialiste, Pierre Gadéa, a « mal au cœur » d'assister à la mise à mort progressive de sa cité : « On n'attendait pas ça de ce gouvernement. Un jour, on apprend qu'on est sur la liste des commissariats qui devront fermer, un autre, qu'on est aussi sur celle des maternités. Jusqu'où ira-t-on ? »

D'un côté, le verdict des réalités comptables ; de l'autre, la réaffirmation du caractère sacré du service public en zone rurale ou en difficulté. Le débat n'est pas neuf, mais il prend parfois une tournure pathétique. Soudain, les élus du bassin de Decazeville ont décidé de ne pas céder. S'ils ne reçoivent aucune réponse à leur demande d'audience auprès du premier ministre et si un moratoire de cinq ans n'est pas prononcé, ils démissionneront « tous ensemble » le 1^{er} décembre.

Jean-Paul Besset



Voici l'emplacement de nos caméras pendant la Route du Rhum 98.

2
France Télévision
3

Nos équipes embarquent sur le bateau d'Olivier de Kersauson pour que vous viviez la Route du Rhum 1998 comme si vous y étiez. Une exclusivité mondiale : des images tournées, montées et transmises le jour même un plein cœur de la course. Le point tous les jours sur France 3 à 11h50 et à 20h40, des flashs spéciaux sur France 2 et France 3 à tout moment sur les événements de la traversée et le vendredi dans Thalassa. Site internet : www.france3.fr/rhum98

Route du Rhum 98 sur France Télévision : Bienvenue à Bord

ÉDUCATION Claude Allègre a fait alléger, au milieu des vacances de la Toussaint, les programmes du lycée dans plusieurs disciplines. ● LES AMÉNAGEMENTS proposés, dont le

Bulletin officiel dans son édition du 29 octobre donne le détail, concernant essentiellement les disciplines scientifiques. ● LE MINISTRE de l'éducation nationale aura prouvé

qu'un allègement accéléré des programmes est possible, mais il n'évitera pas un débat de fond sur le sujet dans les mois à venir. ● DOMINIQUE BORNE, auteur d'un rapport remis au

mois de juin à M. Allègre, estime que les manuels scolaires « sont des outils faits pour les professeurs et assez peu pour les élèves ». ● DEUX INSTITUTIONS distinctes, le CNP et la Des-

co, définissent les programmes et déterminent les horaires. ● LES MANIFESTATIONS du jeudi 5 novembre ont marqué un essoufflement du mouvement lycéen.

Les programmes du lycée s'allègent et les manuels scolaires vont changer

Les premières mesures d'« élagage » prises par Claude Allègre au milieu des vacances de la Toussaint nourrissent déjà un débat sur les enjeux sociaux et culturels d'une telle disposition. La journée du 5 novembre a montré que la mobilisation lycéenne s'essouffle

CETTE FOIS, il faudra aller vite. Et réussir. Pas de grand débat intellectuel, mais de l'action, après plusieurs semaines d'agitation lycéenne. C'est ce que semble promettre Claude Allègre, en ayant fait « alléger » d'un coup, au milieu des vacances de Toussaint, les programmes du lycée dans plusieurs disciplines. En 1983, Pierre Bourdieu et François Gros, professeurs au Collège de France, avaient réfléchi, à la demande du président de la République, François Mitterrand, à des « propositions pour l'enseignement de l'avenir », un viatique en sept principes, pour repenser les programmes scolaires. Trois ans plus tard, en installant les commissions disciplinaires qui devaient travailler en s'inspirant de ce rapport, le ministre de l'éducation nationale, Lionel Jospin, s'était exclamé : « C'est la première fois que l'on entreprend une réflexion d'une telle ampleur ! » Elle n'avait pourtant pas débouché sur la vraie refonte des programmes promise.

La conception des programmes scolaires relève-t-elle d'un grand débat intellectuel ou d'une petite cuisine ? En France, souvent des deux. Mais le point de départ, que l'on pourrait résumer ainsi, en le caricaturant à peine, est toujours le même : la panacée tient dans l'allègement, car, construits par empilements successifs, les programmes sont trop lourds. Cette mission se révèle souvent impossible, en raison du conservatisme des lobbies disciplinaires.

Cette fois, le ministre de l'éducation nationale aura prouvé qu'un allègement rapide des programmes, réputé infaisable, est possible. Spectaculaire au point d'avoir été popularisé par Les Guignols de l'Info sur Canal + - on y voyait la marionnette de Claude Allègre arracher plusieurs pages d'un manuel scolaire, tout en expliquant : « Avant, on avait six semaines de retard, maintenant, on a trois mois d'avance », cette mesure n'est pourtant rien au regard de la tâche que le ministre de l'éducation s'est fixée : réduire les programmes et les horaires hebdomadaires des élèves tout en changeant la façon de travailler des enseignants. Le débat promet d'être vif, si l'on en juge par les premières réactions après les allègements de la Toussaint. Pour l'heure, le reproche principal adressé à Claude Allègre est la précipitation, alors que cette mesure requiert du temps.

ENJEUX SOCIAUX ET CULTURELS

Elle ne règle en rien les questions qui ne manquent pas de surgir, encore plus fortement dans les mois à venir : chacun est-il d'accord sur le rôle dévolu à un programme, sur ses enjeux sociaux et culturels ? La façon traditionnelle d'entrer dans ce débat - l'empilement - est-elle la plus pertinente ? Le nouveau rôle assigné au Conseil national des programmes (CNP) est-il un gage d'efficacité ? Pour le philosophe Luc Ferry, président du CNP depuis décembre 1993, un programme sert,

« idéalement, à faire en sorte qu'il y ait une culture commune, des lieux de mémoire collective, aidant à se repérer dans le temps, avec une visée de compréhension du temps présent, au-delà des origines sociales et de la diversité des parcours ». C'est aussi un repère pour les enseignants, leur permettant d'identifier « les fonda-

mentaux » dans leur propre discipline, « ce qui n'est pas si facile », dit Luc Ferry.

D'avantage de lycées rénovés en Ile-de-France

L'exécutif de gauche du conseil régional d'Ile-de-France est parvenu à un compromis politique et budgétaire avec l'opposition, permettant d'anticiper, dès le 26 novembre, la rénovation de quinze lycées supplémentaires. L'opposition RPR-UDF-DL, avant les manifestations lycéennes de l'automne, avait déclaré qu'elle ne voterait pas ces crédits, au motif qu'il excéderait l'enveloppe budgétaire qu'elle avait acceptée lors du vote du budget, qui fait l'objet d'un recours en annulation. Sous la pression lycéenne, 1,5 milliard de francs ont été dégagés, provenant pour 620 millions d'autorisations de programme anciennes et non consommées et pour près de 900 millions de redéploiements de crédits à l'intérieur du budget 1998. La droite régionale, hostile à l'emprunt Allègre, se félicite de ces transferts financiers concédés par l'exécutif.

mentaux » dans leur propre discipline, « ce qui n'est pas si facile », dit Luc Ferry.

Sans doute aucun, le président du CNP se range dans le camp des républicains attachés à des programmes qui soient les mêmes dans toutes les classes de France, comme gage d'égalité. Roger Fauroux, volla un an et demi, affirmait pour sa part que « on ne peut pas enseigner les mêmes programmes aux gosses de Bobigny et à ceux du septième arrondissement de Paris ». L'ancien pré-

sident de la Commission de réflexion sur l'école s'était d'ailleurs attiré les foudres de la ministre déléguée aux enseignements scolaires, Ségoline Royal.

L'historien Antoine Prost, auteur en 1983 d'un rapport intitulé *Les lycéens et leurs études au seuil du XXI^e siècle*, préfère aborder la ques-

tion, l'étude, le travail personnel imposé, jadis sous la direction d'un répétiteur, à disparu : il pouvait représenter jusqu'à sept heures et demie pour cinq heures de cours magistral.

« Ainsi définie par les contenus, la tâche scolaire est nécessairement impraticable : elle ne fait aucune place à l'imprévu », conclut l'historien. Et coupe court à toute idée de transversalité. Il faut bien pourtant « alléger » : « le préfre que l'on soit moins ambitieux dans les contenus, mais plus exigeant au niveau des résultats », dit-il. « Moins de choses, mieux sues », déclare souvent Claude Allègre, pour refuser tout argument sur la baisse de niveau qu'engendrerait un allègement des programmes. Un nombre infime d'enseignants se montrant à même de finir lesdits programmes, on peut entendre ce discours. Pour autant des programmes allégés seraient-ils terminés ? La crainte ne vient-elle pas plutôt d'un allègement des horaires, s'il se révèle excessif ?

Alain Viala, professeur à la Sorbonne et coprésident de la commission chargée des programmes de lettres, estime que les vraies causes de l'empilement ne sont pas où on les voit habituellement. Elles résident dans la culture particulière dispensée à l'école, au collège, au lycée, conçue comme des entités indépendantes, conduisant à des répétitions de classe en classe. Il faudrait donc concevoir les programmes comme un conti-

num, avec des indications précises sur les œuvres à étudier, les notions à acquies.

LIBERTÉ PÉDAGOGIQUE

Mais les enseignants estiment probablement que l'on empiète sur leur liberté pédagogique. Et cela obligerait à détenir un schéma de formation très précis des enseignants à l'université. « Dire aux profs de faire ce qu'ils doivent faire, c'est impensable ! », s'amuse l'un d'eux.

Au-delà de ces questions, il n'est pas certain que le nouveau fonctionnement du CNP défini par Claude Allègre puisse ses preuves. Luc Ferry semble s'être accommodé avec le ministre, après une grosse fâcherie concernant des statistiques farfelues avancées par le président du CNP dans *Le Point* du 27 septembre 1997 selon lesquelles 40 % des enfants ne savaient pas lire. « Je vais lui offrir une calculatrice ! », aurait tonné, mais en souriant, le ministre de l'éducation. Plus sérieusement, d'après discussions ont concerné le rôle du CNP, qui, d'organisme de conseil, devient une institution plus impliquée dans la confection même des programmes.

Aujourd'hui, le président du CNP se dit ravi du nouveau schéma « décidé avec [son] prédécesseur », Didier Dacourba-Castelle, membre du cabinet de Claude Allègre et premier président du CNP lors de sa création. « Dans un premier temps, nous interviendrons avec des recommandations fortes sur les contenus - par exemple, faut-il plus ou moins d'immunologie dans la biologie, de l'histoire des idées en philosophie, une liste d'œuvres ou non en français ? », explique le président du CNP. Puis ces principes seront testés par des enseignants sur le terrain. Enfin, les groupes techniques disciplinaires (GTD) rédigeront les programmes proprement dits. « On ne connaît pas encore la composition des GTD, mais il est certain que l'inspection générale n'en fera pas partie », ajoute Luc Ferry. Cette décision, prise par Claude Allègre, se situe parfaitement dans la logique du début des années 90, le CNP ayant été créé par Lionel Jospin, notamment pour exclure l'inspection de la confection des programmes. « Les inspecteurs inspectent ! », a coutume de dire le ministre de l'éducation. Mais au CNP certains redoutent que « l'IGEN soit au coin du bois avec un fusil ».

B. G.

TROIS QUESTIONS À...

DOMINIQUE BORNE

1 Vous êtes l'auteur d'un rapport commandé à l'inspection générale sur les manuels scolaires et remis à Claude Allègre en juin. Comment les manuels sont-ils utilisés aujourd'hui ?

Le manuel n'est plus un livre. Ce qui veut dire qu'il n'est pas lu. La partie fondamentale, c'est-à-dire les connaissances, le savoir, réduite à la portion congrue, n'est pratiquement jamais utilisée. Le manuel est construit comme un puzzle, avec un grand nombre de documents, mais finalement peu de texte. Ce sont des outils faits pour les professeurs et assez peu pour les élèves. Les enseignants veulent surtout plaire au plus grand nombre d'enseignants, qui choisissent les manuels. Prenez un manuel de terminale : c'est le livre le moins utilisé par les élèves et les professeurs. Les lycéens achètent des aide-mémoire. Dans un manuel de mathématiques, il n'y a pratiquement plus de démonstrations. De plus, les enseignants fabriquent eux-mêmes un autre manuel, avec force photocopies. Plus on en donne à un élève, plus on a l'impression d'être un bon prof.

2 Quel serait donc le manuel idéal ?

Je militerais pour que l'on se sépare ce qui est savoir de référence et ce qui ressort de la documentation, de l'illustration, des exercices, de manière à retrouver une présentation cohérente des savoirs. Bref, pour que le manuel redevienne un livre. Pendant très longtemps les professeurs ont lu le programme à travers le manuel. Le manuel ne doit plus imposer sa vision du programme. Il faut redonner à l'enseignant sa vraie responsabilité, la pédagogie, exer-

cée en fonction des élèves qui sont les siens.

3 A quoi servent les programmes scolaires ?

Il y a une tradition française très forte de programmes nationaux, qui sont une des garanties de l'égalité d'éducation. Par ailleurs, il me semble qu'il faudrait apprendre aux enseignants à hiérarchiser, à choisir, ce qu'ils font passer. Cela ne peut fonctionner que s'ils ont une responsabilité collective et pas seulement individuelle. Par exemple, travailler ensemble par cycles, pour savoir ce que l'on juge indispensable de voir acquis par les élèves. Cela ne pose de problèmes à personne de dire qu'il faut enseigner la seconde guerre mondiale. Le tout est de savoir comment et ce que les élèves en retiennent. Ce n'est pas un problème d'écriture de programme.

Propos recueillis par
Béatrice Gurrey

L'allègement concerne essentiellement les sciences

DANS l'attente d'une « refonte générale », le Bulletin officiel de l'éducation nationale détaille, dans son édition du 29 octobre, les « aménagements » proposés par le Conseil national des programmes et acceptés par Claude Allègre. Ils concernent essentiellement les disciplines scientifiques.

● **Mathématiques** : les allègements ne concernent que les sections ES et L. En ES, les sujets du bac ne porteront pas sur la croissance comparée des fonctions et la dérivée logarithmique, ni, pour l'option de spécialité, sur les calculs de distance et les fonctions de deux variables. En L, sont exclus du bac les dérivées successives, l'inégalité des accroissements finis et la croissance comparée des fonctions.

● **Physique et chimie** : en seconde, la première partie du programme de physique (électricité) est « réduite au strict nécessaire pour aborder l'essentiel - les ondes. La partie "son" est allégée de considérations peu précises, peu abordables ou non essentielles ». En chimie, « le programme est réorganisé autour des fondamentaux ». La thermodynamique est exclue du programme de première S consacré à l'énergie, tandis que la chimie sera recentrée sur l'oxydoréduction avec

la suppression « d'informations redondantes sur les piles, de développements trop détaillés sur la dissolution ».

● **Sciences de la vie et de la Terre** : dans toutes les sections, l'allègement doit représenter six à sept semaines. En seconde, l'étude de la production végétale et des sols est supprimée. En première S, la transcription et la traduction de l'ADN seront simplifiées. En terminale S, l'enseignement d'immunologie a été considérablement réduit et celui du système nerveux allégé, comme le chapitre consacré à l'évolution.

● **Français** : trois groupements de textes au lieu de quatre seront proposés aux élèves de 1^{re} littéraire, et deux au lieu de trois aux élèves de S et ES. L'étude des *Châtiments*, de Victor Hugo, portera sur quatre livres au choix.

● **Histoire et géographie** : les enseignants sont invités à éviter « toute tentation d'exhaustivité ou de dérive encyclopédique ».

● **Sciences économiques et sociales** : tout sujet spécifique sur « les valeurs » ainsi que sur « l'Etat et [les] structures politiques » sera écarté des épreuves du baccalauréat.

Les éditeurs peineront pour livrer à l'heure les nouveaux manuels

A NOUVEAUX programmes, nouveaux manuels. Si le ministre de l'éducation nationale promet d'engager une réforme des programmes du lycée dès la rentrée 1999, les éditeurs auront beaucoup de difficultés pour livrer à cette date les ouvrages correspondant aux nouvelles orientations. Un décret de février 1990 fixe un délai de quatorze mois entre la publication officielle des programmes et leur date d'application dans les classes. Ce délai - rarement respecté - serait pour le coup extrêmement réduit, les spécimens devant habituellement être livrés aux établissements vers la mi-mai. « Au plus tôt, nous serons prêts pour la rentrée 2000 », estime Henri Gibelin, président du groupe des éditeurs scolaires du Syndicat national de l'édition (SNE).

Avec 61,3 millions d'exemplaires vendus en 1997, les livres scolaires (2,15 milliards de francs) représentent 16 % du chiffre d'affaires global de l'édition. Il arrive ainsi en troisième position juste après les fictions et les livres scientifiques, techniques ou professionnels. Six maisons d'édition, parmi lesquelles dominent Bordas-Nathan (Havas) et Hachette-Hatier suivies par Belin et Magnard, se partagent l'essentiel de ce juteux marché. Pour Ha-

chette, le secteur éducation de vacances, en terme de chiffre d'affaires, la littérature générale. Globalement, sur les 6-18 titres publiés en France en 1997 - pour un tirage moyen de 12.000 exemplaires - le secondaire occupe la première place (41 %) devant le parascolaire (27 %) et le préscolaire et primaire (19 %).

UNE RÉFORME TOUTS LES 6 ANS

Ainsi tout projet de refonte des programmes ne peut qu'être bien accueilli par les éditeurs scolaires dont le marché - bien qu'important - a tendance à plafonner depuis 1994. « Le rythme d'une réforme tous les six ans est bon », estime Christian Travers, directeur d'Hachette éducation. « A condition, précise-t-il, que la règle des quatorze mois soit respectée ».

Si Claude Allègre a fustigé « l'empilement des connaissances » pour justifier une modification des programmes, il a également critiqué à plusieurs reprises le contenu et l'élaboration des manuels. C'est pourquoi un groupe de travail réunissant les éditeurs et des représentants du ministère a été mis en place fin septembre. « Nous sommes très heureux de pouvoir discuter de la place du livre dans l'enseignement », assure M. Gibelin. C'est une réflexion

que nous avons toujours demandée. Mais les éditeurs ont mis un préalable à l'ouverture de cette discussion : le maintien de la liberté de publication sans contrôle ni labellisation de l'Etat. « Seul l'enseignant

leurs sont des opérateurs économiques du service des programmes et des enseignants. » Pour les éditeurs, la demande de recentrage sur les connaissances fondamentales relève d'une image un peu passéiste.

Gratuité des livres pour les lycéens du Centre

Si, depuis 1977, les manuels scolaires des collégiens sont financés par l'Etat, au lycée, les élèves doivent acheter leurs livres. Mais ce ne sera plus le cas pour les lycéens de la région Centre. En effet, le conseil régional vient de lancer un programme de gratuité progressive des manuels scolaires pour les 94 200 élèves des 176 lycées publics et privés sous contrat, dans le cadre d'une « politique d'accompagnement qualitatif de la pédagogie ».

Ce programme représente un budget de quelques 80 millions de francs répartis sur quatre ans. A la rentrée 1998, les lycéens professionnels de CAP et BEP ont bénéficié de cette mesure qui sera étendue à tous les élèves d'ici à 2001. « Dans un lycée de Dreux, nous avons constaté que 50 % des lycéens ne possédaient pas tous les livres nécessaires. De plus une partie importante du fonds social lycéen était utilisée pour l'achat de manuels. Il fallait recentrer l'utilisation de ce fonds », explique Michel Sapin, président du conseil régional.

dans sa classe reste le plus apte à choisir le manuel nécessaire à ses élèves », considère Christian Travers, tout en regrettant que les professeurs ne soient pas suffisamment formés à l'usage et au choix du livre.

« Nous ne sommes pas des pédagogues, rappelle M. Gibelin. Les édi-

« On ne peut pas réduire le livre scolaire à un exposé de connaissances, considère Christian Travers. Agrémenté de cartes, de documents et d'exercices, il permet au contraire une construction des connaissances », défend-il. Néanmoins, loi du marché oblige, les éditeurs ont tendance à édulcorer les aspects les

plus novateurs des programmes afin de plaire au plus grand nombre d'enseignants. « Face aux programmes, c'est vrai que l'on en prend et on en laisse. Nous avons un peu un rôle d'amortisseur », concède M. Travers.

UN TRAVAIL À TEMPS PLEIN

Considérant que l'élaboration d'un manuel relève « d'un travail à temps plein », Claude Allègre souhaite également que les éditeurs « créent de l'emploi » et « embauchent des enseignants » afin que la conception d'un livre scolaire ne soit plus seulement une activité secondaire qui amonasse les fins de mois de professeurs ou, pis à ses yeux, de membres de l'inspection générale. « Tout le monde ne gagne pas sa vie », assure M. Gibelin. Tout dépend, bien évidemment, du nombre d'exemplaires vendus, mais aussi de la durée de vie du livre et de la possibilité pour un auteur de décliner une discipline pour chaque niveau de classe (de la seconde à la terminale, par exemple). « Si on embauche des enseignants à temps plein les livres seront plus chers », prévient M. Gibelin. « A moins que le ministère le paie », suggère M. Travers.

Sandrine Blanchard

DETAILLANT GROSSISTE
VEND AUX PARTICULIERS
Recommandé par Paris, Paris, Paris...
MATÉLAS & SOMMIERS
Toutes dimensions - Fiches de relevés
SWISSLEX, TISSOT, EPICA, SIMONS
BONOLLO, BULTER, PIRELLI, ETC.
CANAPES, SALONS, CLIC-CLAC
Cuir - Tissus - Alcantara
Stoner, Coulon, Quivier, Sufren, Etc.
Vente par téléphone possible
Livraison gratuite sur toute la France
MOBECO
201, rue de Belleville - PARIS 13^e - Téléphone
01.42.08.71.00 - Fax 01.42.08.71.01

هذا من اجل

Deux...
les...
CIVIC

مكتبة

SOCIÉTÉ

LE MONDE / SAMEDI 7 NOVEMBRE 1998 / 13



Deux institutions distinctes pour définir les programmes et déterminer les horaires

DU CONSEIL national des programmes (CNP) et de la direction des enseignements scolaires (Desco), qui est la poule et qui est l'œuf? Difficile à dire, même pour les protagonistes : « Comment voulez-vous que nous concevions des programmes si nous ne savons pas exactement de quel temps nous disposons pour chaque discipline? », demande le CNP. « Comment élaborer des grilles horaires, si nous ignorons à quel point les contenus seront allégés? », rétorque la Desco. Au fil des réunions, pourtant, la partie de ping-pong entre les deux institutions semble prendre fin.

Chargée par le ministre d'élaborer différentes solutions pour abaisser l'horaire des élèves à 26 heures par semaine hors options dans les voies générales et un peu plus dans les voies technologiques et professionnelles, la Desco a peaufiné quelques hypothèses qui devront être tranchées par le ministre de l'éducation nationale, Claude Allègre. « Ce qui intéresse beaucoup les scientifiques du CNP, c'est de savoir où auront lieu les coupes », confie une habituée de ces réunions bilatérales.

Les physiciens, par exemple, ont conçu quelque imitation, lorsque la Desco a émis l'hypothèse que cette discipline soit transformée en option. Ou que seule la physique expérimentale reste dans un tronc commun d'enseignements tandis que la partie abstraite de la physique, deviendrait optionnelle. Un terrain d'entente a finalement pu être trouvé, mais des batailles de ce

genre sont fréquentes. Autre point d'interrogation, l'option de TSA productive (techniques des systèmes automatisés), qui n'attire actuellement aucune fille, alors que le programme modérément, très vers les sciences de l'ingénieur, ne devrait pas attirer seulement des garçons, pense-t-on au ministère.

DISCIPLINE TRANSVERSALE

Question majeure, car il s'agit d'un enseignement nouveau, que faire de l'éducation civique, juridique et politique? Si les uns souhaitent voir cette nouvelle discipline, assez transversale, rattachée à un enseignement particulier, que ce soit l'histoire, la philosophie ou le français, d'autres préconisaient de laisser un libre choix aux établissements et aux enseignants. « De toutes façons cet enseignement ne pourra être complètement opérationnel qu'à la rentrée 2000, même s'il débute l'an prochain », souligne-t-on prudemment au ministère. L'horaire serait fixé à une heure tous les quinze jours, en petits groupes. Autant d'heures sur l'année à retrancher d'autres enseignements.

Une question semble en revanche réglée, celle des modules, qui ne devront plus se produire en demi-classe, sans distinction de niveau entre les élèves. Cette aide individualisée devrait être dispensée en groupes n'excédant pas 8 à 12 élèves, qui ne seront évidemment pas les mêmes toute l'année. Reste la clé de tout, lorsque Claude Allègre aura réussi à sortir

du maquis des programmes et des horaires : le travail des enseignants. Rétrogradée aux calendes grecques en raison de la réflexion sur les 35 heures dans la fonction publique, la question vient de resurgir sous la forme d'une mission confiée au recteur de Lyon, Daniel Bancel. Au cabinet de Lionel Jospin, ce dernier avait présidé à la création des instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM). Il paraît acquis que l'horaire hebdomadaire des professeurs ne dépassera pas 18 heures : reste à savoir comment elles seront réparties et si cette nouvelle façon d'exercer la pédagogie sera imposée à tous ou réservée aux seuls volontaires.

Dans cette négociation, l'attitude du Syndicat national des enseignants de second degré (SNES) se révèle cruciale. D'ores et déjà le SNES a émis un avis nuancé sur les modifications de programmes survenues à la Toussaint, qu'il ne rejette pas en bloc. Le SNES se montre en revanche plus sévère sur les allègements en français, arguant qu'un changement après deux mois de cours se révèle « particulièrement incongru », tandis que l'œuvre imprimée est précisément celle qui était librement choisie par le professeur. Pour le reste, le SNES a déjà fait connaître un avis détaillé sur chaque point de la réforme, insistant sur la classe de seconde, particulièrement chargée et délicate dans un cursus secondaire.

B. G.

Dur retour de vacances pour la mobilisation lycéenne

La journée du 5 novembre a attiré moins de 30 000 jeunes dans les rues

DÉCEPTION et amertume : la troisième grande journée de manifestation n'a pas rassemblé plus de 30 000 lycéens, jeudi 5 novembre, dans les principales villes de France alors que, le 15 octobre, un demi-million de jeunes avaient défilé pour réclamer de meilleures conditions d'études, dont 30 000 à Paris. Quelques jours plus tard, le reflux avait, certes, été perceptible mais ils étaient encore 280 000, environ, à fouler le pavé.

Cette fois, avec 300 manifestants à Grenoble, au lieu de 14 000 trois semaines auparavant, un millier à Toulouse où 15 000 lycéens s'étaient rassemblés avant les vacances, 2 000 à Bordeaux où la mobilisation avait été particulièrement forte tout au long du mois d'octobre, 1 500 à Lyon, 1 000 à Lorient, seulement 400 à 500 à Rennes, on était loin du compte. Certains petits cortèges n'ont pas rassemblé plus de quelques centaines de lycéens comme à Rouen, Annecy, Nancy et Dieppe. Alors, dans certaines villes, pour faire oublier la maigreur des cortèges, on a préféré se rabattre sur des actions plus spectaculaires : blocage de la circulation à Arles, occupation de gare à Pau et Orléans.

« C'EST DU VENT ! »

A Paris aussi, on a fait les comptes. Ce n'était pas brillant. « Il y a eu un plein qui ont séché les cours, mais très peu sont venus pour la manif », lâchait Safia, déçue. Sur les quelque 1 500 élèves du lycée Darius Milhaud de Kremlin-Bicêtre (Val-de-Marne), seulement vingt-deux avaient répondu à l'appel. « C'est vraiment très moyen », reconnaissait la lycéenne dont le revers de la veste bleue marine proclamait : « Dans grèves, il y a rêves. » Mais ce jeudi 5 novembre, au pied de la tour Montparnasse à Paris, les réveurs n'étaient pas légion : entre 2 000 et 3 000, selon la police.

A 14 heures, le cortège s'ébranlait vers le boulevard du Montparnasse. A sa tête, pas de meneurs ni de syndicats mais une rangée de lycéennes, souriant aux photographes sous la bannière du lycée Turgot : « Du Viagra pour Allègre, ça guérit l'impuissance. » Les quatre milliards du ministre, les professeurs et les surveillants sup-

plémentaires ne suffisent pas, expliquaient-ils. « Les belles promesses du ministre, on n'y croit plus, lançait Emilie, dix-sept ans, du lycée Simone-Weill. On veut du concret. Mais aujourd'hui, on a encore plus de contrôles qu'avant les vacances. Alors vraiment, je ne vois pas la différence. »

Devant la gare SNCF, la place Raoul-Dandry se vidait peu à peu. Cinq jeunes en jogging, casquette américaine vissée sur le crâne,

aider les autres, pour pas qu'ils soient comme moi, dans la rue. Pour qu'ils étudient bien, dans des bonnes conditions.

De Montparnasse aux Invalides, tous les commerçants avaient baissé leurs rideaux. Rue de Sèvres, une marée de policiers envahissait le boulevard, assurant les arrières du défilé. « Ils ne laissent pas passer les gueules d'arabes, observait Farida, seize ans, inscrite en seconde au lycée Vilgenis de Massy. Ce sys-

Un plan de recrutement de 3 000 enseignants

Le ministère de l'éducation nationale a précisé, jeudi 5 novembre, la répartition des 3 000 enseignants supplémentaires promis dans le plan d'action pour les lycées. Outre l'embauche de 1 000 maîtres auxiliaires, 300 à 500 candidats seront recrutés sur les listes complémentaires de certains concours. S'y ajoute la libération d'environ 300 enseignants actuellement au service national et qui s'apprêtent à partir. Dans les disciplines technologiques et professionnelles, il sera fait appel à des professionnels contractuels. Enfin, 1 500 postes seront dégagés pour des titulaires remplaçants non affectés et des maîtres auxiliaires occupés à des tâches d'administration ou de surveillance.

Interrogé le jeudi 5 novembre sur les demandes des lycéens, le premier ministre Lionel Jospin a indiqué : « La seule chose qu'on peut dire à ces jeunes, c'est que nous nous sommes efforcés de répondre à leur préoccupation. » De son côté, le Sénat a annoncé la création d'une commission d'enquête sur la gestion des personnels du second degré dans l'éducation nationale.

étaient longuement fouillés par des policiers en uniforme. En queue de cortège, des manifestants observaient la scène sans bouger.

« Les casseurs, on les repère », commentait Alice, élève de première. « Mais cette fois, ils ne peuvent rien faire, il y a trop de flics. » Effectivement, les 2 300 policiers mobilisés étaient presque aussi nombreux que les manifestants.

« Allègre tue l'éducation », affirmait une pancarte. « Ta réforme, c'est du vent ! Nous, on veut des enseignants », s'écriaient les adolescents. A leurs côtés, des enseignants du SNES distribuaient leurs propres tracts détaillant les propositions du syndicat pour les lycées.

Sur le trottoir, Boutahar, dix-neuf ans, contrôlé trois fois depuis son entrée gare Montparnasse, regardait passer les manifestants. « C'est leur revanche aux flics, ils se sont fait humilier lors des dernières manifestations, alors ils nous rendent la monnaie, expliquait-il tranquillement. Je suis venu pour

teme est fait pour les petits Blancs. Les Algériens, les Noirs, ils sont coulés. »

« Dès qu'on fait partie de l'enseignement professionnel, on est bête et on n'est là que pour foutre la merde, renchérait Tommy, dix-sept ans, en BEP électronique. Alors qu'on en veut ! »

Il était 15 heures 30 quand le cortège parvenait au carrefour de la rue de Varenne, terme prévu de la manifestation. Une délégation demandait en vain à être reçue au ministère. La foule des lycéens se dispersait lentement. « C'était nul, commentait Olivia, venue de l'Essonne. Il n'y avait personne, ils ont fait la grève une fois et ils se sont tous démotivés. »

Malgré une ultime danse improvisée sous le nez d'une quinzaine de CRS, l'ambiance était triste. « Un enterrement », lâchait Mikael, dix-neuf ans, en repliant son drapeau noir.

Catherine Simon et Alexandre Garcia

Avoir un [corps de rêve] et se sentir [indestructible].

[Honda CIVIC 1999]

[Yvonne et son casque]



Décidément la Civic nous séduira toujours. La forme nouvelle de ses phares et de ses boucliers et un capot moteur plus agressif lui confèrent une ligne encore plus irrésistible. Un véritable corps de rêve. Encore mieux ! Le freinage ABS et son système de répartition EBD ainsi que le double coussins gonflables de sécurité sont de série sur la Civic 1.4i S ABS 1999. De quoi se sentir indestructible !

Votre concessionnaire sur 3615 Honda (2,23 F/m).

86 800^F

Prix spécial de lancement valable jusqu'au 31.03.99
sur base de 82 900 F TTC.
Tous hors option au 01.11.98 - AM 98

CIVIC

L'innovation au service de l'homme.



HONDA

Une responsable de l'office HLM de Paris interrogée par la police

LA PRÉSIDENTE DE LA COMMISSION D'APPELS D'OFFRES de l'Office public d'aménagement et de construction (OPAC) de la Ville de Paris, Ariette Braquy, a été placée en garde à vue, jeudi 5 novembre, dans le cadre de l'enquête du juge d'instruction de Créteil, Eric Halphen, sur les marchés de l'OPAC. M^{me} Braquy, également conseillère (UDF-Radical) du XX^e arrondissement et vice-présidente de l'OPAC, a été interpellée, vendredi 6 novembre, et des perquisitions ont été menées à son domicile et dans son bureau à l'hôtel de ville.

Dans une série de notes adressées au juge Halphen, M^{me} Jean-Marc Fedida, avocat de l'ancien directeur-adjoint de l'OPAC, François Clolina, avait invoqué certaines anomalies dans l'attribution de marchés de l'OPAC, dont celui de l'entretien des ascenseurs du parc HLM parisien, attribué en 1992. L'enquête avait établi que l'intermédiaire Jean-Claude Méry, ancien membre du comité central du RPR, avait perçu d'importantes « honoraires » versés par des filiales de la Générale des eaux et de la Lyonnaise des eaux, qui s'étaient partagé l'essentiel du marché.

DÉPÊCHES

■ **DROGUES** : 400 000 cachets d'ecstasy ont été saisis près de Dunkerque (Nord) lors du contrôle d'un poids lourd immatriculé en Grande-Bretagne qui allait embarquer pour l'Angleterre, ont annoncé les douanes vendredi 6 novembre. 230 kilos de résine de cannabis, autant d'herbe de cannabis et 92 kilos d'amphétamines ont aussi été découverts à bord du camion. Le conducteur, de nationalité britannique, a été mis en examen le 30 octobre et écroué.

■ **UNIVERSITÉS** : plusieurs agressions ont récemment été commises par des étudiants se réclamant du mouvement d'extrême droite Groupe Union-Défense (GUD) à l'encontre de militants de l'UNEF-ID et du Manifeste contre le Front national dans les universités parisiennes d'Assas, de la Sorbonne, de Tolbiac et de Malakoff. Un comité de vigilance a été constitué par plusieurs organisations syndicales pour demander l'interdiction de l'extrême droite dans les universités.

■ **SANS-PAPIERS** : le cardinal Pierre Eyt, archevêque de Bordeaux, absent aux premières journées de l'assemblée plénière des évêques, qui s'est ouverte, mercredi 4 novembre, à Lourdes, a préféré rester à Bordeaux pour soutenir une action de vingt étrangers sans papiers, grévistes de la faim, qui occupent, depuis le 10 septembre, l'église Saint-Paul. Dans un communiqué, M^{gr} Eyt rappelle aux pouvoirs publics le « sort tragique » des étrangers sans papiers et exprime le vœu d'« une régularisation aussi large que possible ».

Le parquet de Lille requiert dix-huit mois de prison avec sursis contre Harlem Désir

L'ancien président de SOS-Racisme est accusé d'avoir occupé un emploi fictif dans une association

Harlem Désir et Hayette Boudjema, anciens président et vice-présidente de SOS-Racisme, comparaissent, jeudi 5 novembre, devant le

tribunal correctionnel de Lille. Salariés d'une association régionale de formation, ils ne se sont jamais rendus sur place et ne figuraient pas sur

les registres du personnel. Le parquet a requis des peines de prison avec sursis, une inéligibilité et une interdiction du droit de vote d'un an.

LILLE

De notre correspondant régional
Des peines de prison avec sursis ont été requises, jeudi 5 novembre, par le parquet de Lille, contre Harlem Désir et Hayette Boudjema, anciens président et vice-présidente de SOS-Racisme, ainsi que contre deux anciens responsables d'une association régionale de formation accusés de leur avoir fourni des emplois fictifs entre 1986 et 1992. Harlem Désir est accusé d'avoir touché 200 000 francs entre novembre 1986 et août 1987, date à laquelle il a rompu son contrat avec l'association régionale pour la formation et l'éducation des migrants (Arfem) du Nord-Pas-de-Calais. Sur son conseil, il avait été remplacé par Hayette Boudjema, qui a perçu 730 000 francs en salaires ou indemnités de janvier 1988 à octobre 1992.

Ni l'un ni l'autre n'ont jamais été vus à l'agence. Ni l'un ni l'autre ne figuraient sur les registres du personnel. Personne, à l'exception de Jean-Claude Provo, président de l'Arfem à l'époque, n'a jamais rencontré ces deux salariés. Devant le

tribunal correctionnel de Lille, il s'en explique avec tranquillité, voire avec une certaine insolence. Il a procédé à ce recrutement à la demande du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, mais refuse de préciser qui est intervenu. Ancien instituteur, devenu maire d'Hem (Nord), puis conseiller régional, M. Provo a accepté en 1983 la présidence de l'Arfem : de cinquante salariés pour un budget de 9 millions de francs à son arrivée, l'association est passée à cent quatre-vingts salariés et à 40 millions de francs de budget à son départ.

Les frais, souvent injustifiés ou mal justifiés, ont augmenté dans des proportions identiques, pour chuter brutalement après 1991 suite à l'intervention d'un commissaire aux comptes. Pour l'accusation, le montant de l'abus de confiance s'élève à près de 200 000 francs au profit du directeur, Patrick Declercq, et du président, M. Provo. En 1986, M. Provo a accepté de recruter Harlem Désir. « J'ai pensé que nous pourrions en tirer du bénéfice. Et com-

ment voulez-vous que je déplaie au conseil régional, notre principal bailleur de fonds ? Ensuite, je n'avais pas de raison de ne pas faire plaisir à Harlem. Nous avons la même éthique. Nous nous ressemblons. » Avait-il besoin d'un conseiller technique ? « Oui, nous étions en pleine mouvance. Harlem a alimenté, par ses connaissances, ce que nous avons mis en place. »

CONTACTS ORAUX

Il ne peut en revanche fournir un exemple précis de cette heureuse influence : « Il ne s'agissait que de contacts oraux, à Paris, dans un café ou chez moi, à Hem. Nous avons des liens d'amitié. C'est plus confortable comme cela. » Quant aux notes de compte rendu de réunions qu'aurait fournies Hayette Boudjema, il n'en reste aucune trace.

Harlem Désir apporte des explications plus étayées. « Avant, l'Arfem travaillait auprès d'immigrés adultes. Nous lui avons apporté un éclairage sur la formation des enfants de la deuxième génération. » Mais il n'arrive pas à effacer le malaise provoqué par le fait que son employeur n'ait pas su trouver lui-même de justification à son emploi. Très vite, l'ancien président de SOS-Racisme porte le débat sur un autre terrain, celui de la nécessaire révision de la loi de 1901. Il évoque l'année 1986, le retour de la droite aux affaires, Charles Pasqua et Robert Pandraud, qui n'aimaient guère SOS-Racisme. « C'était très important pour nous de trouver des gens comme Provo sur qui nous pouvions compter. » « Ils se sont retrouvés en première ligne pour assumer leur combat sans moyens financiers, renchérit le député socialiste de l'Essonne, Julien Dray. (...) Sans eux, il n'y aurait pas

eu toute cette approche des problèmes de l'intégration, de l'exclusion ou de la politique de la ville. Leurs propositions étaient utiles pour l'Arfem, mais elles n'étaient pas quantifiables. »

Pour le substitut, Samuel Lainé, ce débat est « hors sujet ». « Nous ne sommes pas là pour parler de l'action de SOS-Racisme mais d'argent public et de la manière dont en usent ceux qui en ont la charge. (...) Les prévenus réclament une révision de la loi de 1901. Mais ils étaient au courant des processus démocratiques de notre pays. Ils ont considéré que leur nécessité faisait loi. » Des comportements d'autant plus graves qu'Harlem Désir et Hayette Boudjema - qui avait signé en 1989, pour l'ANPE, une déclaration sur l'honneur disant qu'elle était à la recherche d'un emploi - « incarnent un mouvement politique qui a toujours dénoncé une manière de se comporter qui marque un statut social différencié. Ils ont trahi leurs idéaux, ont profité de leur statut et de leur fonction pour s'enrichir personnellement. »

Faisant allusion à une fonctionnaire condamnée à six mois de prison ferme pour des faits proches, le représentant du parquet a réclamé dix-huit mois avec sursis et 50 000 francs d'amende contre Jean-Claude Provo, douze mois avec sursis et 40 000 francs d'amende contre Patrick Declercq, dix-huit mois avec sursis et 50 000 francs contre Harlem Désir, et dix-huit mois avec sursis et 70 000 francs pour Hayette Boudjema. Une sanction qu'il souhaite voir assortie d'une inéligibilité et d'une interdiction du droit de vote d'un an.

Jugement le 17 décembre.

Pierre Chenuau

A Paris, l'intervention d'un député PS en faveur de son fils après une bagarre provoque une grève de chauffeurs de bus

EN D'AUTRES TEMPS, l'échauffourée fût sans doute passée inaperçue. L'identité de l'un des protagonistes et l'augmentation des agressions subies par les chauffeurs de bus en ont décidé autrement. Le duel imprévu entre le fils du député socialiste de Seine-Maritime, Gérard Fuchs, et un machiniste, a paralysé, mercredi 4 novembre, une partie du trafic de six lignes d'autobus parisiens (39, 62, 70, 82, 87, 92), et bloqué totalement la ligne 49.

Le classement sans suite de l'incident par le parquet de Paris est à l'origine de ce mouvement de colère. Sur les cent quarante machinistes du dépôt de la Croix-Nivert, dans le 15^e arrondissement, dix-huit ont rempli normalement leur service. Les grévistes, avec l'appui des syndicats (CGT, FO, Indépendants, SAM), entendent dénoncer une « intolérable injustice », qu'ils s'expliquent par l'intervention du député Fuchs en faveur de son fils.

Les faits remontent au dimanche 11 octobre. A proximité de la place d'Italie, un véhicule à bord duquel circulent le fils de M. Fuchs et deux de ses amis, stationne dans le couloir de bus. L'un d'eux part acheter des cigarettes dans un bureau de tabac tout proche. Le machiniste du bus bloqué prend à parti les automobilistes. Il descend du véhicule, en contradiction avec le règlement de la RATP, comme il le reconnaît plus tard, selon le parquet de Paris.

Aux dires de la CGT, c'est au contraire le fils du député qui est monté à bord du bus. Il n'empêche que les insultes fusent, les coups partent, sans qu'il soit possible aux magistrats d'établir qui a frappé le premier, ni aux témoins de la scène de désigner un vainqueur. Résultat : les combattants souffrent tous les deux d'une incapacité temporaire de travail de six jours, pour cause de coups et de coups de poing.

faire dans l'affaire. Les syndicats de la RATP s'emparent de la décision de classement des magistrats pour la stigmatiser. « Inadmissible », proclame la CGT. « S'il s'était agi de jeunes de banlieue, est-ce qu'il y aurait eu classement de l'affaire ? », interrogent les autonomes du SAM. Le député Gérard Fuchs souhaiterait ne plus en entendre parler. « Je suis allé récupérer mon fils de vingt-deux ans au commissariat, comme l'aurait fait n'importe quel père, raconte M. Fuchs. J'ai dit aux policiers de traiter l'affaire comme dans n'importe quel autre contexte. Je poursuivrai en diffamation qui prétendra le contraire. »

L'AGACEMENT DE GÉRARD FUCHS

Le parlementaire, qui dément toute intervention, admet cependant avoir appelé la RATP et s'être entretenu avec le directeur des ressources humaines de l'entreprise. En aparté, il confesse son agacement. On ne lui parle plus que de cela. Paris-Normandie, le quotidien de sa circonscription électorale, a même publié un éditorial consacré à l'affaire sous un titre éloquent : « Justice et politique ». L'autre jour, un taxi parisien à bord duquel il avait pris place, l'a apostrophé, mi-figue, mi-raisin, comme un « fauteur de grèves ».

Jeudi 5 novembre, la fédération des transports de la CGT, à laquelle est affilié le syndicat CGT de la RATP, a choisi de calmer les esprits. Et de replacer l'incident dans un contexte plus large. « Les machinistes sont à bout de souffle, nous a affirmé un responsable. Aujourd'hui 10 % d'entre eux sont incapables de la conduite, et les agressions dont sont victimes les chauffeurs sont de plus en plus graves. Nous demandons une nouvelle fois que l'on renforce la présence dans les bus et aux terminus. Il y a un problème de dialogue social dans cette entreprise. »

Pascal Ceaux



Cette serviette est d'une valeur inestimable.

Elle détermine l'inspiration pour un nouveau produit.
Et peut-être même une nouvelle famille de produits.

Si seulement vous pouviez commercialiser avant le printemps.

Ceci nécessite que tous vos employés travaillent comme un seul homme.

Quelles sont vos chances d'y arriver ?
Tout dépend de votre réseau.

3Com More connected.

Retrouvez-nous à
NETWORLD INTEROP 98
Stand N° 740

Pour capitaliser sur les nouvelles opportunités, tous vos collègues doivent travailler en synergie. C'est pourquoi les réseaux 3Com vous permettent de partager des documents multimedia, d'accéder à de la vidéo à partir de votre PC et de collaborer en temps réel grâce à de puissantes applications en réseaux. Aujourd'hui, les solutions 3Com aident des entreprises partout dans le monde à commercialiser plus rapidement leurs produits. Appelez-nous au 0803 022 023 ou visitez le www.3com.fr/moreconnected pour que votre entreprise soit mieux connectée.

1918-1998

LES JOURNAUX

LES JOURNAUX

LES JOURNAUX

LES JOURNAUX

LES JOURNAUX

LES JOURNAUX

LES JOURNAUX

LES JOURNAUX

LES JOURNAUX

LES JOURNAUX

LES JOURNAUX

LES JOURNAUX

LES JOURNAUX

LES JOURNAUX

LES JOURNAUX

LES JOURNAUX

LES JOURNAUX

LES JOURNAUX

LES JOURNAUX

LES JOURNAUX

LES JOURNAUX

LES JOURNAUX

LES JOURNAUX

LES JOURNAUX

LES JOURNAUX

LES JOURNAUX

LES JOURNAUX

LES JOURNAUX

LES JOURNAUX

LES JOURNAUX

LES JOURNAUX

LES JOURNAUX

Une île vidée de son sang

les registres du personnel. Le parquet a requis des peines de prison avec sursis, une injonction et une interdiction du droit de vote d'un an.

revanche fournir un
de cette heureuse
ne s'agit que de
à Paris, dans un café
Hervé. Avec deux ou
d'été plus confort-
ables. Quant aux
mère rendu de récom-
pense fournir à Hervé
il n'en restait aucune

l'intervention d'un député
 de son fils après une bagarre
 une grève de chauffeurs de bus

L'AGACEMENT DE GERARDO

Les deux hommes se regardèrent un instant sans rien dire. Gerardo avait l'impression que son interlocuteur était en train de lui cacher quelque chose. Il se pencha vers lui et murmura :

— Tu n'es pas sûr ?

— Non, répondit-il avec une voix assurée. C'est tout simple : si tu es sûr que c'est lui, alors c'est lui.

Gerardo soupira et se redressa. Il savait qu'il devait agir vite. Il se dirigea vers la porte et ouvrit la serrure à l'aide d'une clé qu'il avait prise dans sa poche. Il sortit précipitamment et ferma la porte derrière lui.

Il marcha rapidement jusqu'à la rue et se mit à courir. Ses pieds heurtèrent les pavés de la chaussée et ses vêtements sifflaient au vent. Il ne savait pas où aller, mais il savait qu'il devait fuir. Il continua à courir pendant plusieurs minutes avant de s'arrêter devant une maison qui semblait inhabitée. Il entra discrètement par une fenêtre ouverte et se cacha dans une pièce sombre.

Il attendit ainsi pendant quelques heures, le cœur battant à tout rompre. Enfin, il entendit des pas dans le couloir. Il se figea et observa à travers une fente de la porte. Deux personnes passèrent rapidement et disparurent. Gerardo respira un peu plus facilement et se leva pour quitter son abri.

Il marcha jusqu'à la fin du quartier et se trouva devant une grande place déserte. Il se tourna vers la gauche et vit une petite église aux murs blancs et au toit rouge. Il s'approcha et entra dans le bâtiment.

Le prêtre, un homme âgé et maigre, leva les yeux vers Gerardo et sourit légèrement. — Que veux-tu, mon enfant ? demanda-t-il.

— Je... je ne sais pas, répondit Gerardo en baissant la tête. Je suis perdu.

Le prêtre hocha la tête et dit : — Viens,随 moi. Je vais t'aider.

Ils marchèrent ensemble jusqu'à la sortie de la ville. Gerardo sentait une étrange tranquillité à côté de cet homme. Il ne savait pas pourquoi, mais il avait l'impression que tout allait bien se passer.

Quand ils furent arrivés à la campagne, le prêtre s'arrêta et dit : — Maintenant, tu dois te reposer. Va dormir dans cette maison.

Il indiqua une petite bâtisse isolée au milieu des champs. Gerardo acquiesça et se dirigea vers elle. Il se coucha sur le lit et ferma les yeux. Il avait besoin de repos.

Mais quand il se réveilla le lendemain matin, il se rendit compte que quelque chose n'allait pas. La maison était vide. Le prêtre n'était plus là. Gerardo se leva précipitamment et chercha partout. Nulle part. Il se sentit trahi et inquiet.

Il sortit de la maison et marcha dans les champs. Il voulait retrouver le prêtre. Mais il ne le trouva pas. Il continua à marcher pendant des heures, jusqu'à ce qu'il soit épuisé. Il s'assit sur le sol et se mit à pleurer.

Il pleurait parce qu'il se sentait seul et abandonné. Il pleurait parce qu'il ne savait plus où aller. Il pleurait parce qu'il avait peur.

Mais quand il se releva, il se rendit compte que les larmes avaient lavé son visage. Il se sentait mieux. Il se tourna vers la droite et vit une petite route qui menait vers l'église. Il y marcha et entra dans le bâtiment.

Le prêtre était assis sur son banc, les mains jointes en prière. Il leva les yeux vers Gerardo et dit : — Tu es revenu.

— Oui, répondit Gerardo en hochant la tête. Je suis revenu.

Le prêtre sourit et dit : — Alors, tout va bien.

Gerardo acquiesça et se rassit sur le banc. Il se sentait en sécurité. Pour la première fois depuis longtemps, il se sentait en sécurité.

Il resta assis ainsi pendant plusieurs jours. Chaque jour, le prêtre venait le voir et lui parlait. Ils parlaient de beaucoup de choses, de la vie, de la mort, de Dieu. Gerardo trouvait que ces conversations étaient très intéressantes.

Un jour, le prêtre dit à Gerardo : — Tu as une histoire à me raconter.

Gerardo hésita un moment, puis décida de lui raconter tout ce qui s'était passé. Il raconta comment il avait rencontré le prêtre, comment ils étaient allés à la messe, comment ils avaient parlé.

Quand il eut fini, le prêtre dit : — Merci, mon enfant. Ta confiance m'honore.

Gerardo se sentait heureux. Il avait enfin trouvé quelqu'un à qui parler. Il avait enfin trouvé un ami.

Il resta encore quelques jours à l'église. Puis, un jour, le prêtre dit : — Il est temps que tu partes.

Gerardo fut surpris. — Pourquoi ? demanda-t-il.

Le prêtre sourit et dit : — Parce que tu es libre maintenant. Tu peux aller où tu veux.

Gerardo réfléchit un moment, puis dit : — Où ça ?

Le prêtre fit un geste vers la porte. — Partez, mon enfant. Allez-vous en.

Gerardo se leva et se dirigea vers la porte. Il se sentait libre. Il se sentait prêt à partir.

Il ouvrit la porte et marcha dehors. Il se tourna une dernière fois vers l'église et dit : — Au revoir.

Puis, il se mit à courir. Il courait vers l'avant, vers l'inconnu. Il courait vers sa liberté.

Il courait pendant des heures, jusqu'à ce qu'il soit épuisé. Il s'arrêta et se coucha sur le sol. Il dormit profondément.

Quand il se réveilla, il se trouva devant une grande forêt. Il se leva et marcha à l'intérieur. Il sentait une étrange paix à l'intérieur de la forêt. Il continuait à marcher pendant des heures, jusqu'à ce qu'il arrive à un petit village.

Il entra dans le village et se trouva devant une maison. Une femme âgée, avec des cheveux blancs et un sourire doux, le regarda et dit : — Bienvenue chez moi.

Gerardo fut surpris. — Comment connaissez-vous mon nom ? demanda-t-il.

La femme sourit et dit : — Mon mari et moi, nous sommes amis du prêtre.

Gerardo acquiesça et entra dans la maison. Il se sentait comme chez lui. Il se coucha sur le lit et dormit paisiblement.

Cette nuit-là, Gerardo rêva. Il rêva de l'église, du prêtre, de la forêt. Il rêva de sa vie avant et après. Il rêva de sa liberté.

Le lendemain matin, Gerardo se leva et se mit à travailler. Il aidait la femme à cultiver le jardin. Il travaillait dur, mais il se sentait heureux.

Chaque jour, la femme venait le voir et lui donnait à manger. Ils parlaient et riaient. Gerardo trouvait que cette vie était parfaite.

Un jour, la femme dit à Gerardo : — Tu es vraiment heureux ici ?

Gerardo sourit et dit : — Oui, madame. Ici, je suis vraiment heureux.

La femme hocha la tête et dit : — Alors, reste ici. Ne pars plus.

Gerardo acquiesça. Il resterait ici. Il resterait pour toujours.

Il passa ainsi plusieurs années à travailler dans le jardin. Un jour, la femme mourut. Gerardo fut triste, mais il continua à vivre. Il travaillait dur et se sentait bien.

Un jour, un homme vint à la maison. C'était le prêtre. Il était vieux et malade, mais il avait un grand sourire. — Bonjour, Gerardo,

— Bonjour, monsieur le prêtre,

Le prêtre se leva et marcha vers Gerardo. — Tu es devenu un bon homme, dit-il.

— Merci, monsieur le prêtre,

Le prêtre prit la main de Gerardo et dit : — Adieu, mon enfant. Au revoir.

Gerardo le regarda partir et dit : — Au revoir, monsieur le prêtre.

Puis, il retourna travailler dans le jardin. Il continuait à être heureux.

Il travaillait dur chaque jour, jusqu'à ce qu'il soit épuisé. Il se couchait sur le lit et dormait paisiblement.

Un jour, Gerardo se réveilla et se trouva devant une grande forêt. Il se leva et marcha à l'intérieur. Il sentait une étrange paix à l'intérieur de la forêt. Il continuait à marcher pendant des heures, jusqu'à ce qu'il arrive à un petit village.

Il entra dans le village et se trouva devant une maison. Une femme âgée, avec des cheveux blancs et un sourire doux, le regarda et dit : — Bienvenue chez moi.

Gerardo fut surpris. — Comment connaissez-vous mon nom ? demanda-t-il.

La femme sourit et dit : — Mon mari et moi, nous sommes amis du prêtre.

Gerardo acquiesça et entra dans la maison. Il se sentait comme chez lui. Il se coucha sur le lit et dormit paisiblement.

Cette nuit-là, Gerardo rêva. Il rêva de l'église, du prêtre, de la forêt. Il rêva de sa vie avant et après. Il rêva de sa liberté.

Le lendemain matin, Gerardo se leva et se mit à travailler. Il aidait la femme à cultiver le jardin. Il travaillait dur, mais il se sentait heureux.

Chaque jour, la femme venait le voir et lui donnait à manger. Ils parlaient et riaient. Gerardo trouvait que cette vie était parfaite.

Un jour, la femme dit à Gerardo : — Tu es vraiment heureux ici ?

Gerardo sourit et dit : — Oui, madame. Ici, je suis vraiment heureux.

La femme hocha la tête et dit : — Alors, reste ici. Ne pars plus.

Gerardo acquiesça. Il resterait ici. Il resterait pour toujours.

Il passa ainsi plusieurs années à travailler dans le jardin. Un jour, la femme mourut. Gerardo fut triste, mais il continua à vivre. Il travaillait dur et se sentait bien.

Un jour, un homme vint à la maison. C'était le prêtre. Il était vieux et malade, mais il avait un grand sourire. — Bonjour, Gerardo,

— Bonjour, monsieur le prêtre,

Le prêtre se leva et marcha vers Gerardo. — Tu es devenu un bon homme, dit-il.

— Merci, monsieur le prêtre,

Le prêtre prit la main de Gerardo et dit : — Adieu, mon enfant. Au revoir.

Gerardo le regarda partir et dit : — Au revoir, monsieur le prêtre.

Puis, il retourna travailler dans le jardin. Il continuait à être heureux.

Il travaillait dur chaque jour, jusqu'à ce qu'il soit épuisé. Il se couchait sur le lit et dormait paisiblement.

Un jour, Gerardo se réveilla et se trouva devant une grande forêt. Il se leva et marcha à l'intérieur. Il sentait une étrange paix à l'intérieur de la forêt. Il continuait à marcher pendant des heures, jusqu'à ce qu'il arrive à un petit village.

Il entra dans le village et se trouva devant une maison. Une femme âgée, avec des cheveux blancs et un sourire doux, le regarda et dit : — Bienvenue chez moi.

Gerardo fut surpris. — Comment connaissez-vous mon nom ? demanda-t-il.

La femme sourit et dit : — Mon mari et moi, nous sommes amis du prêtre.

Gerardo acquiesça et entra dans la maison. Il se sentait comme chez lui. Il se coucha sur le lit et dormit paisiblement.

Cette nuit-là, Gerardo rêva. Il rêva de l'église, du prêtre, de la forêt. Il rêva de sa vie avant et après. Il rêva de sa liberté.

Le lendemain matin, Gerardo se leva et se mit à travailler. Il aidait la femme à cultiver le jardin. Il travaillait dur, mais il se sentait heureux.

Chaque jour, la femme venait le voir et lui donnait à manger. Ils parlaient et riaient. Gerardo trouvait que cette vie était parfaite.

Un jour, la femme dit à Gerardo : — Tu es vraiment heureux ici ?

Gerardo sourit et dit : — Oui, madame. Ici, je suis vraiment heureux.

La femme hocha la tête et dit : — Alors, reste ici. Ne pars plus.

Gerardo acquiesça. Il resterait ici. Il resterait pour toujours.

Il passa ainsi plusieurs années à travailler dans le jardin. Un jour, la femme mourut. Gerardo fut triste, mais il continua à vivre. Il travaillait dur et se sentait bien.

Un jour, un homme vint à la maison. C'était le prêtre. Il était vieux et malade, mais il avait un grand sourire. — Bonjour, Gerardo,

— Bonjour, monsieur le prêtre,

Le prêtre se leva et marcha vers Gerardo. — Tu es devenu un bon homme, dit-il.

— Merci, monsieur le prêtre,

Le prêtre prit la main de Gerardo et dit : — Adieu, mon enfant. Au revoir.

Gerardo le regarda partir et dit : — Au revoir, monsieur le prêtre.

Puis, il retourna travailler dans le jardin. Il continuait à être heureux.

Il travaillait dur chaque jour, jusqu'à ce qu'il soit épuisé. Il se couchait sur le lit et dormait paisiblement.

Un jour, Gerardo se réveilla et se trouva devant une grande forêt. Il se leva et marcha à l'intérieur. Il sentait une étrange paix à l'intérieur de la forêt. Il continuait à marcher pendant des heures, jusqu'à ce qu'il arrive à un petit village.

Il entra dans le village et se trouva devant une maison. Une femme âgée, avec des cheveux blancs et un sourire doux, le regarda et dit : — Bienvenue chez moi.

Gerardo fut surpris. — Comment connaissez-vous mon nom ? demanda-t-il.

La femme sourit et dit : — Mon mari et moi, nous sommes amis du prêtre.

Gerardo acquiesça et entra dans la maison. Il se sentait comme chez lui. Il se coucha sur le lit et dormit paisiblement.

Cette nuit-là, Gerardo rêva. Il rêva de l'église, du prêtre, de la forêt. Il rêva de sa vie avant et après. Il rêva de sa liberté.

Le lendemain matin, Gerardo se leva et se mit à travailler. Il aidait la femme à cultiver le jardin. Il travaillait dur, mais il se sentait heureux.

Chaque jour, la femme venait le voir et lui donnait à manger. Ils parlaient et riaient. Gerardo trouvait que cette vie était parfaite.

Un jour, la femme dit à Gerardo : — Tu es vraiment heureux ici ?

Gerardo sourit et dit : — Oui, madame. Ici, je suis vraiment heureux.

La femme hocha la tête et dit : — Alors, reste ici. Ne pars plus.

Gerardo acquiesça. Il resterait ici. Il resterait pour toujours.

Il passa ainsi plusieurs années à travailler dans le jardin. Un jour, la femme mourut. Gerardo fut triste, mais il continua à vivre. Il travaillait dur et se sentait bien.

Un jour, un homme vint à la maison. C'était le prêtre. Il était vieux et malade, mais il avait un grand sourire. — Bonjour, Gerardo,

— Bonjour, monsieur le prêtre,

Le prêtre se leva et marcha vers Gerardo. — Tu es devenu un bon homme, dit-il.

— Merci, monsieur le prêtre,

Le prêtre prit la main de Gerardo et dit : — Adieu, mon enfant. Au revoir.

Gerardo le regarda partir et dit : — Au revoir, monsieur le prêtre.

Puis, il retourna travailler dans le jardin. Il continuait à être heureux.

Il travaillait dur chaque jour, jusqu'à ce qu'il soit épuisé. Il se couchait sur le lit et dormait paisiblement.

Un jour, Gerardo se réveilla et se trouva devant une grande forêt. Il se leva et marcha à l'intérieur. Il sentait une étrange paix à l'intérieur de la forêt. Il continuait à marcher pendant des heures, jusqu'à ce qu'il arrive

AJJACCIO
de notre correspondant
Lorsque sonne le clairon de l'Armistice, des cohortes de fantasmas s'exaltent du boubier du front, parfois à des milliers de kilomètres de chez eux. Ils reviendront au bout des mois suivants, souvent blessés, les membres mutilés, les poumons ravagés par le gaz, des héros rongés par la fièvre et la vermine, et ce n'est que le 5 mai 1921, premier centenaire de la mort de Napoléon, que sera véritablement célébrée la victoire de 1918. Sur l'autel du bonapartisme, nous allons offrir à la France le « *ciment de Jomains* » (c'est-à-dire la France), qui est entré à Berlin à la tête de son armée, pour la première fois un hommage unanime.

Commencée dans l'enthousiasme, la Grande Guerre s'achève dans le soulagement joyeux de la victoire. Mais dans le deuil, aussi, car cette Ile en est sortie littéralement exsangue, trop d'hommes sont tombés sur les champs d'honneur du nord-est de la France et des Dardanelles. A Ajaccio, route des Sanguinaires, une stèle porte le chiffre de 40 000 morts. Le 30 septembre 1933, l'alors président de la République, Gaston Doumergue, avait présidé son inauguration. Mais ces chiffres, fruits de l'exploitation du sacrifice, de l'héroïsme et du patriotisme, ne résistent pas à l'examen. Les statistiques du ministère de la guerre et les dénombrements effectués par les maires et des curés pour l'érection des monuments aux morts, dans toutes les communes, dès le début des années 20, établissent que les pertes corse se sont élevées à 16 000 hommes.

ré par le métier des armes, voire classique vers l'aventure, sinon la fortune, depuis des millénaires. La guerre de 14-18 en apporte une preuve de plus. En quatre ans, il y a eu plus de 1 500 volontaires pour devancer la mobilisation.

L'appel de l'aventure guerrière est toutefois loin d'expliquer cet élan. Le patriotisme y joue un rôle déterminant, comme on le constatera en 1943, lorsque la Corse se soulèvera contre l'envahisseur : dès le ralliement de l'île à la France libre, trente classes seront appelées sous les drapeaux. Parmi elles, des milliers d'engagés vont participer aux combats

Seize mille morts sur les champs de bataille de 14-18 donc, auxquels il faut ajouter quelque 10 000 invalides, soit plus de la moitié des hommes de vingt à quarante ans : les pertes sont réellement sévères dans la population active d'une île où l'on avait, en 1911, recensé 290 961 habitants (la population actuelle est d'environ 250 000 personnes).

Tous, ou presque,
ont conservé
l'esprit de retour :
« Un Corse
ne s'exile pas,
il s'absente »

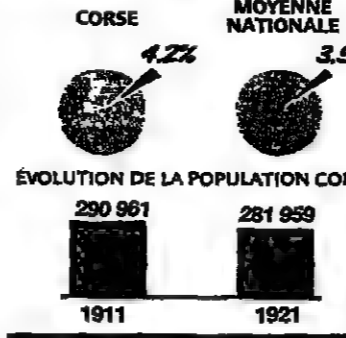
En l'absence des moyens d'investigation dont dispose aujourd'hui l'Insee, il est admis que ce dénombrement était surestimé d'au moins 10 % ; un peu moins

toutefois que celui de 1921 qui, en dépit des pertes de la guerre et de l'exode d'une grande partie de la jeunesse, donnait 281 959 habitants, soit une diminution de quelque 9 000 âmes seulement.

L'émigration des Corréziens a commencé bien avant la guerre, dans la première moitié du XIX^e siècle. Elle s'accroît entre 1900 et 1910, période durant laquelle les habitants atteignent 6,5 sur 100 habitants. L'île n'échappe pas, alors, à la crise du monde rural, marquée sur le continent par l'effondrement du système ancien et par l'irruption de l'agriculture intensive. Alors les emblavures tombent-elles de 70 000 hectares en 1873 à 14 000 en 1925 ? C'est incertain parce que les ballades font l'histoire du bas prix du continent, où les exportations de châtaignes ont baissé notablement. L'oliviera ne compte plus que 13 000 hectares. La vigne a été ruinée par le phylloxera. Enfin, on enregistre, comme en 1890, de très mauvaises récoltes.

Dans ce contexte survient la guerre, qui va faire franchir la Méditerranée à plus de 60 000 sol-

Un très lo
% DE POPULATION TUÉE PENDANT LA GUERRE 14-18



dats âgés de dix-huit à quarante-cinq ans. Une grande partie des survivants ne regagneront pas leur ville ou leur village : ils ont pour la plupart gagné des galons et préféré rester dans l'armée ou entrer dans la gendarmerie, les douanes, la police, l'administration coloniale ou pénitentiaire. Mais tous, ou presque, ont conservé l'esprit de retour (d'où le mot célèbre de Moro-Giafferi) : « Un Corse ne s'exile pas, il s'ab-

ard tribut:

Sur 16 000 Corsas tués, un peu plus de 12 000 résidaient sur l'île, les 4 000 autres venaient du continent ou dans les colonies. On a néanmoins tenu à inscrire leurs noms sur le marbre des monuments aux morts. Plus de 60 000 insulaires se trouvaient, à la veille de la guerre, installés hors de Corse. Le tribut le plus important payé par la Corse s'explique par le nombre proportionnellement plus élevé d'officiers et de sous-officiers dans les rangs des régiments envoyés en première ligne.

sement ». En conséquence de quoi, on pourra brocarder l'importance des pensions servies dans l'île, oubliant que les bénéficiaires en étaient les anciens combattants, leurs ascendants ou leurs descendants, les anciens militaires ou les anciens colons principalement.

Ainsi tous ces CorSES tourmentés le dos à l'économie agro-pastorale de subsistance de l'avant-guerre, c'est-à-dire une vie rude.

difficile et sans avenir. La découverte d'un monde nouveau et des perspectives qu'il ouvre à tous ces jeunes gens qui, sans la guerre, n'auraient probablement jamais franchi la mer en masse — qu'étaient, en effet, les moyens de transport à l'époque ? — augure de la fois de carrières prometteuses et du déclin de l'économie des vallées de l'intérieur. Amplifié, par la force des choses, avec le départ pour le continent en 14-18 de ces dizaines de milliers de jeunes gens — *i Titelli*, les enfants — l'exode rural vers le continent ou des colonies va se poursuivre massivement dans les années 20 et 30. 50 % à 60 % des jeunes ruraux émigrent dans l'armée ou le désert, à l'appel, contre seulement 15 % à 30 % dans les villes de l'Adriatico et de Bastia. Les conscrits, quant à eux, sont très nombreux à ne pas rejoindre leur lie, où il n'y a pas de travail, à la fin de leur temps : 100 % en 1921 pour le canton de Soccia, 50 % dans ceux de Lapa e Castella, en 1929, 60 % à Olmi-Capaffio, Omessa, San-Lozenzo, 40 % à Murato ; en 1932, 91 % à Murato, 80 % à Omessa, 65 % à Pino et Nonza, 61 % à Bocconegno...

MARSEILLE
correspondant

correspondant régional
« planquée géographique »
— ce que Déroulède lui avait
dans un virulent pamphlet—,
au moment de la première
un affront symbolique avec
trous, dont les soldats viennent
de Provence. Vêtus du panta-
lons sont des cibles faciles
s allemands. Débâcle et re-
: le sénateur Gervais, sou-
état-major, attribue la faute
vençales des soldats qui au-
d-: la mauvaise réputation
abit durablement. Mais les
e guerre ont surtout fait de
du grand remue-ménage de
illeurs, de réfugiés et de pri-

ne en sortira définitivement qu'elle était, avant-guerre, provençalo-italienne. Sur les présents en ville en 1913, en effet d'Italie ! Ecrasante des 6 000 Espagnols, des 1 100 Allemands ou des à-dire sujets de l'empire otoman. L'espagnol croissait régulièrement, des Kabyles tra-

vaillaient en usine depuis 1945, ils ont accentué ces tendances et transformé le paysage humain.

Premier mouvement, un départ : l'entrée en guerre de l'Italie, en mai 1915, mobilise ses jeunes ressortissants. 14 000 d'entre eux au- raient quitte Marseille pour le front. Le besoin de main-d'œuvre attire alors d'autres bras. Les Espagnols affluent en masse. Cela ne suffit pas, on va chercher des ouvriers jusqu'à Rhodes pour recruter des Grecs : si le flux de Méditerranée orientale existait, il s'accroî- t notablement, et le seuil sera franchi d'une pré- sence visible. Mais c'est surtout avec les « co- loniaux » que le grand tournant est pris. Le recrutement ouvrier s'élargit à toute l'Algérie et au Maghreb, sans qu'on oublie les Ma- gaches et les Annamites.

UNE IMAGE DE GAGNEUSE

Sous administration militaire, ils seront entre 120 000 et 130 000 Nord-Africains, dont 78 000 Algériens, à traverser la Méditerranée. La guerre finie, beaucoup de ces travailleurs réquisitionnés rentreront chez eux, mais en 1921 on comptera 52 000 Africains du Nord en ville. Cette présence massive et nouvelle va se marquer durablement dans le territoire et les esprits : c'est à partir de ce moment-là qu'on parle de quartier arabe près de la porte d'Aix.

et la tradition s'est perpétuée jusqu'à nos jours.

mobles à cette époque et contribuera encore à la réputation de ville mal famée : celui des bordels du Panier, ouverts à tous les soldats du globe qui transigent par ici. Les milliers d'Hindous débarqués de leur lointaine péninsule pour rejoindre l'armée anglaise frappent les esprits : l'historien Pierre Echnard se souvient que leurs costumes avaient fortement impressionné ses parents. Mais les Anglais revenant du Proche-Orient font aussi assaillie, comme les Canadiens ou les Australiens, sans oublier les Serbes et autres Russes. Ils s'ajoutent aux soldats de toutes les colonies françaises qui passent quelques jours avant d'aller mourir dans les tranchées – à moins qu'ils n'en reviennent, furibonds.

Le quartier chaud, qui accueillait aussi des prostituées réfugiées des villes évacuées, s'accroît considérablement et se fixe, derrière la mairie, à un jet de pierre du port où débarquent tous ces hommes seuls. Plus grande ville de garnison du monde à l'époque, Marseille y gagne son image universelle de gagnieuse : le quartier a disparu, la réputation, non.

Michel Samson

PROCHAIN ARTICLE :

Rhône-Alpes

Le 173^e régiment d'infanterie était stationné en Corse. Dès les premiers jours du conflit, il est envoyé au combat et s'illustre notamment à Verdun. La photo a été prise pendant une période de repos à Bar-sur-Aube : le 173^e fait partie des régiments passés en revue par Pétain le 29 septembre

1917. Le général annonce aux hommes que leur régiment, cité à l'ordre de la 11^e armée pour la deuxième fois, se voit conférer la fourragère aux couleurs de la croix de guerre. Le souvenir de 14-18 est resté très vif dans l'île. Depuis le 4 octobre jusqu'au 15 novembre, France 3 Corse diffuse chaque dimanche une série en sept épisodes sur la Corse dans la première guerre

mondiale. Ces émissions, en corse et en français, ont été réalisées dans le cadre de l'émission de François Diani, « Ghjente », par deux jeunes historiens, Paul Rognoni et Marie-Pierre Valli. De son côté, la société d'histoire Corse-Méditerranée A Banderà organise notamment un « défilé de la mémoire », en tenues de soldats d'époque, d'Ajaccio à Calvi.

BESANÇON

de notre correspondants

La petite plaque dorée est apposée sur le mur du clocher, à hauteur d'homme. « Autour de cette église reposent les morts de La Ville dieu, village exproprié le 1^{er} Juillet 1926 pour agrandissement du camp militaire du Voldhoon. Respectez ce lieu », est-il écrit. Commandant en second de cette entreprise de 3 600 hectares de l'armée de terre, à 30 kilomètres de la frontière, le lieutenant-colonel Denis Lambert confirme que l'ancien cimetière se trouve encore sous la pelouse qui recouvre les ruines de l'édifice voué à saint Jean-Baptiste. « Le secteur est préservé, rassure l'officier. Et aucun tir n'y est effectué. »

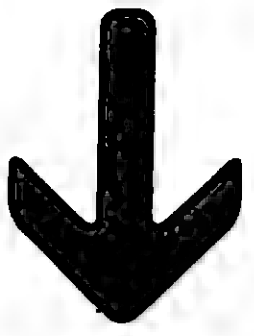
Lorsque, au lendemain de la Grande Guerre, l'Etat choisit de relancer l'extension de ce centre d'entraînement pour canons et blindés, personne ne songe à s'opposer. « Une certaine conception de la défense nationale, la préparation militaire, exigent que nous quissions nos foyers », fait même inscrire sur son registre municipal Emile Barbier, le dernier maire de la commune. « Nombreux sont ceux qui viennent de mourir pour une grande cause. D'autres doivent se préparer, dès le temps de paix, à se sacrifier à leur tour. Notre patriotisme, notre civisme nous imposent de laisser nos biens. » Sans disputes, aurait-il pu ajouter.

conséquence du traumatisme subi par toute une génération, l'armée va en profiter. Avec une telle brutalité administrative que *Le Canard enchaîné* et un autre journa-

aujourd'hui disparu, *L'impartial*, mèneront campagne pour dénoncer le scandale de ce « village français détruit à coups de canon, en temps de paix, par le grand état-major français ». Car pour convaincre les « trente-six ménages du bourg » de déguerpier, aux termes d'un jugement civil de mai 1914 dont l'application avait été gelée par le conflit, l'armée n'hésitera pas, durant des années, à faire « siffler les obus » au-dessus des paysans. Quitte à devoir récupérer ensuite ceux qui seront tombés en chemin.

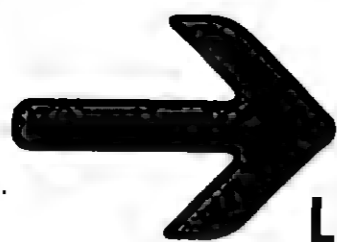
neront à l'escroquerie... On a montré une grande laderrie à fixer des sommes et, avant de les payer, on a fait attendre les gens au maximum, on les a contraints à d'innombrables réclamations et procès», raconte l'abbé Jean Garnier, chroniqueur local. Les rascapés de La Villedieu ou leurs ayants droit devaient patienter jusqu'en 1969 pour obtenir leur part de la liquidation du patrimoine communal. «Ce fut l'anti-Lorzac», considère Joseph Pinard, historien. Quand le colonel Winsback prend le commandement du camp en 1976, le squelette d'église l'émeut. En accord avec les familles qui viennent s'y recueillir chaque premier dimanche de septembre, il décide alors d'exclure le site de la zone de manœuvres et fait restaurer le clocher. Quarante ans après le «trait de plume» de Raymond Poincaré, l'armée a enfin demandé pardon.

Jean-Pierre Tenoux



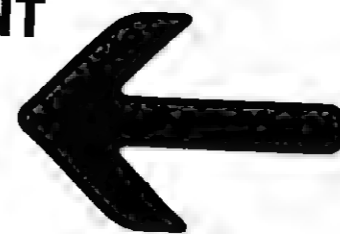
CSC COMPUTER SCIENCES CORP PEAT MARWICK

ALLEZ A L'ESSENTIEL, ET DITES PLUTOT
LE N°2 DU CONSEIL EN FRANCE



Peat Marwick

LES EQUIPES DE CSC ET PEAT MARWICK S'ALLIENT



CSC

Computer Sciences Corporation

WWW.kpmg.fr

WWW.csc.com/france

Publicis Comptel

La physique quantique est à la base d'une grande des technologies modernes. Soixante-dix ans après sa naissance, elle semble le secret des laboratoires pour « envahir » non sans certains malentendus. la philosophie et la littérature. Effet de reconnaissance tardive

L

Les physiciens ont toujours été fascinés par la physique quantique. C'est une science qui a révolutionné notre vision du monde. Elle a permis de comprendre le comportement des particules à l'échelle atomique. Mais elle a aussi posé de nouvelles questions. Pourquoi les particules se comportent-elles ainsi ? La physique quantique est-elle vraiment une science ? Ces questions ont conduit à une philosophie nouvelle. La physique quantique est une science qui a révolutionné notre vision du monde. Elle a permis de comprendre le comportement des particules à l'échelle atomique. Mais elle a aussi posé de nouvelles questions. Pourquoi les particules se comportent-elles ainsi ? La physique quantique est-elle vraiment une science ? Ces questions ont conduit à une philosophie nouvelle.

Je suis là

HORIZONS

ENQUÊTE

La physique quantique est à la base d'une grande partie des technologies modernes. Soixante-dix ans après sa naissance, elle semble quitter le secret des laboratoires pour « envahir », non sans certains malentendus, la philosophie et la littérature. Effet de mode ou reconnaissance tardive ?

Le titre était volontairement abscons : « Transgresser les frontières : vers une herméneutique transformatrice de la gravitation quantique ». C'était en 1996. Deux ans plus tard, la polémique planétaire soulevée par le texte-canular publié par le physicien américain Alan Sokal dans la revue *Social Text* n'est toujours pas retombée. Sokal, le provocateur, voulait moquer la tendance des philosophes et des chercheurs en sciences sociales à invoquer à tout propos des concepts mathématiques ou physiques que, selon lui, ils ne maîtrisent pas.

La mécanique quantique, dont bien peu parlent la langue, n'échappe pas à cette mode. Post-modernes et adeptes du New Age récupèrent aujourd'hui cette théorie qui a bouleversé notre perception de l'infiniment petit pour l'étendre, sans grande précaution, au domaine intellectuel, voire... parapsychologique. Pour d'autres, elle est prétexte à un livre. Dans *Les Particules élémentaires*, dernier succès de la rentrée littéraire, Michel Houellebecq la met en scène. L'un de ses deux héros, un physicien passé à la biologie, propose « une brève théorie de la liberté humaine sur la base d'une analogie avec le comportement de l'hélium superfluide ». Dans cet ouvrage censé illustrer le « suicide occidental » à travers le « parcours familial et sentimental chaotique » de deux demi-frères, l'auteur ne cesse d'invoquer les « pères » de la physique quantique, Max Planck, Niels Bohr, Werner Heisenberg, et même l'un de leurs « petits-fils », le physicien français Alain Aspect.

Comme pour conforter cette tendance, mais ce n'est qu'apparence, les derniers prix Nobel de chimie et de physique ont aussi récompensé, le 13 octobre, des travaux explicitement qualifiés de « quantiques ». Est-ce le triomphe d'une science nouvelle ? Pas vraiment. Cette vedette des laboratoires et des cercles intellectuels va aujourd'hui sur ses soixante et onze ans et ne compte plus les honneurs. « Depuis 1945, la proportion des prix Nobel attribués à des gens qui l'ont utilisés ou y ont apporté quelque chose est considérable », assure Roland Omnès, physicien théoricien, professeur à l'université Paris-XI.

« Aujourd'hui, insiste-t-il, tout le monde y a recours. C'est devenu la science-mère... » Une science subtile qui a tant modifié la vision que l'on avait du monde que le grand Richard Feynman lui-même confessait en 1965 : « Personne ne comprend la mécanique quantique. » Cette discipline marque effectivement la limite à partir de laquelle le monde « visible » semble sombrer dans un univers dont les repères habituels sont absents.

Trois difficultés empêchent le profane de la comprendre. La première, explique un physicien, est que cette théorie n'est pas vulgarisable. « Il est impossible de se représenter avec les mots du langage ordinaire le monde de l'infiniment petit qu'elle décrit, le monde atomique, autrement qu'en faisant appel à un formalisme mathématique très abstrait. » La deuxième tient au fait qu'elle est probabiliste, ce qui ne l'empêche pas de faire des prédictions « avec des précisions de plus dix chiffres significatifs ». La physique quantique ne parle que de ce qui est possible là où l'expérience « exige et obtient », insiste Roland Omnès, des résultats certains.

Troisième et dernier handicap : elle heurte le sens commun et, comme le soulignait le physicien dans un article de *La Recherche*

d'octobre 1995, conteste des principes que l'on croyait absolus. Principe d'intelligibilité : le pensable n'est plus représentable ; principe d'identité : le grain de lumière qu'est le photon est tout à la fois onde et particule, ce qui lui permet de passer par... deux trous à la fois ; principe de localité : l'électron est n'importe où à l'intérieur de la région de l'atome dont il dépend ; principe de causalité : la désintégration d'un noyau d'atome d'uranium peut se produire sans que rien ne la déclenche, etc.

Parler de la physique quantique n'est donc pas à la portée du premier venu. Albert Einstein lui-même disait : « Si la mécanique quantique est vraie, le monde est fou », et il ajoutait : « Dieu ne joue pas aux dés. » Il avait tort. Voilà donc une physique qui ébranle les plus profondes de nos certitudes acquises par des millions d'années d'évolution dans un monde macroscopique. Pas étonnant que celui de l'infiniment petit échappe à nos sens. Ainsi, à celui qui affirme, avec une très faible probabilité d'erreur, qu'une pomme - celle de Newton par exemple - lâchée d'une branche, tombera sur le sol, la mécanique quantique oppose que la même expérience faite avec une particule élémentaire ne donne pas pour certain que la particule atteindra le sol. Notre intuition chancelle.

A celui qui affirme encore qu'on peut connaître dans le monde macroscopique la position et la vitesse d'une automobile, la mécanique quantique répond que, pour un électron, on peut déterminer exactement soit sa vitesse, soit sa position, mais pas les deux à la fois.

Dans d'autres expériences, comme celle, célèbre, des fentes de Young où des photons passent dans une plaque percée de deux trous pour créer derrière des franges d'ombre et de lumière, la mécanique quantique joue aussi les sphinx. « Posez-moi une question, dit-elle, je vous donne une réponse. Et si je réponds à une question, ne me demandez pas de répondre à une autre ».

La mère des sciences se joue de notre esprit et de nos tentatives

« Posez-moi une question, je vous donne une réponse. Et si je réponds à une question, ne me demandez pas de répondre à une autre »

maladroites à la représenter par des modèles simples comme la bille, analogue spontanée de la particule, ou le système planétaire, image simpliste de l'atome et de ses électrons. Tout cela est faux, ce qui fait que les entités quantiques apparaissent au profane comme autant de « lapins sortis du chapeau », s'amuse Roland Omnès.

Pour notre part, expliquent les physiciens, nous nous en tirons par des intuitions partielles, car la vision, la représentation mentale du monde atomique est impossible. Ces difficultés n'ont pas empêché la physique quantique d'envahir notre quotidien. De l'ordinateur

aux télécommunications en passant par l'électricité, la plupart des grandes technologies de ce siècle sont liées à cette mécanique quantique dont les bases ont été jetées dès 1927. « Elles n'ont guère changé depuis, même si elles se sont étendues et, surtout, vérifiées », affirme Roland Omnès.

En fait, l'aventure a commencé en décembre 1900 avec Max Planck. Étudiant le vieux problème inexpliqué de la répartition du rayonnement thermique en fonc-

tion de la longueur d'onde - paramètre qui caractérise chaque couleur -, il démontre l'existence d'une constante de l'Univers, extrêmement petite, régissant ce phénomène. Il établit ainsi que, contrairement à ce que l'on croyait, les énergies produites par ce rayonnement ne présentent pas un spectre continu mais des « sauts ». C'est une révolution.

En 1913, Niels Bohr obtient des résultats similaires avec l'atome d'hydrogène. Il montre que l'électron qui tourne autour de ce noyau ne peut occuper toutes les « orbites ». Seules certaines, caractéristiques de l'état d'excitation

de l'atome, sont possibles. Encore une discontinuité. Là encore, les repères manquent, alors que Max Planck et Niels Bohr viennent de poser les premières pierres de la mécanique quantique.

Au cours des douze ans qui suivent, les physiciens tentent, d'une manière classique, de découvrir les lois subtiles qui commanderaient le monde microscopique. « C'est un échec. Vouloir changer la physique sans changer la manière de penser ne pouvait marcher », constate Roland Omnès. Mais, à partir de 1923, les choses évoluent. D'abord avec Louis de Broglie, dont la mécanique ondulatoire associe une onde à chaque particule, puis avec Erwin Schrödinger, qui décrit comment cette onde évolue dans le temps.

Parallèlement, Werner Heisenberg met en place, avec *La Mécanique des matrices*, les bases du formalisme mathématique qui régit la mécanique quantique. En quelques mois, sous la pression de Paul Dirac et d'Erwin Schrödinger, ces travaux sont rassemblés en une seule théorie. Il ne reste plus alors à Max Born qu'à apporter la touche finale sur le caractère probabiliste de la mécanique quantique, qui devient ainsi un outil d'une rare puissance.

Jusqu'en 1940, elle vole de succès en succès. Fournit de nouvelles bases à la chimie en expliquant comment les atomes se lient entre eux pour former des molécules. Lève le mystère de la réfraction de la lumière et celui de l'origine des

couleurs. Dit pourquoi les solides sont solides. Pourquoi l'électricité passe dans les matériaux conducteurs et pas dans les isolants. « Cette décennie est un véritable raz de marée », s'émerveille Roland Omnès. Après 1945, alors que s'épanouit la physique nucléaire, la mécanique quantique rebondit. Elle arrive à point pour mettre un peu d'ordre « dans le merveilleux fouillis des particules ». Jamais elle ne sera prise en défaut. Pendant soixante-dix ans, elle « a résisté à tous les assauts menés contre elle ».

Et pourtant, ils furent nombreux. « Les vérifications se comptent par millions », confirme un spécialiste. Après une longue période de vérifications, de confirmations et d'applications, une phase nouvelle apparaît aujourd'hui. « Après avoir constaté que la voiture roule, on met maintenant le nez dans le moteur. Et il y a là-dedans, se réjouit Alain Aspect, des choses stupéfiantes. »

DANS ce domaine, le chercheur d'Orsay n'a pas été le dernier à mettre « les mains dans le cambouis ». Il est l'auteur d'une remarquable vérification expérimentale qui, en 1982, a permis à son équipe de trancher entre la vision du monde d'Einstein et celle, inspirée par la mécanique quantique, de Bohr. L'objet du débat : le comportement d'une paire de photons jumeaux dont le père de la relativité estimait que, gardant toujours une trace de leur passé commun, ils devaient avoir

des comportements semblables, mais pas identiques.

Or la mécanique quantique est formelle : ils ont des comportements parfaitement identiques. Tout se passe comme si, à des milliers de kilomètres de distance, ils échangeaient de l'information sur leur attitude commune. John Bell, le théoricien, a démontré que ce comportement prévu par la mécanique quantique était incompatible avec la conception du monde d'Einstein.

ALAIN ASPECT, s'inspirant de ces travaux, a vérifié que la mécanique quantique avait raison, ouvrant ainsi la voie à des expériences de « téléportation » quantique (*Le Monde* du 18 décembre 1997). Les travaux de Serge Haroche et de ses collègues de l'Ecole normale supérieure (ENS) sur la décohérence, ceux de l'Américain Eric Cornell (condensat de Bose-Einstein), ceux de Claude Cohen-Tannoudji et de son équipe (ENS) sur les « atomes froids », participent aussi à ce bouillonnement des idées dont les retombées pratiques, encore insoupçonnées, seront sans doute nombreuses.

C'est ainsi que certains théoriciens pensent qu'il pourrait être possible de lutter contre la « décohérence » qui, à la frontière de l'infiniment petit et du monde « ordinaire », fait perdre aux particules, quand elles sont en nombre et du fait de leur interaction avec le milieu environnant, leurs propriétés quantiques. Peut-on la contrôler et repousser ainsi les frontières de l'univers quantique ? « Il nous manque un concept. Cela reste de la science-fiction », estime Serge Haroche. Si l'on y arrivait, cela aurait des conséquences fantastiques et ouvrirait en particulier la voie à des applications dans le domaine de l'informatique quantique et à des ordinateurs aux puissances de calcul inimaginables aujourd'hui.

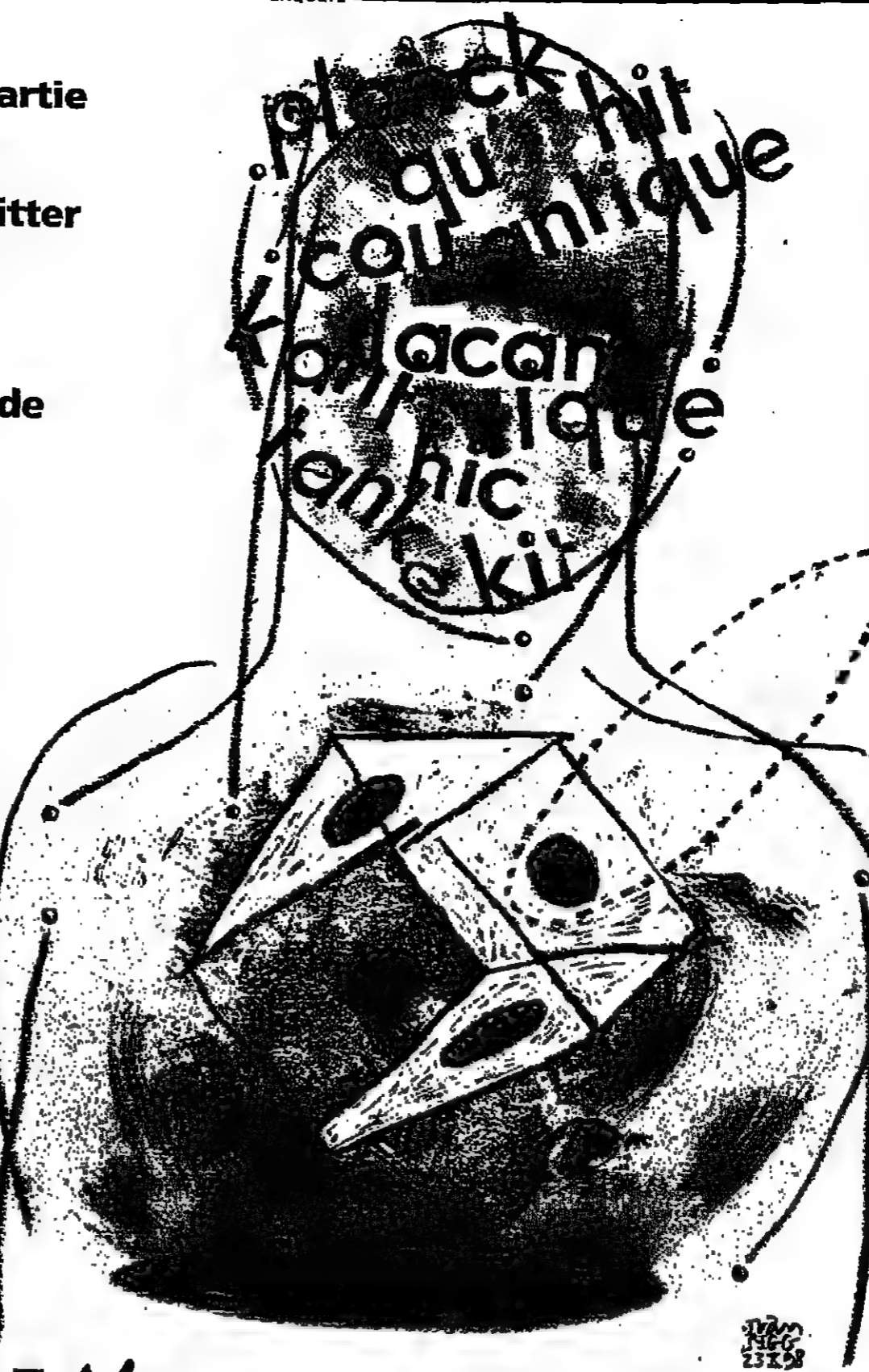
En attendant, la physique quantique continue son petit bonhomme de chemin dans les esprits. Ce ne fut pas toujours facile. Ainsi, « Jean Perrin a retardé en France la chimie quantique dans les années 30, car il n'y croyait pas », regrette Serge Haroche. La France perdra dix ans à cause de cela par rapport aux États-Unis. « La première génération à vraiment "parler le

quantique" sera celle de physiciens formés pendant et après la guerre, comme Anatole Abragam et Albert Messiah qui, à leur tour, seront les maîtres de Pierre-Gilles de Gennes et de Claude Cohen-Tannoudji », nobélisés en 1991 et 1997.

Aujourd'hui encore, reconnaît Alain Aspect, « j'ai parfois recours à de petits subterfuges. Quand je travaille sur une expérience, je me fais une représentation intuitive des particules que je manipule. Je les imagine, suivant les besoins, sous forme ondulatoire ou sous forme particululaire. Par commodité. C'est un petit bricolage mental qui me facilite les choses avant de passer au calcul, qui ne présente pour sa part aucune ambiguïté ». Serge Haroche assure lui aussi travailler par intuition : « Même si cette intuition est très loin des images classiques. A force de manipuler quotidiennement des atomes et des photons, on acquiert une sorte de familiarité qui permet souvent de deviner, avant tout calcul, comment ils vont se comporter dans une situation donnée, dit-il. Cette intuition donne à qui la possède un avantage certain. »

« On pourrait assimiler cela à une forme de sélection naturelle, plaisante un de ses collègues. Malheureusement, ce caractère n'est pas sexuellement transmissible et l'intuition du quantique va sans doute rester encore longtemps étrangère au commun des mortels. »

Jean-François Augereau
et Jean-Paul Dufour
Dessin : Ivan Sigg



L'émergence du « parler quantique »

Fragile creuset calédonien

par Alban Bensa et Eric Wittersheim

Il y a tout juste dix ans, le peuple français et tous les habitants de la Nouvelle-Calédonie étaient ensemble appelés à ratifier par référendum les accords de Matignon, signés quelques mois plus tôt par Michel Rocard, Jacques Lafleur et Jean-Marie Tjibaou. Aujourd'hui, seuls les Calédoniens sont appelés à se prononcer sur les accords de Nouméa. Cette réduction du corps électoral à la population calédonienne, et en son sein aux seules personnes installées sur le Territoire avant 1988 (et à leurs descendants), montre que désormais la France entend céder la gestion des affaires calédoniennes aux habitants de l'archipel. La Nouvelle-Calédonie est donc invitée à prendre ses responsabilités en dehors des intérêts partisans de la classe politique métropolitaine. Ce transfert des décisions aux seuls intéressés est à mettre à l'actif des négociateurs de ces nouveaux accords ; d'autant que ceux-ci prévoient un renforcement progressif des compétences de la Nouvelle-Calédonie dans tous les domaines.

La voie de décolonisation envisagée est tout à fait originale. D'abord parce qu'elle s'appuie sur une reconnaissance sans détours de la brutalité du fait colonial à l'encontre des Kanaks. Ensuite, par la mise en place d'un processus ouvert que les Calédoniens doivent eux-mêmes mener à bien. Enfin, par l'appel à la constitution progressive d'une « ci-

toyenneté de la Nouvelle-Calédonie » qui pourrait – dans quinze à vingt ans – déboucher sur une souveraineté spécifique, distincte de la souveraineté française. Dans l'histoire de la République, cette tentative de sortir du guépier colonial par le haut est sans précédent. Elle a d'ailleurs nécessité une modification de la Constitution et donc un accord tacite entre la majorité et l'opposition.

En condamnant la colonisation pour ses torts envers les Kanaks, le gouvernement plaide explicitement pour un recentrage de l'avenir de la Nouvelle-Calédonie autour de la communauté la plus ancienne et la plus meurtrière du Territoire. Mais sont aussi prises en compte les populations que la France a installées dans l'archipel, et dont le destin est autant lié à celui des Kanaks qu'à cette terre du Pacifique. L'idée d'un rééquilibrage économique et politique entre les communautés constituait déjà la clé de voûte des accords de Matignon. Elle est ici reprise et renforcée par des dispositions concrètes qui entérinent la spécificité calédonienne : la réduction du corps électoral à ceux qui peuvent se prévaloir d'une certaine ancienneté sur le Caillou et des mesures strictes de protection de l'emploi local jetant les bases d'une législation spécifique à un territoire qui pourrait ainsi devenir un État. Il ne s'agit pas de créer une enclave à l'intérieur de la République française, mais de

mettre sur les rails un pays pour qu'il puisse, si ses habitants le souhaitent, devenir un jour souverain.

Toutefois, le pari d'un partage harmonieux des responsabilités entre les indépendantistes et leurs adversaires ne sera pas gagné par simple référendum. La solution proposée n'équivaut pas à une réconciliation entre des communautés qui se sont durement affrontées tout au long de la colonisation. La force du texte, mais aussi sa faiblesse, réside dans le fait que chacun peut y lire en pointillé l'issue politique qu'il souhaite. Les Kanaks veulent y voir les modalités d'un accès progressif à l'indépendance, grâce au poids croissant qu'ils pourraient avoir dans les nouvelles institutions. Mais bien qu'autochtones, ils restent pour l'instant minoritaires : le seront-ils, ou accepteront-ils de le rester encore dans quinze ou vingt ans ? Pour les Européens, en revanche, la réponse est claire : la quasi-totalité d'entre eux restent fermement opposés à toute perspective d'indépendance. En majorité installés à Nouméa, ils n'entendent ni céder quelque place dans les secteurs essentiels de la vie du pays, ni renoncer aux avantages et aux facilités que procure la citoyenneté française, version DOM-TOM. Quant aux autres communautés (Indonésiens, Polynésiens de Tahiti et de Wallis-et-Futuna, Vietnamiens), qui représentent près de 20 % de la population totale, elles se sont tou-

jours situées en majorité dans le camp anti-indépendantiste.

La générosité du texte des accords de Nouméa ne doit pas cacher que, sur le terrain, rien n'est véritablement réglé. Il est impossible de savoir aujourd'hui si les communautés kanak et européenne sont vraiment prêtes à jouer le jeu jusqu'au bout. Existe-t-il une volonté déterminée de surmonter les divergences dont chacun souffre en Nouvelle-Calédonie aujourd'hui ? Si l'approbation du dispositif par référendum constitue à l'évidence une première étape, rien aujourd'hui, dans les comportements des uns et des autres en Nouvelle-Calédonie, ne laisse penser que chacun est prêt à faire un pas vers l'autre. Après un siècle et demi de présence française, aucun alliage solide n'est encore sorti du « creuset calédonien ». La plate-forme posée par les nouveaux accords se briserait-elle ou servirait-elle de tremplin ? La réussite ou l'échec du processus engagé sont entre les mains des Calédoniens eux-mêmes : ils portent désormais l'entière responsabilité de leur avenir politique.

Alban Bensa est directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (Ehess).

Eric Wittersheim est sociologue au Centre d'études océaniques de l'Ehess.

Audiovisuel : le sale boulot

par Jacques Kirsner

GEORGES FILLIQUET, ancien ministre socialiste de la communication, part donc en guerre contre le projet de loi sur un gouvernement... dirigé par un socialiste (votre page Débats du 27 octobre). Au PS, sous les drapeaux, les dagues.

L'auteur de l'article paru dans ces colonnes, sous le titre savoureux et radical « Evitons un grand chambardement dans l'audiovisuel », note donc : « Le projet port d'un très bon sentiment. Les bons sentiments n'inspirent pas toujours la meilleure stratégie. » Et de préciser sa pensée, visant les rivaux qui défendent le principe « Aux chaînes publiques, argent public ; aux chaînes privées, argent privé ».

Je suis l'un de ces archaïques. Comme d'ailleurs la plupart des artistes et personnels de France Télévision attachés au service public. « On peut certes spéculer, à propos de cette mesure, sur un possible consensus entre la gauche, pour des raisons idéologiques, et la droite libérale, la jugeant favorable aux stations privées », écrit encore M. Filliquet.

En somme, défendre le service public, affirmer que son développement et sa liberté impliquent un financement public, sans intoxication publicitaire, ferait le jeu de la « droite libérale ». Qu'en termes châtiés ces choses sont écrites ! L'ancien ministre de la communication, ici porte-parole des groupes publicitaires, affirme qu'une politique de rupture – si limitée soit-elle – avec la publicité sert les intérêts des chaînes commerciales, de la droite. Etant donné :

L'argument selon lequel la baisse de la publicité sur les chaînes publiques ferait « cadeau » de 2 milliards de francs aux chaînes commerciales est une absurdité : quand, dans quelques mois, la crise financière et économique venue d'Asie frappera de plein fouet l'Europe, on verra ce que deviendront les prévisions de progression des ressources publicitaires annoncées par les « experts ». Et les conséquences sur la presse quotidienne.

La droite, libérale ou non, veut poursuivre ce qui a été engagé. Elle veut gaver France Télévision de publicité, la contraindre à une folle course avec les chaînes commerciales jusqu'à conclure : le service public ne se distingue plus des chaînes privées. Il faut en tirer les conséquences : privatiser ! Voilà où conduit la politique mise en œuvre depuis 1988 par les gouvernements « de droite » ou « de gauche ». Les premiers récoltent souvent les fruits semés par les seconds.

Georges Filliquet est cohérent. L'accroissement jusqu'à l'insupportable de la pression publicitaire dans le service public exigeait des structures. Des moyens. Des pouvoirs.

La loi Tasca instituant la « présidence unique » servait à ces fins. J'ai combattu cette loi, à l'état de projet. Dénonçant le caractère liberticide et fou de cette organisation. On m'objecta alors la nécessité d'efficacité, la stabilité qu'elle induirait, la liberté de création qu'elle garantirait. De surcroît, il fallait « gérer », et bien gérer.

On a vu les résultats. Instabilité chronique, responsables virés au gré des humeurs – et des intérêts électoraux – des « super-présidents », sacrifiés sur l'autel de l'audimat, nivellement des ambitions, metteurs en scène mis à l'index pour non-respect des « concepts », prolifération des personnages récurrents armés (policiers, gendarmes, flics en tout genre), overdose de conformisme. On a vu, enfin, les conséquences financières du pouvoir absolu de certains « super-présidents » établies avec gravité par la Cour des comptes. Faut-il encore évoquer la lamentable saga des animateurs-producteurs ?

Or, nonobstant ces faits, Georges Filliquet propose d'aller plus loin. Il réclame plus de centralisation administrative et politique, plus de centralisme démocratique audiovisuel. Voilà la proposition « pour éviter un grand chambardement de l'audiovisuel » !

Flash-back : en 1981, Georges Filliquet, jeune ministre, tonne à la tribune de l'Assemblée et dénonce les « radios fric », la publicité en

général, clouant au pilori les grands groupes de communication. Souvenirs, souvenirs... Quelques années plus tard, le même homme contribua à créer la cinquième chaîne avec M. Berlusconi ! On connaît la fin du feuilleton : faillite financière, sociale, artistique. Et son cortège de chômeurs.

Au vrai, le point de vue de M. Filliquet ne porte pas vraiment sur l'audiovisuel public. L'ancien ministre saisit cette occasion pour croiser le fer avec le gouvernement. A droite toute !

Au lendemain des élections législatives de 1986, le plus jeune

premier ministre de France, Laurent Fabius, tirant le bilan de son action déclarait : « Nous avons dû faire le sale boulot. » L'avenait

Défendre le service public, affirmer que son développement et sa liberté impliquent un financement public, sans intoxication publicitaire, ferait le jeu de « la droite libérale »...

de taille : lucide et honnête. Licencié, restructuré à la hache, désindexer les salaires et, déjà, privatiser, sans le dire : les socialistes, alors, avaient de la pudeur ; ils parlaient de parenthèse.

Le sale boulot au service du capitalisme provoqua naturellement le reflux du « peuple de gauche » débauché, le succès des partis de droite et la montée en flèche de l'extrême droite. Sans parler de la corruption, des amitiés pétainistes particulières et de cette arrogance qu'incarnait si bien l'auteur du « sale boulot ».

On peut critiquer sur bien des points le projet de loi : absence de garanties financières pluriannuelles, baisse limitée de la publicité, complexe organisation de la holding ; surtout, l'indépendance de chaque chaîne – France 2 et France 3 – n'est pas assurée. Informer, créer, divertir, enseigner, impliquer une liberté totale. C'est un travail épuisant, à plein temps. Chaque chaîne doit être dirigée par un PDG travaillant de concert avec le président de la holding.

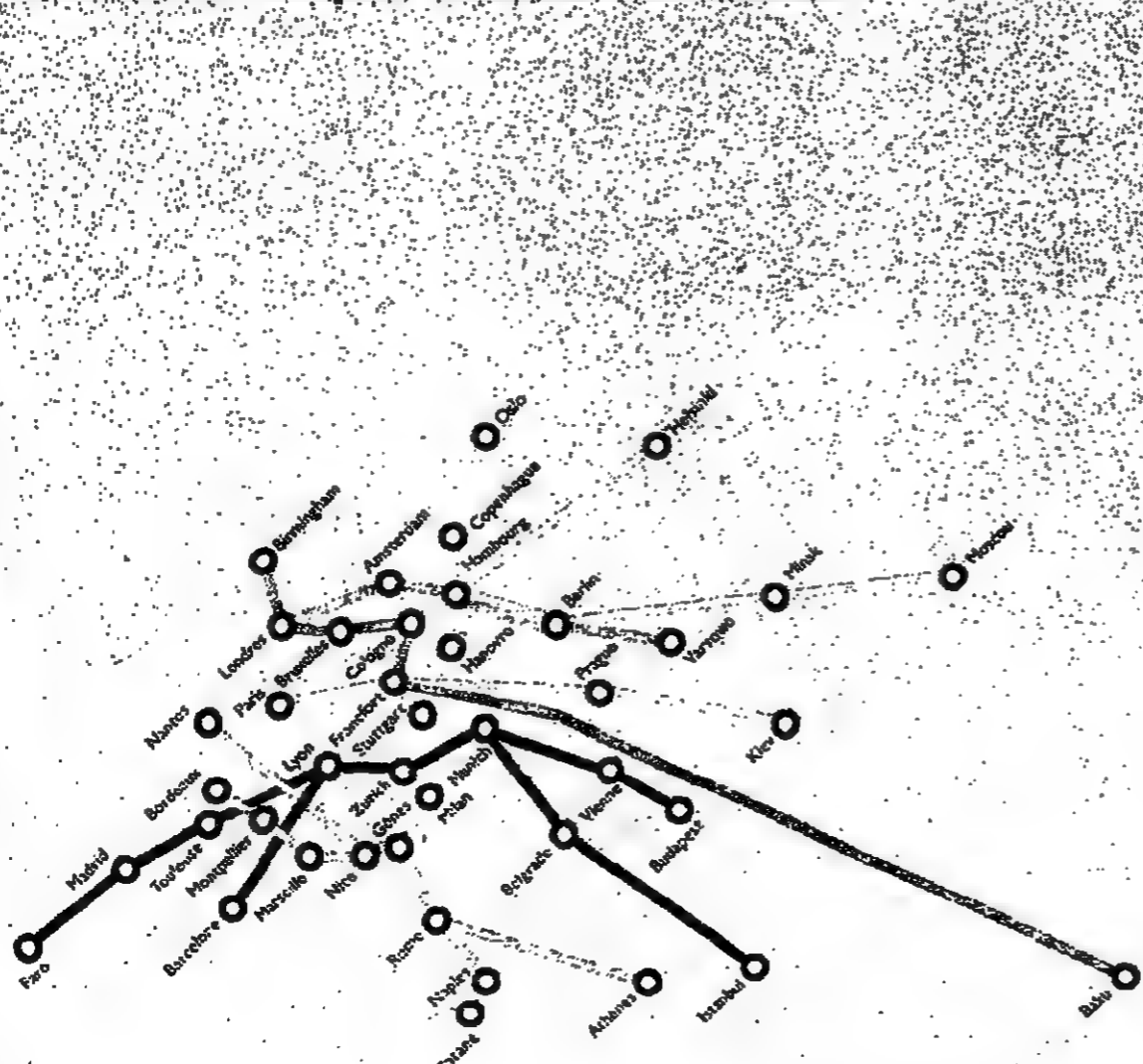
On peut légitimement s'interroger sur un point : est-ce au Conseil supérieur de l'audiovisuel, chargé de veiller à l'application de la loi, au respect des cahiers des charges, de nommer les responsables de l'audiovisuel. Bref, peut-on être juge et partie ? André Rousselet, qui savait de quel il parlait, préconisait que l'actionnaire du service public – le gouvernement – nomme, et que la CSA contrôle. Il avait raison.

On peut donc proposer, critiquer, suggérer. C'est notamment l'objet de la discussion parlementaire, du débat démocratique. Ce n'est pas sur ce chemin que Georges Filliquet s'est engagé. Il combat, front à front, le projet de loi du gouvernement. C'est la poursuite du « sale boulot ». Ce projet de loi, si limité et perfectible soit-il, va dans la bonne direction : en cela il s'oppose aux groupes privés. Je n'occulte rien : ni le refus d'abroger les lois Pasqua-Debré, ni les privatisations à marche forcée, ni la calamiteuse loi sur les 35 heures organisant précarité, flexibilité et baisse des salaires. C'est dire que j'apprécie que sur la télévision publique, comme sur l'AMI, le gouvernement donne l'impression d'aller dans une autre direction.

Faire du bon travail implique de s'opposer aux partisans du sale boulot.

Jacques Kirsner est scénariste et producteur.

Plus de 100 destinations en Europe. Bientôt un coupon mensuel Lufthansa ?



Bien que Lufthansa soit la compagnie qui dessert le plus de destinations en Europe, elle ne fournit pas encore de coupon mensuel. Pourtant, avec 103 destinations et des fréquences soutenues, le réseau Lufthansa vous fait voir l'Europe comme une grande ville et vos voyages d'affaires deviennent aussi simples qu'un trajet de métro.

Pour votre prochain voyage, appelez le n° Indigo 0802 020 030, tpe 3613 LH (2,23 F/mn) ou www.lufthansa.fr ou contactez votre agence de voyages.

STAR ALLIANCE
Le Réseau Aérien du Monde.

National-repub

LE REVE : VOTRE INTERPRETATION

LE REVE : VOTRE INTERPRETATION

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 206 806 6
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

EDITORIAL

L'honneur des « mutins de 17 »

Il est des gestes qui vont bien au-delà de leur sens premier. Ainsi de la réhabilitation des « mutins de 17 », prononcée, jeudi 5 novembre, par le premier ministre. Au cœur d'une région qui porte encore les cicatrices de la plus grande boucherie que la folie des hommes ait engendrée, Lionel Jospin a « réintégré pleinement » dans notre mémoire collective nationale « ceux qui avaient été « fusillés pour l'exemple » pour avoir refusé de continuer à être sacrifiés au plan d'extermination du sang de ses soldats. L'offensive voulue par le général Nivelle était d'une telle absurdité que jamais, jusqu'à jeudi, un chef du gouvernement ne s'était rendu à Craonne, village symbole de cette bataille du Chemin des Dames.

En décidant d'y aller pour la seule commémoration de ce quatre-vingtième anniversaire de l'Armistice à laquelle il va participer, en dehors de la cérémonie du 11 novembre à l'Arc de Triomphe, M. Jospin a permis un véritable tournant dans le regard que la France porte sur son passé. Il n'ignore pas que c'est Philippe Pétain qui a conduit la répression des mutineries. Il sait aussi que c'est la façon dont il a procédé – mélange de sévérité et d'attention à des soldats qui n'en pouvaient plus – qui lui a permis d'acquiescer une popularité auprès des poilus qu'il a mise, vingt-deux ans plus tard, au service de sa haine de la République. Marquant ainsi sa différence avec François Mitterrand, qui faisait fleurir la tombe du vainqueur de Verdun, M. Jospin se montre, en revanche, l'héritier de ces socialistes, dont

son père, qui, entre les deux guerres, se sont vus avant tout pacifistes.

Cette réhabilitation n'est pas seulement un « pardon » de la France. Elle est la reconnaissance que les fautes ne sont pas les mutins, mais les officiers, généraux et ministres, qui ne voulaient pas savoir qu'à la guerre les hommes n'acceptent de mourir que s'ils ont le sentiment qu'on ne les sacrifie pas pour rien. Après de si longues décennies d'occultation – dont a témoigné, jusqu'en 1976, la censure par la V^e République du film *Les Sentiers de la gloire* –, la phrase du maire de Craonne énonce une terrible vérité : sur le Chemin des Dames, a-t-il dit, a eu lieu « le premier crime contre l'humanité resté impuni ».

Le geste de M. Jospin s'inscrit dans la même logique que celui de Jacques Chirac, le 16 juillet 1995, reconnaissant la responsabilité de la France dans la rafle du Vel' d'Hiv', sous l'Occupation. Mieux vaut tard que jamais : la France officielle commence à reconnaître que la version officielle de notre histoire nationale ne correspond pas toujours à la vérité. Mais ce dur travail sur soi-même, sur notre mémoire et notre identité collectives, doit se poursuivre. D'autres tabous demeurent, qui n'ont pas encore été brisés. Des massacres de populations civiles par l'armée française à Sétif et à Madagascar, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, à la torture dont l'usage fut systématiquement pendant la guerre d'Algérie et couvert par un gouvernement socialiste, il reste encore beaucoup de chemin à faire pour que la France se mette au clair avec son passé.

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Délégué général : Dominique Lévy ; Directeur général adjoint : Noël-Jean Bergamini ; Directeur général adjoint :
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Fenech, Pierre Georges, Jean-Yves Lhonnau
Directeur artistique : Dominique Royette
Secrétaire général de la rédaction : Alain Pommerehne
Rédacteurs en chef :
Alain Frensch, Eric Lemerle (Éditions et analyses) ;
Laurent Gaudier (Éditions et culture) ; Michel Kailash (Météo) ;
Eric Le Bouchat (International) ; Patrick Jarnaux (France) ; Francis Houllès (Société) ; Claire Blandin (Entreprises) ;
Jacques Bado (Rapporteurs) ; Jeanne Badier (Culture) ; Christian Mamei (Secrétariat de rédaction) ;
Rédacteur en chef technique : Eric Azou
Médiateur : Robert Solé
Directeur éditorial : Eric Paillet ; Directeur délégué : Anne Chassebois
Conseiller de la direction : Alain Rolla ; Directeur des relations internationales : Daniel Vernet ;
journalistes indépendants : Bertrand Le Gendre
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président
Adresses des bureaux : Henri Bouteiller (1944-1945), Jacques Fauriol (1944-1945),
André Laurens (1945-1948), André Fontaine (1948-1949), Jacques Lacombe (1949-1994)
Le Monde est édité par la SA Le Monde
Domicile de la société : 21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05
Capital social : 900 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde »,
Association Hubert Bonnier-Mary, Société anonyme des lecteurs du Monde,
Le Monde Éditions, La Presse du Monde, La Presse du Monde, La Presse du Monde,
Le Monde Presse, Les Presses, Le Monde Éditions, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Terriers et teckels salle Wagram

BEAU VACARME ce matin entre les pilastres 1900 de la salle Wagram : la parole est pour la journée à quelque deux cent vingt terriers et teckels. C'est le concours annuel du « spécial terrier », organisé par le Club des amateurs de chiens terriers.

Welsh, scottish, poil dur, poil lisse, sealyham, s'alignent dans leur cage individuelle soigneusement numérotée. Pelage de peluche, tête rectangulaire barbe et digne, ric ou rac, fox au museau fouineur reçoivent l'attention et les soins d'un public attentif, mais qui ne s'en laisse pas conter sur un pedigree. Les teckels ont été relégués au second plan. Plus délicats sans doute, on les voit installés douillettement les uns au milieu d'une profusion de coussins aux couleurs tendres, les autres sur de simples couvertures, mais dans un confort tout de même enviable.

Jean-Marc Théolleyre
(7-8 novembre 1948.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 09-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30
Index et microfilms du Monde : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 09-36-68-03-78

La Chine humanise sa politique démographique

LE TABLIER de la jeune enseignante, quand elle donne son cours devant une demi-douzaine de jeunes couples attentifs du village de Heshan, dans la relative richesse province agricole du Zhejiang (Chine orientale), affiche, dessinés d'un trait naïf, ses seins et une représentation de son utérus, ses ovaires, l'amorce de son sexe. Pour le moins déconcertant au fond d'une Chine rurale extrêmement pauvre. Mais ses étudiants ne sont pas du genre à pouter la langue : c'est pour cela qu'ils sont venus, pour une initiation, autrefois impensable, aux choses du sexe et de la contraception. Le cours d'éducation sexuelle vise à leur apprendre à maîtriser eux-mêmes ce qui, d'une certaine façon, fait le malheur le plus grave et durable à avoir frappé la Chine ce siècle : la surpopulation. En clair, la Chine veut humaniser sa politique démographique.

A raison d'une demi-journée par mois dans chacun des villages dont elle a la charge, l'enseignante dispense à des jeunes couples fraîchement mariés ou s'apprêtant à célébrer leurs noces les connaissances élémentaires que la pudeur paysanne traditionnelle et la pudibonderie communiste avaient inter-

dités à leurs parents : celles du choix conscient dans la procréation.

Voilà quelques années que l'immensité des besoins en la matière a été prise en compte par les gouvernants chinois. Les premiers sexologues apparus en Chine ont justifié leur rôle par les exemples parlants d'une abyssale méconnaissance en milieu rural.

CLIQUE : LE MILLIARD

Diplômée en médecine générale de la province, la frêle enseignante vue à Heshan incarne une volonté nouvelle d'instruire, quitte à choquer. Elle n'a pas reçu de formation spécifique que de sacerdotice, mais utilise un matériel pédagogique – dessins, graphiques – qui témoigne d'un changement de mentalité de la part des gouvernants. Pour la première fois, la fonction reproductrice n'est plus envisagée sous le seul angle médical, mais associée à la vie du couple. Il ne s'agit pas pour autant de bousculer les mentalités qu'associent fortement la sexualité à la reproduction et au mariage. On hésite encore beaucoup à parler de relations prémaritales hors des franges nouvellement assées de la population citadine chinoise.

L'effort d'enseignement, qui n'est encore pratique qu'à titre expérimental, vise à réviser une politique antinataliste qui a valu à la Chine bien des ennuis à l'étranger pour son caractère drastique et coercitif. L'objectif est toujours le même : stabiliser la population à 1,6 milliard d'individus en 2050 puis entamer une phase de décroissance. Mais la manière y gagnerait en humanité et donc – espèrent les promoteurs du plan – en efficacité : faire en sorte qu'après avoir été imposée par tous les moyens d'un Etat totalitaire puis autoritaire, mais avec un taux de réussite incertain, la limitation des naissances devienne un acte volontaire communément partagé.

Voilà moins d'une génération, des responsables du planning familial ne faisaient aucun mystère des méthodes énergiques employées pour freiner l'explosion démographique. Avortement obligatoire jusqu'à très tard dans la grossesse, voire – c'était presque dit – stérilisation fortement conseillée. Ces méthodes traduisaient la panique du régime face aux conséquences de la plus grave erreur commise par Mao Zedong pour l'avenir de son pays, quand il avait encouragé les Chinois – un demi-milliard d'individus au moment de la fondation de la République populaire – à doubler leur nombre pour survivre à une éventuelle attaque nucléaire américaine ou russe.

Fut instaurée par conséquent une politique de l'enfant unique, proclamée à travers tout le pays, sauf dans de rares exceptions. Bizarrement, les autorités affirment aujourd'hui que cette politique « n'a jamais existé ». Ce revirement vient du constat que cette politique a, en fait, échoué. De l'aveu des responsables nationaux, l'enfant unique n'est une réalité que pour 20 % des couples mariés en âge de procréer, essentiellement dans les villes, où l'exiguïté de la surface disponible et l'amélioration du niveau de vie rendent plus acceptable l'idée de n'avoir qu'un seul enfant pour soutenir économiquement en fin de vie.

Alailleurs, le passé-droit a permis à ceux qui en avaient les moyens de « s'offrir » deux enfants au moins, voire trois. Sans reconnaître son erreur, le gouvernement chinois encourage aujourd'hui des initiatives locales favorisant une approche plus humaine de la dénatalisation. La contraception et l'avortement ont été inscrits dans une politique – à peine amorcée – d'assistance personnelle plus complète, allant de la maternité à la vieillesse. Ces « services » d'aide sociale et familiale sont dispensés par un centre public dans une demi-douzaine de districts et de quartiers au revenu suffisant pour tenter l'expérience

du volontariat. Le « choix informé » des méthodes de contraception y est préféré aux méthodes coercitives, et celles-ci sont mieux « habillées ».

S'il en coûte effectivement trois ans de revenu à un couple de la banquette de Shanghai pour donner un petit cadet à un premier enfant masculin, ce n'est plus là une « amende », mais une « contribution » aux bonnes œuvres sociales. Certes, cette pratique entérine l'inégalité sociale devant le droit à la procréation. Mais sa nouvelle présentation à la mesure, aux yeux du gouvernement, d'être plus acceptable pour les milieux conservateurs étrangers, américains en particulier, dont l'opposition bloquerait les aspirations chinoises à bénéficier d'une assistance internationale dans la lutte contre la surpopulation.

Ce souci de s'accommoder l'étranger est nouveau. C'est que, malgré des réticences naturelles, la Chine semble disposée à faire entrer dans son effort anti-natalité des organisations non gouvernementales étrangères préconisant une approche plus souple du problème, telles que Partners in Population and Development (Partenaires en population et développement) et la Fondation Rockefeller, laquelle a une tradition d'intervention en Chine remontant avant l'ère communiste.

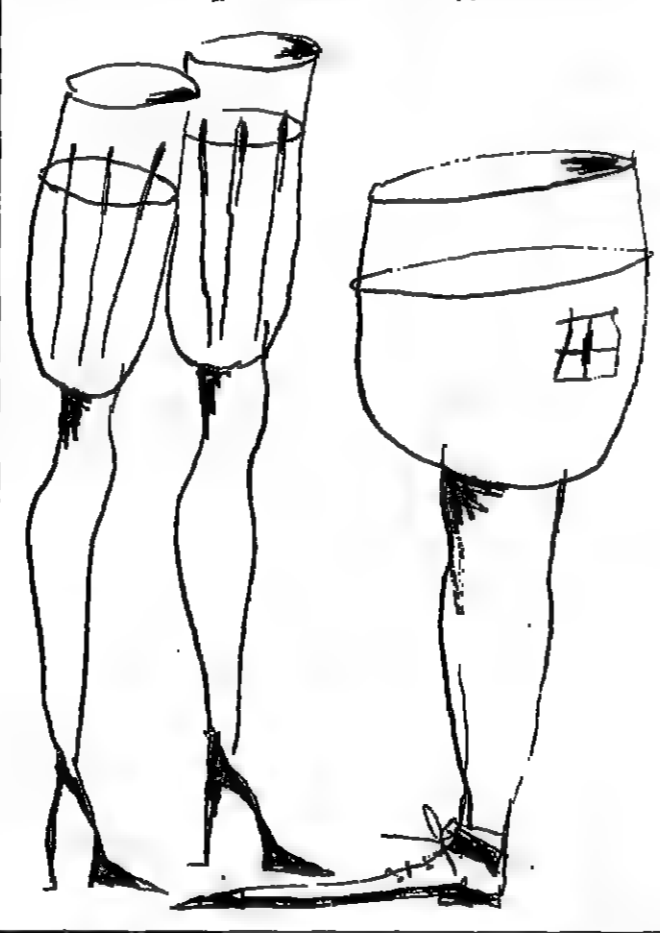
L'EXEMPLE THAILANDAIS

Les autorités ont redonné vie, à cette fin, à une association d'initiative non gouvernementale, l'Association chinoise pour le bien-être (China Welfare Association), à la création de laquelle, à Hongkong durant la guerre sino-japonaise des années 30, avait été associé Song Qingling, la veuve de Sun Yat-sen, fondateur de la première République de Chine. En outre, elles se disent aujourd'hui prêtes à s'inspirer d'expériences russes, tel le planning familial de la Thaïlande, pays qui est parvenu, voilà une quinzaine d'années, à faire tomber sans douleur la croissance de sa population à un taux parfaitement supportable (11 pour 1 000, pour une population de 50 millions d'habitants).

Avec un taux de croissance de 19 pour 1 000 sur une masse humaine colossale, la Chine est aujourd'hui pratiquement au point où se trouvait la Thaïlande, à sa petite échelle, quand est mort Mao Zedong, en 1976. D'après un calcul fondé sur les seuls chiffres officiels, il nait aujourd'hui, chaque jour, plus de 65 000 petits Chinois. Dans le meilleur des cas, le pays le plus peuplé du monde paiera encore vers le milieu du XXI^e siècle les conséquences vertigineuses de l'erreur de son ancien dictateur.

Francis Deron

Cocktail par Hervé Coffinières



La recherche en mal de réforme

Suite de la première page

Le diagnostic n'est guère contesté. Il n'en va pas de même des remèdes préconisés. Le ministre, inspiré par l'exemple américain, a la conviction que « l'organisation de la recherche la plus efficace est celle qui la situe dans et au périmètre du monde universitaire ». Selon ce schéma, il convient de « rapprocher les lieux de production et les lieux de transmission du savoir », c'est-à-dire les laboratoires et les universités, ce terreau étant aussi le plus fertile pour l'installation de « pépinières d'entreprises innovantes ».

C'est ce modèle qui sous-tend le projet de restructuration du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) qui met actuellement en émoi les chercheurs. S'il était appliqué, craignent-ils, le premier organisme de recherche français – vingt-six mille agents, 15 milliards de francs de budget – serait, à terme, privé de laboratoires propres, et transformé en « agence de moyens » pour la recherche universitaire.

Toute la question est de savoir si le « standard » américain, qui prévaut également en Grande-Bretagne, au Canada ou en Suisse, peut être transposé à la France, où la recherche publique est structurée autour de grands organismes.

Ces derniers s'y partagent les deux tiers du budget national de ce secteur, dont 31 % seulement reviennent aux universités et aux grandes écoles. Cette répartition des rôles s'enracine dans l'histoire. Le CNRS est né, à la veille de la seconde guerre mondiale, du constat de l'incapacité des universités à organiser et à animer une recherche de qualité. A partir du milieu des années 60, le même CNRS est venu au secours d'une recherche universitaire défilante, grâce à la mise en place de nombreux laboratoires associés. Aujourd'hui, nombre d'observateurs de la vie scientifique doutent toujours que les quatre-vingt-deux universités françaises soient en mesure, faute d'autonomie et de moyens financiers, mais aussi de vision nationale, d'impulser une politique scientifique coordonnée et sur le long terme.

« BLOCAGE TOTAL »

« On ne fabriquera pas des universités fortes en tuant le CNRS », s'inquiète un haut responsable scientifique. Claude Allègre se défend bien sûr de nourrir un tel dessein, même s'il signifie que « l'archipel de l'académie des sciences française a vécu ». « Nous voulons garder la structure générale de la recherche française telle qu'elle est. Ce qui n'exclut pas de la faire évoluer et de la moderniser », peut-on lire sur le site Internet du ministre. Un document de travail, remis aux membres du Conseil national de la science récemment mis en place, révèle pourtant une tentation réformatrice plus radicale : « D'un point de vue idéal, on devrait mettre en place une restructuration globale

des organismes de recherche, en définissant quelques pôles majeurs. Une telle stratégie risque de se heurter à des résistances très dures. Nous proposons donc une démarche plus progressive », indique ce texte qui prône, en même temps qu'un « renforcement de la structure péri-universitaire », une meilleure « coordination inter-organismes ».

Dans ces conditions, beaucoup de chercheurs ont le sentiment qu'une vaste remise à plat de l'appareil scientifique français est bel et bien engagée. Ils savent que de nouveaux textes sont en préparation, qui visent à instaurer une mobilité plus ou moins forcée des chercheurs vers l'enseignement supérieur. Et la multiplication des conseils d'orientation ou comités de coordination installés auprès du ministère – pas moins de quatre nouvelles structures viennent d'être créées – leur apparaît moins comme un gage de démocratie scientifique que comme un instrument de pilotage plus direct de la politique de recherche.

Le risque est que toute tentative de rénovation du système français de recherche s'en trouve durablement gelée. « Le blocage est aujourd'hui total, se désole un syndicaliste. La méthode du ministre, c'est-à-dire l'absence complète de consultation, a créé un front du refus. Seul un débat de fond sur l'avenir de la recherche publique peut permettre de sortir de l'impasse ». Car, paradoxalement, personne ne nie la nécessité de faire évoluer en profondeur le dispositif national de recherche, dont les structures n'ont quasiment pas changé depuis les Assises nationales de 1982.

Plusieurs des syndicats aujourd'hui à la pointe du combat contre les projets de Claude Allègre disent même « soutenir le principe d'une réforme du CNRS », pour peu qu'ils soient associés à son élaboration.

Il n'est pas sûr que le ministre qui, dans le domaine éducatif, n'a pas craint de bousculer le puissant Syndicat national des enseignants du second degré (SNES), soit disposé à accéder à la revendication d'un « grand débat public national » formulée par des syndicats de chercheurs aux capacités de mobilisation plus restreintes. Compromettre les chances de succès d'une réforme réussie, parce qu'acceptée, serait pourtant, de part et d'autre, le plus mauvais service à rendre à la science.

Pierre Le Hir

RECTIFICATIFS

CLAUDE LANZMANN

L'auteur du film *Shoah* est bien Claude Lanzmann, et non pas Jacques Lanzmann comme il était écrit par erreur dans le point de vue de Robert Holcman intitulé « La Shoah dans le domaine public » (Le Monde du 31 octobre).

DOCUMENTALISTES

Les documentalistes scolaires effectuent un service hebdomadaire de 36 heures (30 dans l'après-midi et 6 à l'extérieur) et non un service mensuel de 30 heures, comme il était indiqué par erreur dans le point de vue de Jean-Claude Werrebrouck publié dans Le Monde du 16 octobre.

مكتبة من الكتب

AUTOMOBILE Opel, la filiale européenne de General Motors (GM), numéro un mondial, connaît une succession de revers sur le Vieux Continent que les dirigeants

du constructeur attribuent au rôle de fer de lance à l'exportation vers l'Amérique latine, l'Europe de l'Est et l'Asie que sa maison mère a demandé à Opel de jouer. ● LES NOU-

VEAUX DIRIGEANTS veulent aujourd'hui concentrer leurs forces sur l'amélioration de leur image de marque et de leurs véhicules destinés à l'Europe. ● ILS NE VEULENT

plus entendre parler de « voitures mondiales, mais de voitures régionales ». ● LES PARTS DE MARCHÉ en Europe d'Opel et de sa marque anglaise Vauxhall sont tombées de

12,6 % en 1994 à 12,5 % en 1995, 12 % en 1996 et 11,6 % en 1997, avec une perte de 760 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 100 milliards.

Opel cherche son salut en se recentrant sur le marché européen

La filiale du numéro un mondial de l'automobile, General Motors, considère qu'elle s'est trop dispersée en servant de fer de lance dans les pays émergents. Ses parts de marché ne cessent de baisser sur le Vieux Continent

IL Y A encore six mois, David Herman était président d'Opel, la filiale allemande du numéro un mondial de l'automobile, General Motors (GM). Aujourd'hui, il se retrouve chargé du développement des activités de groupe en Russie. Dans ce pays les marques de GM (Opel, Chevrolet, Cadillac...) ne vendent pas plus de 3 000 véhicules par an. Mais David Herman entend bien développer ce « marché stratégique qui pourra bientôt s'inclure dans le marché européen ». « Rendez-vous compte qu'il faut tout juste 2 150 d'avion pour relier Francfort à Moscou », a-t-il pointé avec humour lors d'une rencontre des professionnels du secteur, jeudi 5 novembre à Londres.

Les principales filiales de GM en difficulté

● **Etats-Unis** : depuis les 54 semaines de grève qui ont paralysé son outil de production, General Motors ne cesse de perdre du terrain face à ses rivaux américains, Ford et Chrysler. Depuis le 1^{er} janvier, les ventes du groupe ont reculé de 4,8 %.

● **Europe** : les marques européennes (Opel, Vauxhall, Saab) ont chuté de 12 % sur les neuf premiers mois de l'année.

● **Amérique latine** : au Brésil, qui représente 64 % du marché de la région, les ventes de General Motors, qui atteignent 504 000 véhicules en 1997, devraient tomber à 455 000 (-10 %) en 1998 et 376 000 (-17 %) en 1999.

Étrange destin. Car, pendant six années passées à la tête d'Opel, l'homme a milité pour freiner l'engagement du constructeur à l'international. Un combat qui l'a mené à un véritable bras armé de fervec Lou Hughes, ancien responsable des activités internationales de la maison mère, lequel, estimant que les petites voitures européennes correspondaient nettement mieux aux besoins des pays émergents que les grosses berlines américaines du groupe, avait fait d'Opel le fer de lance de la mondialisation du groupe de Detroit.

Pour David Herman, u

contraire, les exigences de ce développement international ont empêché Opel de répondre aux attentes du marché européen, d'où la lente érosion de sa part de marché : 12,6 % en 1994-1995 pour Opel et sa marque anglaise Vauxhall, 12,5 % en 1995, 12 % en 1996 et 11,6 % en 1997, avec une perte de 760 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 100 milliards.

Bien que les deux protagonistes du conflit aient été mis à l'écart - M. Herman à Moscou et M. Hughes au poste de vice-président des « nouvelles stratégies » -, l'ex-président d'Opel tient sa revanche. Tirant les leçons de cette crise, le groupe américain s'est axé à la réorganisation de son pôle international avec l'annonce, le 6 octobre, du regroupement des activités américaine et internationale au sein d'une nouvelle entité pilotée par Richard Wagoner, numéro deux du groupe et successeur potentiel du président Jack Smith. Désormais, les quatre directions régionales - États-Unis, Europe, Asie-Pacifique-Amérique latine et Afrique-Moyen-Orient - sont directement rattachées au siège de Detroit, alors qu'auparavant une direction internationale basée à Zurich chapeautait les zones hors des États-Unis.

COURTE TRÈVE

Grâce à cette organisation allégée, GM espère réaliser d'ici quelques années 50 % de ses ventes en dehors des États-Unis. Mais les conséquences pour Opel de ces nouvelles structures sont encore floues. La trêve qui suit le départ de M. Herman fut de courte durée. Suite à la grève des ouvriers américains de GM, son successeur, Gary Gove, fut rappelé d'urgence à Detroit pour restaurer le dialogue avec les syndicats. Une décision ressentie comme un affront par Opel, qui, selon les analystes, venait d'« exiger des engagements de stabilité et d'indépendance de la part de la maison mère ». Mais la tension fut à son comble lorsque l'Allemagne et les États-Unis durent se mettre d'accord sur une nouvelle nomination. Le consensus s'est établi finalement sur l'Américain Robert Henry, patron du

groupe suédois Saab (détenu à 50 % par GM), épaulé par l'Allemand Wolfgang Strinz, garant du dialogue avec les syndicats.

Pour ce nouveau tandem, le défi reste de négocier le rôle d'Opel dans la stratégie globale du groupe. Car si Jack Smith prévoit de réduire de 14 à 7 le nombre de ses plates-formes (base commune à la construction de plusieurs véhicules) mondiales, l'Allemagne, de son côté, ne veut plus parler de « voitures mondiales, mais de voitures régionales », comme l'a expliqué Wolfgang Strinz, fin octobre, lors de l'inauguration d'une usine en Pologne.

Du point de vue d'Opel, la priorité est aujourd'hui d'améliorer son image de marque (notamment sur la qualité) auprès de la clientèle européenne, qui s'est détournée de la marque. « Le constructeur a aussi terriblement besoin de renouveler sa gamme de produits

pour les rendre plus innovants. L'accueil tiède réservé à la nouvelle Astra le prouve », note un analyste estimant que la marque devra attendre le lancement des nouvelles Vectra et Corsa, en 2000-2001, pour remonter la pente en Europe. Mais le constructeur allemand reste encore fortement impliqué sur les marchés étrangers, notamment au Brésil, où les Opel Corsa et Vectra réalisent à elles deux 20 % des ventes.

NOUVELLE CONCEPTION

Pour répondre aux attentes de ses différents marchés, Opel vient de revoir intégralement sa chaîne de conception. Conçues en Allemagne, les bases des nouveaux véhicules seront désormais adaptées au niveau de chaque zone géographique par des centres de recherche et développement qui intégreront les attentes des consommateurs locaux. « Le

centre du Brésil, qui s'occupe des véhicules destinés aux marchés d'Amérique latine, et celui d'Australie, qui travaille sur l'Asie, ont acquis une bonne maîtrise de nos produits », explique-t-on au siège européen. « Les 8 500 ingénieurs et techniciens basés en Allemagne pourront donc se consacrer à assister ponctuellement les centres étrangers et dégageront du temps pour se consacrer aux attentes spécifiques des clients européens. »

Exemple : l'Opel Corsa développée en version 4 portes, « pick-up » et break en Amérique latine, et en 3 et 4 portes pour le marché européen. Cette adaptation, visiblement satisfaisante pour la filiale européenne, qui garde ainsi la maîtrise sur le développement de GM en Amérique latine, sera-t-elle suffisante ? Ou l'état-major du groupe décidera-t-il de passer à la vitesse supérieure en accordant encore davantage d'autonomie

aux équipes basées dans les pays émergents ? Dans la maison, certaines voix, comme celle de M. Herman à Moscou, s'élèvent dans ce sens. « En Russie, nous nous contenterons de fournir la plate-forme de l'Astra. C'est ensuite notre partenaire qui pourra de cette base pour fabriquer un véhicule aux normes des standards locaux », explique-t-il.

Très simple sur le papier, cette stratégie pose toutefois la question du contrôle de la qualité et de la gestion du réseau de vente. C'est pourquoi nombre de constructeurs, comme l'italien Fiat, l'ont écarté au profit d'un véhicule unique commercialisé dans plusieurs pays. David Herman lui-même n'est pas insensible à ce problème. « Il n'est pas toujours évident de travailler avec les Russes », reconnaît-il.

Hélène Rissler

GM s'attend à souffrir encore en 1999

LES CONSTRUCTEURS automobiles européens vont désormais se répartir en deux groupes : les gagnants et les perdants. Tel est le diagnostic formulé par le cabinet d'analyse et de prévision Standard & Poor's DRI, en conférence internationale jeudi 5 et vendredi 6 novembre à Londres.

« Le marché européen va stagner autour de 14 millions de véhicules durant les cinq prochaines années, alors qu'il n'avait cessé d'augmenter depuis le plancher de 11 millions atteint en 1993 », a expliqué Philippe Houchois, analyste, devant un parterre de constructeurs, d'équipementiers et de consultants. « Conséquence : chaque marque ne pourra se développer qu'en grignotant des parts de marché à ses concurrents. » Selon les prévisions de Standard & Poor's, les principaux perdants devraient être Renault, de plus en plus concurrencé sur ses modèles phares, Scénic et Clio ; General Motors, qui devrait encore souffrir les deux prochaines années ; et Fiat, pénalisé par la dégringolade de son marché national à la suite de l'arrêt, fin juillet, des primes à la casse.

Mais ce tiers n'a rien de définitif, car de grosses incertitudes planent sur l'évolution du marché européen. Principale inconnue : la situation de l'Italie, qui tire à la baisse les ventes européennes depuis trois mois. « Ce marché devrait dégringoler de 17 % en 1999, plombant ainsi la croissance euro-

péenne, qui déclinera de 2 % », explique Philippe Houchois. Mais Fiat, qui se retrouve dos au mur, négocierait actuellement en coulisse une nouvelle aide gouvernementale pour le remplacement des véhicules sans pot catalytique (voitures de plus de 6 ans, qui représentent 60 % du parc national). Selon plusieurs analystes, le constructeur aurait de fortes chances d'obtenir gain de cause auprès du gouvernement, lequel, via la « Cassa integrazione », finance actuellement l'essentiel du chômage technique dans les usines italiennes.

Du coup, la chute du marché italien se limiterait à 11 % et celle de l'Europe à 0,8 %.

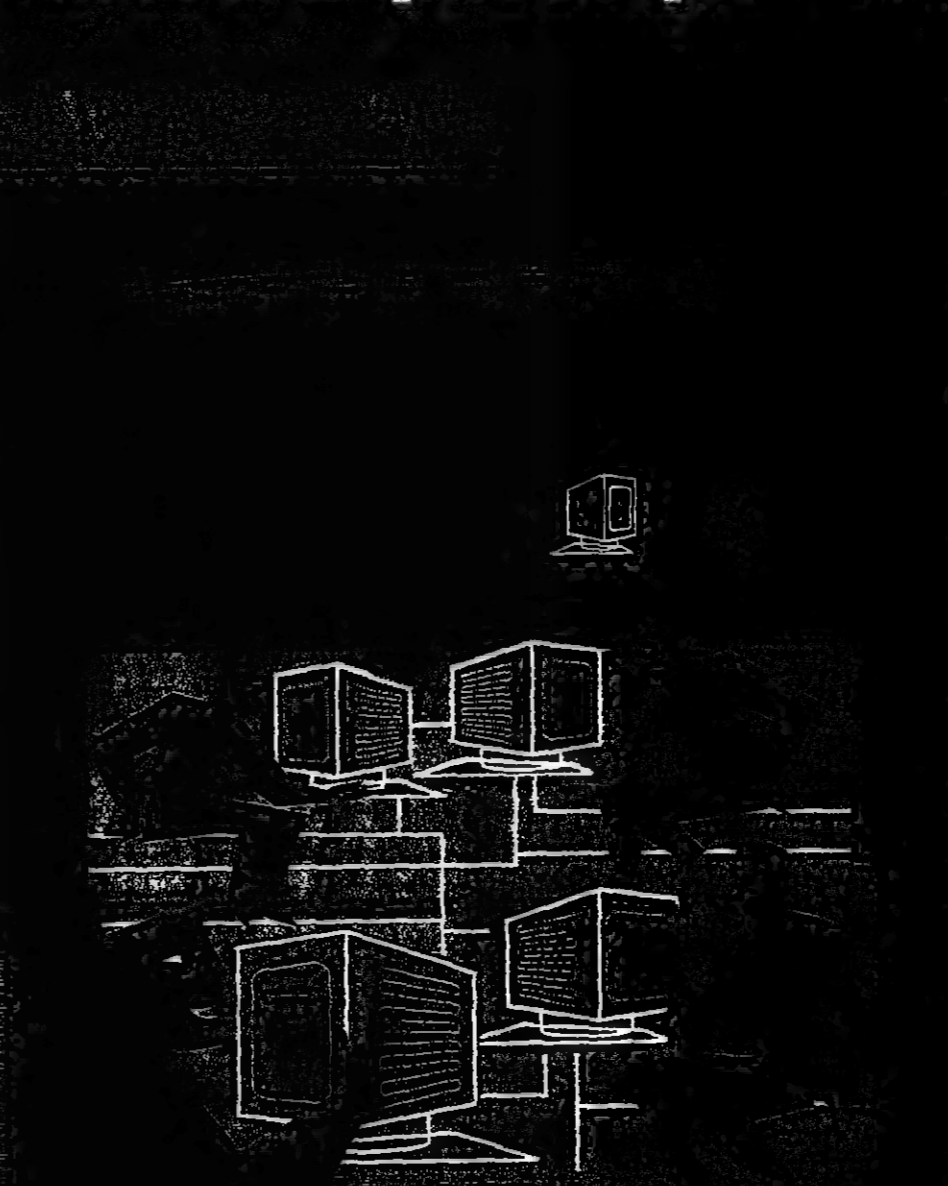
CRISE AU BRÉSIL

La seconde incertitude concerne l'évolution de la crise en Asie et en Amérique latine. Elle devrait entraîner une baisse du marché mondial de 37,4 millions de véhicules en 1997 à 36,4 en 1998 et 35,8 en 1999, et pourrait même faire tomber encore plus fortement le marché européen.

Ses conséquences sont d'ores et déjà sévères au Brésil, principal marché d'Amérique latine, où les ventes devraient plonger de 17 % en 1998. Fiat, qui réalise 20 % de ses ventes dans ce pays, devrait les voir chuter de 20 %, Volkswagen de 26 % et General Motors de 10 %.

H. R.

Le plus court chemin de A à B passe par HP.



HP NetServer LC3



D7028A
• Processeur Intel® Pentium® II 450 MHz avec 64 Mo de mémoire cache L2
• 64 Mo de mémoire SDRAM extensible à 1 Go
• 2 baies pour disques durs SCSI ou IDE
• Interface réseau PCI 10/100/1000 Mbit/s
• HP TopTools pour NetServer

1500 F remboursés sur l'achat du HP NetServer LC3 (modèle présent)

Compagnons parfaits de vos serveurs HP LaserJet 5000



C4110A
• Vitesse d'impression 16 pages/min
• Format A4, A3, A5
• Processeur 100 MHz
• 8 Mo de mémoire
• 2 baies pour disques
• PCLE, PostScript Niveau 2 et HPGL2
• Options : base d'unité additionnelle, chargeur

10790 FHT 13 013 F TTC
HP ProCurve Switch 212M

NOUVEAU

J3298A
• 12 ports RJ 45, 10/100 Mbit/s
• 1 port RJ 45, 10/100 Mbit/s auto-négotiable
• 1 emplacement pour transceiver 10/100 Mbit/s
• Full duplex sur tous les ports
• Garantie à vie

Recevez pour 1F de plus, un port 100 Mbit/s supplémentaire

HP SureStore T20i



C4394A
• Capacité : 20 Go
• Vitesse de transfert : jusqu'à 120 Mo/min
• Interface : SCSI-2
• MTBF : 250 000 heures à 20% du cycle
• Livré avec Commande Back-up II pour Windows 95/98
• Gestion des données : Recovery et Windows NT 4.0
• Livré avec STAC Replicator pour Windows NT et NetWare

2990 FHT 3606 F TTC

* Modèle à 12 ports pour 100 F de plus. Les prix sont en FHT.



Expanding Possibilities®

* HP. Et tout devient possible

La tempête financière suscite la défiance à l'égard des mastodontes bancaires

En un mois, les dirigeants de trois des plus grands groupes mondiaux, nés de fusions - UBS, Citigroup et BankAmerica -, ont été contraints de démissionner. La mondialisation s'accompagne de risques difficiles à maîtriser

Les mouvements violents venus des pays émergents, de la Russie et des marchés financiers coûtent cher aux banques. Les uns après les autres, celles-ci annoncent des résultats très décevants au troisième

trimestre de 1998. Ils passeront sur les comptes d'une année qui avait pourtant exceptionnellement bien démarré. Le retournement de cycle observé cet été dans les activités de marché fait craindre une

année 1999 difficile. Ces mauvaises nouvelles tombent au pire moment pour UBS, Citigroup et BankAmerica, trois groupes financiers formés par fusion il y a moins de six mois et en pleine réorganisation. Elles

ne facilitent pas non plus les décisions stratégiques que d'autres banques, notamment européennes, doivent prendre si elles veulent avoir une envergure mondiale. La globalisation des activités et des

comportements financiers va de pair avec de très gros risques difficiles à maîtriser. Aucun établissement, aucune autorité de tutelle, aucun actionnaire ne peut plus l'ignorer.

COUP SUR COUP, depuis début octobre, les dirigeants de trois géants de la finance ont dû précipitamment renoncer à leur fauteuil. Le premier a été Martin Caballavetta, président de l'UBS, née de la fusion de l'Union de banques suisses et de la Société de banque suisse. Il a été suivi par David Coulter, le président de la BankAmerica, issue de l'union de la Bank of America avec Nationsbank. Le troisième est James Dimon, l'un des hommes-phares du groupe Travelers, qui, en fusionnant avec Citibank, est devenu Citigroup, le premier groupe mondial de services financiers avec plus de cent millions de clients dans cent pays. Il dirigeait la banque d'investissement Salomon Smith Barney.

Partout, les groupes bancaires annoncent des ajustements de coûts brutaux et des revirements stratégiques. Merrill Lynch prévoit de licencier 3 400 personnes. Goldman Sachs a renoncé à son introduction en Bourse. Les banques

américaines ont presque toutes réduit leurs activités sur les marchés émergents. Les rumeurs ont fait état d'une réflexion de l'UBS sur l'avenir de sa filiale banque d'investissement, Warburg Dillon Read. Le Crédit suisse s'interroge aussi sur le poids de sa filiale banque d'investissement CSFB et de ses opérations en Asie.

Aux Etats-Unis, les analystes donnent désormais une prime aux banques régionales

La crise financière marque-t-elle le déclin des monstres bancaires, ces groupes à vocation universelle dans leurs métiers ou mondiale dans leur stratégie, actifs à la fois

dans la banque d'investissement et dans les activités de détail ? La méfiance est en tout cas de rigueur à leur égard. Aux Etats-Unis, les analystes donnent désormais une prime aux banques régionales et spécialisées dans les activités de détail ou aux compagnies d'assurance très ciblées, plutôt qu'aux supermarchés de la finance, mégabancs ou banques d'investissement globales.

En Europe, la tendance est la même : des titres comme Lloyds-TSB ou Hypovereitbank sont moins frappés que d'autres par la chute de la Bourse. Cette défiance a deux explications. Premièrement, les marchés « paient » pour en apprendre davantage sur les comptes des banques. Ils veulent des détails, échaudés par les mauvaises nouvelles du troisième trimestre, qui n'ont pas épargné les géants, récemment formés, de la finance. Après UBS, BankAmerica - piégé dans un fonds spéculatif (hedge fund), D.E. Shaw - a annoncé une

contre-performance, suivie par Citigroup.

En Europe, l'activité de prêts classiques reste dominante dans les banques : l'impact du retournement de cycle sur les marchés est donc moins spectaculaire. Il est néanmoins réel, et les informations, trop imprécises, ne sont pas rassurantes. D'après Romain Burand, analyste chez Paribas Capital Markets, « la Société générale a dû subir un manque à gagner de plus de 3 milliards de francs dans les revenus de ses activités de marchés de capitaux ». Partout, les analystes ont une inquiétude forte : à quoi ressemblera le début de l'année 1999 ? Le quatrième trimestre de 1998 se déroule sans trop de désagréments jusqu'à ce jour, et les banques ont accumulé au premier semestre des résultats suffisamment exceptionnels pour s'en tirer honorablement sur l'ensemble de l'année. Le prochain exercice dépendra beaucoup de l'alignement des marchés.

Les mastodontes financiers sont

remis en cause pour une deuxième raison : on les pensait menés de main de maître par les dirigeants les plus clairvoyants de leur secteur, capables de résoudre très vite les questions d'intégration et de contrôle. Les problèmes de BankAmerica et d'UBS, et surtout le départ de M. Dimon de Citigroup, sont venus montrer que ce n'était pas si évident. « L'intégration d'une banque commerciale et d'une banque d'investissement a toujours été difficile », a reconnu Sanford Weill, le patron de Citigroup, à l'occasion d'une conférence de presse, jeudi 5 novembre, indiquant que la banque n'avait pas encore engagé cette phase d'intégration « parce qu'elle ne sait pas comment [s'y] prendre ».

Désormais, les groupes qui se lanceront dans des opérations de rapprochement ou de croissance externe, même modestes, devront redoubler d'efforts pour démontrer que leur projet a toutes les chances d'être bénéfique pour leurs action-

naires. Surtout dans un domaine aussi risqué que la banque d'affaires et de marchés. « Les groupes qui ne sont pas encore très avancés dans le développement de ces activités, comme Commerzbank, auront du mal à convaincre leurs actionnaires d'aller plus loin », estime un analyste. Mima la Deutsche Bank, lorsqu'elle a envisagé de s'intéresser à Banker's Trust, a fait l'objet de commentaires sévères.

Les fusions et acquisitions dans le domaine bancaire ne se tariront pas pour autant. Une fois l'euro en place, il sera plus facile aux banques d'fusionner par échange d'actions. A deux, elles pourront poursuivre plus aisément leur coûteux développement dans la banque d'investissement. Les discussions s'annoncent dans toutes les capitales européennes. Mais elles ont peu de chances d'aboutir avant l'arrêté - très attendu - des comptes 1998.

Sophie Fay

Les déceptions du troisième trimestre

● **Société générale** : le résultat brut d'exploitation sur les neuf premiers mois de l'année est stable par rapport aux neuf premiers mois de 1997 (alors qu'il était en hausse de 21 % au premier semestre). La banque a reconnu avoir perdu de l'argent au troisième trimestre « sur l'ensemble des activités sur les marchés obligataires ».

● **Compagnie parisienne de réassurance (CPR)** : la banque a perdu 190 millions de francs de janvier à fin septembre 1998.

● **Paribas** : rassurant, à la différence de ses confrères, le groupe a indiqué que son résultat brut d'exploitation pour les neuf premiers mois sera supérieur à celui des neuf premiers mois de 1997.

● **Barclays** : la deuxième banque britannique a annoncé 2,5 milliards de francs de pertes liées à ses risques de crédit et à son activité de négocié de titres.

● **Deutsche Bank** : la première banque allemande a vu son résultat baisser de 83 % au troisième trimestre de 1998, à 492 millions de francs. Sur l'ensemble de l'année, son bénéfice est en légère hausse à 8,7 milliards de francs.

● **Dresdner Bank** : la banque a constaté une perte d'exploitation de 191 millions de francs au troisième trimestre, contre un bénéfice de 2,1 milliards de francs au cours de la même période de 1997. De janvier à septembre, son résultat d'exploitation (après provisions) recule de 27 %.

● **HypoVereinsbank** : la deuxième banque allemande a décidé de passer une provision exceptionnelle de 11,7 milliards de francs pour apurer ses actifs immobiliers.

● **UBS** : la première banque suisse a dû provisionner 3,8 milliards de francs français sur le fonds spéculatif LTCM, son résultat plongeant dans le rouge au troisième trimestre (de 2 à 4 milliards de francs français).

● **BankAmerica** : le bénéfice net au troisième trimestre a reculé de 78 % à 2,1 milliards de francs (374 millions de dollars), après une perte sur opérations de marché de 220 millions de dollars.

● **Bankers Trust** : la septième banque américaine a perdu 2,7 milliards de francs (488 millions de dollars) au troisième trimestre de 1998.

● **Citigroup** : le premier groupe mondial de services financiers, a indiqué que son bénéfice net au 3^e trimestre a été divisé par deux, à 4 milliards de francs (729 millions de dollars), sa filiale Salomon Smith Barney affichant une perte de 395 millions de dollars.

● **JP Morgan** : son résultat régresse de 69 % à 676 millions de francs (122 millions de dollars) au troisième trimestre de 1998.

● **Merrill Lynch** : la banque a annoncé une perte de 908 millions de francs (164 millions de dollars) pour le troisième trimestre, comprenant une charge de 288 millions de dollars pour financer 3 400 suppressions d'emploi.

● **Goldman Sachs** a renoncé à ses projets d'introduction en Bourse, après avoir annoncé en septembre une baisse de son bénéfice avant impôts de 19 % pour la période close au 28 août.

● **Nomura** a perdu près de 10 milliards de francs au premier semestre de 1999, qui s'achève, pour le groupe japonais, à la fin du mois de septembre.

ALORS QUE la crise financière donne des signes d'apaisement, le temps est venu de rechercher les coupables. Pour certains, la faute incombe aux gouvernements d'Asie du Sud-Est, qui ont refusé, pendant qu'il en était

ANALYSE

La menace de pénurie de crédit est révélatrice de la légèreté de gestion des établissements financiers

encore temps, d'assainir leur système économique et financier. Pour d'autres, le Fonds monétaire international (FMI), en manquant de clarté et d'efficacité et en imposant des remèdes mal adaptés, est le principal responsable. Pour à peu près tout le monde, les marchés financiers, par leur aveuglement et leur comportement irrationnel, sont directement à l'origine des troubles des derniers mois, et notamment les fameux fonds spéculatifs américains (hedge funds).

De façon surprenante, les banques sont moins mises en cause, faisant au contraire figure, en raison de l'effondrement de leurs cours en Bourse, de victimes. Elles semblent pourtant avoir joué un rôle-clé dans la crise.

Elles ont largement participé à son déclenchement en Asie du Sud-Est. Avec des mécanismes de prêts et de participations croisées avec les grands groupes industriels nationaux, le recours massif à l'endettement en devises étrangères, l'absence de tout contrôle des risques, l'opacité et les artifices comptables, les banques locales ont favorisé la formation des bulles financières et immobilières. L'ensemble reposait sur des sables mouvants. Il s'est écroulé dès que les monnaies nationales ont dévalué par rapport au dollar.

Les banques des grands pays industrialisés n'ont pas fait preuve de davantage de lucidité. A la recherche de commissions et de marges plus élevées que celles proposées dans leurs propres pays, les établissements européens, américains et japonais ont prêté massivement

en Asie du Sud-Est, dont la réussite économique les fascinait au point de leur faire oublier les règles élémentaires dans la distribution de crédit.

Ce jugement vaut aussi pour la Russie : les banques occidentales, en achetant en masse des emprunts d'Etat (GKO), ont fait preuve, jusqu'au dernier moment, d'aveuglement, persuadées que le soutien du FMI à Moscou constituait à lui seul une garantie de survie financière du pays.

Les banques n'ont pas davantage enregistré de succès dans leurs interventions classiques sur les marchés de capitaux. Le brusque retournement de tendance apparu sur les Bourses occidentales à partir de la mi-juillet, et surtout le krach des obligations du secteur privé, les ont prises totalement au dépourvu. Les systèmes de contrôle interne des risques, dont la mise au point leur avait pourtant coûté de petites fortunes, ont souvent été mis en défaut : ils n'avaient pas intégré dans leurs hypothèses de départ des variations de cours aussi violentes.

RUMEURS DE DÉFAILLANCE

Cette incapacité à mesurer avec précision leur exposition aux risques de marchés et de crédit, à évaluer avec exactitude leurs pertes et à informer rapidement la communauté financière internationale de leur état de santé réel a eu pour conséquence de prolonger la crise. Un tel flou a alimenté les rumeurs de défaillance d'établissements renommés et fait planer la menace d'une crise systémique : la chute d'un établissement en aurait provoqué d'autres.

Les autorités de tutelle n'ont pas caché leur irritation. « La première règle du métier de banquier est de connaître son client. Il semble qu'elle doit être rappelée de temps à autres », a sèchement fait remarquer William McDonough, patron de la Réserve fédérale de New York et président du Comité de Bâle, qui réunit les banquiers centraux. « Des règles insuffisantes pour le provisionnement des créances douteuses et une mauvaise transparence sont la principale source de risque pour les banques individuellement et le système bancaire dans son ensemble. »

Le comportement des banques dans l'affaire Long Term Capital Management (LTCM) - ce fonds spéculatif dont la déroute a menacé le système financier mondial - est symbolique. Impressionnées par la réputation de son gérant vedette, John Meriwether, elles ont prêté sans compter à ce fonds. Elles ne se sont pas aperçues que celui-ci, grâce à ses crédits généreusement distribués, avait pris des engagements très sur les marchés qu'il était susceptible de faire s'effondrer l'ensemble des places financières et du système bancaire. Comment les plus grandes banques du monde ont-elles pu, elles qui se montrent si soucieuses dans l'octroi de crédits de quelques milliers de francs à des particuliers, distribuer sans hésiter des centaines de millions de dollars à M. Meriwether ?

Après avoir prêté trop de risques, les banques tombent aujourd'hui dans l'excès inverse : elles ne veulent plus accepter le moindre. C'est la dernière étape de la crise financière, celle que les spécialistes désignent sous le nom de *credit crunch* - pénurie de crédit -, qui est la grande crainte du président de la banque centrale des Etats-Unis, Alan Greenspan. Les entreprises, même les plus performantes et les plus saines, ont de plus en plus de mal à trouver à des prix raisonnables les financements nécessaires à la poursuite de leurs activités. Un phénomène qui menace l'économie mondiale.

Certes, le pire jusqu'à présent été évité. Si le système bancaire a chancelé, il ne s'est pas effondré. Mais la crise financière a révélé un écartement collectif inquiétant : même les établissements les mieux gérés se sont brûlés les doigts. Elle a montré que les banques n'ont pas su adapter leurs structures de contrôle, et encore moins leurs modes de communication, à la révolution financière que constitue la mondialisation de marchés de capitaux, à laquelle elles ont pourtant activement participé.

Avec cette mondialisation, les risques ont changé de nature et de dimension. Les événements des derniers mois auront peut-être permis aux banques, dans la souffrance, de mieux les appréhender.

Pierre-Antoine Delhommeais

La Banque d'Angleterre baisse ses taux

BAISSE DES TAUX au Royaume-Uni et au Danemark. *statu quo* en Allemagne et en France, déclarations rassurantes du président de la Réserve fédérale américaine, Alan Greenspan, et du patron de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, la journée du jeudi 5 novembre a été riche en événements monétaires.

Comme prévu, le conseil de la Banque d'Angleterre a décidé, jeudi 5 novembre, d'assouplir sa politique monétaire. La surprise est venue de l'ampleur de la baisse, plus forte que prévu : le taux de base a été réduit de 0,50 point, à 6,75 %, alors que les analystes anticipaient une baisse limitée de 0,25 point. La vigueur du geste renforce l'inquiétude de l'institut d'émission à l'égard de l'évolution économique outre-Manche. Après plusieurs années de croissance très soutenue, l'économie est à un ralentissement marqué de l'activité, certains évoquant même le spectre d'une récession.

Comme le notent les économistes de la société de Bourse Aurel, « la dégradation du climat international se transmet rapidement à la

demande domestique ». Alors que l'emploi industriel se dégrade, le secteur des services a du mal à prendre le relais, en raison notamment des difficultés que connaît la City à la suite de la crise financière mondiale. Avec un marché du travail moins dynamique, la progression des salaires, suivie de très près par la banque centrale, se ralentit elle aussi et éloigne le danger inflationniste.

BONNE RÉPONSE

La décision de la Banque d'Angleterre a été bien accueillie par les milieux patronaux et syndicaux. « C'est la bonne réponse à nos attentes d'accroissement des risques de récession », a déclaré Kate Barker, économiste à la Confédération de l'industrie britannique (CBI). De son côté, John Monks, secrétaire général du Trade Union Congress (TUC), a jugé la baisse « bienvenue », estimant que « la banque a écouté les plaintes des exportateurs ». D'autres responsables syndicaux, comme Ken Jackson, secrétaire général de l'Amalgamated

Engineering and Electrical Union, ainsi que le Parti conservateur, qui réclamaient une baisse de 1 % du taux de base, ont exprimé leur déception.

Alors que la banque centrale du Danemark, autre pays ne participant pas au lancement de l'euro, réduisait, elle aussi, son taux directeur d'un quart de point, la Bundesbank et la Banque de France ont en revanche opté, jeudi, pour le *statu quo*. M. Tietmeyer, tout en répétant que la stabilité de la monnaie « ne peut, ni ne doit être mise à disposition de fins politiques », a entretenu la porte d'une baisse des taux : « La politique monétaire allemande et européenne n'est pas paralysée », a-t-il affirmé. Aux Etats-Unis, enfin, M. Greenspan a estimé que la crainte qu'il a saisie les investisseurs au cours des derniers mois devrait se dissiper et que les signes d'un retournement étaient déjà discernables. Ces propos ont permis à Wall Street de terminer sa nette hausse (+1,51 %).

P.-A. D.

Contrat à perte pour l'arsenal de Toulon

LA DIRECTION des constructions navales (DCN) et la société DCN International, qui commercialisent ses productions à l'étranger, ont enregistré une perte de 1,2 milliard de francs à propos d'un contrat portant sur la révision, au profit de la marine saoudienne, de quatre frégates et de deux pétroliers ravitailleurs. Baptisé Mouette et conclu en 1994, ce contrat s'élève à 3,15 milliards de francs, ce qui signifie que la perte connue à ce jour représente 38 % de la facture.

Ces informations, qui figurent dans un rapport rendu public, jeudi 5 novembre, par Jean-Michel Boucheron, député PS d'Ille-et-Vilaine, au nom de la commission des finances de l'Assemblée nationale, sont extraites d'une enquête non diffusée de l'inspection générale des finances et du contrôle général des armées. Ces estimations restent encore provisoires, car l'exécution du contrat court jusqu'en l'an 2000.

Les pertes peuvent être mises sur le compte « de graves défi-

ciences » des méthodes de gestion à la DCN. M. Boucheron dénonce, en particulier, « un manque de professionnalisme étonnant tout au long de la négociation, depuis la précipitation avec laquelle la DCN a adressé son premier devis jusqu'à la légèreté de la rédaction des clauses finales du contrat ». Il considère, d'autre part, que la DCN n'a pas su coordonner les positions prises par l'arsenal de Toulon et par DCN International.

« PSEUDO-MARCHE »

La Cour des comptes a déjà eu l'occasion de relever que la DCN « mis en place « un financement incertain » sous la forme d'un « pseudo-marché » dont les signataires auraient été passibles de la cour de discipline budgétaire et financière si, depuis, les faits n'avaient été prescrits.

M. Boucheron énumère « les *trappes* » créées par la DCN : prix trop bas, imputation des aléas de l'exécution à la DCN, définition imprécise des travaux à conduire. Le contrat Mouette n'a pas pu être

renégocié, ni réajusté en cours de route, pour une bonne raison : « La DCN, écrit le rapporteur de la commission des finances, ne connaît pas ses coûts consolidés, faute d'une comptabilité analytique digne de ce nom. »

Les deux tiers des pertes, soit 800 millions de francs, sont liées à la manière dont la DCN a négocié les clauses de l'accord, et le dernier tiers, 400 millions de francs, est imputable à l'exécution du contrat.

Aucune sanction n'a été prise à l'encontre des « maillons les plus élevés d'une longue chaîne de responsabilités », observe le député pour qui, cependant, « quelques-uns des partenaires de la DCN, dont certains appartiennent à la sphère publique, ont su, eux, garantir leurs marges ». M. Boucheron conclut qu'il n'est pas sûr que les réformes qui s'imposent, sur le plan du management, des procédures ou des outils comptables, aient été menées, depuis, pour éviter le renouvellement d'un tel « sinistre ».

Jacques Esnard

Handwritten signature or mark.

[illegible]

Olivetti était aux prises avec la plus grave crise de son histoire lorsque M. Colaninno est arrivé aux commandes. En vendant immédiatement l'activité de micro-informatique, il a délesté le groupe de sa principale source de pertes. A l'automne 1997, il conclut une alliance avec l'allemand Mannesmann pour gérer ensemble les activités de télécommunications du groupe, qui comprennent un opérateur de téléphonie mobile, Omnitel, et la branche de téléphonie fixe, Infostrada. Ces deux unités ont été regroupées au sein de la société Olimpia, dont Mannesmann détient 49,9 % et a débuté en 1999. En a-pour l'instant acquis 37,5 %.

L'accord avec Mannesmann a surpris, alors qu'Infostrada était sur le point de s'allier à France Télécom. « Mannesmann a été plus rapide que tous les autres pour accepter les conditions que nous avions posées et conclure le contrat », analyse aujourd'hui Roberto Colaninno, qui souligne combien cet accord était vital pour ramener Olivetti à l'équilibre et financer les investissements nécessaires à sa reprise. Le nouveau partenaire d'Olivetti a payé son ticket d'entrée au prix fort : 3 milliards de francs. Pour le moment,

Après ces différentes cessions, Olivetti ne compte plus que quinze mille salariés, bien loin des cinquante-sept mille qu'elle en employait encore en 1990. Sans doute Omnitel et Infostarda ont-ils embauché six mille jeunes et en recruteront encore en 1999. Mais il ne reste plus grand-chose du géant d'Ivrea qui employait dans ses usines une bonne partie de la population locale.

Sur le plan financier, le résultat n'a pas tardé : Olivetti est revenu à l'équilibre en 1997 après six ans de pertes, et le tire a dépassé les 4 000 lions. Restent quelques activités hors du secteur des télé-

Marie-Noëlle Terrisse

PROBLÈME JURIDIQUE

Cet accord va entrer en concurrence avec l'accord dit « CAPEB », ratifié le 9 septembre par le patronat de l'artisanat du bâtiment et qui s'applique aux entreprises de moins de dix salariés. L'accord « CAPEB », dans la logique de la loi Aubry, signé par la CFDT, FO et

Caroline Morrot

GAZ DE FRANCE. LE CHOIX DE LA QUALITÉ.

La presse écrite retrouve la faveur des annonceurs

Le retour à la croissance coïncide avec l'engouement des annonceurs pour la presse. La volonté des éditeurs de proposer des produits publicitaires communs à plusieurs titres et des mesures originales de garantie ont servi d'aiguillon

FASCINÉS par la télévision, les annonceurs regardaient d'un œil apitoié le triste journal en noir et blanc. La récession publicitaire du début des années 90 semblait sonner le glas d'un média écarté des plans des annonceurs. La presse magazine tirait un peu mieux son épingle du jeu, mais, face à la « ménagère de moins de 50 ans » étudiée par des mesures d'audience télévisée très affinées, la presse semblait mal organisée et incapable de se renouveler.

Depuis deux ans, le vent a tourné. Les investissements publicitaires reprennent dans la presse, dans des proportions supérieures à la moyenne des autres médias, et talonnent désormais la télévision. Celle-ci a continué, au premier semestre 1998, à attirer 38,6 % du total des dépenses publicitaires, mais perd des parts de marché par rapport au premier semestre 1997 (40,2 %). En revanche, en 1997, la presse a progressé de 9 % par rapport à 1996, avec une hausse de 22 % pour la presse quotidienne nationale.

Au premier semestre 1998, les annonceurs ont investi dans la presse 12,6 milliards de francs

pour leurs campagnes publicitaires commerciales (hors communication financière et petites annonces), soit 11 % de plus que de janvier à juin 1997. Les meilleurs scores ont été enregistrés, selon Secodip, par la presse quotidienne nationale, dont les revenus publicitaires ont augmenté sur les six premiers mois de l'année de 25 %. Les magazines enregistrent, de leur côté, une hausse plus faible (11 %), mais représentent la moitié des recettes engrangées par la presse.

L'engouement des publicitaires s'explique par le retour de la croissance, mais est aussi motivé par le changement de comportement des éditeurs de presse, qui, face à la crise et à la puissance de la télévision, se sont peu à peu organisés et rassemblés, non sans difficulté.

FRONT UNI

Symbole de ce nouvel état d'esprit, jeudi 5 novembre, les annonceurs ont eu ce qu'ils réclamaient depuis longtemps : une présentation commune des tarifs publicitaires de la presse magazine et de la presse quotidienne nationale et régionale, organisée par le syndi-

cat national de la publicité presse, Presspace, et par l'Association pour la promotion de la presse magazine (APPM). « Plus le paysage se complique, plus on fait simple, et nous présentons un front uni », expliquent Olivier Chapuis et Gérard Morax, respectivement présidents de l'APPM et de Presspace.

Mais plus qu'un front commun c'est l'apparition en 1996 de coupages publicitaires dans la presse nationale qui a déterminé ce retour en grâce. Deux produits publicitaires collectifs, Piment et

Plein cadre, réunissent respectivement *Le Figaro*, *La Tribune*, *Libération* et *Le Journal du dimanche*, d'une part, et *L'Equipe*, *Le Monde* et *Les Echos* d'autre part. Pour Michel Grandjean, président de l'agence Médiapolis, il s'agit d'« initiatives commerciales originales » permettant des réductions tarifaires de l'ordre de 35 % par rapport à des achats isolés.

GARANTIE ET REMBOURSEMENT

Ces deux coupages, qui attirent principalement les annonceurs de la téléphonie mobile, des banques

Projet de régie unique pour la presse régionale

La presse quotidienne régionale (PQR) réfléchit à la mise en place d'une régie unique pour sa publicité nationale qui remplacerait les cinq régies actuelles. « Conscients des évolutions très défavorables sur le long terme de la part de marché de la PQR auprès des annonceurs nationaux, de l'absence aujourd'hui d'une stratégie commune mobilisatrice et de la non-adaptation des systèmes actuels de commercialisation extralocale, les éditeurs envisagent un rapprochement de ces structures », indique une étude sur la réorganisation des régies extralocales. « L'objectif clair du projet est de permettre le développement du chiffre d'affaires de publicité extra-locale ». Il s'agit de « parler d'une seule voix » pour « jouer dans la cour des grands médias nationaux ». Le projet en discussion au syndicat de la PQR suscite quelques réserves notamment au sein de Publiprint, régie du groupe Hershant.

et assurances et de l'informatique, atteindront respectivement en 1998 un chiffre d'affaires d'environ 45 millions de francs pour Piment, et de plus de 90 millions pour Plein cadre. Ils contribuent désormais à environ 12 % des recettes publicitaires de chaque support. La presse régionale a innové la première, avec son couplage PQR 66.3, qui, dès 1991, a proposé trois insertions dans chacun de ses titres. En 1997, le 66.3 a représenté un chiffre d'affaires de 435 millions de francs. Dopés par ces succès, les groupes Hershant et Hachette ont récemment mis en place « Pack 3 », un produit spécifique à la presse télévisée qui regroupe *TV Magazine*, *Télé 7 jours* et *Télé Hebdo*. « C'est le signe que nous entrons dans une ère industrielle », affirme Cyrille Duval, président de Publiprint (Hershant). Un produit unique finira par exister dans la presse nationale. Les annonceurs attendent un produit commun *Le Monde*, *Le Figaro*, *Libération*.

« On a récemment découvert dans la presse que la mémorisation des messages était bonne lorsque les annonces étaient répétées », indique Michel Grandjean. La tai-

son : l'espace vendu collectivement par les quotidiens nationaux oblige les annonceurs à publier quatre ou cinq insertions « alors qu'avant ils ne s'en affaiblissaient qu'une ou deux pour se faire plaisir », selon Médiapolis, et s'étonnaient que le lecteur ne s'en souvienne pas.

Les éditeurs sont convaincus. « Nous représentons aujourd'hui le média le plus puissant en terme de contact », explique Remy Pflimlin, vice-président du Syndicat de la presse quotidienne régionale. Depuis un an, le SPQR propose aux annonceurs « une garantie d'impression de 50 % ». Les campagnes du 66.3 sont testées par l'IFOR Si une campagne a été vue par moins de 50 % des personnes interrogées, les annonceurs sont remboursés. Les initiateurs de « Pack 3 » proposent, eux, avec Nielsen et Secodip, des études pour mesurer l'incidence des publicités sur les ventes. « Si les études montrent qu'il n'y a pas d'incidence, nous remboursons au franc le franc », se targue Olivier Chapuis, PDG d'Interdico, la régie d'Hachette.

Florence Amalou et Alain Salles

Le projet de loi sur l'audiovisuel public critiqué par le Conseil d'Etat

L'ASSEMBLÉE générale du Conseil d'Etat, réunie jeudi 5 novembre, a vivement critiqué le projet de loi sur l'audiovisuel public qui lui était soumis par Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication (*Le Monde* du 5 novembre). Il constitue « une régression » par rapport à la situation actuelle, au regard de trois principes constitutionnels : l'indépendance des sociétés de programmes, la liberté de communication et le pluralisme des courants d'expression. L'assemblée consultative a adopté, à trente voix contre dix environ, une note du rapporteur Gabriel de Broglie (ex-président de la Commission nationale de la communication et des libertés, CNCL) proposant de n'approuver que la première partie du projet de loi « sous réserves ».

INDÉPENDANCE MENACÉE

L'assemblée générale critique notamment la composition du conseil de surveillance de la nouvelle structure de holding envisagée par le gouvernement. Elle estime que la possibilité offerte au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) de ne nommer que deux des douze membres de ce conseil de surveillance, alors que l'Etat disposerait de six membres, permet à ce-

lui-ci d'influencer la stratégie de programmation des chaînes, à l'encontre de leur indépendance. Le projet gouvernemental offrirait, selon elle, moins de garanties au regard de ce principe que la situation actuelle.

Le Conseil d'Etat demande donc au gouvernement de doter France Télévision d'un simple conseil d'administration, comme aujourd'hui, dont le CSA nommerait au moins la moitié des membres. La note de M. de Broglie précise que « le président de ce conseil d'administration étant de droit président du conseil d'administration des trois sociétés filiales, et nommé par le Conseil supérieur de l'audiovisuel, la responsabilité de la programmation des émissions de télévision procéderait ainsi indiscutablement de l'autorité indépendante de la communication audiovisuelle, le CSA ».

Le Conseil d'Etat considère enfin que la fixation du temps de publicité accordé à France 2 et France 3 ne relève pas du domaine de la loi, mais de celui du décret. Le gouvernement peut passer outre cet avis. Mais il prendrait le risque que l'opposition parlementaire ne défère le projet de loi au Conseil constitutionnel.

Rafaëlle Rivaux

Polémique au « Nouvel Observateur »

L'ÉVALUATION des activités d'Edith Cresson, membre de la Commission de Bruxelles, provoque un remue-ménage au sein de la rédaction du *Nouvel Observateur*. Après *Libération* et *Le Monde*, l'hebdomadaire de Claude Perdriel a publié un portrait de l'ancien premier ministre dans son numéro du 29 octobre. Il y était indiqué qu'Elisabeth Schemla - qui a écrit une biographie de l'ancienne Première ministre - et d'autres personnalités « bénéficiaient de salaires de la Commission pour des emplois que l'on peut qualifier de peu transparents ». Ancienne rédactrice en chef au *Nouvel Observateur*, Elisabeth Schemla a obtenu de Jean Daniel de pouvoir s'expliquer devant la conférence de rédaction, le 30 octobre.

Dans un texte, la Société des rédacteurs a fait part du « profond malaise de la rédaction » devant cette décision. « Hostile » à cette initiative de la direction, elle a toutefois indiqué que « ne pouvant annuler cette audition », il « était clair qu'elle devait se dérouler selon des modalités très précises et en aucun cas se transformer en débat public sur un article et sur son auteur ».

« Il n'a jamais été l'usage - et il serait intolérable - que la conférence de rédaction devienne une tribune ouverte aux personnalités mises en cause dans le journal pour s'en prendre aux journalistes du *Nouvel Observateur*. Le bureau de la Société des rédacteurs rappelle qu'il appartient à la direction de la rédaction d'assumer la responsabilité des articles publiés dans le journal », ajoute ce texte, qui affirme aussi que l'audition de M^{me} Schemla devait rester « une exception » et qu'il « n'était pas question que le journal publie un rectificatif, mais qu'il accepterait naturellement de publier un droit de réponse d'Elisabeth Schemla, suivie comme c'est l'usage » d'un commentaire de l'auteur de l'article.

DÉPÊCHE

■ NUMÉRIQUE : le groupe Pathé, dirigé par Jérôme Seydoux, a annoncé, jeudi 5 novembre, le rachat, pour 39 millions de francs, de 51 % du capital de la chaîne thématique AB Sports, 49 % restant à Groupe AB. AB Sports est diffusée en exclusivité sur CanalSatellite (1 million de foyers). Après AB Sports et la chaîne Voyage, Pathé devrait reprendre la chaîne thématique italienne Marco Polo.

En affaires, vous êtes bien partis.

Roissy CDG - Paris 2 h 05

Paris CDG - Rennes 2 h 45

Paris CDG - Nantes 2 h 45

TGV DIRECT AU DÉPART DE ROISSY CDG

Située au cœur de l'aéroport 2, à proximité du Parc des Expositions de Villepinte, du Blanc-Mesnil et du Bourget, la gare Aéroport Charles-de-Gaulle TGV vous permet d'accéder directement, grâce à de nombreuses liaisons TGV, à plus de 50 villes de province... sans être contraint d'aller à Paris. Décidément, côté affaires, c'est bien parti !

Et pour vous informer et acheter vos billets, rendez-vous dans les gares, les boutiques SNCF, sur Ligne Directe au 08 36 35 35 35 (2,25 F/min, 547 Minitel au 3615 ou 3616 SNCF (1,29 F/min) ou dans les agences de voyages agréées.

À NOUS DE VOUS FAIRE PRÉFÉRER LE TRAIN.

SNCF

هذا من الاصل

AFFAIRES

INDUSTRIE

● **GIAT INDUSTRIES** : le ministre de la défense, Alain Richard, devait annoncer, vendredi 6 novembre, que l'armée de terre passera en 1999 une commande globale de 88 chars de combat Leclerc, au lieu des 33 prévus annuellement. Cette commande de 5,5 milliards de francs va bénéficier à Giat Industries, qui prévoit de supprimer 37 % de ses effectifs d'ici à 2002.

● **MITSUBISHI** : le quatrième constructeur automobile japonais a annoncé, vendredi, la suppression de 30 % de ses effectifs aux Etats-Unis et en Thaïlande, ainsi que la fermeture d'une usine au Japon, à la suite d'une perte de 28,6 milliards de yens (1,3 milliards de francs) au premier semestre.

● **SIEMENS** : au lendemain de l'annonce par le groupe allemand de désengagements portant sur un septième des activités, le syndicat IG Metall a annoncé, jeudi 6 novembre, des actions de protestation.

SERVICES

● **ENDESA** : le groupe d'électricité espagnol a annoncé, jeudi, le rachat des actions dans les huit unités régionales qu'il ne contrôlait pas entièrement. L'opération est évaluée à 350 milliards de pesetas (13,5 milliards de francs).

● **EDF** : le groupe public a emporté un appel d'offres international pour le financement, la construction et l'exploitation de la centrale électrique de Rio Bravo dans l'état de Tamaulipas, dans le nord du Mexique. Le contrat est de 220 millions de dollars (1,2 milliard de francs).

● **UNISOURCE** : le néerlandais KPN, le suédois Telia et Swisscom, les trois actionnaires principaux du consortium européen de téléphonie, sont à la recherche de nouveaux partenaires. Des négociations sont engagées avec deux institutions financières anglo-saxonnes.

● **AT&T** : Michael Armstrong, le PDG de l'opérateur américain, a indiqué, jeudi 6 novembre, avoir engagé des discussions avec les fabricants de téléphones mobiles (Nokia, Ericsson...) afin de créer des terminaux utilisables « partout dans le monde », quelles que soient les normes (GSM, CDMA...).

● **TOUR EIFFEL** : la tour Eiffel, qui était fermée aux visiteurs depuis le 30 octobre en raison d'une grève du personnel, devait rouvrir vendredi. Un accord a été trouvé entre la direction et les syndicats sur le passage aux 35 heures.

FINANCE

● **LA POSTE** : Jacques Lemaître, directeur des services financiers de La Poste, concurrent le plus redouté des banques, quitte ses fonctions pour devenir directeur général des Mutuelles du Mans. Ce départ révèle des hésitations stratégiques au sujet des activités financières de La Poste, que le ministre des finances n'a pas autorisée à être candidate au rachat du Crédit foncier.

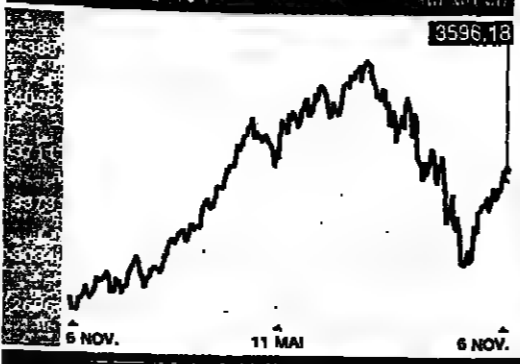
● **FUJIBANK/DAI-ICHI KANGYO BANK** : les deux banques commerciales japonaises ont annoncé, vendredi, être parvenues à un accord pour fusionner leurs activités de gestion institutionnelle. La nouvelle société rachètera les activités de la banque en difficulté Yasuda Trust and Banking pour 140 milliards de yens (environ 6,6 milliards de francs).

RÉSULTATS

● **NIPPON STEEL** : le premier groupe mondial d'acier a annoncé, vendredi, une perte semestrielle de 44,3 milliards de yens (2 milliards de francs), au premier semestre. Quatre des cinq groupes sidérurgiques japonais ont en perte au premier semestre.

* Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde » : www.lemonde.fr/bourse

PARIS CAC 40



Principaux écarts au règlement mensuel

Hausse	Cours 05/11	Var. % 05/11	Cours 06/11	Var. % 06/11
CS SIGNAUMCS	9,82	+159,35	10,81	+10,08
ROYAL CANIN	7,91	+13,80	9,00	+13,78
EUROTUNNEL	6,97	+37,33	9,50	+36,29
CFR/FRANCA	6,69	+10,99	7,41	+10,76
PUBLICIS	6,21	+101,42	6,25	+0,64
SANOFI	4,70	+34,47	4,75	+1,06
WORMS (E&S)	3,75	+3,75	3,75	0,00
SOCEPARC (FIN)	3,50	+18,96	3,50	0,00
MOLINEA	3,24	+34,73	3,24	0,00
MOND-EST	2,98	+1,25	2,98	0,00

LES PLACES BOURSIERES

PARIS

VENDREDI 6 NOVEMBRE, la Bourse de Paris était en hausse de 0,53 %, à 3 516,24 points, à la mi-journée, dans le sillage de Francfort et après la nette reprise de Wall Street la veille. Les propos rassurants tenus par le président de la Réserve fédérale américaine, jeudi 5 novembre, ainsi que la bonne tenue du dollar ont contribué à entretenir un climat favorable, notamment aux valeurs automobiles. Valeo s'appréciait de 4,2 % et Renault gagnait 2,7 %, après l'annonce d'un chiffre d'affaires en nette progression sur les neuf premiers mois de l'année. Enfin, PSA progressait de 1,6 %. La perspective du rapprochement avec Aerospaciale a dopé le titre Dassault Aviation, qui a engrangé un gain de 7,5 %. Sous l'effet d'une étude favorable de Chevreu-De-Villiers, Eurotunnel a gagné 4,9 %. Au chapitre des baisses, Imetel a cédé 5,7 % et Finextel a perdu 4 %.

FRANCFORT

LA BOURSE de Francfort a ouvert en hausse de 1 %, à 4 860,23 points, vendredi 6 novembre. Dans un climat dominé par les rumeurs de fusions dans l'industrie pharmaceutique, Hoechst gagnait 2,8 % et Bayer AG prenait 1,8 %. La veille, l'indice DAX avait clôturé en repli de 1,70 %, à 4 793,28 points, dans une séance dominée par des prises de bénéfice après les fortes hausses des jours précédents.

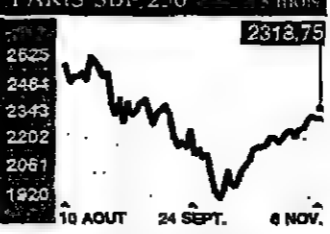
LONDRES

L'INDICE FT 100 de la Bourse de Londres a terminé en chute de 2,5 %, à 5 479,8 points, jeudi 5 novembre. En dépit d'une baisse du taux de prise en pension plus forte que prévue, les opérateurs sont restés inquiets face à la dégradation des ventes de détail. L'annonce de résultats décevants, l'assureur Royal Sun Alliance a cédé 9,2 %.

Indices boursiers

Europe 12h30	Cours 06/11	Var. % 05/11	Var. % 31/10
PARIS CAC 40	3516,24	+0,53	+19,92
SBF 120	2453,94	+0,19	+19,58
SBF 250	2318,75	+1,92	+19,22
SECONDE MAR.	2703,29	+0,33	+11,78
MIDCAP	1865,21	+0,62	+6,09
LONDRES FT 100	5479,8	-2,52	+7,73
AMSTERDAM AEX	1054,94	+1,41	+14,36
MILAN MIB30	3357,41	+1,62	+34,69
FRANCFORT DAX	4860,23	+1,00	+19,22
MADRID IBEX35	3522,10	+1,58	+25,50
NILAN MIB30	3357,41	+1,62	+34,69
SUISSE SMI	4507,30	+2,79	+4,66
STOCK 66	250,56	-2	-
EURO STOXX 320	271,25	+1,29	-
STOCK 50	288,60	+2,19	-
EURO STOXX 50	2978,70	+1,80	-

PARIS SBF 250



TOKYO

LA BOURSE de Tokyo était en repli de 1,53 %, à 14 121,97 points à la clôture, vendredi 6 novembre. Après l'annonce du report de l'examen des réductions d'impôts, les investisseurs ont vu leurs craintes confirmées par les propos du ministre des finances sur la difficulté de réduire les taxes à la consommation.

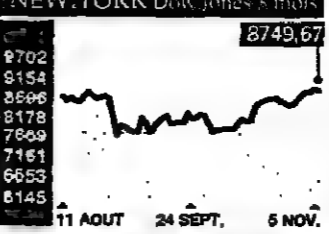
NEW YORK

L'INDICE Dow Jones a terminé la séance du jeudi 5 novembre, en hausse de 1,51 %, à 8 915,47 points. Les opérateurs ont été rassurés par les propos du président de la Réserve fédérale, Alan Greenspan, sur la crise financière, tandis que la publication de chiffres du chômage moins bons que prévu laissait augurer d'une poursuite de la baisse des taux. Les valeurs financières ont sensiblement progressé, Chase Manhattan gagnant 4,2 %.

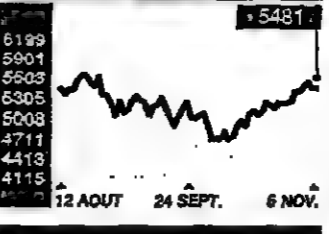
Monde

Monde ▶	Cours 06/11	Var. % 05/11	Var. % 31/10
NEW YORK DJ	8749,57	+0,38	10,84
SP 500	1114,64	+0,38	14,84
NASDAQ	1810,81	+0,27	15,81
Buenos Aires ML	490	+0,58	28,73
JOHANNESBURG	3530,20	+0,62	8,02
MEXICO BOLSA	243,61	+0,06	26,52
SANTIAGO IPSA	18,69	+1,20	31,58
SAO PAULO BOV	18,11	+0,53	22,42
TORONTO FSE L	6296,70	+1,06	8,01
Asie 10h15	06/11	05/11	31/10
BANGKOK SET	25,50	2,63	2
HONG KONG HSI	10.920	+2,72	45,72
SEOUL	49,28	+0,58	18,80
OSAKA NIKKEI	12.989,52	+0,12	13,90
SYDNEY ALL O.	2072,40	+0,28	2,14
TOKYO NIKKEI	12.541,37	+1,28	6,19

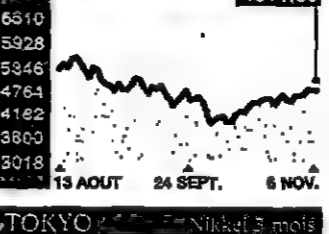
NEW YORK Dow Jones 3 mois



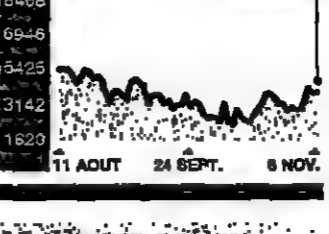
LONDRES FT 100 3 mois



FRANCFORT DAX 30 3 mois



TOKYO NIKKEI 3 mois



Matières premières

En dollars	Cours 06/11	Var. % 05/11
MÉTALX (LONDRES)	1859	+0,12
CUVRE 3 MOIS	1019,9	+0,04
ALUMINIUM 3 MOIS	980	+0,10
POMES 3 MOIS	535	+0,10
ETAIN 3 MOIS	825	+0,10
ZINC 3 MOIS	825	+0,10
NICKEL 3 MOIS	4250	+0,10
MÉTALX (NEW YORK)	1859	+0,12
ARGENT A TERMES	245	+0,10
PLATINE A TERMES	245	+0,10
GRAINES DENRÉES	245	+0,10
BLE (CHICAGO)	245	+0,10
MAIS (CHICAGO)	245	+0,10
SOJA CHICAGO (CHC)	245	+0,10
SOJA TOURNESOL (CHC)	245	+0,10
SOFTS	245	+0,10
CACAO (NEW YORK)	245	+0,10
CAPI (LONDRES)	245	+0,10
RUCHE BLANC (PARIS)	245	+0,10

Pétrole

En dollars	Cours 06/11	Var. % 05/11
BRENT (LONDRES)	1871	+0,06
WTI (NEW YORK)	1871	+0,06
LIGHT SWEET CRUDE	1871	+0,06

Or

En francs	Cours 06/11	Var. % 05/11
OR FINE KILLO BARRE	23200	+0,38
OR FINE LONCO	23200	+0,38
ONCE D'OR LONDRES	23200	+0,38
PIÈCE FRANCE 20 F	23200	+0,38
PIÈCE SUISSE 20 F	23200	+0,38
PIÈCE UNION LAT. 20 F	23200	+0,38
PIÈCE 20 DOLLARS US	23200	+0,38
PIÈCE 10 DOLLARS US	23200	+0,38
PIÈCE 10 PESOS MEX	23200	+0,38

TAUX

● Europe : les marchés obligataires européens ont débuté la séance du vendredi 6 novembre sur une note stable. Le contrat notional décembre du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat à moyen terme, a ouvert en repli par rapport à la clôture de la veille, à 108,80 points (contre 109,08), mais remontait rapidement vers les 109 points. Quelques minutes après l'ouverture, l'obligation d'Etat française à 10 ans était orientée légèrement à la baisse, à 97,26 points, avec un rendement à 4,33 %, tandis que le rendement de l'obligation allemande était en baisse, à 4,19 %.

● Etats-Unis : le marché obligataire américain a terminé sur une nouvelle baisse, jeudi 5 novembre. Le rendement de l'obligation du Trésor à 30 ans a progressé à 5,345 %. Après les propos rassurants tenus par le président de la Réserve fédérale, les obligations d'Etat, ces « havres sûrs » en période agitée, ont perdu une part de leur attrait.

ECONOMIE

Le chômage reste stable aux Etats-Unis

A LA SUITE d'une erreur informatique du département du travail américain, les investisseurs ont eu connaissance des chiffres du chômage pour le mois d'octobre avec vingt-quatre heures d'avance. Le chômage est resté stable, à 4,6 % de la population active. Mais l'économie américaine a créé moins d'emplois : seulement 116 000 en octobre (alors que les spécialistes s'attendaient à un chiffre de 178 000), contre 157 000 en septembre. Le secteur manufacturier en a même détruit 52 000, tandis que le commerce de détail en perdait 10 000. Par ailleurs, le salaire horaire moyen n'a guère évolué, à 12,88 dollars. Alan Greenspan, le président de la Réserve fédérale, a tenu, jeudi 5 novembre, à apporter sa contribution à la réflexion engagée pour limiter la spéculation internationale. Selon lui, le contrôle international sur les mouvements de capitaux serait inefficace. En revanche, « avec un système financier de plus en plus sensible aux changements, il importe de décourager l'effet de levier excessif des intermédiaires financiers ». Il a proposé de « supprimer les cautions de dettes, explicites ou implicites, données par les gouvernements et les banques centrales ».

● JAPON : l'indicateur avancé de la conjoncture est retombé à 37,5 points en septembre, après être resté à 50 points pendant deux mois, a annoncé, vendredi 6 novembre, l'agence de planification économique. Cet indicateur, censé préfigurer l'évolution de l'économie dans les six mois à venir, est plus faible que prévu par les marchés financiers.

● L'agence de planification économique, soufflant le chaud et le froid, s'est félicitée des premières conséquences du plan de relance gouvernemental. « L'avancement dans le temps des projets d'infrastructures et le premier collectif budgétaire commencent à produire leurs effets », a-t-elle précisé. L'agence a constaté que la situation de la production industrielle et des stocks s'est légèrement améliorée.

● Le nombre de véhicules étrangers immatriculés au Japon a chuté de 22,1 %, à 17 270, en octobre. Les constructeurs automobiles allemands ont limité leur recul, ou ont même légèrement progressé, tandis que les constructeurs américains ont vu leurs ventes s'effondrer.

● RUSSIE : la banque centrale du pays a déjà émis 5 milliards de roubles pour payer les salaires et pensions, et pourrait en émettre jusqu'à 25 milliards d'ici à la fin de l'année, a déclaré le ministre russe des finances, Mikhail Zadornov. « Une limite claire est fixée pour l'émission monétaire, et il n'y a pas lieu de craindre que le ministère des finances ou la banque centrale franchissent cette limite. Avec un tel volume d'émission, la hausse des prix restera dans des limites raisonnables », a-t-il ajouté. Pourtant, le premier vice-premier ministre Iouri Maslouchov avait récemment déclaré que l'émission monétaire atteindrait au maximum 12 milliards de roubles d'ici à la fin de l'année.

● FRANCE : le taux d'utilisation des capacités productives pour l'industrie manufacturière a diminué en octobre, pour s'établir à 85,3 % contre 86,4 % en septembre, selon l'enquête trimestrielle de l'Insee.

● Les chefs d'entreprise interrogés dans le cadre de l'enquête de l'Insee prévoient que la demande globale et la demande étrangère devraient sensiblement ralentir au cours des prochains mois. L'Insee ajoute que la demande globale a ralenti dans les biens intermédiaires et, à un degré moindre, dans les biens de consommation.

● ITALIE : l'inflation a augmenté de 0,2 % en octobre, portant la progression sur un an à 1,7 %, a annoncé, vendredi, l'Institut national de la statistique.

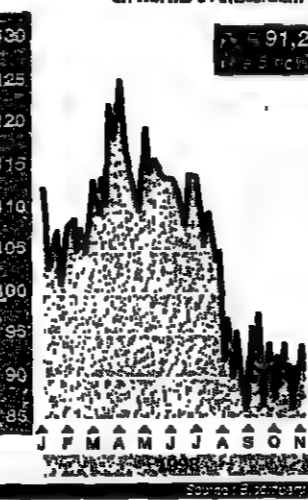
Valeur du jour : Shell face à la crise

LA CRISE économique commence à affecter les grands groupes internationaux, à en croire les trois annonces qui ont rythmé la semaine. Après les restructurations décidées par le néerlandais Philips, puis par l'allemand Siemens, Shell, le numéro un mondial du pétrole, va accélérer sa restructuration après l'annonce, jeudi 5 novembre, d'une chute, au troisième trimestre, de 35,9 % de son bénéfice net avant résultats exceptionnels. Le résultat est passé à 841 millions de dollars (4,6 milliards de francs), contre 1,909 milliard sur la même période de 1997. A la Bourse d'Amsterdam, jeudi, le titre a terminé en baisse de 2,4 %, à 91,2 florins.

Comme tous les acteurs du secteur, ce « major » est victime de la crise asiatique et de la chute des cours du brut, qui, en l'espace d'un an, se sont dépréciés de 40 % (Le Monde du 5 novembre). A cela s'est ajoutée la mauvaise conjoncture dans le secteur chimique. Mais, plus que ses concurrents, Shell est affecté par la lourdeur de son organisation. Dès le mois de septembre, le groupe, anticipant ces mauvaises performances, avait annoncé le lancement d'une vaste restructuration passant par la fermeture de ses quatre sièges européens puis par la réduction de 20 % de ses effectifs dans l'exploration-production. Auparavant, il avait annoncé

Action Royal Dutch Shell

en florins à Amsterdam



« le portefeuille n'est pas aussi robuste que nous souhaiterions dans le contexte actuel ». Dans l'immédiat, les interrogations sont fortes sur l'avenir de la raffinerie de Reichstett (Bas-Rhin), dont Shell est le principal actionnaire. Cette installation est menacée de fermeture si des investissements ne sont pas décidés. Le conseil d'administration, qui devait se réunir en octobre, a été reporté au 19 novembre.

un regroupement de ses activités de raffinage en Europe avec l'américain Texaco

Mais cette restructuration n'en est qu'à ses débuts, à en croire le président de Shell, Mark Moody-Stuart, qui s'exprimait, jeudi à Londres, devant les analystes financiers. « Il y a d'importants secteurs insuffisamment performants, qui ont besoin d'être redressés ou éliminés », a-t-il affirmé. Nous devons être stimulés par ces pires résultats et les mauvaises perspectives pour nous attaquer aux coûts, nous concentrer sur les investissements en cours et réévaluer notre portefeuille. M. Moody-Stuart n'a pas souhaité entrer dans le détail précis des mesures. Il a souligné que le groupe envisageait « des réductions d'effectifs au quatrième trimestre » et jugé « une action énergique (...) clairement indispensable » dans le secteur des produits chimiques, dont un regroupement de ses activités de raffinage en Europe avec l'américain Texaco.

Dominique Gallois

MONNAIES

● Dollar : le billet vert s'inscrivait en légère baisse, vendredi 6 novembre, lors des premières transactions entre banques sur les places financières européennes. Il cotait 1,6621 mark, 5,57 francs et 118,31 yens. Le billet vert était pénalisé par la publication, la veille, des statistiques du chômage aux Etats-Unis au mois d'octobre. Les créations nettes d'emplois se sont élevées à 116 000, un chiffre nettement inférieur aux attentes des analystes de Wall Street, qui tablèrent en moyenne sur une progression de 200 000. Ce moindre dynamisme sur le marché du travail, qui devrait diminuer les tensions salariales et par là même éloigner les craintes inflationnistes, permet d'envisager un nouvel assouplissement de la politique monétaire américaine au cours des prochains mois. Une baisse des taux aux Etats-Unis rendrait le dollar moins attractif.

Cours de change

06/11 12h30	Cours DOLLAR	Cours EURO	Cours LIRE	Cours FR.S.	Cours YEN 100	Cours DM 100	Cours CHF 100	Cours SFR 100
FRANC	5,57	6,58	9,21	4,09	2,87	4,73	0,34	3,35
DM	1,66	1,96	2,76	1,22	0,88	0,14	0,08	0,30
LIRE (100)	1634	1042,18	2726,47	1295,56	87,13	1395,05	—	986,69
YEN (100)	117,42	139,22	195,56	85,42	82,87	—	7,17	70,88
FLORIN	1,87	9,21	3,11	1,37	—	1,59	0,11	1,13
FR.S.	1,38	1,61	2,26	—	0,79	1,18	0,08	0,24
SUISSE	0,60	0,71	—	0,44	0,32	0,51	0,04	0,11
ECU	0,84	—	1,40	0,62	0,45	0,72	0,01	0,15
DOLLAR	—	1,19	1,87	0,74	0,54	0,85	0,08	0,18

Taux d'intérêt (%)

Taux 05/11	Taux 06/11	Taux 30 ans	Taux 10 ans	Taux 3 ans
FRANCE	3,37	4,26	5,22	—
ALLEMAGNE	3,60	4,16	5,22	—
GRO-BRETAG.	4,40	5,09	4,80	—
ITALIE	4,15	4,50	5,47	—
JAPON	0,91	0,88	—	—
ETATS-UNIS	4,91	4,74	5,26	—
SUISSE	1,26	2,64	3,23	—
PAYS-BAS	3,28	4,23	5,27	—

Matif

Cours 12h30	Volume 06/11	dernier prix	premier prix
Notional 5,5	—	109,01	108,07
Notional 5,5	—	86,45	86,45

Marché des changes

Devises 12h30	Cours 06/11	Var. % 05/11	Var. % 31/10
ALLEMAGNE (100)	17,25	+0,15	+48,25
AUTRICHE (100)	16,15	+0,15	+16,79
BELGIQUE (100)	16,15	+0,15	+16,79
CANADA	3,55	+0,15	+3,55
DANEMARK (100)	19,19	+0,15	+8,93
ESPAGNE (100)	16,15	+0,15	+4,25
ETATS-UNIS	16,15	+0,15	+5,28
FINLANDE (100)	10,15	+0,15	+11,6
GRO-BRETAGNE	9,21	+0,15	+8,79
GRÈCE (100)	1,91	+0,15	+2,25
IRLANDE	0,21	+0,15	+2,78
ITALIE (100)	3,35	+0,15	+3,69
NORVÈGE (100)	15,15	+0,15	+4,95
PAYS-BAS (100)	75,55	+0,15	+75,55
PORTUGAL (100)	2,21	+0,15	+2,85
SUEDE (100)	71,95	+0,15	+71,95
SUISSE (100)	409,12	+0,15	+419

CAC 40

INDEX

PARIS
+0,84 %
CAC 40 :
3626,53

[illegible]

agardere	237	262
agardere	471	471
agardere (Cie)	235	237.90
agardere	1468	1469
agardere ADP	895	895
agardere	235	235.90
agardere	775	777
agardere	3120	3125
agardere Most Hoen	1072	1072
agardere	2630	2630
agardere	263	263.10
agardere SA	239	240
agardere	197.05	197.05
agardere	230	225.90
agardere Destruc	230	225.90
agardere	118.50	117.90
agardere	1092	1092
agardere	50	50
agardere	144.80	145
agardere	109.00	107.90
agardere AG Ord A	186.40	186.40
agardere-Ricard	368	368
agardere	923	941
agardere Print-Red	535	539
agardere (Ly)	548	548
agardere	327	326
agardere	3520	3518
agardere	989	
agardere Cointreau	67	67.50
agardere	239	245.40
agardere	518	520
agardere	91.00	91.00
agardere Poussiere A	258	262.50
agardere	636.50	636.50
agardere (Ly)	18.55	18.55
agardere Camin	332.30	325.10
agardere Impetiale (Ly)	6470	
agardere (Ly)	221	226
agardere	3720	3720
agardere Camin	840	827
agardere (Ly)	480	482
agardere	901	928
agardere (W)	422	422
agardere	945	945
agardere	340	341.50
agardere	540	539
agardere CA	911	919
agardere	234	233.00
agardere	72.40	72.40
agardere	500	500
agardere	253.90	253.90
agardere	940	943.90
agardere	1048	1048
agardere	597	592
agardere	1895	1911
agardere	87.50	88.30
agardere (Ly)	935	935.70
agardere	776	776
agardere Agardere	1072	1072

[illegible]

1.06	1
+ 1.70	2
- 0.74	3
- 4.04	30
- 1.99	1
+ 0.73	1
+ 4.06	1
- 1.21	30
- 0.19	1
- 0.71	30
+ 1.24	1
- 3.38	1
- 1.05	30
- 4.02	1
+ 2.65	1
- 1.18	30
+	1
+ 1.40	1
- 0.30	30
+ 2.48	1
+ 1.02	1
+ 1.44	30
+ 3.29	1
+ 2.47	1
- 4.58	1
- 0.32	1
+ 1.44	1
- 0.41	1
- 2.34	30
- 3.50	1
- 3.59	1
- 0.62	1
+ 0.59	1
- 0.81	1
+ 0.14	1
+ 2.76	30
+ 0.38	30
- 1.99	1
+ 0.72	1
+ 4.05	1
+ 0.02	1
- 2.62	1
- 1.61	1

QAT 85-00 TRA CAM	102
QAT 10%5/83-00 CAM	109,5
QAT 89-01 TIME CAM	100,3
QAT 10% 90-01 BCU	—
QAT 2 582/86-ITCA	108,5

[illegible]

Outil d'a a naviga

International Ass.Ly.	624	63
Amberly	305	24
Geo Boton	2100	165
Wm. H. H. & Co. Wcty	1800	139
Spectra-Medical	138.50	13
Str. Strasbourg	671	83
W. H. H. & Co. Wcty	1650	165
W. H. H. & Co. Wcty	671	83
W. H. H. & Co. Wcty	75	2
W. H. H. & Co. Wcty	256	26
W. H. H. & Co. Wcty	619	63
W. H. H. & Co. Wcty	259.90	28
W. H. H. & Co. Wcty	1156	139
W. H. H. & Co. Wcty	1900	199
W. H. H. & Co. Wcty	750	92
W. H. H. & Co. Wcty	335	35
W. H. H. & Co. Wcty	335	35
W. H. H. & Co. Wcty	663	64
W. H. H. & Co. Wcty	75	2
W. H. H. & Co. Wcty	483	48
W. H. H. & Co. Wcty	725	72
W. H. H. & Co. Wcty	5.95	1
W. H. H. & Co. Wcty	323	32
W. H. H. & Co. Wcty	127	12
W. H. H. & Co. Wcty	373	37

[illegible]

Comp.Euro.Tele-CET	◆	297
Confiancéy	●	268

CA. Rte Normande.....	345
CA. Paris IDF.....	960
CA. Ile & Vaine.....	312
CA. Loire Atl. Ns.....	314
CA. Pas de Calais.....	568

C.Adu Nord(L)	520
C.A. Oise CC	305,10
C.A. Somme CC	323
C.A. Toulouse (B)	459,90
Groupe J.C. Darman	460
Devermes (Ly)	445
Ducros Serv. Rapide	41,50
Ernst-Leydier (Ly)	302
Europ. Ex. zinc (Ly)	309,90
Expand s.a	254
Factorem	800
Faiveley II	162
Finacor	24
Fininfo	1040
Assur. Bq. Populaire	625
Gautier France	350
Get 2000	23,30

238	232	Pest Boy #
177	177	Phyto-Lierac II
133.60	133	Pochet
180	180	Poujoulat Ets
113	114	Radiacil #
113	136	Robertus #
448	448	Robinson-Rich
106	730	Securidac II
178.12	178.12	Smoby (Ly)
260	290	Sofico (Ly)
95.05	95.05	Sofinor
47	47	Sofinor
920	926	Sofinor
936	936	Sofinor
460.10	468	Sofinor
453	41	Sofinor
56	36	Sofinor
310	313	Sofinor
90.50	90.50	Sofinor
650	650	Sofinor
658	658	Sofinor
137	138	Sofinor

Chaleurs	Cours précéd.	Dernier cours
Algène Oncor	26,83	30
Reddell	430	387
CP	370	374
Amgen	7	7
Un DuSol	395	395
Offices Scientia	548	600
M Pharma n.	26,55	26
Seab	497	507
Random action B	4,95	4
Genie	130	130
St-Régis	48	48,40
Cl Group	239	230
ec	805	810
nascom	669	793
High	100	101
gig	350	343
g	100	101
g	100	101

E	
és à 12h30	
RE	
s	Derniers
d.	cours
	38,50
	720
	220
	441
	120,50
	140,70

; M = Marseille;
 sans indication
 ent; ■ coupon
 ; o = offert;
 ; d = demande

CDC Asset Management
 Livret Bourse Im. D PEA
 Nord Sud Dintion, C

Patrimoine Retraite C	330,1
Patrimoine Retraite D	317,8

CAISSE D'ÉPARGNE	
Écur. Act. Fédéral D PEA	357,15
Écur. Capitalisation D	77,15
Écur. Épargne C	864,35
Écur. Générateurs C	285,15
Écur. Invest. D PEA	285,15
Écur. Monétaire C	1247,85
Écur. Monétaire D	1247,85
Écur. Trésorerie C	332,35
Écur. Trésorerie D	332,35
Écur. Trésorerie D	2010,15
Épargne-Capex C	912,35
Géoparc C	1796,35
Horizon C	1278,35
Prévoyance Écur. D	106,15

[illegible][illegible]

BILAN GÉNÉRAL	
31/12/1986 (23 Jan)	
14	3940,44
10	3698,10
12	1071,21
14	1036,36
11	1059,91
19	423,47
1	372,84
10	1080,72
10	336,06
8	454,49
7	1142,38
3	1279,07
9	950,07
6	902,55
3	1318,95
8	2469,20
6	2327,90
1	2516,44
8	7306,59
8	301,07
5	305,10

About Futur D.....	965,0
Coexis	2112,9
Dize	2590,7

187,23	181,78	Creo.Mut.Ep.Qu
173,91	173,34	Fonds comuni
		CM Option Mod

ora D	953.45	945
ays C	278685.21	278685
ice D	33888.41	33888

1

[illegible]

1. $\frac{1}{2} \times \frac{1}{2} = \frac{1}{4}$
 2. $\frac{1}{2} \times \frac{1}{2} = \frac{1}{4}$
 3. $\frac{1}{2} \times \frac{1}{2} = \frac{1}{4}$
 4. $\frac{1}{2} \times \frac{1}{2} = \frac{1}{4}$
 5. $\frac{1}{2} \times \frac{1}{2} = \frac{1}{4}$
 6. $\frac{1}{2} \times \frac{1}{2} = \frac{1}{4}$
 7. $\frac{1}{2} \times \frac{1}{2} = \frac{1}{4}$
 8. $\frac{1}{2} \times \frac{1}{2} = \frac{1}{4}$
 9. $\frac{1}{2} \times \frac{1}{2} = \frac{1}{4}$
 10. $\frac{1}{2} \times \frac{1}{2} = \frac{1}{4}$

Time of Day	Sleeping (%)	Resting (%)	Standing (%)	Walking (%)	Running (%)
0	80	10	5	2	1
4	80	10	5	2	1
8	70	15	10	3	2
12	60	20	15	4	1
16	50	25	20	5	1
20	40	30	25	6	1
24	80	10	5	2	1

100

Journal of Management Studies, 36(7), 809-826.

1. *Chlorophyll a* and *Chlorophyll b* contents were determined by the method of Arar and Cook (1987).

[illegible]

1



Des chercheurs américains ont réussi à mettre en culture des cellules embryonnaires capables de donner naissance aux différents tissus de l'organisme humain. Les perspectives thérapeutiques et les dilemmes éthiques de cette première sont considérables

conduire à la création de banques individuelles de différents tissus et, si aucune barrière législative internationale n'est dressée, rendre possible la modification du patrimoine génétique de l'espèce humaine.

germinales. Les souris issues de telles expériences sont des chimeres somatiques et germinales fabriquant notamment des gamètes qui peuvent transmettre soit le génome des embryons, soit celui des cellules ES.

L'équipe américaine explique, pour sa part, avoir, pour la première fois, réussi à créer ex vivo, à partir de lignées de cellules ES humaines, à partir de trente-six embryons, « fœtus » ou conservés par congélation, et conçus dans tous les cas par fécondation *in vitro*. Ces embryons, par conséquent, ne sont pas considérés comme des « personnes ». Elle remercie, à ce titre, le personnel des services de procréation médicalement assistée de l'université du Wisconsin pour l'aide qu'il a pu lui fournir et décrit les vastes perspectives que, désormais, s'ouvrent à la biologie et à la médecine.

« Une réduction de l'embryon à un matériau de recherche »

[illegible]

* Leur origine par phénotypisme sur un embryon ou sur un zygote n'est pas un critère de leur statut éthique. On ne peut pas non plus requérir que soit respecté le statut éthique d'un embryon à cet embryon lors du phénotypisme. On ne peut pas non plus requérir que soit respecté le statut éthique à reconnaître à l'embryon qu'elle sont susceptibles de produire. Pour ces raisons, on peut penser que leur statut éthique est à établir à un niveau du même ordre que celui des embryons. (...) *L'humanité énigmatique* présente dans un embryon (...) me conduit à estimer qu'il existe une différence éthique entre les deux attitudes suivantes: arrêter la conservation, et donc le laisser mourir naturellement; l'utiliser à des fins de recherche.

» Cette deuxième attitude implique une réduction de l'embryon à un objet, voire à un matériau de recherche. Les limites proposées par le Comité consultatif national d'éthique pour l'utilisation des embryons *in vitro* sont indispensables, étant données la forte demande et les évolutions probables de la demande de recherche. Cependant, elles ne me semblent pas tenir compte de cette différence de façon suffisamment claire. »

« Nos résultats montrent que nous pouvons désormais isoler et cultiver ces cellules, ce qui ouvre la voie à de nouveaux traitements révolutionnaires », a déclaré le docteur Thomson, citant notamment le domaine de la pharmacologie et de la thérapie cellulaire. Cette technique, d'ores et déjà protégée au plan mondial par un brevet de la firme américaine Geron, devrait être à court ou moyen terme permettre la création, à partir de cellules ES en culture, de bœufs individuellement différenciés, issus de l'organisme humain. Elle pourrait aussi, si aucune barrière législative internationale n'est dressée, conduire à la modification, transmissible de manière héréditaire, via les cellules sexuelles, du patrimoine génétique de l'espèce humaine.

Jean-Yves Nau

LE TROU d'ozone qui se forme avec constance tous les ans dans la stratosphère, au-dessus de l'Antarctique pendant le printemps austral (septembre et octobre), atteint cette année une dimension record. Selon les images prises par les satellites américains du National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA) et de la NASA, il s'étend sur une surface de 6 millions de kilomètres carrés, l'équivalent du continent nord-américain. Les mesures effectuées par ballons indiquent que la destruction de l'ozone est totale dans une couche comprise entre 15 et 20 kilomètres d'altitude.

Cette situation explique, aussi, en partie, pourquoi le trou d'ozone est important et constant en Antarctique, depuis plus de dix ans, mais beaucoup moins marqué au pôle Nord, alors que les émissions humaines de CFC sont le fait des pays industrialisés et se localisent essentiellement dans l'hémisphère Nord. C'est le froid qui fait la différence entre les deux pôles. Dans la stratosphère antarctique, les températures sont plus basses qu'en Arctique. Cette année, elles ont chuté jusqu'à moins 90 degrés centigrades et il est arrivé dans le passé qu'elles atteignent - 100 °C, alors qu'au pôle Nord elles descendent rarement au-dessous de - 80 °C.

tique, en revanche, l'air est plus chaud et il se forme moins de nuages stratosphériques. La première déperdition importante n'y a été constatée qu'en 1994 et elle était de 18 %. Ce taux a ensuite augmenté jusqu'à 30 % en 1996 et 1997, pour osciller entre 15 et 18 % cette année.

Il semble donc que les mesures d'interdiction des CFC décidées à Montréal en 1987 pourraient commencer à porter leurs fruits. Mais, selon les estimations des scientifiques, leur effet devrait continuer à se faire sentir jusqu'en 1999 et 2000 pour diminuer ensuite très progressivement pendant plusieurs décennies. A condition que, comme le soupçonnent certains, les gaz à effet de serre ne viennent pas perturber ce scénario en amplifiant encore le trou d'ozone entre 2010 et 2019 (*Le Monde* du 11 juin).

Christiane Galus

CORRESPONDANCE

Une lettre de Daniel Martin

A la suite de l'article publié dans Le Monde du 2 octobre sur Microsoft, Daniel Martin, cité « expert en informatique, veut à modérer sans les renier les critiques qu'il a formulées au sujet des logiciels de l'entreprise de Bill Gates. Voici les points positifs qu'il relève :

Microsoft a fait faire d'immenses progrès à l'informatique, en développant une ergonomie appelée Windows, adoptée aujourd'hui par des centaines de millions d'utilisateurs. L'entreprise a fait baisser considérablement le prix de logiciels extrêmement coûteux, comme les systèmes d'exploitation, les bases de données, les traitements de textes et les logiciels serveurs de pages Internet. D'où une démocratisation de l'informatique.

Surtout, le succès du standard créé par le succès commercial de Microsoft, l'explosion de l'informatique, et sa mén-

tration de la société n'auraient pas lieu. Si l'entreprise se trouve en position de leader et de précurseur en matière de solutions de coopération à base Internet, c'est grâce à l'« migration de l'accès à la Toile dans son système d'exploitation ». L'utilisation des données et programmes lointains des données et programmes du PC local se trouvent ainsi uniformisés. Et il a fallu à Microsoft pas mal de courage pour remplacer le produit qui lui rapporte le plus, Office, par Office 2000, produit orienté Web qui permettra dans quelques mois de faire de grands progrès en matière de travail en groupe.

En outre, Daniel Martien tient à faire savoir qu'il n'approuve pas les « travaux » cités dans l'article publié le même jour à propos d'un ouvrage intitulé *Le Hold-Up planétaire*, la cacahouate cachée de Microsoft, dont il se dissocie complètement.

Lisez gratuitement
www.economist.com/Am3

The Economist vous offre une analyse politique,
économique, technologique, scientifique et artistique dans le monde.
Pour un mois d'essai gratuit à l'édition web de
The Economist, connectez-vous sur www.economist.com/Am3
avant le 20 novembre. Abonnement annuel: £30/\$48.)

The Economist

জাতিসংঘ

issance aux différents tissus
sont considérables

conduire à la création de banques
duelles de différents tissus et, si au-
barrière législative internationale se
dressée, rendre possible la modification
patrimoine génétique de l'espèce humaine.

de la masse on a un stade développement I. Plus récemment, des cellules ont été trouvées chez le singe et chez l'homme. Les souris sont les premières à avoir été étudiées. Les souris génétiques sont des chimères de cellules germinales (fabriquées par fusion de gamètes qui proviennent soit du génome de la mère, soit celui du père).

« Une équipe américaine compte pour sa part, avoir, pour la première fois, réussi à créer des lignées de cellules H19 hybrides », a partir de cellules de conception, et conclut dans le même ouvrage.

« Les cellules de conception sont la parthénogénéation in vitro d'un ovule et d'un spermatozoïde. Précise-t-elle, les cellules de conception sont des embryons. »

En fait, la plupart des personnes des études de procréation médicale ont été de l'université du Wisconsin pour la dernière fois.

1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 26

[illegible]

riques sont responsables lonnel sur l'Antarctique

1. Principios de la
 2. teoría de la
 3. estructura de la
 4. lengua de la
 5. lengua de la
 6. lengua de la
 7. lengua de la
 8. lengua de la
 9. lengua de la
 10. lengua de la
 11. lengua de la
 12. lengua de la
 13. lengua de la
 14. lengua de la
 15. lengua de la
 16. lengua de la
 17. lengua de la
 18. lengua de la
 19. lengua de la
 20. lengua de la
 21. lengua de la
 22. lengua de la
 23. lengua de la
 24. lengua de la
 25. lengua de la
 26. lengua de la
 27. lengua de la
 28. lengua de la
 29. lengua de la
 30. lengua de la
 31. lengua de la
 32. lengua de la
 33. lengua de la
 34. lengua de la
 35. lengua de la
 36. lengua de la
 37. lengua de la
 38. lengua de la
 39. lengua de la
 40. lengua de la
 41. lengua de la
 42. lengua de la
 43. lengua de la
 44. lengua de la
 45. lengua de la
 46. lengua de la
 47. lengua de la
 48. lengua de la
 49. lengua de la
 50. lengua de la
 51. lengua de la
 52. lengua de la
 53. lengua de la
 54. lengua de la
 55. lengua de la
 56. lengua de la
 57. lengua de la
 58. lengua de la
 59. lengua de la
 60. lengua de la
 61. lengua de la
 62. lengua de la
 63. lengua de la
 64. lengua de la
 65. lengua de la
 66. lengua de la
 67. lengua de la
 68. lengua de la
 69. lengua de la
 70. lengua de la
 71. lengua de la
 72. lengua de la
 73. lengua de la
 74. lengua de la
 75. lengua de la
 76. lengua de la
 77. lengua de la
 78. lengua de la
 79. lengua de la
 80. lengua de la
 81. lengua de la
 82. lengua de la
 83. lengua de la
 84. lengua de la
 85. lengua de la
 86. lengua de la
 87. lengua de la
 88. lengua de la
 89. lengua de la
 90. lengua de la
 91. lengua de la
 92. lengua de la
 93. lengua de la
 94. lengua de la
 95. lengua de la
 96. lengua de la
 97. lengua de la
 98. lengua de la
 99. lengua de la
 100. lengua de la

Leitfaden de Daniel Martin

[illegible]

Une exposition présente les mobiliers
et les accessoires qui ont accompagné le voyage
mais aussi les innovations qu'il a engendrées

LA TERRE, la mer, le ciel... Le voyage a pris tous ces chemins. Aujourd'hui, il emprunte aussi des tracés virtuels. Ces itinéraires ont inspiré les trois thèmes de l'exposition « Mobiliers nomades pour générations passeport » qui se tient, jusqu'au 17 décembre, à la galerie Via. Son propos : mettre en scène le mobilier, les accessoires et les produits qui ont accompagné chacune de ces routes et qui ont, ensuite, intégré nos intérieurs.

Trois « tableaux », et autant d'univers, pour montrer l'invention et l'innovation qu'a entraînés chacun de ces voyages. Poussant toujours plus loin les limites du possible, créateurs et industriels ont, chaque fois, mis au service des explorateurs des équipements appropriés. Avec pour souci constant l'amélioration de l'aspect pratique des objets.

Durant près d'un an (d'avril 1931 à février 1932), une quarantaine d'hommes sur 14 véhicules à chenilles entreprennent de relier la Méditerranée (Beyrouth) à la mer de Chine (Pékin), en suivant les traces de Marco Polo et la fameuse Route de la soie. Lors de ce périple, ces hommes, conduits par le géologue Tréilhard de Chardin et l'historiographe Le Fèvre, ont affronté le désert, les montagnes, les guerres de l'islam. Cette expédition - Croisade Centrale Asia - a inspiré le *Via puer* son premier tableau, « De la Croisade jaune au raid aventure ». La scène dévoile un univers de sable et de tentes, où se rassemblent des objets de voyage qui ont accompagné, à différentes périodes, les aventures d'un tour terral ».

CODES ESTHÉTIQUES
Ces équipements, qui représentent les codes esthétiques domestiques avec des fonctionnalités adaptées, offrent un ensemble de petites merveilles d'ingéniosité et de sophistication. Parmi elles, le mobilier de campagne « de Napoléon » (édité par Grange), fabriqué en 1813, et entièrement pliable, avec sa table (aux timbatures et pilement en chêne massif) et son fauteuil bridge en fer forgé, cuivre et cuir vachette pleine

fleur (le cuir s'enlève du dossier, les deux accoudoirs se rabattent vers l'extérieur et le piètement se replie). Mais aussi les fauteuils de Rud Rasmussens, en bois et canevass naturels, qui furent utilisés lors de la Croisière jaune, la malle-secrétaire Stokowski et le tabouret pliant en cuir dessiné par Christian Liaigre pour Louis Vuitton.

Aujourd'hui, les loisirs sont source d'inspiration et les équipements ne cherchent plus à calquer l'environnement quotidien, mais très souvent l'intègrent. Pop up, le siège pliant à bandoulière de Lafuma, créé pour le plein air et trônant aujourd'hui dans les salons, est un bel exemple de mobilier « in » et « outdoor ».

Le deuxième tableau de l'exposition — « De la Compagnie transatlantique à la course au large » — prend la mer pour reproduire l'atmosphère élégante, de teck et de blanc, des ponts de paquebots. Pour ces croisières « de classe », le lit de repos Sud, du designer Pascal Mourgue, la table pliante et le fauteuil bas Atlantide, en aluminium laqué (édités par Hogenet), demeurent les classiques d'un mobilier extérieur, sans rides ni fausses notes.

Là encore, ces meubles aux bois précieux et aux matières nobles, conçus pour accueillir des passagers à la recherche d'un confort inspiré de leurs intérieurs bourgeois, se retrouvent dans jardins et maisons. Il en va de même pour les modèles plus « démocratiques », comme cette fameuse chaise longue communément nommée « transat », elle aussi conçue pour les courives et les ponts, et désormais présente dans tous les lieux de notre

« De l'Aéropostale au tourisme spatial... et quand le rêve devient réalité » fournit la troisième étape du voyage. Ce dernier volet aborde le nomadisme comme mode de vie, l'aventure comme expression quotidienne. Le voyage est aujourd'hui au bout de la rue, s'inscrit dans le corps (la pratique du sport) et dans l'esprit (les mondes virtuels). Les activités liées aux loisirs ont fourni un véritable terrain d'expérimentation aux

créateurs et aux industriels. Et cela sur tous les plans, « qu'il s'agisse d'alléger ou d'améliorer la résistance des équipements, d'en simplifier les usages, d'optimiser le confort et la sécurité de l'utilisateur, de développer des performances en utilisant de nouveaux matériaux de synthèse, alliages ou des systèmes expérimentés dans les secteurs de hautes technologies ».

VOYAGE TOUJOURS POSSIBLE
Les vêtements, les équipements, les objets, les mobiliers (mais aussi les produits alimentaires et les cosmétiques) n'ont cessé de s'adapter aux besoins du consommateur. de

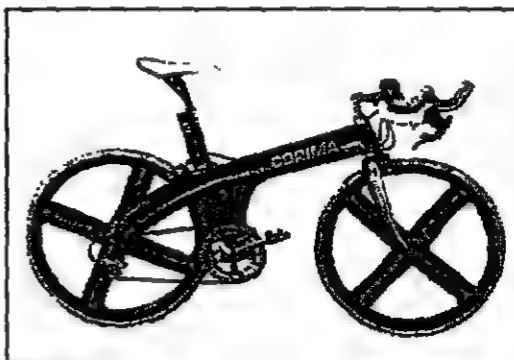
aux, des sacs et des consommables, de suivre ses désirs et ses changements de vie. Dans cet espace de loisir, le roller TR Custom sît (Salomon) côtoie parkas, chemises, sacs à dos, sacs de couchage et tentes (Lafuma)... Le fauteuil gonflable Kali, du designer Lahellec, marie sans ombres son cubisme plastique au rectangle moelleux du canapé-tit Morphée, de Patrick Jouin (Ligne Roset).

Le « mange debout » de Yamakado, pour des repas pris en vitesse, trouve facilement sa place auprès du petit bureau domestique compact Dellocci (dûs par Citadell) et du lecteur MiniDisc de poche de Sony. Enfin, pour un voyage toujours possible, décidé dans l'instant, Lucy Orta a conçu un vêtement-refuge, un manteau-lente qui prend, selon l'envie ou le besoin, des alures d'imperméable ou d'habitat. Un petit miracle de trouvaille pertinente pour une existence en mouvement.

Véronique Cauchapé

Véronique Cauhapé

★ **Galerie Valorisation de l'Innovation dans l'ameublement (Via), 35, av. Daumesnil, 75 012 Paris. Jusqu'au 17 décembre, de 10 heures à 19 heures, du lundi au samedi ; 11 heures à 18 heures le dimanche. A l'occasion de l'exposition, le magazine *BeauxArts* sort un hors-série « Mobiliers nomades pour générations passeport », conçu par François Bellanger et Gérard Laizé. Prix : 55 F.**



**En haut :
premier
Walkman
par Sony
(1979).**

Au centre :
bureau
Dellodi.

En bas :
vélo Fox
de Corima

En haut :
chauffeuse
« Normandie » ;
design :
C. Liaigre ;
édition :
Louis Vuitton.

**Au centre :
malle-secrétaire
Stokowski ;
édition :
Louis Vuitton.**

En bas :
tabouret
de voyage ;
édition :
Counot-
Blandin.

DANS VOTRE AGENCE FRANCE TÉLÉCOM

Nouveau Siemens SL10

138g à savourer avant tout le monde jusqu'au 20 novembre 98*



Venez découvrir dans votre Agence France Télécom le nouveau téléphone SIEMENS SL 10 avec son écran couleur et son clavier coulissant. Jusqu'au 31 décembre vous bénéficierez en plus des frais de mise en service offerts* sur les forfaits Loft. Loft est le choix entre 7 forfaits et, avec l'option OnTime la garantie du prix le plus avantageux pour vous.

* France Télécom distributeur en avant-première du Siemens SL 10 en France Métropolitaine jusqu'au 20 novembre 98.



France Telecom

Daniel Crémieux

**LIQUIDATION TOTALE
AVANT TRAVAUX D'EMBELLISSEMENT**

DU 2 NOVEMBRE AU 5 DECEMBRE 1998
Ouverture le Dimanche 8 et Mercredi 11 Novembre
PARIS - Tél. : 01.42.66.54.50

Le Monde
DES PHILATELISTES

Chaque mois
toute l'actualité
du timbre

Chez votre marchand de journaux - 27 F

Brouillards le matin, puis soleil

SAMEDI. Les hautes pressions se sont installées temporairement sur la France avec grisaille et brouillards. Elles se décaleront ensuite vers l'est à l'arrivée d'une perturbation, dimanche.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - Les brouillards domineront sur la Bretagne et les pays de Loire, tandis que les nuages bas domineront en Normandie. Le soleil brillera ensuite largement. Le vent de sud se renforcera l'après-midi sur l'ouest. Le thermomètre montera jusqu'à 13 ou 14 degrés l'après-midi.

Normandie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Les brouillards vont dominer sur le Nord-Picardie, tandis que les nuages bas seront présents ailleurs. A partir de la mi-journée, le soleil se montrera généreux. Il fera frais le matin, entre 0 et 6 degrés. L'après-midi, les températures atteindront de 10 à 13 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Nuages bas ou brouillards domineront la matinée et pourront même persister jusqu'en début d'après-midi. D'assez belles éclaircies devraient ensuite se produire. Les températures pourront descendre jusqu'à 0 degré le matin et atteindre 8 à 12 degrés l'après-midi.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Les brouillards seront particulièrement denses le matin. Le soleil sera présent l'après-midi. Il fera de 0 à 3 degrés le matin et de 14 à 15 degrés l'après-midi.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - La grisaille ou les brouillards seront présents dans les vallées le matin, puis le soleil sera plutôt généreux. Des gélées matinales pourront se produire, jusqu'à -5 degrés. Dans l'après-midi, le thermomètre atteindra 10 à 13 degrés.

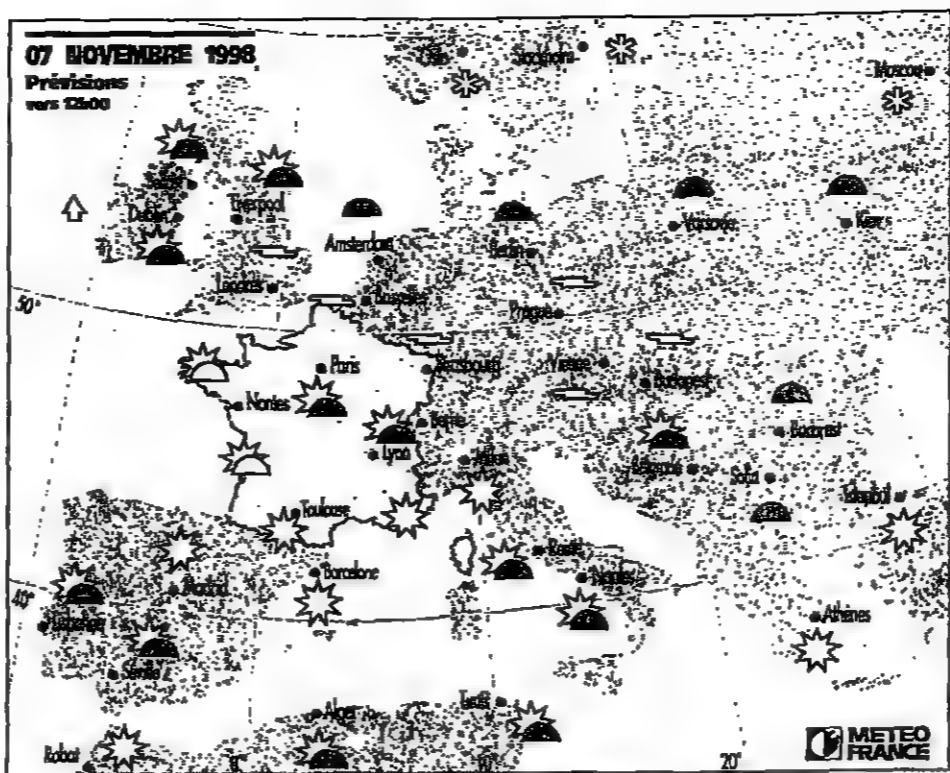
Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Le soleil va dominer cette journée. Il fera frais le matin, entre 0 et 5 degrés dans l'intérieur et 10 près des côtes. Dans l'après-midi, le thermomètre atteindra de 15 à 17 degrés.

ront la matinée et pourront même persister jusqu'en début d'après-midi. D'assez belles éclaircies devraient ensuite se produire. Les températures pourront descendre jusqu'à 0 degré le matin et atteindre 8 à 12 degrés l'après-midi.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. Les brouillards seront particulièrement denses le matin. Le soleil sera présent l'après-midi. Il fera de 0 à 3 degrés le matin et de 14 à 15 degrés l'après-midi.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. La grisaille ou les brouillards seront présents dans les vallées le matin, puis le soleil sera plutôt généreux. Des gélées matinales pourront se produire, jusqu'à -5 degrés. Dans l'après-midi, le thermomètre atteindra 10 à 13 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. Le soleil va dominer cette journée. Il fera frais le matin, entre 0 et 5 degrés dans l'intérieur et 10 près des côtes. Dans l'après-midi, le thermomètre atteindra de 15 à 17 degrés.



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ ANGLETERRE. Des week-ends à Londres, pendant les mois de novembre et de décembre, s'affichent à 1490 F par personne. Le prix inclut le voyage aller-retour Paris-Londres en train TGV Eurostar (en seconde) et une nuit d'hôtel « 4 étoiles » en chambre double avec petit déjeuner. Les départs s'effectuent le samedi, retour le dimanche. Renseignements sur Minitel au 3615 Bye Bye.

■ FRANCE. Deux formules de week-end à la neige (du vendredi soir au dimanche soir ou du samedi soir au lundi soir) sont proposées par Pierre & Vacances dans les stations suivantes: Avoriaz, Chamonix, Val-Thorens, Les Ménuires, Val d'Isère, Belle-Plagne et Les Coches. Les réservations peuvent s'effectuer à l'avance ou, selon les disponibilités, à la dernière minute en appelant le 08-02-37-37 ou par Minitel (3615 Pierre & Vacances).

PRÉVISIONS POUR LE 07 NOVEMBRE 1998

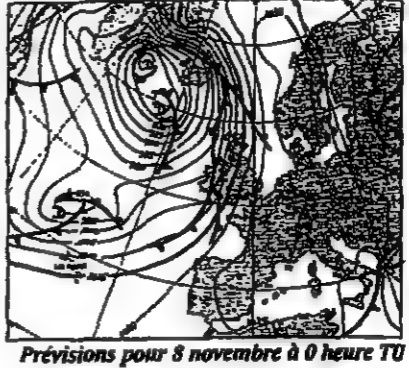
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S: ensoleillé; N: nuageux; C: couvert; P: pluie; * : neige.

FRANCE métropole	FRANCE outre-mer
ALGER	1/12 S
ANGERS	1/12 S
ARLES	1/12 S
AUXERRE	1/12 S
BANLIEUE DE PARIS	1/12 S
BELFORT	1/12 S
BESANCON	1/12 S
BIARETZ	1/12 S
BORDEAUX	1/12 S
BOURGES	1/12 S
BREST	1/12 S
CAEN	1/12 S
CHERBOURG	1/12 S
CLERMONT-F.	1/12 S
DIJON	1/12 S
GRENOBLE	1/12 S
LILLE	1/12 S
LIMOGES	1/12 S
LYON	1/12 S
MAIRIE	1/12 S
MAURITIE	1/12 S
MONTECARLO	1/12 S
NANTES	1/12 S
NICE	1/12 S
PARIS	1/12 S
PAU	1/12 S
PERPIGNAN	1/12 S
RENNES	1/12 S
ST-ETIENNE	1/12 S
STRASBOURG	1/12 S
TOLOUSE	1/12 S
TOUR	1/12 S
TUNIS	1/12 S
VALENCIENNES	1/12 S
VANVES	1/12 S
VITRY	1/12 S

PAPEETE	23/28 P
POINTE-A-PIT.	25/31 P
ST-DENIS-RE.	21/28 S
EUROPE	
AMSTERDAM	6/10 C
ATHENES	15/22 S
BARCELONE	8/13 S
BELFAST	8/13 S
BERLIN	3/6 C
BIRKENHEAD	4/8 C
BUDAPEST	0/8 C
COLOGNE	3/7 C
COPENHAGUE	3/7 C
DUBLIN	7/13 N
FRANCOFORT	4/9 C
GENEVE	4/10 C
HELSINKI	7/14 *
ISTANBUL	12/18 S
KIEV	1/6 C
LISBONNE	14/20 N
LIVERPOOL	9/13 N
LONDRES	7/12 C
LUXEMBOURG	4/7 C
MADRID	5/15 S
MILAN	3/15 S
MOSCOW	1/2 *
MUNICH	4/8 C
NAPLES	10/18 N
OSLO	4/8 *
PARIS	1/6 C
PRAGUE	7/17 N
ROME	14/24 N
SEVILLE	2/10 C
SOFIA	2/10 C
ST-PETERSBURG	4/11 *
STOCKHOLM	16/21 S
TENERIFE	16/21 S
VARSOVIE	3/4 C
VENISE	4/12 C
VIENNE	4/7 C
AMSTERDAM	19/24 C
BRASILIA	15/22 S
BUEENOS AIRS	25/29 S
CARACAS	1/16 S
CHICAGO	11/17 N
LOS ANGELES	12/22 S
MEXICO	2/6 C
MONTREAL	9/18 S
NEW YORK	9/13 P
SAN FRANCISCO	9/13 P
SANTIAGO	9/25 S
TORONTO	2/6 C
WASHINGTON	3/15 N
AFRIQUE	
ALGER	12/20 N
DAKAR	25/31 S
KINSHASA	23/29 P
LE CAIRE	17/28 S
MARRAKECH	18/29 S
NAIROBI	18/27 N
PRETORIA	13/18 P
RABAT	14/24 S
TUNIS	12/20 N
ASIE-OCEANIE	
BANGKOK	24/31 S
BOMBAY	24/33 S
CHANGA	28/31 P
CHANGA	22/31 S
HANOI	17/27 N
HONGKONG	18/24 S
JERUSALEM	16/27 N
NEW DELHI	19/27 P
PEKIN	4/14 S
SEOUL	10/17 S
SINGAPOUR	26/30 P
SYDNEY	18/24 N
TOKYO	12/18 P



Situation le 6 novembre à 0 heure TU

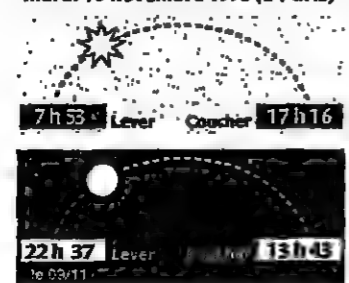


Prévisions pour 8 novembre à 0 heure TU

ASTRONOMIE

QUAND, vers mars 2001, la sonde américaine Mars Global Surveyor (MGS) en aura terminé avec son travail de cartographie de la planète rouge, les géologues pourront s'en donner à cœur joie. Certes, ils disposent déjà d'un matériel intéressant puisque, dans les années 70, les prédecesseurs de MGS que furent les sondes Mariner-9 et Viking-1 et 2 avaient déjà effectué un immense travail de « relevé » photographique. Le premier, opérationnel en 1971-72, fournit 7 300 images d'une résolution de 1 à 3 kilomètres au sol - ce qui couvrait 98 % de la surface martienne - et quelques poignées d'images à haute résolution pour

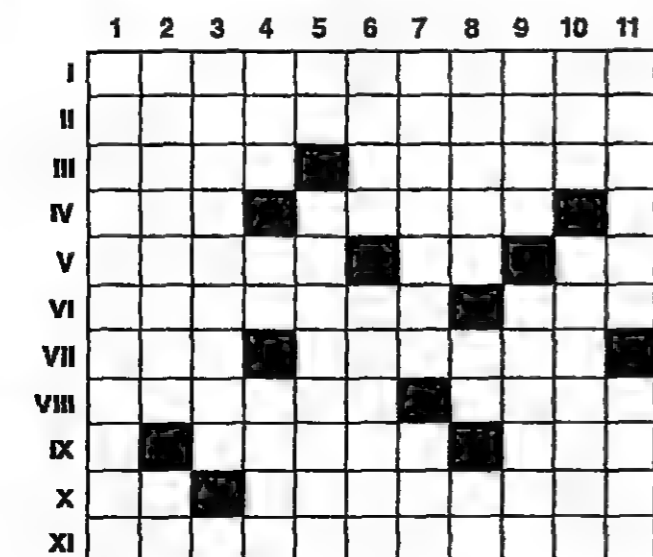
SOLEIL ET LUNE, DE LA SEMAINE
mardi 10 novembre 1998 (à Paris)



MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 98266

3615 LEMONDE, l'apex SOS (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

1. La petite graine en pleine évolution. - II. Tous les problèmes de fonds la concernent. - III. Prophète devenu artiste. Demander avec instance. - IV. Monarque renversé. Suivre aveuglément. - V. Le feu entre marteau et enclume. En Suisse. Chlore. - VI. La plus commune est charbonnière. Simple pour le charbonnier. - VII. Vient d'avoir. Etoffe légère. - VIII. Ouverte pour laisser passer. Anneau marin. - IX. Montar-

chie parlementaire. Transport en commun chez nous, individuel à Londres. - X. Conjonction. Cercle savant. - XI. Difficiles à entretenir.

VERTICALEMENT

1. Prennent les bonnes mesures sur le terrain. - 2. Fait l'ouverture à table. Possessif. - 3. Qui ont pu retrouver leurs charmes. - 4. Moment de liberté. Etoffe dure. Changeai de timbre. - 5. Dans le coup. Suivis quand ils sont bat-

tus. - 6. A régler en partant. Leurs fleurs sont jaunes, leurs feuilles donnent du bleu. - 7. Protections des couches. Voyelles. - 8. Mets à feu. Personnel. En panne. - 9. En feu. Condamné à travailler dur. - 10. Pas martial. Couvre le haut. - 11. Huile parfumée. Temps variables.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 98265

HORIZONTALEMENT

I. Irrationnel. - II. Routine. OMI. - III. Rush. Cinéma. - IV. Aléas. Lames. - V. Desnos. Sels. - VI. It. Etatisée. - VII. Atre. Bol. Es. - VIII. Tee. Roulas. - IX. Naïtras. - X. Ovale. Rien. - XI. Non-résident.

VERTICALEMENT

1. Irradiation. - 2. Roulette. VO. - 3. Russes. Renan. - 4. Aléas. Air. - 5. TI. Sor. Rire. - 6. INC. Sabotage. - 7. Ceil. Tour. - 8. Nasillard. - 9. Noèmes. Asie. - 10. Emmêlées. En. - 11. Liasses. Ont.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

ISSN 0244-4787

Imprimerie du Monde 12, rue de la Harpe 75005 Paris Cedex 05

PRINTED IN FRANCE

Président-directeur général: Dominique Meyer Vice-président: Dominique Meyer Directeur général: Stéphane Courrèges 21bis, rue Claude-Bernard - BP 218 75216 PARIS CEDEX 05 Tél: 01.42.17.33.00 - Fax: 01.42.17.33.26

PHILATÉLIE

PHILATÉLIE

L'Union mondiale pour la nature

UNE ÉTOILE DE MER, une églantine, un zèbre, un jeune enfant, des macareux... Il ne manque qu'un raton laveur sur ce timbre à 3 F mis en vente générale le vendredi 6 novembre pour le cinquantenaire de l'Union mondiale pour la nature (UICN).

Réunissant aujourd'hui plus de neuf cents organisations dans cent trente-huit pays, l'UICN, est née en 1948 à Fontainebleau (Seine-et-Marne) mais son siège est en Suisse, ce qui ne l'a pas empêchée d'obtenir l'émission d'un timbre en France.

La vente anticipée s'est déroulée du 3 au 5 novembre à Fontainebleau, lors d'un grand rassemblement organisé sur le thème « Imaginer le monde de demain: divers ou divisé ? ».

Les philatélistes disposent d'un délai de huit semaines pour obtenir par correspondance l'oblitération « premier jour » de ce

timbre, dessiné par Pascale Pichot, en s'adressant au Bureau des oblitérations philatéliques, 61-63, rue de Douai, 75436 Paris Cedex 09.

P. J.

EN FILIGRANE

■ AIMÉ JACQUET. Un bureau de poste temporaire a fonctionné le 3 octobre à Sail-sous-Couzan (Loire) à l'occasion de la venue d'Aimé Jacquet dans son village natal. L'UP-PTT Loire diffuse une enveloppe pré-affranchie légendée « La commune fête son héros », 15 F, port compris (Antoine Dupont, 1, chemin du Sablat, 42600 Ecotay-Olmé).

■ VENTE. La 59: vente à prix nets Belhr (Paris, tél.: 01-42-97-42-62)



REPUBLIQUE FRANÇAISE LA POSTE

disperse près de 3 000 lots. En vedette: un Curtiss Jenny centre renversé des Etats-Unis de 1918, dont un exemplaire a atteint 173 000 dollars en 1994; un 10 c Présidence neuf, l'un des timbres les plus rares de France, proposé à 120 000 F. A la rubrique colonies françaises: des colis postaux de Côte-d'Ivoire (300 F à 50 000 F), une collection de Côte des Somalis, des bureaux français et des postes locales du Maroc.

Des préoblitérés « Fleurs des champs »

La Poste procède à la mise en vente progressive de la série de timbres préoblitérés « Fleurs des champs »: liseron (1,87 F), coquelicot (2,18 F), violette (4,66 F), bouton d'or (7,11 F). Cette série se substitue à la précédente, « Feuilles d'arbres », aux mêmes valeurs. Les timbres préoblitérés, destinés aux affranchissements des envois en nombre bénéficiant de tarifs spéciaux, sont commercialisés par quantités multiples de cent, avec minimum de quatre cents, sauf pour les collectionneurs, qui peuvent se les procurer aux Points-philatélie et par correspondance auprès du service philatélique de La Poste.

مكتبة من الكتب

ماذا من اجل

CARNET

LE MONDE / SAMEDI 7 NOVEMBRE 1998 / 31

DISPARITIONS

Mohamed Taki Abdoukarim
Le président des Comores

DÉCÉDÉ des suites d'une crise cardiaque, vendredi 6 novembre à l'aube, à l'âge de soixante-deux ans, Mohamed Taki Abdoukarim avait été élu président de la République fédérale islamique des Comores le 17 mars 1996. Il était alors le candidat de l'Union nationale pour la démocratie aux Comores (UNDC) et avait succédé à Said Mohamed Djohar, écarté du pouvoir après la tentative de coup d'Etat menée le 28 septembre 1995 par le mercenaire français Bob Denard. Très pieux, Mohamed Taki, qui s'est toujours défendu d'être un intégriste, comme le lui reprochaient souvent ses adversaires, avait pour programme de « remettre l'Etat debout », de réformer la Constitution et de mettre un terme à la corruption.

Né le 20 février 1936 à Mbéni (Grande Comore), Mohamed Taki a commencé sa carrière politique en 1967, en se faisant élire député des Comores encore françaises. Ingénieur diplômé de l'Ecole française des ponts et chaussées, plusieurs fois ministre et ancien président de l'Assemblée nationale comorienne, il a aussi un passé d'opposant actif qui lui a valu la prison, la clandestinité et l'exil volontaire. Successivement ministre de l'Agriculture, de l'Enseignement et de l'Équipement, il est chargé de l'intérieur dans le premier gouvernement des Comores indépendantes (1975), à

l'époque du président Ahmed Abdallah. Emprisonné sous le régime socialiste d'Ali Solih (1975-1978) pour tentative de coup d'Etat, il revient aux affaires après le putsch de 1978 et devient président de l'Assemblée nationale (jusqu'en 1984). Mais, en désaccord avec le président Abdallah, il quitte les Comores pour la France, d'où il rentre après l'assassinat du chef de l'Etat en 1989.

En 1990, Mohamed Taki compte parmi les huit candidats à la présidentielle, remportée par Said Mohamed Djohar. Battu au 2^e tour, Taki affirme que la victoire lui a été volée et retourne en France. Il revient aux Comores fin 1991, à la faveur d'une tentative de réconciliation nationale. Nommé en 1992 « responsable de l'action gouvernementale » (premier ministre), il est limogé en juillet de la même année par le président, qui lui reproche d'avoir établi des relations avec « un financier proche des anciens mercenaires ».

Recherché après le putsch manqué de septembre 1992, il entre dans la clandestinité et réapparaît lors de la tentative de coup d'Etat de septembre 1995. Il est alors brièvement nommé coprésident par les putschistes, jusqu'à l'intervention militaire française qui met fin au coup d'Etat et contraind les mercenaires à quitter les Comores.

Frédéric Fritscher

Bob Kane
Le co-créateur de Batman

BOB KANE, le dessinateur et écrivain qui créa Batman en 1939, est mort mardi 3 novembre à son domicile de Los Angeles, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Né le 24 octobre 1916 à New York, Robert Kane a débuté dans l'illustration en 1933, puis a collaboré à un studio graphique en compagnie d'un autre grand auteur de la BD américaine, Will Eisner (*Spirit*). D'abord auteur de nombreuses séries comiques (*Pluto* et *Peter Pup*, *Professor Doolittle*), il publie ensuite des séries policières comme *Cliff Carson*, avec pour associé Bill Finger. En 1939, le duo crée un personnage de BD concurrent de Superman, qui vient d'être lancé et remporte un grand succès. Ce sera Batman, qui naît en mai 1939 dans le magazine *Detective Comics*.

Le justicier masqué, son compagnon Robin et les autres personnages de la série seront les plus importantes créations graphiques de Bob Kane, qui aura de nombreux collaborateurs et succes-

seurs. Batman naît au cinéma en 1940 et dans la presse quotidienne américaine en 1943. La diffusion de dessins animés en 1966 incitera d'ailleurs Bob Kane à la ressource dans la presse. Il bénéficie d'un succès planétaire, la « batmania », dû notamment au film de Tim Burton (1989), ainsi qu'aux dessins animés de la Warner Bros. Batman est édité dès 1940 en fascicules chez DC Comics, en France chez Futuropolis, Zenda, Comics USA, ainsi qu'en magazine (*Batman Magazine*).

Après Batman, Bob Kane, dessinateur prolifique et réaliste qui a marqué la BD par son sens du cadrage et son graphisme audacieux, alterne œuvres de commande et créations propres. Il a ainsi réalisé des épisodes de *Superman*, de *The Hulk*, de *Flash Gordon* et d'autres séries, tout en adaptant en BD *The Ring of the Nibelungen* ou le film *Jurassic Park*.

Yves-Marie Labé

Pierre Soria
Un architecte engagé

PIERRE SORIA, architecte et urbaniste, est mort brutalement lundi 2 novembre, à l'âge de cinquante et un ans.

Auteur de lycées (Palaiseau, Saint-Martin de la Gadeloupe), de bâtiments administratifs (hôtel de ville de Choisy-le-Roi), Pierre Soria était surtout connu comme le maître d'œuvre de nombreux ensembles de logements sociaux, caractérisés par la recherche d'innovations spatiales ou techniques qui compensent la pauvreté ordinaire des financements. Mais il était aussi un professionnel engagé. Pierre Soria a été l'un des acteurs du mouvement Mars 76, qui s'opposait, en matière d'urbanisme, aux pratiques du zoning, et il avait été l'un des fondateurs, en

1978 - puis, à partir de 1981, le secrétaire général - du Syndicat de l'architecture, organisation plus politique, créée en opposition à l'Ordre national.

Avec Jean Nouvel, Gilbert Lescazes, ainsi qu'avec Martin Robain et le groupe d'Architecture Studio, il s'installe alors au 10, rue Lacuée, à Paris. Cette agence plurielle et polymorphe remporte le concours pour l'Institut du monde arabe, achevé en 1987, qui obtient l'Equerre d'argent et le Prix d'architecture de l'Agha Khan. Associé à Jean Nouvel, Pierre Soria a réalisé un ensemble de logements à Saint-Ouen, ville qui l'accueillera à plusieurs reprises, seul ou à nouveau en tandem, avec l'équipe d'Architecture Studio.

Toujours prêt à s'engager, Pierre Soria était apprécié par ses confrères pour sa droiture et son idéalisme. Défendant la liberté de la critique, y compris au sein de la profession, il avait, dans la revue *Urbanisme*, exprimé un avis sévère sur l'insupportable d'un confrère, le Pontant, à Paris, ce qui lui avait valu en 1990 un inhabituel procès. Il venait d'achever un centre de secours à Tremblay-en-France, ainsi que le conservatoire de musique de cette ville.

Frédéric Edelmann

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

— La petite Mireuse a passé la ligne d'arrivée à la première.

Alexandra, Catherine, Charlotte
souris à la vie depuis le 21 octobre 1998.

Olivier G. et Stéphanie Mirguez,
22, rue du Général-Lejeune,
67000 Strasbourg.

Anniversaires de naissance

— 8 novembre 1948.
8 novembre 1998.

Heureux anniversaire,
Philippe !

Bon vent pour un autre demi-siècle de bonheur avec tous les tiens.

Georges et Francine,
Pierre, Jean-Michel et François.

Anniversaires

Ariane,
un an déjà, merci.

Mariages

— Le samedi 7 novembre 1998, à 15 heures, sera célébré en l'église Sainte-Anne de Tourcoing (Nord), le mariage de :

M^{lle} Laurence CRERASSA
avec
M. Cédric DAVASE.

Anniversaires de mariage

Marié,
« Margarine » de la Maison rouge,

aura ses quarante-cinq ans de mariage, le 7 novembre 1998, avec son époux,

Jean-François.

Décès

— M^{me} Devote-Marie Albertini,
son épouse,
Danielle, Joëlle, François, Pascal,
Véronique, Françoise, Luc, Claude
et Lucinda.

ses enfants, belles-filles et beaux-fils,
Chloé, Julie, Camille, Roxane, Jérémy,
Tiphaine, Aurélien et Clément,
ses petits-enfants,
Jacques et Catherine Samouil, Odette et
Jean-Roch Kominsky,
ses beaux-frères et belles-sœurs, et leurs
enfants et petits-enfants.

Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès, à
l'âge de soixante-dix-huit ans, de

M. Toussaint ALBERTINI.

Les obsèques auront lieu le samedi
7 novembre 1998, à 10 h 30, en l'église de
Maggiaciano, à Prunelli-di-Fiumorbu
(Haute-Corse).

23, route de Ville,
20200 Bastia.

— Marie-Françoise Baslez,
ses filles,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Michel BASLEZ.

survenu le 3 novembre 1998.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le lundi 9 novembre, à 14 h 30, en l'église
Saint-Dominique, 20, rue de la Tombe-
Issoire, Paris-14^e.

— M^{me} Hélène Bulz,
son épouse,
Le docteur et M^{me} Claude Konopnicki,
M. et M^{me} Jean-Jacques Wahl,
M. et M^{me} Michel Bulz,
ses enfants,
Ses petits-enfants et son arrière-petite-
fille,
ont la grande douleur de faire part du
décès de

M. le Grand Rabbis honoraire
de Luxembourg
Emmanuel BULZ,
docteur en droit,
chevalier de la Légion d'honneur,
commandeur de l'Ordre
de la Couronne de chœur,
commandeur de l'Ordre
de Léopold-II,
homme de cœur et de culture,

décédé subitement, le mercredi
4 novembre 1998, à l'âge de quatre-
vingt et un ans.

L'enterrement a eu lieu à Luxembourg,
le 6 novembre.

2, rue M.-de-Brabant,
1254 Luxembourg.

VISION DE LOIN, VISION DE PRÈS,
VISION INTERMÉDIAIRE...

VISION PARFAITE, UNE SEULE SOLUTION.
LES VERRES PROGRESSIFS

EXÉCUTÉS CHEZ
E. B. Meyrowitz

5, RUE DE CASTELJONE
PLAZA VENTOUZE
75001 PARIS
Tél. 01 42 40 43 44

Frédéric Edelmann

— Anne-Marie Chauderlot,
Patricia Chauderlot,
Famille Orsoni,
Famille Faivre-Istria,
Famille Coria.

ont la douleur de faire part du décès de

Guy CHAUDERLOT,
directeur honoraire MSA,

survenu le 27 octobre 1998, à Marseille.

150, avenue du Prado,
13008 Marseille.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Marie-Magdeleine DAVY
philosophe,
maître de recherches au CNRS,
écrivain, conférencière,

survenue le 1^{er} novembre 1998.

Après la cérémonie religieuse, le corps
de la défunte a été inhumé au cimetière de
Saint-Claude (Deux-Sèvres) dans une
tombe anonyme portant ces mots :
Ses heures, passées.

21, rue Racine,
75006 Paris.

— David Encaoua,
son fils,
Rachid Benichou, Michèle Bensaid,
Jeanette Encaoua,
ses filles,
Meyer Sabbah,
son frère,
Yvette Levy, Zohra Cohen,
ses sœurs,
Edwige Encaoua,
sa belle-fille,
Lucien Bensaid,
son gendre,
Germaine et Michel Rochas,
Patrick et Thérèse Benichou,
Bernard et Frédérique Bensaid,
Philippe et Valérie Bensaid,
Maurice et Alain Fischer,
Myriam Encaoua,
ses petits-enfants,
Claire Rochas,
Jacob et Elsa Bensaid,
Rachid et Samuel Fischer,
Ascher et Reuben Benichou,
Léopold et Hannah Bensaid,
ses arrière-petits-enfants.

Les familles Encaoua, Levy, Sabbah,
Dahan,
ont la douleur de faire part du décès de

Messoudy ENCAOUA,
né SABBAB,

survenu à son domicile, le 4 novembre
1998.

L'enterrement aura lieu le vendredi
6 novembre 1998, au cimetière du Père-
Lachaise, 96^e division.

Rendez-vous à 14 heures, à l'entrée
principale du cimetière, boulevard de
Médanmontant.

Messoudy ENCAOUA
s'est éteint dans la nuit du 4 novembre
1998, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Ceux qui l'ont connu et aimé auront
une pensée pour elle. Elle laisse ses
enfants, ses petits-enfants et arrière-
petits-enfants dans le désarroi de
l'absence.

L'enterrement aura lieu le vendredi
6 novembre, au cimetière du Père-
Lachaise, 96^e division.

Rendez-vous à 14 heures, à l'entrée du
cimetière, boulevard de Médanmontant.

Albert LAPLANCHE,
professeur d'allemand,
agréé de l'Université.

est décédé le 4 novembre 1998, à l'âge de
quatre-vingt-quatre ans.

De la part de
Simone Laplanche, née Orenier,
son épouse,
Marie-Hélène, Jean-Michel, François,
ses enfants et leurs conjoints,
Ses sept petits-enfants,
Son arrière-petite-fille,
Et toute sa famille.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le samedi 7 novembre 1998, à 8 h 30, en
l'église Saint-Pierre-Chaël, à Bourg-en-
Bresse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

8, avenue Louis-Jourdan,
01000 Bourg-en-Bresse.

— Hugues des Abbayes,
son épouse,
Jacques et Nancy Bouché,
ses neveux et nièces,
font part du décès de

Michel
NICOLLON des ABBAYES,
avocat honoraire à la cour,

survenu le 5 novembre 1998, à l'âge de
quatre-vingt-deux ans.

Montfort,
85400 Les Magnols-Reigniers.

— M^{me} Paule Lavail,
son épouse,
M. et M^{me} Martin Lavail,
son fils et sa belle-fille,
M^{me} Elisabeth Lavail,
sa petite-fille,
Bl. et M^{me} Sordaniak,
son gendre et sa fille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri LAVAIL,
président de section honoraire
au Conseil d'Etat
(section finances),
ancien élève
de l'Ecole polytechnique,
ancien élève
de l'Ecole nationale
des Ponts et Chaussées,
commandeur de la Légion d'honneur,
commandeur de l'Ordre national
du Mérite,
croix de guerre 1939-1945,

survenu le 27 octobre 1998, à Perpignan,
à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans
la stricte intimité, le 30 octobre, en
l'église de Bages.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Odette Léveque,
Laurent et Claire,
François et Françoise,
Julien, Benjamin, Marguerite, Mathieu
et Louis,
ses enfants et petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

Christian LÉVEQUE,
commandeur de l'Ordre national
du Mérite,

le 5 novembre 1998.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le lundi 9 novembre, à 10 h 30, en l'église
réformée du Kremlin-Bicêtre, 10, rue
Danton.

41, rue Danton,
94270 Le Kremlin-Bicêtre.

— M^{me} Noëlle Prejger,
son épouse,
Daniel et Bélen,
son fils et sa belle-fille,
Francis et Amanda,
ses petits-enfants,
Elvire,
sa belle-sœur,
ont la très grande tristesse de faire part du
décès de

M. Lionel PREJGER,

survenu le 2 novembre 1998.

L'inhumation a eu lieu dans la plus
stricte intimité.

Que ceux qui l'ont connu et aimé
pensent à lui.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Nane STERN,

survenue le 1^{er} novembre 1998.

La cérémonie religieuse aura lieu le
lundi 9 novembre, à 10 h 30, en l'église
Saint-François-Xavier, 12, place du
Président-Mithouard, Paris-7^e.

L'inhumation aura lieu, dans l'intimité,
au cimetière parisien de Bagneux.

Cet avis tient lieu de faire-part.
(Le Monde du 5 novembre.)

CARNET DU MONDE
Fax : 01-42-17-21-36

Téléphone :
01-42-17-39-80
01-42-17-38-42
01-42-17-29-96

— Orlins, Lyon, Paris, Saint-Etienne,
Micon.

M^{me} Auguste Tholly,
Françoise Tholly,
Paul et Geneviève Tholly,
François, Marion, Antoine, Cécile,
Dominique et André Tholly-
Charbonnier,
Pauline, Alice,
Leur famille,
Parents et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Auguste THOLLY,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre
avec étoile d'argent,

survenu le 4 novembre 1998, à l'âge de
quatre-vingt-deux ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le samedi 7 novembre, à 10 h 15, en
l'église Saint-Roch, à Saint-Etienne.

L'inhumation aura lieu au cimetière du
Crêt-de-Roch.

Condolances sur registre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Remerciements

— Boulogne-sur-Mer, Avignon.

M^{me} Emile Quelderie-Pollet,
La famille
remercie toutes les personnes qui se
sont associées à leur peine lors du décès de

M. Emile QUELDERIE,
survenu le 21 octobre 1998.

Services religieux

— Le 11 novembre 1998.

Viviane ALAIX
nous quitte.

Un office religieux sera célébré à sa
mémoire, le jeudi 12 novembre, à 17 h 15,
à la chapelle du lycée Saint-Pierre de
Bruay.

Anniversaires de décès

« J'ai cueilli ce brin de bruyère
L'automne est mort, souvenir d'en
Nous ne nous verrons plus sur terre
Odeur du temps brin de bruyère »

Et souvenir-toi que je t'attends,
Guillaume Apollinaire.

Étienne SOBCEK,
né VALETTE,
8 octobre 1937 - 8 novembre 1998.

Nous ne nous consolons pas de son
absence.

Betty STANOJEVIC.

Il y a un an, le 6 novembre 1997, tu
as quitté. Tu nous manques.

Momir, Katarina et Ivana.

Conférences

LES CONFÉRENCES DU SALON
DE LA COPROPRIÉTÉ
Samedi 14 novembre 1998

— Entretien et valorisation de
l'immeuble.

— Isolation acoustique et thermique.

— Réforme du droit de la copropriété.

— Remunération du syndic.

— Comment lire un relevé de charges.

Pour obtenir une invitation gratuite aux
conférences du Salon de la Copropriété
(du 12 au 14 novembre), Carrousel du
Louvre, 99, rue de Rivoli, Paris-1^{er} :

— Adressez votre demande à
SQUAD International.

1, rond-point de l'Europe,
92257 La Garenne-Colombes Cedex.

— Téléphonez au 01-47-82-08-96
ou http://www.coproweb.com

"GRAND JURY"
RTL - Le Monde - LCI
FÉLIX
ROHATYN
Ambassadeur des États-Unis
ANIMÉ PAR
OLIVIER MAZEROLLE
AVEC
PATRICK JARREAU (LE MONDE)
ET
ANITA HAUSSER (LCI)
DIMANCHE
18 H 30
RTL

ART Le Musée d'art moderne et contemporain de Strasbourg devait être inauguré le 6 novembre par la ministre de la culture, Catherine Trautmann, ancien maire de la ville. ● UN

BÂTIMENT de 13 000 mètres carrés abrite des collections qui souffrent d'un certain manque d'homogénéité. ● LE MUSÉE compte cependant quelques pièces remarquables, outre un

riche cabinet d'art graphique et une section dédiée à la photographie. ● L'ARCHITECTE Adrien Fainsilber, qui a conçu le Musée des sciences de la Ville, à Paris, a dessiné au bord de

l'Ill un ensemble rectiligne autour d'une verrière centrale, avenue intérieure de 100 mètres de long et de 25 mètres de haut. ● AU CENTRE DE STRASBOURG, place Kléber, l'Aubette,

dancing décoré dans les années 20 par Theo Van Doesburg, Hans-Jean Arp et Sophie Taeuber avait commencé d'être rénovée en 1994. Mais le bâtiment reste depuis à l'abandon.

Méli-mélo d'œuvres d'art dans la nouvelle nef du musée de Strasbourg

Catherine Trautmann, ministre de la culture, devait inaugurer le 6 novembre dans sa ville le Musée d'art moderne et contemporain, 13 000 mètres carrés conçus par l'architecte Adrien Fainsilber pour abriter des collections assez riches mais hétérogènes

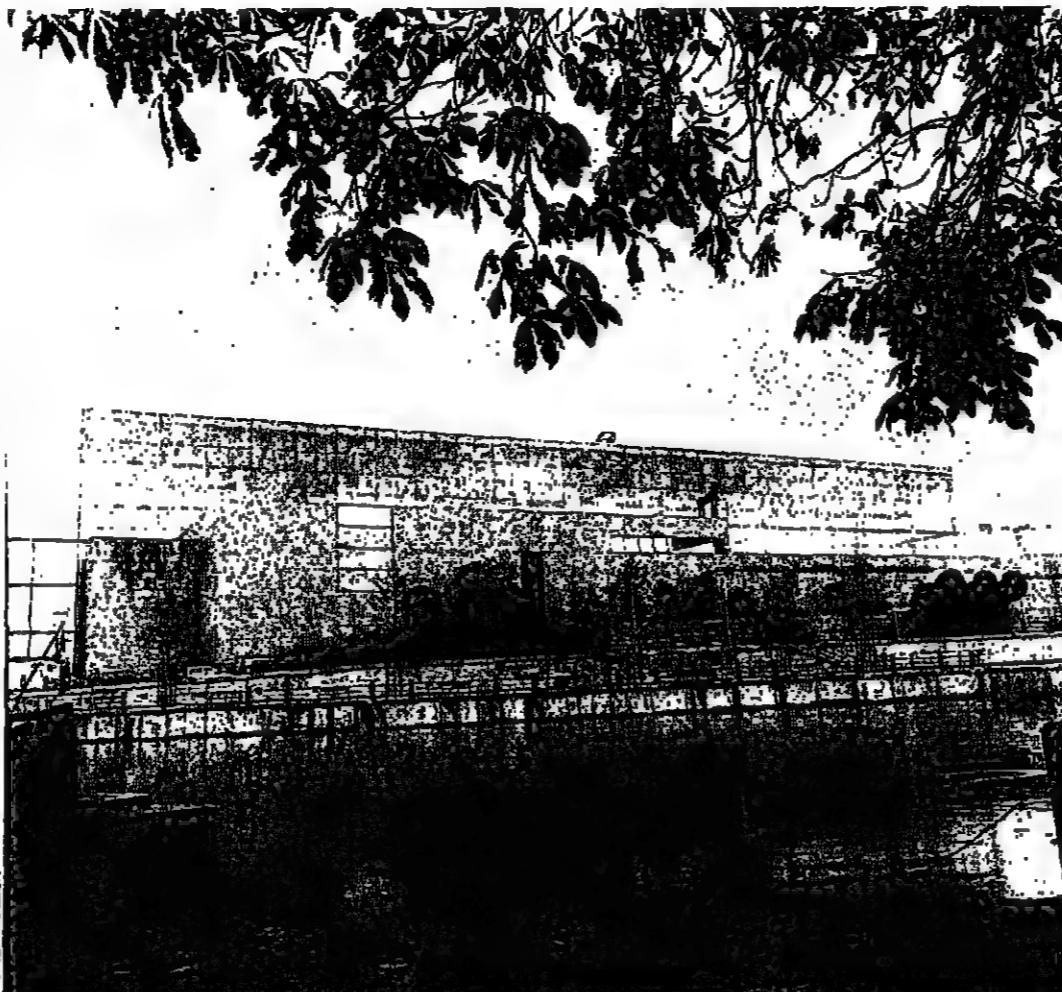
Musée d'art moderne et contemporain de Strasbourg (MAMCS), 1, place Hans-Jean-Arp, Strasbourg. Bus lignes 2, 3, 10, 15, 20, 23, arrêt Obernai. Tél. : 03-88-23-31-31. Du mardi au dimanche, de 11 heures à 19 heures ; le jeudi, de 11 heures à 22 heures. 30 F. Catalogue : éditions Scala, 128 p., 190 F.

STRASBOURG

Il y a un musée de plus à Strasbourg. La faute originale en revient à Wilhelm Bode, directeur des musées royaux de Prusse, qui, en 1888, rédigea un rapport à l'intention du maire de la ville, alors allemande. Il s'agissait de donner « une image de l'évolution de la peinture jusqu'à l'époque contemporaine ». Un siècle après, c'est fait. Le Musée d'art moderne et contemporain de Strasbourg devait être inauguré le 6 novembre par la ministre de la culture, Catherine Trautmann, ancien maire de la ville. L'architecte Adrien Fainsilber a dirigé, pour un coût total de 233 millions de francs, un bâtiment de près de 13 000 mètres carrés. Reste à savoir pourquoi. Les collections conservées sur place ne sont pas des plus homogènes et rendent impossible un parcours encyclopédique. La chronologie elle-même fonctionne par à-coups. Jean Favière, ancien directeur des musées de Strasbourg, le reconnaissait déjà en 1978, cinq ans après l'ouverture d'un premier musée, trop petit, à l'Ancienne Douane : « Le Musée d'art moderne de Strasbourg se présente plus comme la somme d'une série de hasards heureux que comme un établissement au programme et à la politique clairement définis. »

QUELQUES MIRACLES

Hasard heureux : les œuvres sont souvent, sinon miraculeuses – au moins pour certaines d'entre elles –, miraculeuses. En témoigne un plateau original du *Penseur* de Rodin, acquis entre 1907 et 1912 auprès de l'artiste, et qui avait ensuite échoué à l'École des beaux-arts. Des ignorants, ou des iconoclastes, lui avaient fait subir les derniers outrages, pensant qu'il s'agissait d'un simple moule d'étude. Le pauvre penseur grognon, soigneusement enlucé, était promené en procession pendant les monômes étudiants. D'autres œuvres appartenant aux collections, mais perdues dans des ré-



Au bord de l'Ill, un abri limpide et pérenne.

sertes profondes, ont également été redécouvertes à l'occasion de l'installation dans le nouveau musée : un *de Vallotton*, un bureau dessiné par Sophie Taeuber-Arp, un vitrail de Poliakoff.

Car les Strasbourgeois savaient acheter, tôt et à bon escient : une *Nature morte* peinte par Braque en 1911 fut ainsi le premier tableau cubiste à entrer dans les collections publiques françaises, en 1923, acquis lors de la liquidation des biens du marchand Daniel-Henry Kahnweiler. Et l'achat, en 1992, de la collection constituée par Samuel Francis Clapp enrichissait d'un coup le musée de deux cents œuvres de Gustave Doré. Elles ont rejoint l'énorme (54 m² !) *Christ quittant le prétoire*, une toile très abîmée dont les visiteurs pourront suivre en direct la restauration.

Gustave Doré et Hans-Jean Arp,

toit deux natiifs du cru, les préraphaélites ou les symbolistes fin de siècle et le mouvement Fluxus, Klimt et Pino Pascali, tirent à hue et à dia une collection aux lacunes béantes, même si des dépôts d'Orsay et du Centre Georges-Pompidou permettent quelques raccords. La situation n'est pourtant pas pour déplaire au nouveau directeur, nommé en 1995, Rodolphe Rapetti. Ce spécialiste du XIX^e siècle, ancien conservateur au Musée d'Orsay,

avait organisé quelques expositions décapantes, comme celle consacrée aux polytypes à travers les âges, lors de l'inauguration du Grand Louvre. Il sait tirer profit d'un défaut, et estime mieux restituer ainsi la variété du foisonnement créatif de la modernité, « loin de la distinction souvent simpliste entre maîtres et épigones sur laquelle s'est longtemps fondée la rhétorique muséale de l'art moderne ».

Les amateurs pourront donc sa-

vourer, à quelques pas du Rodin, les sculptures voluptueuses et coquines de François-Rupert Carabin (1862-1932), qui n'est guère connu que des initiés, parmi lesquels M^{re} Maurice Rheims fut un précurseur. Ou passer d'un nu de Vallotton à un surprenant buste de femme, au profond décolleté taillé dans le bois, vers 1925, par une main anonyme (peut-être celle d'Egon Guttman) : c'est l'un des rares exemples de sculptures produites par le mouvement allemand de la Nouvelle Objectivité. Ils pourront aussi découvrir l'œuvre de Lou Albert-Lasard (1885-1969), maîtresse de Rilke et peintre proche du Blaue Reiter.

CONSERVATEURS GONFLÉS

Située à l'étage, la partie contemporaine du musée respecte ce méli-mélo joyeux et intellectuellement stimulant : il faut être gonflé comme Paul-Hervé Parsy et Véronique Wiesinger, les deux conservateurs, pour juxtaposer dans la même salle la formidable *Montagne* de Germaine Richier, un Baselitz, des Picasso, et *La Nuit aveugle*, gigantesque et réjouissante tartine peinte, les yeux bandés, par Giuseppe Pinot-Gallizio. Cette section bénéficie encore de quelques œuvres fortes, comme la reconstitution de l'*Atelier des Eryx*, dans l'état où le laissa Robert Filliou avant de se retirer dans un monastère bouddhiste ; ou d'achat récents et judicieux, comme l'*Ambiance orange* de Carla Accardi. Mais elle bénéficie surtout du dépôt d'un collectionneur privé, Jean Broly, qui a prêté un ensemble passionnant comportant des travaux de Hantai, Buren, Toroni, ou Rutault.

Le nouveau musée abrite aussi, en mezzanine, un cabinet d'art graphique particulièrement riche. Placé sous la responsabilité de Marie-Jeanne Geyer, il conserve 15 000 dessins et estampes, dont les gravures de Käthe Kollwitz de la série *La Guerre des paysans*, ou ces six dessins de Kandinsky qu'un exportateur indiscipliné avait bêtement

sous-estimés lors de leur passage en douane : comme le permettait une loi aujourd'hui, hélas, abolie, ils furent achetés à leur valeur déclarée, et le voleur fut volé. Il y a enfin, sous la houlette de Sylvain Morand, une section dédiée à la photographie : c'est la seule, dans un musée français, à bénéficier d'un espace spécifique et d'un accrochage permanent (*Le Monde* du 30 octobre).

On l'aura compris, la collection n'est pas dénuée d'intérêt, même si elle n'atteindra jamais la richesse et la cohérence de celles d'autres musées de province, comme celui de Grenoble, par exemple. Mais un malaise est perceptible, qui tient moins au fonds qu'à ses conditions de présentation. Dans les salles, les œuvres semblent à l'étroit. Quant à la nef, elle occupe à elle seule plus de 1 000 mètres carrés de la surface du musée : Adrien Fainsilber voulait en faire une rue couverte, un trait d'union entre l'art et la ville. L'idée était généreuse, mais l'espace est désormais clos par des grilles et une entrée que les élus ont décidé payante, ce qui impose l'installation d'une billetterie. La rue est devenue couloir, et un couloir surdimensionné.

Les conservateurs se sont hasardés à y installer quelques œuvres, un peu perdues là-dedans : des béquilles géantes de Philippe Ramette, un personnage de Juan Muñoz, la *Giulietta* de Bertrand Lavier. Le volume, qui se voulait convivial, se révèle intimidant. Et, à l'usage, peu pratique en termes d'accrochage.

Le musée souffre de n'avoir pas vu sa conception supervisée ou accompagnée par un conservateur. Il paraît que la direction des musées de France a participé au suivi du projet : au vu du résultat, on ne l'en félicite pas. « Un musée n'est pas un simple lieu d'exposition », écrit Adrien Fainsilber. Peut-être. Mais l'on sent parfois que l'architecte regrette que des gougnafiers se soient mêlés d'accrocher des tableaux dans son beau bâtiment.

Harry Bellet

Une architecture sereine dans la belle lumière d'Alsace

STRASBOURG

Drôle d'objet que le Musée de Strasbourg. Beau et noble, assurément, mais qui vous laisse perplexe, tel un Rubik's Cube, si l'on y pense en urbaniste, ou, si l'on a plutôt la fibre picturale, tel un grand cabinet de curiosités qui n'aurait pas encore reçu ses perruches moroises, ses flacons d'hippocampes en poudre, ses crocodiles empilés, ses grimoires ni ses pierres philosophales. Une grande armoire vide manifestement conçue pour le rangement, mais de quoi ? Il y avait bien le gigantesque Gustave Doré, ce Christ quittant le prétoire, où le graveur alanguit se reposait de son génie. Pour le reste, il fallait s'accrocher au fonds du vieux Musée d'art, riche surtout de son Klimt, et à l'ambition de l'ancien conservateur, Roland Recht. Mais il y avait le site : un emplacement idéal au bout de la Petite France, sur les bords de l'Ill, un chemin naturel depuis la gare de Strasbourg et la Commanderie Saint-Jean, qui, avant d'être affectée à l'ENA, devait servir de

« charnière » entre le musée et les quartiers historiques – l'ensemble Commanderie-musée étant lui aussi qualifié de future « charnière », de « transition » ou de « trait d'union » entre la vieille ville et les quartiers des années 60-70. Ainsi le Musée d'art moderne et contemporain devait-il être d'abord une douce promenade urbaine. Énumération du panorama : le barrage Vauban et les trois niveaux de circulation piétonne, les ponts couverts, la Petite France, la cathédrale dans le fond et, sur l'autre rive de l'Ill, l'hôtel du département, massif sombre et gaillard de l'architecte Claude Vasconi, qui déjà avait pris, en 1989, le parti de la rue intérieure. Cette disposition urbaine avait tout autant frappé Adrien Fainsilber. D'où cet ensemble rectiligne, plus moderne que symboliste, plus Arp ou Doesburg que Klimt ou Doré, qui dégringole par parkings in-

terposés vers la rivière, « vaubanisant » sans trop d'état d'âme la berge. Rendait un hommage rétrospectivement appuyé au Centre Pompidou grâce à trois grosses bouches d'aération, l'architecte de ce côté-ci semble dès lors se désintéresser de l'Ill.

UN PROBLÈME DE PARVIS

Pensant s'ouvrir ailleurs sur la ville, il répartit les fonctions autour d'une grande verrière centrale, générale avenue intérieure de 100 mètres de long et de 25 mètres de haut. Ici, les murs sont recouverts de plaques d'un solide granit, témoin toujours de la continuité claudine. Plus blanches, et redécoupées selon les normes muséales de la fin du siècle par Jean-François Bodin, les salles d'art moderne sont cependant percées de-ci de-là par de belles ouvertures sur la rive opposée et sur le diable noir de

Claude Vasconi. L'architecture de Fainsilber, qui est notamment l'auteur du Musée des sciences de la Ville, à Paris, est, elle, plutôt limpide, d'une sérénité peut-être un peu forcée parfois, mais qui force aussi l'admiration. Sauf avis de coup de vent contraire, c'est une architecture pérenne, qui n'oublie pas son rôle d'abri, et qui est suffisamment forte pour survivre aux inévitables transformations des décennies futures.

Sur ce qui aurait pu être le parvis du musée, la ville de Strasbourg a eu l'indélégance de laisser pousser un premier immeuble et d'en promettre un second, l'un et l'autre confiés à la SERS, omniprésente société d'aménagement et d'équipement de la région de Strasbourg, qui a déjà joué le rôle de maître d'ouvrage pour le musée et qui achève aussi le Parlement européen. Le musée, du coup, qui aurait dû devenir un lieu de rayonnement dans la ville, risque de se recroqueviller comme un ongle incarné dans une chaussure fort mal aérée.

Fainsilber espère une passerelle vers la Petite France, une sorte de désenclavement bucolique qui contournerait l'impériale implantation de l'ENA. C'est un homme d'expérience. Il doit penser que la machine immobilière de la SERS est trop lourde et bien installée pour être freinée. Mais les conservateurs qui ont investi et adopté ses murs sont plus optimistes, plus battants que l'architecte, restant partisans de défaire plus généreusement le lacet. Ils ont raison : ce serait idiot de ne laisser au nouveau musée qu'une sorte de parvis médiéval alors que les musées sont censés devenir les cathédrales de demain.

Frédéric Edelmann



Une collection pour les per...

Exposition de photographies

Exposition de photographies

Exposition de photographies

Exposition de photographies

Exposition de photographies

Exposition de photographies

Exposition de photographies

Exposition de photographies

Exposition de photographies

Exposition de photographies

Exposition de photographies

Exposition de photographies

Exposition de photographies

Exposition de photographies

Exposition de photographies

Exposition de photographies

Exposition de photographies

Exposition de photographies

Exposition de photographies

Exposition de photographies

Exposition de photographies

Une collection pour les jeunes compositeurs

La mélodie du Français Régis Campo, les pérégrinations du Basque Ramon Lazkano, la spiritualité de l'Ouzbek Dimitri Yanov-Yanovski trouvent leur place au Chant du Monde

LA COLLECTION « Musique aujourd'hui » proposée par le Chant du Monde fournit une carte de visite discographique à de jeunes compositeurs encore peu connus hors des milieux spécialisés et témoignage de la pluralité esthétique des années 90 sans tomber dans la démagogie. Les trois premières monographies réalisées par le dynamique Ensemble de musique contemporaine de Moscou affichent ainsi des séductions très différentes.

Bardé de prix internationaux, dont celui très couru de la Fondation Gaudeamus, Régis Campo (né en 1968) réhabilite le critère mélodique délaissé par la majorité des compositeurs de l'après-guerre. Son travail emporte l'adhésion dans l'incantatoire mais ludique *Epiphanie*, une pièce pour violoncelle seul qui rappelle les *Suites* de Benjamin Britten destinées au même instrument. Le goût de la mélodie à naturellement conduit Régis Campo à développer ses œuvres à partir de motifs. Cette démarche – de plus en plus répandue – est déjà perceptible dans *Commedia*, une œuvre de fin d'études. Elle a abouti ultérieurement à d'estimables réussites : un *Concerto de chambre* qui se cache derrière un minimalisme de façade

et *Anima*, proche des préoccupations synthétiques d'un Lindberg, d'un Leroux ou d'un Hurel.

Cosmopolite comme la plupart des compositeurs de sa génération, le Basque Ramon Lazkano (né en 1968) a étudié à Saint-Sébastien, à Paris, à Montréal et à Rome. Son œuvre s'impose dans une dimension authentiquement itinérante. Les voyages librement organisés par Lazkano ne sont pas de tout repos. *Sorginkeria* (« Sorcelleries ») s'ouvre sur un paysage souriant puis traverse plusieurs zones de turbulence qui ne manquent pas d'intriguer.

LE SILENCE QUI SUIT... Des arrêts qui s'étendent, des faux départs qui s'annulent, des reprises qui s'effacent... Lazkano maîtrise les lignes de fuite et sa musique est tout à fait personnelle. *Iargi Uneak* (*Instantes lunaires*), par exemple, commence comme du Messiaen démythifié et se poursuit comme du Nancarrow humanisé. Lazkano pense que « la musique mène au silence qui la suit ». La sienne ne s'oublie pas une fois les sons disparus.

Originaire de Tachkent, l'Ouzbek Dimitri Yanov-Yanovski (né en 1963) illustre la tendance à la spiritualité en vogue dans les an-

ciens pays de l'Est. Cependant, il n'agit pas en créateur simpliste. Quoique parfois naïvement imagée, sa musique aboutit toujours à une profitable complexité par accumulation d'événements hybrides. C'est le cas de *Lux aeterna*, pièce lyrique pour violon et ensemble de chambre dédiée à la mémoire d'Edison Denissov, qui fait d'abord sourire par son usage des cloches mais ne tarde pas à captiver par une écriture progressivement embrouillée. Même si ses pages instrumentales (comme le cristallin *Haiku pour percussionniste*) revêtent un certain charme, la présence de la voix apporte un supplément d'inspiration à Yanov-Yanovski. Le *Lacrymosa pour soprano et quatuor à cordes* qu'ont créé les Andrié avec Phyllis Bryn-Julson et qu'ont ensuite gravé les Kronos avec Dawn Upshaw (*Night Prayers*, Nonesuch) pourrait bien devenir un tube mais pas dans la présente interprétation moscovite, trop analytique. L'*Hommage à Mahler*, superbe cycle pour mezzo-soprano et quatuor à cordes, semble en revanche beaucoup mieux restitué par les musiciens russes. L'expression en lambeaux et le climat défilé, parfois un peu kitsch, propres à Yanov-Yanovski s'y répandent avec un bon-



Régis Campo.

heur hélas ! absent de l'incongru *Pressentiment pour ensemble et bande* (avec appels de muezzin) qui tend à faire de Yanov-Yanovski un compositeur anachronique. Mais le patchwork conjuguant tonalité, spiritualité et orientalisme ne conviendrait-il pas à une réaliste définition de la « musique aujourd'hui » ?

Pierre Gervasoni

★ Régis Campo : *Commedia, Epiphanie, Concerto de chambre, Longtemps je...* Ambrosia, Anima, Sonate n°2 « Les Couleurs ». Ensemble de musique contempo-

raïne de Moscou, Alexei Vinogradov (direction). 1 CD LDC 2781108. ★ Ramon Lazkano : *Sorginkeria, Iargi Uneak, Iargi Uneak, Eskaizta*. Ensemble de musique contemporaine de Moscou, Alexei Vinogradov (direction). 1 CD LDC 2781109.

★ Dimitri Yanov-Yanovski : *Lacrymosa, Lux aeterna, Haiku, Hommage à Gustav Mahler, Pressentiment*. Ensemble de musique contemporaine de Moscou, Roland Freisitzer (direction). 1 CD LDC 2781110.

★ Tous trois le Chant du Monde « Musique aujourd'hui », distribuée par Harmonia Mundi.

DÉPÊCHES

■ RÉÉDITIONS : Sony Classical publie huit coffrets, de trois disques compacts au prix de deux ou de quatre au prix de trois. Pierre Boulez, Pablo Casals, Glenn Gould, Vladimir Horowitz, Rudolf Serkin, Isaac Stern et Bruno Walter sont les interprètes réunis au sein de cette collection baptisée « Les Absolus ». Toutes les interprétations réunies ont été récompensées par les revues spécialisées. Deux coffrets Bach par Gould y voisinent avec le Mahler de Walter, les Ravel, Stravinsky et Varèse de Boulez, les sonates de Scarlatti légendaires de Horowitz, avec les concertos de Beethoven, Brahms, Dvorak et Mendelssohn de Stern, etc.

■ Après les soixante-douze références publiées en 1997, la collection « L'Original », de PolyGram, consacrée à la réédition de classiques de la chanson et du rock français, s'enrichit de vingt-six nouveaux titres dont des disques de Brigitte Bardot, des Chaussettes noires, de Serge Gainsbourg, etc. Chacun des albums, puisés dans le fonds de catalogue d'Island, Mercury, Polygram, Resonance, respecte la présentation originelle. Cette série a été récompensée en 1997 par le Prix de la réédition, décerné par le mensuel *Julie* et *Box Magazine*.

■ HISTORIQUE : EMU publie une édition consacrée au chef d'orchestre Otto Klemperer, disparu en 1973, à l'âge de quatre-vingt-huit ans. Puisés dans les archives de la Radio bavaroise, ces interprétations sont dominées par une version exceptionnelle de la *Deuxième Symphonie* de Mahler, avec la soprano Heather Harper et la mezzo-soprano Dame Janet Baker.

■ MEILLEURES VENTES : remontée subite de l'album *Savoir aimer* de Florent Pagny à la tête du classement des meilleures ventes de disque IFOP-Tite-Live, qui passe de la 27^e place à la 7^e en un éclair (une semaine). M.C. Solaar fait son entrée au 8^e rang avec *Le Tour de la question*, tandis que REM occupe la 9^e. Pour le reste, rien ne bouge. Pour pallier à cette lenteur du marché français, le SNEP, maître d'œuvre des TOP, promet d'affiner ses classements par genre : chanson francophone, classique, etc.

ALFRED SCHNITTKE

Intégrale des quatuors à cordes Kronos Quartet

Les quatuors à cordes d'Alfred Schnittke forment un ensemble très représentatif de son évolution. Le 2^e donne l'impression de parcourir en accéléré toute l'histoire du sécularisme, de Schoenberg à Boulez. Le 3^e tente de donner le change par une activité outrancière et témoigne de la crise traversée par la musique contemporaine au début des années 80. Avec sa technique de collage, le 4^e cherche à déboussoler l'oreille en exploitant habilement le fonds de commerce du post-modernisme. Écartelé entre de terribles vides de matière et de vaines figures de remplissage, le 5^e s'achève sur une note aux contours incertains qui montre que l'expression ne peut plus être qu'infime. Le jeu du Kronos Quartet, spécialiste de l'hybridation esthétique, convient parfaitement à l'écriture de Schnittke, tantôt frémillante, tantôt décapante. R.G. ★ 2 CD Nonesuch 7559 79500-2.

JAN GARBAREK

Alma

Cela vous aura peut-être échappé, mais quand Jan Garbarek passe par Paris, il fait salle comble, d'une jolie jeunesse très pensionnée en gouquette, et son groupe est un modèle d'organisation (Marilyn Mazur aux percussions). Sur scène, les morceaux (de bravoure) n'en finissent pas. Enregistrés, ils sont aussi léchés et équilibrés (excellent son, beaucoup de dynamisme, équilibres parfaits) qu'un live de Bernard Buffet. La surprise, après quarante-sept CD pour la marque numichose ECM, c'est que ce coffret contient deux disques. Rites à tous les étages. Dossier photo très « new age ». Planant de bout en bout, planant et parfois poissant. Francis Marmande ★ 2 CD ECM 1685/86.

THE ROLLING STONES

No Security

A peine terminée leur tournée mondiale (septembre 1997-septembre 1998), The Rolling Stones, estampillé plus grand groupe de

rock du monde, publie un témoignage enregistré en public de cette tournée dans les stades. Le groupe y apparaît plutôt resserré sur ses racines blues et rock. Par le choix de sortir du néant certains des morceaux du déclin des années 80 et d'éviter la succession de hits, les Stones évitent l'exercice du disque « live ». On retiendra une version électrique et assez féroce de *Sister Morphine*, *Live With Me*, le rare *Respectable* ou *Saint of Me*, bien plus enlevé que dans le récent *Bridges to Babylon*. Si les guitaristes Ron Wood et Keith Richards sont là avec une splendeur qu'on ne leur a pas toujours connue, en revanche Darryl Jones, le bassiste, est laissé un peu trop en liberté virtuose, ce qui tranche avec la sécheresse exemplaire du batteur Charlie Watts. S.S. ★ 1 CD Virgin Records 7243 8 46740 2 1.

STÉPHANE BLOK

Le Prince du sédentaire

Les chansons bien construites du Suisse Stéphane Blok s'appuient sur des arrangements prônant parfois la déconstruction. Mais, même cherchant la déviance, Stéphane Blok revient à une sorte de bon sens carcé (7/11 Coco), tranché dans le chant maritime et le jazz festif à la façon des Têtes Raïdes (*Les jours de sue et ceux de cendre*). On trouvera de la légèreté chez Stéphane Blok, mais jamais de ce désengagement dont se pare la nouvelle vague de chanteurs français. Stéphane Blok est bien dans son époque, il la critique, il en dégage les travers et les maux avec un style singulier que ne renierait pas Alain Souchon : « Et sur nos peaux urbaines, se reflètent déjà quelques décisions vaines, quelques raisons d'Etat, et la vende mon image, au coin de quelques rues, où défilent page à page, les fautes attendues ». Stéphane Blok intègre et remodèle toutes les modes à la guitare, à la clarinette, au violon, à la trompette, et d'une voix à la douceur contrôlée. M. Ma. ★ 1 CD Boucheries Productions BP3451. Distribué par PIAS.

RODOLPHE BURGER

Metodol Show

Des temps (1987) de l'invention d'un rock euro-français par son groupe d'origine, le quintet strasbourgeois Kat Onoma, le guitariste Rodolphe Burger a gardé, et même cultivé, l'idée d'une musique cérébrale, un peu cynique, un peu sombre sur la première couche, coléogène et interprétée sur la seconde. Rodolphe Burger est un joueur dont la musique a cette couleur limitrophe, border-line entre la folie et la froideur, qui lui a attiré la sympathie professionnelle de Françoise Hardy (il est l'auteur de trois titres du *Danger*, album réévalué), d'Alain Bashung (*Sonnet*), d'Ensemble. En mars 1997, il réalise *Egal zéro*, un CD pamphlet anti-FN avec un jeune bricoleur de sons techno, ayant travaillé avec les rappeurs d'Assassin, Docteur L. C'est ce dernier qui donne à *Metodol Show* son fétichisme, qui aide le guitariste à donner à son instrument allures d'outre-tombe ou fulgurances météoriques. Les reprises (*Play With Fire*, des Stones, *Hey Baby*, de Hendrix, *Moonshiner* de Dylan), qui scellent les notes du blues, du rock et du *breakbeat* techno, ne sont pas des moindres. V. Ma. ★ 1 CD Chrysalis LCO542.

VIEJA TROVA

SANTIAGUERA

La Manigua

Julio Iglesias a de la chance. C'est peut-être pour lui la fin des railleries ou, pire, de l'indifférence d'un certain public. Dans son nouvel album, la formation cubaine Vieja Trova Santiaguera reprend *La Vida sigue igual*, le titre qui en 1968 lança sa carrière. « Nous avons voulu rendre hommage à une autre sorte de musique populaire », déclarent dans le livret les musiciens, pour justifier un choix qui peut surprendre, aux côtés d'autres titres empruntés aux grands noms de la musique cubaine comme Nico Siquito ou El Guayabero. Entre les mains et sous les voix de la Vieja Trova, la biuette insignifiante de l'Espagnol devient une ballade dansante, joliment rythmée. Désormais chez Virgin, après des albums sortis sur le label espagnol Nubenebra, la Vieja Trova Santiaguera va pouvoir tenter une percée plus marquée, à l'heure où la musique cubaine bénéficie d'une popularité confortable. Mise sur pied en 1993, la formation réunit cinq vétérans du son cubain pour qui il n'y a rien de mieux que cette musique du temps jadis tressée de guitares, revenue au goût du jour à Cuba. Quand on écoute *La Manigua*, où ils ajoutent à quelques standards du genre leurs propres compositions, on ne peut évidemment qu'adhérer à ce parti pris. Patrick Labrecq ★ 1 CD Virgin 8466102.

ENSEMBLE AL-KINDI

Le Salon de Musique d'Alep

Sabri Moudallal et Omar Sarmini

(chant)

Enregistrer un disque à la maison, c'est un plaisir que s'est offert Julien

Weiss, maître français de musique arabe, virtuose du *qanun* (cithare sur table) et fondateur de l'ensemble instrumental Al-Kindi. Située à Alep, en Syrie, la maison de Julien Weiss est un palais, une résidence mamelouke avec sa cour intérieure, ses fontaines, ses marbres, ses tapis et ses coussins. Il y réunit des chanteurs, des musiciens, des gens de bonne compagnie, renouant avec l'esprit des salons de musique où se développa, au fil des siècles, la vie musicale d'Alep. Pour cet enregistrement, il a convié l'oc-

togène Sabri Moudallal, muezzin à la Grande Mosquée, et Omar Sarmini, né en 1962, relève prometteuse du chant classique arabe. Les deux chanteurs installent avec les musiciens (*qanun*, *nây*, *ûd*, *riqq*) un univers sinuex, où fusionnent lyrique et douceur, ferveur et délicatesse. Ils perpétuent l'art impeccable de la *wasla*, une suite vocale et instrumentale enchaînant pièces mesurées et improvisations libres. E.L. ★ 2 CD Le Chant du Monde CML 5741108 09. Distribué par Harmonia Mundi.

EVENTEMENT EUROPE 2

Ecoutez Janet Jackson en concert

Samedi 7 novembre à 19h00 sur Europe 2

Toutes les fréquences sur le 03 36 68 5 4 3 2 (238 F.4 mètre) www.europe2.fr

Expositions de photographies

"Mois de la photo à Paris"

Algerie, photographies d'une guerre sans images

Michael von Graffenried

Pavillon Paul Delaunay

Porte de Pantin

29 octobre 98 - 31 janvier 99

du jeudi au dimanche de 14h à 19h

Rencontres Littéraires

Lectures de textes d'auteurs algériens contemporains

dans le cadre de l'exposition

"Algerie, photographies d'une guerre sans images"

Informations

0 803 306 306*

www.la-villette.com

Trop de peines.

Jemmes en prison

Jane Evelyn Atwood

Maison de la Villette

Porte de la Villette

29 octobre 98 - 31 janvier 99

du jeudi au dimanche de 14h à 19h

Rencontres Littéraires

Lectures de textes d'auteurs algériens contemporains

dans le cadre de l'exposition

"Algerie, photographies d'une guerre sans images"

Informations

0 803 306 306*

www.la-villette.com

Victor Hugo, les albums de photographies d'un proscrit

Deux expositions présentent des clichés pris lors de son exil dans les îles anglo-normandes

Le Musée d'Orsay et la Maison Victor-Hugo exposent des photographies de l'écrivain et de son entourage prises alors qu'ils s'étaient exilés

dans les îles anglo-normandes après le coup d'Etat de Louis Napoléon Bonaparte. Entre 1852 et 1855, 350 œuvres ont été réalisées, pour la

plupart des portraits dont beaucoup furent tirés en plusieurs dizaines d'exemplaires, parfois ras-

VICTOR HUGO, PHOTOGRAPHIE DE L'EXIL. Musée d'Orsay, 1, rue de la Légion-d'Honneur, Paris-7^e. Tél. : 01-40-49-48-14. M^o Solferino. Du mardi au samedi, de 10 heures à 18 heures ; dimanche, de 9 heures à 18 heures ; jeudi, de 10 heures à 21 h 45. Jusqu'au 20 janvier. Catalogue, sous la direction de Françoise Hellbrun et Danielle Molinari, éd. RMN et Paris-Musées, 234 p., 280 F. **DANS L'INTIMITÉ D'HAUTEVILLE HOUSE.** Maison Victor Hugo, 6, place des Vosges, Paris-4^e. Tél. : 01-42-72-10-16. M^o Bastille. Du mardi au dimanche, de 10 heures à 17 h 40.

L'homme, vêtu d'une redingote sombre, est assis, les mains jointes. Il est pris de face, dans un halo de lumière blanche. Le col de sa chemise est rabattu sur une volumineuse cravate. Son front est immense, les cheveux mi-longs cachent les oreilles. Il a les yeux clos. Sur ce papier fragile, on peut lire, de la main du poète et dans un espagnol approximatif : *Victor Hugo écoutant Dieu.*

Victor Hugo est le héros écrasant d'une exposition intimiste et émouvante que présente le Musée d'Orsay dans le cadre du Mols de la photo, avec des dessins et des

écrits, et d'un accrochage à la Maison Victor Hugo.

Elu républicain, le poète a été contraint à l'exil après le coup d'Etat du 2 décembre 1851. Très vite, il monte, avec ses fils Charles et François-Victor, et Auguste Vacquerie, beau-frère de sa chère fille Léopoldine disparue, un atelier de photographie dans la maison de Marine Terrace. Atelier est le mot juste, puisque, entre 1852 et 1855, 350 œuvres sont réalisées, pour la plupart des portraits sur papier, mais aussi seize daguerréotypes, des paysages, des vues de Marine Terrace, et des reproductions de dessins.

Victor Hugo, qui depuis 1830 domine la littérature française, vivra près de vingt ans à Jersey, puis Guernesey. Il souhaitait une diffusion commerciale de ces images - sans succès. Mais nombre de ces portraits furent tirés en plusieurs dizaines d'exemplaires, parfois rassemblés en albums - on en connaît treize, dont le fameux *Album des proscrits*, envoyés à des proches, donnés à des amis de passage.

Victor Hugo n'est pas l'opérateur des images. Il laisse ce soin à ses fils, essentiellement Charles, et à Auguste Vacquerie. Mais on sait, par de nombreux témoignages, qu'il participe à l'élaboration des

prises de vue. Son propos sur le procédé est sans équivoque. A l'éditeur Hetzel, il écrit en 1853 : « C'est justement la lithographie, la lourde et lente et pénible lithographie, qu'il faut tuer par la main de sa sœur, plus scabreuse à prononcer, mais infiniment plus belle, la photographie (...). C'est la révolution photographique que nous voulons faire. »

Pour ceux qui doutent encore, regardons son visage. Victor Hugo ne s'abandonne jamais, toujours maître de son image. Il fixe résolument l'objectif dans une pose héroïque - en opposition à Napoléon III « le Petit » - le corps droit, le plus souvent une main sur le front, l'autre dans la redingote, ou de profil le regard lointain. Ce n'est plus « l'enfant sublime » découvert par Chateaubriand, ce n'est pas encore le patriarche de la III^e République, barbu jusqu'aux yeux. Il a cinquante ans, le visage glabre, les traits parfois secs, parfois épaissis, encadrés par sa chevelure.

Le romantisme lyrique est à son plus haut quand l'écrivain, juché sur un rocher, fixe « l'Océan », en un dialogue muet avec l'au-delà. C'est l'époque où, presque chaque soir, par l'intermédiaire d'une table tournante, le poète et son entourage convoquent les esprits. So-

crates, Shakespeare, Cervantès, Molière, Chénier, Jésus-Christ, Mahomet, Moïse, l'ombre du Sépulchre, la mort ou le lion d'Androclès, viennent s'exprimer tour à tour, en vers ou en prose, plus hugoliens que nature.

Quand l'écrivain parle des images de Charles, il dit qu'elles sont prises « en collaboration avec le soleil ». Charles le dandy et Vacquerie le quarante-huitard barbu vont fixer aussi des amis de passage et la famille, les deux Adèle, la femme et la fille de Victor, la première encore sculpturale, la seconde au beau visage mélancolique, qui va bientôt sombrer dans la folie.

Voyage entre la réalité d'une île où le quotidien n'était pas toujours rose, et l'imaginaire d'un écrivain, la photographie est aussi un moyen de garder le contact avec l'extérieur et de cimenter le cercle des intimes. C'est aussi la naissance d'une photographie d'amateur, familiale - pour preuve les albums -, avec des tirages de petit format. C'est enfin le passage du daguerrétype au tirage papier, la multiplicité des épreuves rendue possible, comme pour mieux entretenir la légende du poète puissant et solitaire.

Michel Guérin et Emmanuel de Roux

La Mère Courage de Brecht servie par les vaillants fantassins de la Comédie-Française

MÈRE COURAGE ET SES ENFANTS, de Bertolt Brecht. Mise en scène : Jorge Lavelli. Avec Catherine Hiegel, Catherine Samie, Céline Samie, Roland Bertin, Simon Elne, Pierre Vial, Véronique Vella. **COMÉDIE-FRANÇAISE-SALLE RICHELIEU**, 2, rue de Richelieu, Paris, 1^{er}. Tél. : 01-44-58-15-15. M^o Palais-Royal. 30 F à 190 F.

Pour désigner les œuvres géantes du passé, André Malraux aimait appeler à la rescousse le mot « colosse ». *Mère Courage* de Brecht est l'un des colosses du théâtre. Un colosse si souvent joué, vu, entendu, que tout en a été dit. Et redit. A tel point que *Courage*, comme la nomme Brecht en raccourci, décourage les revendeurs, la parole, la critique.

Brecht écrit *Courage* quand il voit la guerre à deux pas. C'est une métaphore de la guerre. A

grands et gros traits sauvages. Une *Guernica* scénique. Soixante ans ont passé, et la guerre est là, toujours. Elle gagne même du terrain. Et elle fait la loi, celle du plus fort. Bombes, missiles, ont le dernier mot. *La Mère Courage* de Brecht et ses déclamations sont devenues, à la longue, de superbes coups d'épée dans l'eau, mais cela résiste, cela tient bon, parce que l'épée, c'est la carotide de *Courage*, un engin théâtral génial, et l'eau, c'est la musique de Paul Dessau qui, avec deux flûtes, une trompette, une guitare, un accordéon, un piano, et la percussion, fait défiler, dans nos crânes, tout ce qu'elle veut, la guerre de trente ans, les lansquenets, le sang, les chevaux, le nucléaire, la famine, tout.

Pour l'entrée de *Courage* à la Comédie-Française, la carotide a été fabriquée par le décorateur Pace. Quand il envisageait d'adapter *Courage* au cinéma, Brecht disait : « Ne devrais-je pas, en tant que décor, que ce qui parti-

cipe au jeu. » C'est ce qu'a su faire Pace, très bien. Et la musique de Paul Dessau est dirigée par Michel Franck, le directeur de la musique de la Comédie-Française, l'un des az, irremplaçable, de la maison. La traduction française de Guillevit est bien écrite, trop bien, c'est comme si les Finlandais, les Polonais, les Bavarois, étaient là, sur scène, pour nous donner des leçons de bonne langue française grand style. Dans les mitrailleurs et la boue, n'est-ce pas trop collet monté ?

Intimide par la Colosse, Jorge Lavelli a mis en scène d'une touche légère, il s'est fait plus petit et moins Lavelli que nature, il propose une « *Courage* pour mémoire », une épreuve de *Courage*. Et les acteurs du Français, *Courage*-Hiegel en tête, se battent, chantent, et meurent en bons fantassins du théâtre.

Michel Cournot

Le corps mutant des danseuses de Barak Marshall monte la garde

AUNT LEAH, SOSHANA'S BALCONY, EMMMA GOLMAN'S WEDDING, de Barak Marshall (dans le cadre du Festival d'automne, et d'Israël au miroir des arts). **THÉÂTRE DE LA BASILLIÈRE**, 76, rue de la Roquette, Paris-11^e. M^o Bastille. Tél. : 01-43-57-42-14. Du mardi au samedi, à 21 heures ; dimanche, à 17 heures. De 80 F à 120 F. Jusqu'au 12 novembre.

Quoi qu'il danse, Barak Marshall, garçon boucé aux yeux d'écrémé, à la baraka. Qu'il en profite ! Il y a quatre ans, il a quitté les États-Unis, son pays natal, barde de diplômes obtenus à Harvard, et il est revenu à Tel-Aviv où il a repris l'héritage artistique maternel, celui de la superbe danseuse et chanteuse yéménite Margalit Oved. Depuis, il est partout, créant pièce sur pièce, jeune homme pressé d'une nouvelle génération qui piaffe derrière les deux compagnies porte-dra-

peaux d'Israël : d'un côté l'histoire Kibbutz Contemporary Dance Company, fondée en 1948 par la lumineuse Jehudit Arnon, que dirige aujourd'hui Rami Be'er ; de l'autre, la BatSheva, créée en 1964, fondée par Bethsabée de Rothschild, reprise en main avec éclat, en 1990, par Ohad Naharin.

En 1996, à Tel-Aviv, on appréciait pour la première fois le travail de Barak Marshall : il présentait *Le Pays des oranges tristes* dans le cadre de Curtain Up, manifestation biennale qui se déroule au Centre Suzanne-Dellal. La chorégraphie, sa deuxième, s'appuyait sur un poème du Palestinien Ghassan Kana'ni, qui fut impliqué dans le massacre des 10 de Munich, en 1972. Politique, religion et piété familiale constituent les thèmes des trois pièces présentées à la Bastille : l'amour qui liait le chorégraphe à sa tante Leah (*Aunt Leah*) ; le procès fait à Suzanne (alégorique féminine d'une toile du peintre David Shafir), accusée par deux rabbins d'être une prostituée

et d'avoir couché avec eux (*Shoshana's Balcony*) ; pour finir, un portrait de la révolutionnaire Emma Goldman, née en Russie, puis émigrée aux États-Unis en 1886, militante radicale des droits de la femme.

Très vite, on se demande pourquoi Barak Marshall prend la peine de détailler dans le programme les intrigues de ses chorégraphies, tant son travail tourne autour d'une obsession, et d'une seule : la figure d'une femme qui serait un homme ! Alors qu'elle soit tante, pute, ou féministe... Qu'importe ! Du moment que ces femmes ont des cuisses, des seins, et des muscles de militaires. Cheveux ras, ou solidement attachés. Belles, dans tous les cas de figure. A la moindre enjambée, leurs robes dévoilent leur intimité. On voit où le chorégraphe situe l'ambiguïté, si ce n'est le moteur même de sa danse.

DÉESSE DES TEMPS ANCIENS

Faire des filles d'Israël l'emblème d'un pays qui fête cette année ses cinquante ans d'existence : pourquoi pas ? Ses danseuses bougent comme on évite une embuscade. Une pression, un appétit à s'affirmer qui, de toute évidence, a dû frapper (terrifier ?) le jeune artiste à son arrivée à Tel-Aviv. Ondoiement des hanches, bustes redressés, volutes tournoyées avec une jambe raide, ainsi va de l'avant sa soliste que imaginez, riblée et court vêtue. Abstraite, à force d'être charnelle. Le chorégraphe espère - il est trop intelligent pour y croire - que l'énergie et la vitesse peuvent faire office de style.

Il ne suffit pas pour donner du poids à sa danse de l'enraciner dans les pas et les musiques traditionnelles. Il ne suffit pas - et pour-

tant quel être exceptionnel - que sa mère monte sur scène. Margalit Oved, on s'en doute, ne ressemble en rien aux héroïnes actuelles de son fils ; fine, petite, elle est déesse des temps anciens. Sa force à elle réside tout entière dans sa voix. Un cri de révolte qu'elle nuance d'humour d'une simple inflexion. Mère grandiose, âme tutélaire du travail d'un fils qui, on l'oublie un peu trop vite tant sa réputation le précède, accouche seulement de ses premières œuvres ! Le caractère rudimentaire de cette danse, dépourvue de toute contradiction, est peut-être d'asséner que le corps du peuple juif ne sera plus jamais meurtri, éliminé, rayé du monde des hommes. Que le corps mutant des femmes monte désormais la garde.

Dominique Frétyard

Du 5 au 15 novembre
LES REVENANTS
d'Henrik Ibsen
mise en scène
Olivier WERNER
CREATION
LES GEMEAUX/SCEAUX
SCÈNE NATIONALE
01.46.61.36.67

SORTIR

PARIS

Giovanni Tommaso Quintet
Le contrebassiste et compositeur Giovanni Tommaso - l'un des grands du jazz italien, présent dans la musique depuis quatre décennies - aborde avec une créativité constante tous les styles, incluant à sa connaissance du jazz les riches folklores de son pays. Son nouveau disque, excellent, *Third Step* (RCA-Victor/BMG), témoigne de cette diversité. Trois soirs de suite, Tommaso sera en club avec Rita Marcotulli au piano, Pietro Tonolo au saxophone ténor, Flavio Boltrio à la trompette et Roberto Gatto à la batterie.

Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1^{er}. M^o Châtelet. Les 6, 7 et 9 novembre, à 23 heures. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F.

Tabou Combo, Koffi Olomide
Formé en 1968 à Port-au-Prince, Tabou Combo est le groupe le plus célèbre de compas, « la » musique nationale des Haïtiens, un cocktail festif qui a monopolisé l'espace musical des Antilles françaises pendant plus de vingt ans, avant que le zouk ne vienne le concurrencer. Aujourd'hui, le zouk s'essouffie, mais le compas et Tabou Combo, qui fête ses trente années de carrière, eux, tiennent bon. Pour preuve, le concert supplémentaire qu'il a fallu programmer. Une heure après Tabou Combo, le samedi, la fête se prolongera avec le crooner et ambassadeur congolais (ex-zairais) Koffi Olomide, accompagné de ses

énergiques musiciens et piquantes danseuses.

Zénith, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. M^o Porte-de-Pantin. Les 6 et 7 novembre, à 23 heures. Tél. : 01-42-08-60-00. 150 F.

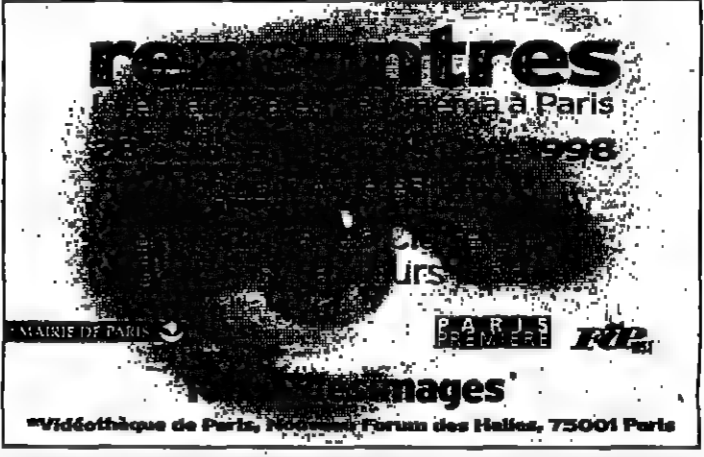
Ziad Rahbany
Homme de théâtre et musicien, il est le fils de la grande Fairoz et l'idole des jeunes Libanais. Un pied dans la musique classique arabe, un autre dans le monde occidental, il joue des claviers et compose une musique à tendance jazz, fortement teintée d'accents orientaux.

Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, Paris 5^e. M^o Jussieu. Les 6 et 7 novembre, 20 h 30. Tél. : 01-41-38-14. 100 F.

RÉGION PARISIENNE

Le Grand Zebrock
Précédé d'un séminaire - « Une nouvelle ambition pour les musiques amplifiées en Ile-de-France », ce festival met à l'honneur les unités et les militants de la scène rock « indépendante ». En réunissant groupes, labels, fanzines, dans un lieu de rencontre riche d'une centaine de stands. En programmant une série de concerts excitants, mordant aussi sur le rap, le reggae et la chanson. Avec entre autres : Boogaloo, Psykopat, Raminagrobis, Cornu, Soldafada, Baobab, Sinssemilla.

Forum culturel du Blanc-Mesnil, 1-5, place de la Liberté, 93 Le Blanc-Mesnil. Le 7 novembre, de 10 heures à 24 heures. Tél. : 01-48-14-22-22. Stands : 10 F. Concerts : 40 F.



GUIDE

FILMS NOUVEAUX

Alice et Martin
d'André Téchiné (France, 2 h 03).
Négociateur de Gary Gray (Etats-Unis, 2 h 18).
Quelque chose d'organique de Bertrand Bonello (France-Canada, 1 h 30).
Sweet Degeneration
de Lin Cheng-sheng (Chine, 1 h 58).
24 heures sur 24 de Shane Meadows (Grande-Bretagne, 1 h 30).

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minut, 3615 LEMOINE ou tél. : 08-36-68-03-78 (223 F/mn).

REPRISES

La Chute de la Maison Usher
de Jean Epstein, avec Jean Debucourt, Marguerite Gance, Charles Lamy. Français, 1928, noir et blanc (1 h 03).
Le Quartier latin, 5^e (01-43-26-84-65).

VERNISSAGES

MAC 2000
Espace Effet-Brandy, 29-55, quai Brandy, Paris 7^e. M^o Alma-Marceau. Tél. : 01-44-18-42-28. De 11 heures à 20 heures. Du 6 novembre au 15 novembre. 45 F.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (à 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.
La Fausse Suivante ou **Le Fourbe puni de Marivaux**, mise en scène de Gloria Paris.
Théâtre de l'Est parisien, 153, avenue Gambetta, Paris 20^e. M^o Pelleport. Le 6, à 20 h 30. Tél. : 01-43-64-80-80. 90 F et 140 F.

Choir and Orchestra of the Age of Enlightenment
Mozart : *Messe KV 427*, *Messe du couronnement KV 317*. Susan Gritton, Hillevi Martinpelto (soprano), Catherine Wyn Rogers (mezzo-soprano), Paul Agnew (ténor), Matthew Hargreaves (basse), Andrew Davis (direction).
Cité de la musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. M^o Porte-de-Pantin. Le 6, à 20 heures. Tél. : 01-44-84-44-84. De 100 F à 160 F.
Orchestre philharmonique de Radio-France
Liszt : *Méphisto-Walzer*. Weber : *Concerto pour clarinette et orchestre* n° 1. Berlioz : *Bienvenuto Cellini*, ouverture. Schumann : *Symphonie* n° 2. Sabine Meyer (clarinette), Ivan Fischer (direction).

Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8^e. M^o Ternes. Le 6, à 20 heures. Tél. : 01-45-61-53-00. De 80 F à 190 F.

Ensemble Fi
Person : *Mémoire n'est plus obstacle*. Textes de Du Fu, Jacques Drillon et Henri Michaux. Jacques Drillon (récitant), Dominique My (direction).
Opéra-Bastille, place de la Bastille, Paris 1^{er}. M^o Bastille. Le 6, à 20 heures. Tél. : 01-53-45-17-00. De 75 F à 100 F.

Aika Moon
Sunset, 80, rue des Lombards, Paris 1^{er}. M^o Châtelet. Le 6, à 22 heures. Tél. : 01-42-25-45-60. 80 F.

Eric Le Lann, Michel Grallier
Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 1^{er}. M^o Châtelet. Le 6, à 22 h 30. Tél. : 01-42-36-01-35. 80 F.

New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10^e. M^o Châtelet-d'Eau. Le 6 novembre, à 21 heures. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Marc Ognet
Hommage à Léo Ferré.
Sentier des Halles, 51, rue d'Abouk, Paris 2^e. M^o Sentier. Le 6, à 20 heures. Tél. : 01-42-36-37-27. De 100 F à 120 F.

Antoine Tomé
Limonaire, 18, cité Bergère, Paris 9^e. M^o Rue-Montmartre. Le 6, à 22 heures. Tél. : 01-45-23-33-33.

Jacques Hélian
Maison des arts, place Salvador-Allende, 94 Créteil. Le 6, à 20 h 30. Tél. : 01-45-13-19-19. 150 F.

Malavoi
Batclan, 50, boulevard Voltaire, Paris 11^e. M^o Voltaire. Le 6, à 20 heures. Tél. : 01-47-00-55-22.

« Okinawa Corse »
Rencontre entre la polyphonie de l'île de Beauté et la grande tradition des musiciens d'Okinawa.

Maison de la culture du Japon, 101 bis, quai Brandy, Paris 7^e. M^o St-Hippolyte. Les 6 et 7, à 20 h 30. Tél. : 01-44-37-95-95. 80 F et 100 F.

RÉSERVATIONS

Dewey Redman
Sunset, 80, rue des Lombards, Paris 1^{er}. Les 9 et 10 novembre, à 22 heures. Tél. : 01-45-25-65-80. 80 F.

Clarika
Le Cigale, 120, boulevard Rochefort, Paris 18^e. Le 17 novembre, à 20 heures. Tél. : 01-49-25-89-89. 100 F.

DERNIERS JOURS

12 novembre : *Les Démones* de Fedor Dostoevski, mise en scène de Roger Planchon.

Opéra-Comique, 5, rue Favart, Paris 2^e. M^o Richelieu-Drouot. Tél. : 01-42-44-45-46. De 70 F à 200 F.

thémat

pour rendre

OFFRE EXC

Qui je souhaite m'abonner aux Dossiers pour 128 F seulement au lieu de 144 F.

Je réponds avant le 15/11/1998 et j'aimerais posséder la collection complète.

Je joins mon règlement par chèque bancaire ou par carte bancaire.

Nom : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____

مكتبة المصلح

à l'unanimité que les quinze pays adoptés, jeudi 5 novembre, la délégué à Londres et co-partenaire par aucune menace d'intervention armée. En revanche, il adresse deux messages : la décision de Bagdad de mission chargée de le désamarrer cette collaboration. Dans le à un «*forum global*» des relations reprend sa coopération avec les membres du Conseil ont fait de la résolution 687, qui lie le sermentant de l'Irak. Si l'Union, collaboration avec elle, «*se déclare* et un premier de résolution demandant au Monde le représentant nese

vaient prévoir, la polémique sur
de la Suisse pendant la seconde
antisémisme latent. Ce consta
l'illégalité de la défense des droits
rapport sur l'antisémitisme pro
mission fédérale contre le ra
tisme comme les préjugés
de la communauté juive, de
dans la vie quotidienne, en
pour atténuer les panaches hel
lismes des victimes de la Shoah.
qui simultanément à cette di
cussion, les médias ont tenu
l'affaire d'Israël de manière
de la Suisse par un

[illegible]

the 1990s, the number of people in the world who are illiterate has increased from 1.2 billion to 1.5 billion. The number of illiterate people in the world is expected to increase to 1.7 billion by the year 2015. The number of illiterate people in the world is expected to increase to 1.7 billion by the year 2015. The number of illiterate people in the world is expected to increase to 1.7 billion by the year 2015.

[illegible][illegible]

1. L'ALLEMAGNE
DE L'EST
DE L'OUEST

Le Monde

DOSSIERS DOCUMENTS

2. 15 F

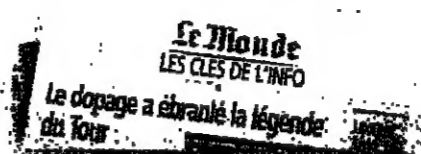
L'Allemagne au cœur de l'Europe

N

Autour d'un thème précis, les dossiers réunissent des articles déjà parus dans le quotidien ou l'une de ses publications. Remis à jour, enrichis de lexiques, mots clés, repères, infographies, ces dossiers élaborés avec des enseignants permettent de maîtriser des sujets de société, d'économie ou de géopolitique sous tous leurs aspects.



**et
décodé**



**DANS CHAQUE NUMÉRO DE
DOSSIERS ET DOCUMENTS**

Parce que l'actualité est complexe, et que les media traditionnels ne fournissent pas toujours les éléments pour la décoder, Les Clés de l'Info proposent un panorama de l'actualité dans un souci constant de pédagogie. Comprendre la signification, les mécanismes, les conséquences des événements forts du mois, tel est l'objectif des Clés de l'Info avec des articles rédigés tout spécialement.

Le Monde

DOSSIERS & DOCUMENTS

pour rendre l'actualité deux fois plus claire.

Un mensuel en deux parties : les dossiers du mois et les clés de l'Info. Clair, complet et agréable à lire.

OFFRE EXCEPTIONNELLE D'ABONNEMENT

Bulletin à retourner, dûment complété à :
Le Monde Dossiers et Documents - Service Abonnements - 24, avenue du Général Leclerc - 60 646 Chantilly Cedex

☐ Oui, je souhaite m'abonner aux **Dossiers et Documents du Monde** (les dossiers du mois + les clés de l'Info) pour **128 F** seulement au lieu de **144 F**.

Je réponds avant le 15/11/1998 et je reçois en cadeau les numéros de septembre et d'octobre 1998 afin de posséder la collection complète depuis la rentrée 1998.

**Répondez vite
avant le 15/11/98
et recevez en cadeau
les numéros de septembre
et d'octobre !**

JE JOINS MON RÈGLEMENT, SOIT 128 F :

☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde.

☐ par carte bancaire :

Offre valable uniquement en France métropolitaine et jusqu'au 31/12/1998. Autres pays, nous consulter au : 33 1 49 60 32 90.

Nom : Prénom :

Adresse :

Code Postal : Localité :

Vous vous abonnez au Monde Dossiers et Documents : Vos nom, prénom et adresse sont communiqués à nos services internes et, le cas échéant, plus tard, à quelques sociétés porteuses.

EN VUE

■ **Dimanche 1^{er} novembre**, à Paris, un homme, aidé par son chien rottweiler, a précipité dans la Seine un promeneur qu'il « croyait homosexuel » et qui le « regardait de travers ». La victime a regagné la rive à la nage.

■ **Pour attirer l'attention** des secours, Willy, affolé, qui, mercredi 4 novembre, sur un trottoir, au centre de Naples, aboyait en vain dans la foule, s'est finalement jeté dans le bassin où son maître sans bruit venait de se noyer.

■ **Pour ne pas perdre ses** allocations, Emile Vitale, quarante-deux ans, en attente d'une transplantation du foie, employé à la direction générale du Palais royal de Naples, se rend à son travail muni d'un masque à oxygène, accompagné de sa femme qui lui charré la bouteille.

■ **Après avoir avec de l'eau** ramené des tartarades conservées depuis cent vingt ans dans un musée, des scientifiques japonais de l'université de Kanagawa, spécialistes des transplantations d'organes, ont, en utilisant le sucre sécrété par ces animalcules pour retarder la déshydratation, fait battre à nouveau le cœur d'un rat arrêté depuis dix jours.

■ **Le docteur Chi Van Dang** du Johns Hopkins Hospital de Baltimore, aux États-Unis, observe qu'au moment de l'effort pendant l'amour, appelé « manœuvre de Valsalva », des personnes atteintes d'amaigrissement jusqu'au nom du président des États-Unis.

■ **Chrysostomos Synetos**, évêque de Zakyntos, qui, dans une interview annoncée à la « une » du magazine *Penthouse* sous la photo d'une paire de fesses, s'était montré favorable aux relations sexuelles avant le mariage pour éviter que « les conjoints changent ensuite de partenaire comme de chemise », comparait devant le Saint Synode de l'Eglise orthodoxe de Grèce.

■ **Judi 5 novembre**, un garçon armé d'un pistolet à gaz, dans une sex-shop de Katowice en Pologne, a enlevé une poupée gonflable, s'est enfui en refermant la porte avec des chaînes et un cadenas.

■ **Les salariés d'une compagnie** d'aviation de Riazan au sud de Moscou, payés en avions faute de liquidités, qui ont transformé les carlingues en maisons de campagne, en aubres agricoles ou en bains russes (*bania*), sont prêts, « si la situation financière se redresse », à accrocher les moteurs et les ailes.

■ **Lundi 2 novembre**, comparait devant le tribunal de Chester, Barry Daly, salarié des chemins de fer britanniques, qui déroba au cours de sa carrière quatre locomotives, six wagons de voyageurs et trente wagons de marchandises.

Christian Colombani

Nouvelle passe d'armes entre Israël et le Vatican

Dans la presse italienne, l'Etat hébreu et le Saint-Siège polémique discrètement sur quelques vieux points de désaccord, tels que l'éventuelle béatification de Pie XII ou le statut de Jérusalem

ALORS QUE le pape Jean Paul II projette de se rendre avant la fin de ce siècle à Jérusalem, les rapports entre le Vatican et Israël sont loin de s'améliorer. Le dernier accrochage entre les deux Etats s'est produit, mardi 3 novembre, lors d'une conférence de presse de l'ambassadeur d'Israël auprès du Saint-Siège, Aaron Lopez. Bien qu'estimant que la béatification et la canonisation restent des prérogatives absolues de l'Eglise catholique, le diplomate a réclamé un moratoire de cinquante ans pour la béatification de Pie XII, car celle-ci « engendrerait un élément de grand trouble entre l'Eglise et Israël ». « L'Holocauste est un traumatisme encore vivant et les blessures sont encore ouvertes. On

devrait reporter les discussions d'une possible béatification jusqu'à ce que les historiens puissent examiner les documents relatifs à cette époque », a fait remarquer l'ambassadeur, cité par Marco Tosatti dans *La Stampa*. Ce qui ne sera possible que lorsque le pape voudra bien en décider car l'ouverture des archives dépend de son pouvoir souverain.

Pour le moment, le Vatican s'est arrêté en 1922. Le père jésuite allemand Peter Gumpel, chargé de l'instruction du dossier de béatification, a vivement répliqué : « L'ambassadeur peut dire ce qu'il veut mais sa requête apparaît pour le moins imprudente car elle n'est pas de sa compétence. Le pape ne s'est jamais officiellement prononcé



sur cette question délicate. Dans le document publié en mars intitulé *Souvenons-nous : une réflexion sur la Shoah*, Karol Wojtyla n'avait pas évoqué la polémique sur les silences de Pie XII mais avait rappelé sa première encyclique, *Sollicitudo omnium gentium*, dans laquelle il déclarait « attirer l'attention contre les théories qui nient l'unité de la race humaine ».

La controverse resurgit donc sur Pie XII à propos de l'extermination des juifs pendant la seconde guerre mondiale. Elle s'ajoute à une autre source de discorde entre les deux Etats : le statut de Jérusalem. Le 26 octobre, Mgr Jean-Louis Tauran, secrétaire du Saint-Siège aux rapports avec les Etats, avait déclaré, lors d'une conférence épiscopale à Jérusalem, que la partie orientale de la ville était « illégalement occupée » et avait prôné une nouvelle fois « un statut internationallement garanti » pour la cité trois fois sainte. Ce à quoi Aaron Lopez a répondu qu'il fallait maintenir « un statut d'unicité » à cette ville et trouver les moyens de garantir l'accès libre et absolu aux lieux saints. La prise de position de

la diplomatie vaticane sur Jérusalem n'a manifestement pas fait plaisir aux autorités israéliennes, d'autant que le Saint-Siège souhaite être associé, même de loin, aux négociations sur le statut.

La demande de renvoi de la béatification « pourrait encore rendre plus rigide la position du pape Wojtyla, qui n'est pas homme à tolérer les incertitudes, surtout sur les questions internes à l'Eglise », fait remarquer *La Stampa* dans un éditorial intitulé « Les racines du silence ». « La requête de l'ambassadeur est peut-être la réponse un peu rude d'Israël à Mgr Jean-Louis Tauran », écrit Domenico Del Rio alors que le *Corriere della Sera* rappelle, pour sa part, que « les rapports entre le Saint-Siège et Israël n'ont pas été bons pendant de nombreuses années et que, encore actuellement, nonobstant deux concordats, les deux parties ne viennent pas à trouver une entente substantielle et définitive. Le poids de l'histoire antique et récente est trop fort, et trop nombreuses et trop délicates sont les questions non résolues », souligne Francesco Margiotta Broglio.

L'*Osservatore Romano* n'a pas réagi à ce nouveau coup de froid. Seul, Mgr Tauran a répondu qu'il ne faut pas « dramatiser », « qu'il n'y a rien de nouveau » et que « dans les archives du Saint-Siège, il n'y a rien d'incriminant sur cette époque » parce que « Paul VI a fait publier tous les documents relatifs à la deuxième guerre mondiale ».

Michel B6le-Richard

DANS LA PRESSE

LIBERATION

Alain Duhamel

■ **Pour que la vie publique** n'envalise pas la vie privée des hiérarques, encore faut-il que ceux-ci mènent une vie privée sans aucune influence possible sur leur vie publique. Or Roland Dumas n'a cessé de se comporter en frontalier ambigu de ces confins. Il y a à peine : président du Conseil constitutionnel dont les décisions sans appel s'imposent irrésistiblement, c'est à dire à être, et aussi à paraître, insoupçonnable. Il ne s'agit plus cette fois-ci de présomption d'innocence mais de devoir d'innocence. Le symbole de l'autorité juridictionnelle suprême a le

droit d'être ennuyeux, sans panache ni talent, sinon sans compétence ou sans intelligence. Il ne peut, en revanche, en aucun cas devenir un objet de scandale, un sujet de polémiques, une source de rumeurs perpétuelles, fondées ou calomnieuses. S'il conserve néanmoins ses fonctions, s'il passe outre les supputations et les imputations dont il est la cible, alors il sacrifie l'institution qu'il incarne à son orgueil, à son cynisme ou à son narcissisme. Il ne se montre pas à la hauteur de ses responsabilités : il en devient indigne et il nuit à la justice, à la démocratie et, accessoirement, à sa famille politique d'origine. Casanova devient alors un simple Tiberi de gauche.

L'HUMANITÉ

Jean-Paul Pirot

■ **Vingt-cinq mille morts** ou disparus : les estimations cinq jours après l'entrée en action de Mitch risquent d'être dépassées. Comment ne pas être saisi par l'incroyable hiatus entre les moyens technologiques que les grandes puissances sont capables de mettre en œuvre, notamment pour mener une opération militaire, et la misère du dispositif en place alors qu'un pays entier est dévasté par des éléments naturels ?

THE NEW YORK TIMES

■ Les électeurs ont, de manière très sophistiquée, mis en balance leur volonté de continuité et leur désapprobation de M. Clinton en tant

que personne. En réduisant la majorité républicaine à la Chambre des représentants, ils ont donné à M. Clinton le poids politique pour obtenir de cette Chambre un blâme au lieu de la destitution. M. Hyde (Henry Hyde, président républicain de la commission des affaires judiciaires de la Chambre) a dit que le résultat de la procédure de destitution devait être soutenu par une majorité de l'opinion publique. Le message qui s'est dégage des urnes et qui émane des sondages est qu'une majorité des deux tiers des Américains s'est déjà formée. Elle veut une condamnation formelle de M. Clinton pour avoir menti sous serment et déshonoré sa fonction ; mais elle veut qu'il reste à son poste.

SUR LA TOILE

EDUCATION NATIONALE

Le site web du ministère de l'éducation nationale va ouvrir prochainement une nouvelle rubrique, intitulée « La page du ministre ». Il y sera notamment question de l'application du plan lycéen, de la politique de la recherche, de l'école primaire du XXI^e siècle et de la revalorisation du rôle des chefs d'établissement. (AFR) www.education.gouv.fr/ministre

PUBLICITE

Selon une étude de l'Internet Advertising Bureau (IAB) américain, les recettes publicitaires globales des sites Internet ont atteint 422 millions de dollars au deuxième trimestre 1998, soit presque le double du chiffre pour la même période en 1997. L'IAB note que, désormais, « les grands annonceurs intègrent les dépenses en ligne dans leur plan médias général ».

EXPLORER 5.0

La nouvelle version d'Explorer, le navigateur Internet de Microsoft, est disponible sur le Web en téléchargement gratuit pour les utilisateurs de Windows et des systèmes Sun. Les versions pour Macintosh et HP-UX sont en préparation. Rien n'est prévu pour Linux.

www.chronicart.com

Cinq appelés du contingent rêvaient de créer leur magazine culturel. C'est chose faite, sur le Web

CHRONICART, anciennement « Tête de l'art », a fêté en octobre son premier anniversaire. Tous les quinze jours, l'équipe de ce web-magazine français décline avec passion l'actualité de la culture et des loisirs en cinq rubriques : « cinéma », « musique », « cyber », « livres » et « sport ». Chacune est accompagnée d'un agenda et d'une sélection de liens permettant d'approfondir l'information. Le site propose également un forum de discussion, une liste de diffusion hebdomadaire, et des séries de portraits et d'interviews de personnalités aussi différentes que Jean-Pierre Mocky, le groupe de rap IAM ou le critique rock américain Greil Marcus.

Destiné à un public jeune, branché, urbain et pour tout dire parisien, Chronic Art rêve de devenir un jour l'équivalent en ligne des *Incroyables* : « Notre idée de départ était de réaliser un magazine papier avec un site Web en complément, mais pour des raisons économiques, nous avons dû renoncer et nous contenter du Web », explique Cyril



De Graeve, cofondateur et rédacteur en chef. En attendant, l'équipe tente de s'imposer grâce à un ton « ni tiède ni complaisant, engagé, violent, polémique s'il le faut ». L'aventure de Chronic Art est née dans une caserne. C'est au Sirpa (Service d'information et de relations publiques des armées), pendant leur service militaire, que

Cyril et les quatre autres créateurs du site se sont rencontrés : « On s'ennuyait ferme, alors plutôt que de perdre notre temps, nous avons imaginé ce magazine ». Aujourd'hui, tous les cinq travaillent quasiment à plein temps sur Chronic Art. Pour couvrir l'essentiel de l'actualité culturelle parisienne, ils se font aider par une vingtaine de pigistes.

Xavier de Moulines

Abonnez-vous au Monde

Jusqu'à
360^F
d'économie
soit
7 semaines
de lecture
GRATUITE

Offre valable jusqu'au 31/12/98

ABONNEZ-VOUS ET
DEVENEZ LECTEUR
PRIVILÉGIÉ DU MONDE

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :

☐ 3 MOIS - 582 F ☐ 6 MOIS - 1086 F ☐ 1 AN - 1980 F

au lieu de 585 F au lieu de 1170 F au lieu de 2340 F

* Prix de vente au numéro (hors de France métropolitaine uniquement) : 801 MQ 007

Je joins mon règlement soit : ☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

☐ par carte bancaire N° _____

Date de validité _____ Signature : _____

☐ M. ☐ Mme Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Offre valable jusqu'au 31/12/98

Offre valable jusqu'au 31/12/98

Offre valable jusqu'au 31/12/98

Offre valable jusqu'au 31/12/98

Offre valable jusqu'au 31/12/98

Offre valable jusqu'au 31/12/98

Offre valable jusqu'au 31/12/98

Offre valable jusqu'au 31/12/98

Offre valable jusqu'au 31/12/98

Offre valable jusqu'au 31/12/98

Offre valable jusqu'au 31/12/98

Offre valable jusqu'au 31/12/98

Offre valable jusqu'au 31/12/98

Offre valable jusqu'au 31/12/98

Offre valable jusqu'au 31/12/98

Offre valable jusqu'au 31/12/98

Offre valable jusqu'au 31/12/98

Offre valable jusqu'au 31/12/98

Offre valable jusqu'au 31/12/98

Offre valable jusqu'au 31/12/98

Offre valable jusqu'au 31/12/98

Offre valable jusqu'au 31/12/98

Offre valable jusqu'au 31/12/98

Offre valable jusqu'au 31/12/98

Offre valable jusqu'au 31/12/98

Fermez le ban ! par Alain Rollat

Il aura donc fallu attendre que le poulu de 14 devienne une espèce en voie d'extinction pour que le gouvernement de la République rétablisse dans leur dignité les mutins du Chemin des dames fusillés « pour l'exemple » au printemps de 1917. Voilà comblé un autre de ces incommensurables « trous de mémoire » qui jalonnent les cimetières des champs de bataille. Le nom de Lionel Jospin restera attaché à ce post-scriptum tardif mais bienvenu. Il n'est jamais trop tard pour réhabiliter le droit de préférer la paix à la guerre.

Mais comment faire en sorte, concrètement, que le souvenir de ces hommes morts d'avoir désobéi à la bêtise militaire « réintègre aujourd'hui pleinement notre mémoire collective nationale » ? Arte suggère plusieurs pistes, jeudi soir, en filigrane d'un édifiant documentaire qui brisait la loi du silence verrouillée depuis quatre-

vingt ans par la mise au secret des archives historiques de l'armée française. On pourrait, certes, graver au fronton du ministère de la défense ce message posthume du sergent Gabriel Baret : « Vous croyez peut-être que la guerre, ce n'est qu'une longue suite d'actions chevaleresques, héroïques, plus belles les uns que les autres. Vous ne savez donc pas que la guerre, c'est aussi une longue suite de bassesses, de lâchetés, de trahisons, à l'arrière au moins autant qu'à l'avant... » On pourrait même buriner dans le marbre du Palais-Bourbon la phrase qui valut au socialiste Pierre Berton, élu de l'Allier, de se faire huier, en 1916, par la Chambre des députés : « Les soldats français sont des citoyens et non des esclaves. » On pourrait d'ailleurs en profiter pour rappeler aux socialistes français la prémonition exprimée par leurs collègues allemands : « Dans cette

guerre monstrueuse, il n'y aura ni vainqueurs ni vaincus. Ou, plutôt, tous seront saignés, ruinés, épuisés. Et si par malheur il y avait des vainqueurs exaspérés et des vaincus irrités, la guerre recommencerait pour la revanche, pour la vengeance, car la guerre n'a jamais nié la guerre. » On pourrait alors ajouter au Mémorial de Verdun cette mâle proclamation du futur maréchal Pétain : « Mon véritable titre de gloire, la seule opération où j'ai joué un rôle personnel, c'est le redressement de l'armée en 1917. J'ai rétabli l'ordre dans une armée mûre pour la révolte. Et j'ai maté ces deux millions d'hommes en en fusillant moins de cinquante. » Mais, justement, il y a un préalable à tout cela : pour honorer la mémoire de ces « moins de cinquante », il faudrait commencer par réviser la loi de 1979 sur les archives, qui les condamne à demeurer jusqu'en 2017 des soldats inconnus.

مكتبة

RADIO-TÉLÉVISION

LE MONDE / SAMEDI 7 NOVEMBRE 1998 / 37

FILMS DE LA SOIRÉE

20.35 Casque d'or ■■■ Jacques Becker (France, 1952, N, 95 min.) Ciné Classics	23.25 Sexe, mensonges et vidéo ■■■ Steven Soderbergh (Etats-Unis, 1989, 95 min.) TSR	0.40 Kansas City ■■■ Robert Altman (Etats-Unis, 1975, 115 min.) Cinestar 2
21.00 Waterworld ■■■ Kevin Reynolds (EU, 1995, version couleur, 135 min.) Ciné Classics	23.40 Savoy-Hôtel 217 ■■■ Günzay Uckay (Allemagne, 1936, N, v.o., 95 min.) Arte	0.50 Coupes de feu dans la Sierra ■■■ Sam Peckinpah (Etats-Unis, 1962, 95 min.) Cinéothe
21.25 Vera Cruz ■■■ Robert Aldrich (Etats-Unis, 1954, v.o., 95 min.) Cinéothe	23.40 La Déchirure ■■■ Roland Joffé (Grande-Bretagne, 1984, v.o., 140 min.) Ciné Classics	1.25 Rashomon ■■■ Akira Kurosawa (Japon, 1950, N, v.o., 95 min.) Arte
22.00 Ombres et brouillard ■■■ Woody Allen (Etats-Unis, 1991, N, 85 min.) Cinestar 1	0.00 Coupé Mains Rouges ■■■ Jacques Becker (France, 1942, N, 110 min.) Ciné Classics	2.00 Abattoir 5 ■■■ George Roy Hill (Etats-Unis, 1972, 105 min.) Ciné Classics

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES 18.30 Nulle part ailleurs. Invités : Doc Cyndee, Bernard Tapie, Elliott Smith. Canal +	20.35 Preuves à l'appui. 1181. L'affaire Koko. Méditerranée	MUSIQUE 21.00 Jazz à Antilles 1990. Avec Claude Luter, Yannick Singery, Daniel Barda, Michel Marchetti, Bernard Lay. Muzik
19.00 Tracks. Quand la techno fait du la politique. Le retour du swing. Fluor. Depeche Mode. Arte	21.25 El Choco. Les secrets de la forêt colombienne. Planète	22.00 Piano Summit. Montreux 94. Avec Django Bates, Rodney Kendrick, Ray Bryant, Malcolm Allison, Brad, Randy Weston. Muzik
19.00 De l'actualité à l'Histoire. La modernisation de la vie politique. Invités : Jean-Luc Parodi, Nicole Carala, Pierre Rosenblatt. Histoire	22.15 Grand format. Famômes de Tanger. Arte	22.20 Suite Scythe opus 20. de Prokofiev. Par l'Orchestre philharmonique de Rotterdam. dir. Valery Gergiev. M6
20.00 Envoyé spécial. Les années 90. De Vesoul à Zagreb. Les années du sport. Invité : Jacques Rupnik. Histoire	22.40 Jacques Becker, la passion du cinéma. Ciné Classics	0.30 Le Live du vendredi. REM. M6
20.05 C'est la vie. J'ai avorté. TSR	23.00 Ceux qui se souviennent. (1 et 27). Histoire	SÉRIES 20.30 La Poursuite du vent. Nina Compton (37). Festival
20.55 Thalassa. Sur la Route du rhum. France 3	23.25 C'est bouillu. (18). Voyage au bout de chez nous. Planète	20.40 La Bonne à rien faire. Paul Schneider. RTL 9
22.05 Faut pas rêver. Mauritanie : Les escadrons nomades. Bresil : Le poète des pauvres. Italie : La course aux bouffes. Invité : Patrick Chamolissou. France 3	23.30 La retraite fut sa vie. 0.45 La Case de l'Onclé Doc. La Légende des sciences. France 3	20.45 L'Amour dans les filets. Klaus Gietinger. Arte
23.05 Bouillon de culture. Passions dévorantes. Invités : Isabelle Huppert et Benoît Jacquot, Lucien Jerphagnon, Olivier Rolin, José Samama. France 2	23.00 Cyclisme. Les six jours de Munich. Eurosport	20.50 Le Pyromane. Carlo Rola. M6
23.15 Sans aucun doute. Les armées en tout genre. Invités : Nativé. TF 1	23.00 Cyclisme. Les six jours de Munich. Eurosport	20.55 Le destin tragique de Hotty Sorrel. Gies Foster. TMC
23.30 Les Dossiers de l'Histoire. La Victoire de 1918. France 3	DANS LE DIRECT 19.20 Casse-noisette. Chorégraphie de Mark Morris. Musique de Tchaïkovski. Par le Mark Morris Dance Group. l'Orchestre symphonique et les Chœurs de la Monnaie. dir. Sylvain Cambreling. Muzik	22.05 Ciel d'orange. Pablo Barriamann. Festival
DOCUMENTAIRES 19.40 Ernst Jünger. Journal d'occupation. Planète	20.45 Casse-noisette. Chorégraphie de Pär Isberg. Musique de Tchaïkovski. Par le Ballet de l'Opéra royal suédois et l'Orchestre de l'Opéra royal suédois. dir. Renet Salavatos. Mezzo	20.55 Avocats et associés. Radié. Chorégraphie de Mark Morris. Musique de Tchaïkovski. Par le Mark Morris Dance Group. l'Orchestre symphonique et les Chœurs de la Monnaie. dir. Sylvain Cambreling. Muzik
20.00 Soirée photo de mode. Paris Première	20.45 Casse-noisette. Chorégraphie de Pär Isberg. Musique de Tchaïkovski. Par le Ballet de l'Opéra royal suédois et l'Orchestre de l'Opéra royal suédois. dir. Renet Salavatos. Mezzo	20.55 Soirée Siccom. Télé
20.15 Palettes, portrait du Fayoum. Le dernier regard, l'Européenne. Arte	20.45 Casse-noisette. Chorégraphie de Pär Isberg. Musique de Tchaïkovski. Par le Ballet de l'Opéra royal suédois et l'Orchestre de l'Opéra royal suédois. dir. Renet Salavatos. Mezzo	21.30 Kindred. Pleine lune néfaste (v.o.). Télé
20.25 Voyage au cœur du règne animal. Méduse de choc. Les loups gigantes d'Amazonie. Odysée	20.45 Casse-noisette. Chorégraphie de Pär Isberg. Musique de Tchaïkovski. Par le Ballet de l'Opéra royal suédois et l'Orchestre de l'Opéra royal suédois. dir. Renet Salavatos. Mezzo	22.55 Seinfeld. Dans la soupe (v.o.). Canal Jimmy

FILMS DU JOUR

11.20 Party ■■■ Mandel de Oliveira (France - Portugal, 1996, 90 min.) Cinestar 2	16.30 Lady Be Good ■■■ Norman Z. McLeod (Etats-Unis, 1941, N, 120 min.) Mezzo	1.05 Les Duellistes ■■■ Jean-Paul Caillet (Grande-Bretagne, 1977, 95 min.) Arte
13.05 After Dark, My Sweet ■■■ James Foley (Etats-Unis, 1990, v.o., 110 min.) Ciné Classics	16.35 La Cible humaine ■■■ Henry King (Etats-Unis, 1950, N, v.o., 110 min.) Ciné Classics	2.00 Marie Stuart ■■■ Carl Froelich (Allemagne, 1940, N, v.o., 110 min.) Ciné Classics
14.00 Mademoiselle Gagne-Rent ■■■ George Cukor (Etats-Unis, 1952, v.o., 110 min.) Ciné Classics	23.10 Mean Streets ■■■ Martin Scorsese (Etats-Unis, 1973, 110 min.) Cinéothe	2.25 Zoullou ■■■ Cyril Endfield (Grande-Bretagne, 1962, v.o., 135 min.) Cinéothe
14.35 Indiscretions ■■■ George Cukor (Etats-Unis, 1940, N, v.o., 110 min.) Cinéothe	1.00 Ombres et brouillard ■■■ Woody Allen (Etats-Unis, 1991, N, 85 min.) Cinestar 1	3.45 Casse-noisette ■■■ T. Guillermo Alca et J. Carlos Tablo (Cuba, 1995, 110 min.) Cinestar 2

GUIDE TÉLÉVISION

DEBATS 12.10 et 17.40 Le Monde des idées. 7ème. La crise de la BNF. Invités : Jean-Pierre Angremy et Pierre Nora. LCI	18.30 Ceux qui se souviennent. (1 et 27). Histoire	17.00 Hockey sur glace. Championnat du monde. France - Slovaquie. AB Sport
MAGAZINES 13.45 Pendant la pub. Invité : Pierre Arditi. TMC	19.00 A la découverte du Père-Lachaise. Odysée	20.05 Le Vol. Route du rhum 98. Avec Jean-Luc Van der Nedde. France 3
14.10 Strip-tease. Kama Lend et les Classic. Paroles. Faut la raper. Prenez, c'est mon corps. RTBF 1	19.40 Les Grandes Batailles du passé. (1/28). Troie. 1250-1240 avant J.-C. Planète	20.25 Basket-ball. Pro A. Chalon - Pau. Orange. Eurosport
14.30 Le Magazine de l'Histoire. Spécial rentrée des classes. Invités : Nicole Bacharan, Nathalie Le Douarin, Jean-Noël Luc, Xavier Ruffin. Histoire	19.50 Entre paradis perdu et terre promise. Odysée	23.00 Cyclisme. Les six jours de Munich. Eurosport
16.30 De l'actualité à l'Histoire. La modernisation de la vie politique. Invités : Jean-Luc Parodi, Nicole Carala, Pierre Rosenblatt. Histoire	20.35 Planète animal. Tuer pour vivre. (28). Combats au fil de l'eau. TMC	MUSIQUE 18.30 Requiem K626, de Mozart. Par The English Baroque Soloists et The Monteverdi Choir, chef de chœur : Elizabeth Wilcox, dir. John Eliot Gardiner. Avec Barbara Bonney, Anne-Sophie von Otter. Mezzo
17.30 Envoyé spécial. Les années 90. De Vesoul à Zagreb. Les années du sport. Invités : Jacques Rupnik, Jean-Pierre Karaculic. Histoire	20.45 L'Aventure humaine. Vasco De Gama, du Portugal vers l'Inde. (34). La route des Indes. Arte	19.40 Berlioz. Par l'Orchestre de la Suisse italienne, dir. Luciano Berio. Avec Cathy Berberian, mezzo-soprano, Anthony Di Bonaventura, piano. Muzik
19.00 L'histoire parallèle. Semaine du 7 novembre 1948. Elections aux Etats-Unis : victoire de Truman. Invité : Bernard Sinshelmer. Arte	20.55 La Guerre civile d'Espagne. (54). Odysée	20.15 La Symphonie concertante de Mozart. Avec Armin, violon. Hirofumi Fukui, alto. Muzik
20.00 Thalassa. Pas de quartier pour les pingouins. TV 5	21.30 Planète Terre. L'Ouest américain (1/8). Les hommes (1/2). TMC	20.30 Così fan tutte. Opéra de Mozart. Par The English Baroque Soloists et The Monteverdi Choir. Mezzo
20.45 Le Magazine de l'Histoire. Invités : Patrick Bouché, Claude Aziza, Jean-Marie Rouart, Philippe Soliers. Histoire	21.40 La Quête du futur. (10/23). Par le futur. Planète	23.10 Brendel joue Schubert. 0.00 Montserrat Caballé. Manuel Burgués, piano. Gustavo Gommara, Toldrà, Turina. Muzik
21.00 Faut pas rêver. Autriche : L'étrange costume de l'histoire. La vallée du verre. Chine : Les maîtres du Shencong. Invité : Paolo Cona. TV 5	21.45 Au royaume du tigre. (54). Les montagnes des dieux. Odysée	23.15 Hollywood Night. La Protection. Scott Paulin. TF 1
21.35 Métropolis. Le musée national du Palais de Taipei. Angelopoulos. Supports / Surfaces : Louis Cane. Arte	22.00 Carlo Ginzburg. 23.05 Preuves à l'appui. 1181. L'affaire Koko. Planète	SÉRIES 18.35 Two. Concorde entre deux causes. Série Club
21.50 Ciné-Cinéma. Le mois de la photo. Avec Johan Van der Keuken. Ciné Classics	23.30 Arcadie. Les mystères du narval. (3/3). Odysée	19.45 La Vie à cinq. Rupture. Télé
DOCUMENTAIRES 17.40 John Glenn. 18.05 Les Sectes, mensonges et idéaux. (1/5). Planète	23.35 El Choco. Les secrets de la forêt colombienne. 0.00 Corpus Christi. (1/2). Crucifixion. Histoire	20.30 L'Inspecteur Lavardin. Le Diable en ville. Festival
18.15 Fins de saisons. Planète	0.00 Impressionnisme, les origines. Odysée	20.35 H. Le manuscrit. 20.50 Le Caméléon. Effets spéciaux. M6
18.15 Voyage au cœur du règne animal. Méduse de choc. Les loups gigantes d'Amazonie. Odysée	0.05 Music Planet. Cher Mami, le même. Arte	20.55 Blague à part. A la mémoire. Canal +
	SPORTS EN DIRECT 12.00 Le Vol. Route du rhum 98. Invité : Lotte Peysen. France 3	21.00 Anne Le Guen. Le Mystère de la crypte. France 3
	13.00 Snowboard. ISF Boardercross World Tour. Finales. Eurosport	21.20 Spin City. L'apprentissage. Canal +
	13.45 Tennis. Open messieurs de Paris-Bercy. Demi-finale. France 2	21.45 The Sentinel. La faute du père. M6
	14.00 Basket-ball. Pro A : Cholet - Antibes. Canal +	22.15 High Incident. Shale, Rade And Roll (v.o.). 13ème Rue M6
	16.00 Tennis. Open messieurs de Paris-Bercy. Eurosport	22.45 Profiler. Marque aux fers. 0.05 Star Trek. Deep Space Nine. Prologue. Canal Jimmy

Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément deux dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et de la télévision - ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.

Le nom qui suit le genre de l'émission (film, téléfilm, etc.) est celui du réalisateur.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES :

- Signalé dans Le Monde Télévision-Radio-Multimédia.
- On peut voir.
- Ne pas manquer.
- Chef-d'œuvre ou classiques.
- Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

NOTRE CHOIX

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

FRANCE 2

FRANCE 3

FRANCE 5

FRANCE 6

FRANCE 7

FRANCE 8

FRANCE 9

FRANCE 10

FRANCE 11

FRANCE 12

FRANCE 13

FRANCE 14

FRANCE 15

FRANCE 16

FRANCE 17

FRANCE 18

FRANCE 19

FRANCE 20

FRANCE 21

FRANCE 22

FRANCE 23

FRANCE 24

FRANCE 25

FRANCE 26

FRANCE 27

FRANCE 28

FRANCE 29

FRANCE 30

FRANCE 31

FRANCE 32

FRANCE 33

FRANCE 34

FRANCE 35

FRANCE 36

FRANCE 37

FRANCE 38

FRANCE 39

FRANCE 40

FRANCE 41

FRANCE 42

FRANCE 43

FRANCE 44

FRANCE 45

FRANCE 46

FRANCE 47

FRANCE 48

FRANCE 49

FRANCE 50

Waterloo, morne gare

par Pierre Georges

EST-CE par désespoir ? Par souci de se singulariser ? Par envie de provoquer et l'Anglais et le saxon ? Par une sorte de fidélité à des racines ancestrales qui feraient de lui un lointain descendant de Guillaume le Conquérant ? Est-ce enfin parce qu'il s'appelle Longuepée, Florent de son prénom, et que ce patronyme oblige ?

Toujours est-il que ce conseiller régional d'Ile-de-France, RPR, tendance Séguin, dont les plus hauts faits d'armes, rapporte la chronique, consistent à porter le fer contre les hordes balladuristes et saxonnes, vient de prendre une initiative héroïque. Après y avoir mûrement réfléchi — tant le fait n'est pas vraiment nouveau — il a considéré que ce ne pouvait plus durer. Et même que cela n'avait que trop duré. Il a donc écrit à Tony Blair pour demander que cessent le scandale et l'outrage au nom de l'Europe, de la paix, de l'Eurostar, de l'entente cordiale, débaptisez, please, Waterloo Station.

« Vous comprendrez, j'en suis certain, du malaise que peuvent ressentir les Français partis de la gare du Nord lorsqu'ils sont accueillis à la gare de Waterloo. » Waterloo, quel malaise en effet ! L'initiative tardive mais courageuse de l'édile parisien serait probablement restée assez vaine, comme un tapage dans le désert, du moins si elle n'était venue à la connaissance de la presse insulaire. Et surtout si elle ne s'était accompagnée des pires menaces. Florent Longuepée, dont l'influence est notoire dans le 10^e arrondissement de la capitale, a en effet promis de tout faire, au cas où l'Anglais ne se

soumettrait pas, pour que les représailles les plus féroces s'exercent. Notamment en débaptisant la gare du Nord pour en faire la gare de Fontenoy. En mémoire d'une fameuse déculottée infligée par les troupes du maréchal de Saxe à une coalition anglo-hollandaise. Ah, ça ! Messieurs les Anglais, débaptisez les premiers !

L'affaire était constituée ! Et la presse britannique, comme à la parade, s'en est emparée. A sa manière, évidemment, toute faite d'humour et de moquerie. Articles vengeurs, éditoriaux sarcastiques, le pays des Longuepées a pris pour son grade et sa mémoire.

La contre-offensive insulaire s'est articulée, en fait, autour de trois axes. Primo, quitte à débaptiser, autant débaptiser d'abord devant sa porte ! Et ce n'est tout de même pas le Paris de la gare d'Austerlitz, du pont du métro de Solferino, de la station Sébastopol ou de la station Stalingrad qui va nous donner des leçons d'héroïque mémoire. Secundo, une gare de Fontenoy, la menace nous fait pleurer de rire. Une victoire française, Fontenoy ? Ah ! Il vous a fallu chercher bien loin pour en trouver une ! Et Azincourt, souvenez-vous d'Azincourt ! Tertio, ce qui est fait est fait. Il n'y a pas à y revenir. Waterloo existe. Et Trafalgar aussi, avant que d'être square. « Les vieilles batailles ne meurent jamais. » Ainsi commence, ce jour, l'éditorial du Times.

Et ainsi s'achève, sous le quolibet et le rire, l'offensive-éclair du preux chevalier de Longuepée contre Waterloo, morne gare !

Menaces de famine et d'épidémies dans le sillage du cyclone Mitch

Les chefs d'Etat d'Amérique centrale se réunissent lundi 9 novembre

LE BILAN des victimes du cyclone Mitch, en Amérique centrale, ne cesse de s'alourdir. Selon les dernières estimations officielles, on dénombrait, jeudi 5 novembre, près de 11 500 morts, 13 000 disparus et 2,8 millions de sinistrés, en majorité au Honduras et au Nicaragua, où des dizaines de villages ont été rayés de la carte par les inondations et les glissements de terrain. C'est désormais la situation précaire de dizaines de milliers de survivants, menacés de famine et d'épidémies, qui préoccupe les gouvernements des pays touchés.

Les chefs d'Etat des pays d'Amérique centrale doivent se réunir, lundi 9 novembre, à San Salvador, pour évaluer les conséquences humaines et économiques de la tragédie et définir des actions communes. Cette conférence sera précédée d'une réunion à huis clos des ministres des affaires étrangères, vendredi, à l'aéroport international de San Salvador.

Le président nicaraguayen, Arnoldo Alemán, a reconnu, jeudi soir, que le nombre de morts dans son pays atteindrait ou dépasserait les 4 000. On dénombre par ailleurs 2 000 disparus et de

730 000 à 1 million de sinistrés. Au Honduras, le bilan des morts restait de 7 000 et le président Carlos Flores a estimé que les disparus étaient au nombre de 11 000. 1932 480 personnes se trouvaient sans abri ou avaient été directement affectées, soit plus du tiers de la population. Le Guatemala compte, selon le président Alvaro Arzu, 197 morts et 78 800 sinistrés. 240 personnes ont par ailleurs péri au Salvador.

VAUTOURS ET CHIENS

Dans les deux pays les plus affectés, des dizaines de milliers de personnes se trouvent encore isolées dans des régions totalement inondées par les rivières en crue, où la faim et la maladie sont les nouveaux ennemis à combattre. Dix jours après le passage du cyclone, plusieurs centaines de cadavres en décomposition étaient encore retrouvés. Les morts sont souvent abandonnés sur place aux vautours et aux chiens, ou hâtivement enterrés. Au Nicaragua, devant le risque d'épidémies, la défense civile a ordonné, jeudi, l'interruption de la récupération des cadavres sur les flancs du volcan Casitas, où un glissement de terrain a ense-

veli cinq villages et tué environ 2 000 personnes. La puanteur et l'insalubrité dans cette zone sont insupportables et « nous ne devons pas exposer les gens qui n'ont pas la protection adéquate », a indiqué Carlos Cáceres, responsable de la défense civile locale. 500 cadavres ont par ailleurs été retrouvés jeudi à Whidli, traversée par le Rio Coco en crue, dans une région cernée par les eaux et isolée après la destruction de toutes les voies de communication. « La situation des réfugiés y est très critique », a indiqué à l'AFP Clara Billot, de l'organisation Médecins sans frontières (MSF). Les sinistrés guettent le ciel dans l'espoir qu'un hélicoptère déposera des aliments, des vêtements ou des médicaments.

Au Honduras, la présence de cadavres en décomposition accroît aussi les risques d'épidémies de choléra, de dengue et de malaria. Abandonnés parmi les débris, les corps sont la proie des vautours, notamment sur les berges naufragées de la rivière Choluteca, qui traverse Tegucigalpa. Seuls 10 % des habitants de la capitale ont encore accès à l'eau après la rupture des canalisations. — (AFP)

M. Schröder promet aux Polonais un processus accéléré d'adhésion à l'UE

VARSOVIE

de notre correspondant
« Je suis chancelier et pas prophète. Helmut Kohl était plus prophète que moi, et il n'est plus chancelier », c'est par cette piquette que le nouveau chef du gouvernement allemand, Gerhard Schröder, qui effectuait jeudi 5 novembre sa première visite à Varsovie, a répondu à ses hôtes polonais qui le pressaient de citer une date pour l'entrée de la Pologne dans l'Union européenne.

Evocué en son temps par l'ex-chancelier Kohl et le président Jacques Chirac, la perspective d'une intégration en l'an 2000 n'avait jamais été prise tout à fait au sérieux par les Polonais. Mais, à l'inverse, l'absence de tout objectif concret suscite des interrogations et des inquiétudes, que la brève visite de M. Schröder, pas plus que celle de son ministre des affaires étrangères, Joschka Fischer, la semaine dernière, n'ont vraiment dissipées. Le premier ministre Jerzy Buzek a laissé entendre à l'issue des entretiens que cette absence de « date » était regrettable.

Pour rassurer ses interlocuteurs, le nouveau chancelier s'est engagé à « accélérer les négociations » lorsque l'Allemagne assurera la présidence de l'Union, à partir du 1^{er} janvier 1999. Ces propos n'ont pas complètement effacé l'effet des déclarations qu'il avait faites en marge du sommet européen de Potsdam, le 24 octobre, sur le thème : les pays candidats « ne doivent pas se faire d'illusions », les négociations seront « plus longues et plus difficiles » que prévu.

Les responsables et la presse polonaise relèvent cependant avec satisfaction que M. Schröder a choisi de venir à Varsovie, après Paris et Londres, mais avant Moscou — et qu'il a décrit la coopération germano-polonaise comme une « œuvre de stabilité » dans cette partie de l'Europe. Le chancelier a également cherché à apaiser les craintes qu'avaient suscitées les revendications émises par d'anciens expatriés des territoires allemands devenus polonais après la seconde guerre mondiale, qui revendiquent un droit à récupérer leurs biens quand la Pologne sera dans l'Union.

Thomas Sotinel

Jan Krauze

Le pessimisme des industriels s'est encore accentué en octobre

SELON L'ENQUÊTE TRIMESTRIELLE publiée vendredi 6 novembre par l'Insee, le pessimisme a encore gagné du terrain dans l'industrie en octobre. L'étude relève que « la demande globale et la demande étrangère devraient sensiblement ralentir au cours des prochains mois ». Autre indice de cette détérioration de la conjoncture, les « goulots de production » diminuent : le taux des entreprises dont les capacités de production sont saturées est à 24 % en octobre, après 30 % en avril. Dans le même temps, le taux d'utilisation des capacités productives pour l'industrie manufacturière chute à 85,3 %, après 86,6 % en avril. Ce diagnostic confirme que, si la croissance française reste tirée par la consommation des ménages, l'industrie hexagonale, très engagée sur les marchés étrangers, est de plus en plus affectée par les turbulences mondiales.

■ **POLLUTION** : la préfecture de l'Hérault a interdit, jeudi 5 novembre, le ramassage et la commercialisation des coquillages de l'étang de Thau (Hérault). Une algue toxique, l'*Alexandrium*, suspectée d'avoir des effets nocifs pour la santé humaine, a envahi les eaux de l'étang, ont révélé des analyses réalisées par les services vétérinaires et l'Ifremer.

Tirage du Monde daté vendredi 6 novembre 1998 : 522 917 exemplaires

Le président ivoirien mis en cause dans un trafic de pétrole destiné au régime d'apartheid sud-africain

ABIDJAN
de notre correspondant
en Afrique de l'Ouest

Le président ivoirien, Henri Konan Bédié, aurait reçu du régime d'apartheid sud-africain, entre 1989 et 1992, 3 millions de dollars de pots-de-vin en échange de la livraison de pétrole, contrevenant ainsi à l'embargo imposé à l'Afrique du Sud par les Nations unies. M. Bédié était à l'époque président de l'Assemblée nationale ivoirienne. Le quotidien sud-africain *Mail and Guardian*, qui a rapporté ces accusations, affirme qu'elles ont fait surface à l'occasion d'un audit sur la société nationale pétrolière, commandé par le ministre des mines et de l'énergie, Penuli Maduna.

Selon le *Mail and Guardian*, le ministre aurait tenté de garder secret le nom du bénéficiaire de ces pots-de-vin, calculés à raison de 35 cents américains par baril, sur une base de 15 000 barils/jour. Le président Bédié a été récemment reçu au Cap par Nelson Mandela, et celui-ci n'a jamais voulu reprocher à l'actuel président ivoirien la politique de conciliation de son prédécesseur. Félix Houphouët-Boigny, à l'égard du régime d'apartheid.

En Côte d'Ivoire, l'affaire a provo-

qué un émoi certain. La présidence de la République a fait lire à la télévision un communiqué dans lequel le président Bédié affirme qu'il ne se « sent nullement mêlé en quoi que ce soit aux séquelles de la politique de l'apartheid du Sud » et qu'il « conduit avec responsabilité la politique de son pays en assumant les charges de l'héritage du passé ».

Pour l'instant, l'opposition ivoirienne manifeste quelque réticence à s'emparer de l'affaire. Laurent Gbagbo, qui dirige le Front populaire ivoirien (social-démocrate), a annoncé qu'il interrogerait le ministre des finances à ce sujet, mais sans se faire d'illusions : « Nous n'aurons pas de réponse », a-t-il déclaré, tout en reconnaissant que « le juge sud-africain n'a fait que tracer des pistes et n'a pas prononcé de verdict. Ne comptez donc pas sur nous pour accabler, ou laver, le président Bédié ».

pour accabler, ou laver, le président Bédié.

Alassane Ouattara, actuellement directeur adjoint du Fonds monétaire international, et probable candidat à l'élection présidentielle ivoirienne de l'an 2000 contre M. Bédié, s'est aussi gardé de toute attaque, affirmant n'avoir jamais eu connaissance de l'affaire, alors qu'il était premier ministre entre 1989 et 1992.

Dès les années 80, le président Houphouët-Boigny avait prôné une politique de « dialogue » avec l'Afrique du Sud, au mépris des résolutions de l'ONU et de l'OUA. Cette position avait suscité les critiques de l'opposition de gauche, à l'époque légale. Comme le rappelle M. Gbagbo, « nous avons toujours soupçonné que ce dialogue cachait en fait des relations commerciales ».

Thomas Sotinel

Jan Krauze

Pénalités accrues pour les licenciements de « quinquas »

LA BAISSÉ tendancielle du nombre de demandeurs d'emplois, depuis un an, en France, ne profite guère aux salariés âgés de cinquante ans et plus. Pire : alors que le chômage, selon les statistiques de septembre, a baissé de 5 % sur un an, il a augmenté, durant la même période, pour les plus de cinquante ans, de 5 % chez les femmes et de 2,9 % chez les hommes.

Le gouvernement va majorer, à partir du 1^{er} janvier 1999, la contribution créée en 1987 par un amendement de Jean-Pierre Delalande, député (RPR) du Val-d'Oise, pour les entreprises qui licencient des salariés de plus de cinquante ans (*Le Monde* du 6 novembre). Selon *La Tribune* du 6 novembre, le montant serait doublé pour les entreprises de plus de cinquante salariés. Une pénalité, fixée entre deux et douze mois de salaire de la personne licenciée, selon son âge, serait versée à l'Unedec.

Au ministère du travail, on confirme l'intention de taxer plus lourdement les entreprises qui licencient des quinquagénaires et, donc, d'augmenter la contribution

dite « Delalande » ; mais on précise que tous les paramètres ne sont pas encore fixés. A l'origine, l'amendement prévoyait une pénalité de trois mois de salaire pour les entreprises qui licenciaient des salariés de plus de cinquante-cinq ans. Cette contribution est versée à l'Unedec. En 1992, Martine Aubry, ministre du travail de l'époque, avait, une première fois, étendu et augmenté cette contribution. Les entreprises devaient verser à l'Unedec de un à six mois de salaire de l'employé licencié.

Ce système a rapporté 1,7 milliard de francs au régime d'assurance-chômage en 1997. Sa majoration devrait rapporter 1 milliard de francs de plus. Le dispositif, toutefois, n'a pas pour vocation à améliorer les comptes de l'Unedec. Le régime partiellement perçu, certes, la majoration, mais il verra la participation de l'Etat à son financement diminuer d'autant.

Alain Beuve-Méry

Edmond Maire quitte la présidence des VVF

ANCIEN secrétaire général de la CFDT, Edmond Maire, 67 ans, quittera les Villages Vacances Familiales (VVF), qu'il préside depuis dix ans, en avril 1999. D'ici là, il n'exercera plus de fonctions opérationnelles.

Dans le cadre d'une réorganisation annoncée jeudi 5 novembre, M. Maire conserve la présidence de l'association VVF, qui détient 51 % du capital de l'opérateur de tourisme, au côté de la Caisse des dépôts et consignations (CDC, 49 %). Il prend aussi, provisoirement, la présidence du conseil de surveillance. Deux organismes dont le communiqué publié par les VVF prend soin de préciser qu'ils ont « exclusivement un rôle d'orien-

tation et de surveillance ». C'est un directoire composé de deux membres qui pilote désormais VVF Vacances, la société qui exploite et commercialise les activités touristiques du groupe. Son président est Olivier Colcombet, 47 ans, un ancien dirigeant des Galeries Lafayette, entré aux VVF en octobre 1997 comme directeur général tandis que Chantal Burger, 44 ans, issue de la CDC, assure la direction générale.

Présentant à la presse les perspectives de l'entreprise, au côté de M. Maire, M. Colcombet a souligné, jeudi, que VVF Vacances (environ 2 000 salariés et 1 milliard de francs de chiffre d'affaires) devrait présenter, « cette année encore, un

léger déficit ». A terme, l'objectif est de « dégager un résultat net positif de 30 millions de francs ».

M. Maire avait engagé un plan social touchant 140 personnes (40 suppressions d'emploi, 100 mutations), controversé puisqu'il intervenait à l'issue d'un accord de réduction du temps de travail (RTT) conclu dans le cadre de la loi Robien. « Un accord de RTT n'est pas, ne peut pas être une assurance tous risques », a affirmé, jeudi, M. Maire. La progression de l'activité a été plus lente que prévu. Or, le dispositif Robien ne prévoit aucune souplesse en cas de fluctuation d'activité. « Il a précisé qu'il n'y aurait pas de licenciements sans reclassement ».

Démoniaque démo de mots



Roland Dubillard
Les dialogues
et autres inventions
Les nouveaux dialogues

folio

Hondur

La Nouvelle-Calédonie aux prises avec un climat de tension

LES ANCIENS combattants de la Nouvelle-Calédonie ont été réintégrés dans la vie civile. Mais la tension persiste. Les anciens combattants de la Nouvelle-Calédonie ont été réintégrés dans la vie civile. Mais la tension persiste. Les anciens combattants de la Nouvelle-Calédonie ont été réintégrés dans la vie civile. Mais la tension persiste.

Privatisation de France Télécom

Le ministre de l'Économie a annoncé la privatisation de France Télécom. Le ministre de l'Économie a annoncé la privatisation de France Télécom.

Les États-Unis et le Grand Jura

Après l'annonce de la vente de la Compagnie du Grand Jura, les États-Unis ont réagi. Après l'annonce de la vente de la Compagnie du Grand Jura, les États-Unis ont réagi.

Wye River suspendu

Le gouvernement britannique a suspendu le projet de barrage de Wye River. Le gouvernement britannique a suspendu le projet de barrage de Wye River.

Route du rhum

Le ministre de l'Économie a annoncé la mise en place d'une route du rhum. Le ministre de l'Économie a annoncé la mise en place d'une route du rhum.

Le marché de l'art

Le marché de l'art français a connu une hausse record. Le marché de l'art français a connu une hausse record.

L'audace Ford

Le constructeur américain a lancé une campagne publicitaire audacieuse. Le constructeur américain a lancé une campagne publicitaire audacieuse.

Grand 10

Le magazine Grand 10 a été lancé. Le magazine Grand 10 a été lancé.